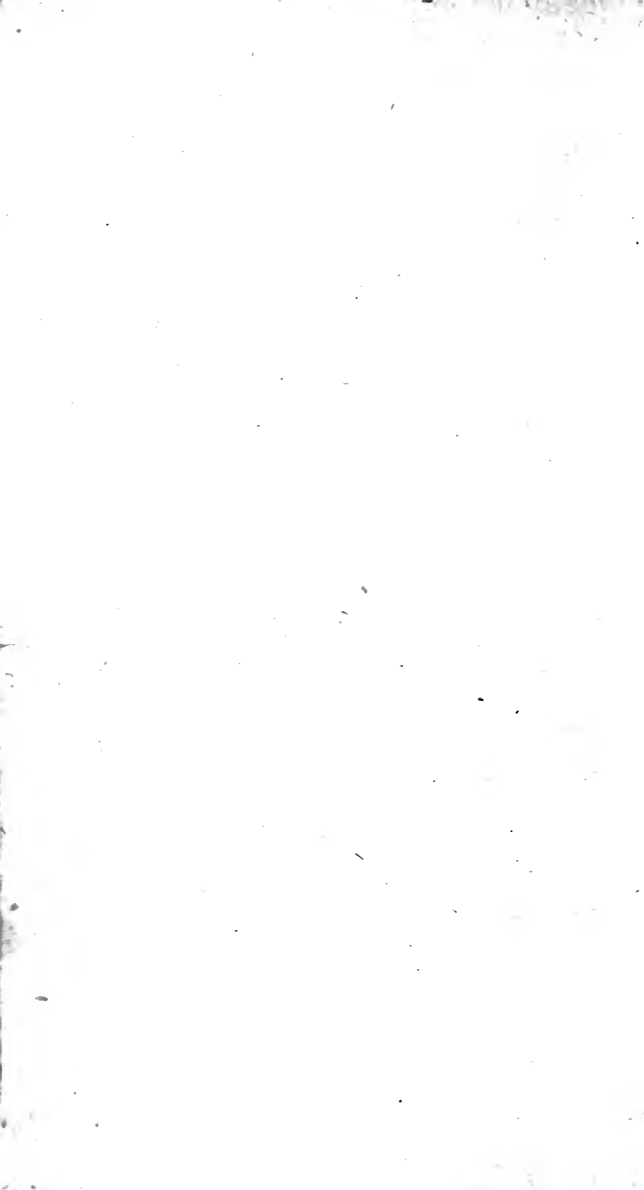






Par Ridansat de Mainolent  
d'Angeville d'Angerville





CSP  
JOURNAL

HISTORIQUE,

DE LA RÉVOLUTION

*Opérée dans la Constitution de  
la Monarchie Française , par  
M. de MAUPEOU , Chancelier  
de France.*

---

*Quis talia fando  
Temperet à lacrymis?*

---

TOME PREMIER.



A LONDRES,

---

M. DCC. LXXV.



425023

CSP

DC

133

M22

1775

V. 1



## AVERTISSEMENT.

*ON a imprimé en Angleterre un recueil curieux , sous le titre des Efforts du Patriotisme , &c. ou Recueil des Ecrits patriotiques , &c. Ces pieces seront sans doute très-utiles pour écrire l'histoire des troubles passés de la France , mais le Journal que nous entreprenons est infiniment plus essentiel & plus intéressant : les faits sont la base principale de tout livre de ce genre.*

*Le journal que nous donnons , a été rédigé par des magistrats zélés & éclairés , qui cottoient journellement ce qui se passoit sous leurs yeux ; & avant d'en rédiger les détails , s'en rendoient compte , les discutoient , les comparoient , & ne met-*

## AVERTISSEMENT.

soient rien que de bien sûr , de très-authentique. La simplicité du style doit faire juger aisément qu'ils ont eu pour but d'instruire , plutôt que de plaire.

Ce Journal , qu'un hasard heureux nous a procuré , va jusqu'au retour des Princes à la Cour , c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1772.



## JOURNAL



# JOURNAL HISTORIQUE,

*De la révolution opérée dans la  
Constitution de la Monarchie  
Françoise, par M. de MAUPEOU,  
Chancelier de France.*

---

## R É C I T

*De ce qui s'est passé au sujet de l'Edit  
envoyé au Parlement, le 27 Novem-  
bre 1770.*

**M**ONSIEUR le Chancelier, piqué de l'arrêté du 6 septembre fait contre lui, au sujet de la séance du Roi au Parlement, pour enlever les minutes & les grosses du procès de M. le duc d'Aiguillon, & voulant sans doute prévenir la délibération indiquée sur cela pour

Tome I. A

le 3 décembre , avoit annoncé pendant les vacances , qu'il alloit , à la rentrée , livrer l'affaut au Parlement , ouvrir la tranchée contre le Parlement , & qu'il réduiroit le Parlement , ou que le Parlement le détruiroit.

Cet affaut de vengeance eut lieu le 27 novembre , par l'envoi de l'Edit fatal , qui met aujourd'hui tout le royaume en feu , dont le préambule est une vraie Catilinaire contre les parlements , & dont le dispositif , dans son troisieme article (a) , est le renversement des loix fondamentales de l'état sur l'enrégistrement.

On prévint dès-lors les maux qui pouvoient un jour en devenir le fruit ; mais ceux où il a déjà jeté le royaume , depuis deux mois qu'il existe , les renversements qu'il a déjà faits dans la constitution de l'état , dans l'économie des loix , & dans la stabilité inamovible de la magistrature ; surpassent peut-être ce qu'on en prévoyoit , & sont contre lui la plus puissante des réclamations. Il ne faut en effet que ce qu'il a déjà produit , pour prouver combien il est pernicieux , & qu'il n'y a rien de sacré dans l'état , qu'on ne puisse renverser par son moyen.

L'édit étoit si clairement contraire aux loix de l'état , au service du Roi & au bien de la patrie , que le parlement ne nomma point de commissaires pour l'examiner. Par un arrêté du 28 novembre , il renvoya la délibération au lundi 3 décembre , jour indiqué par l'arrêté du 6 septembre dernier , & où Messieurs devoient se trouver tous.

Le 3 décembre , l'assemblée ne finit qu'à

---

(a) Voyez cet édit , qui est dans toutes les gazettes.

4 heures après midi : on y fit les représentations suivantes , & l'assemblée fut remise au mardi 4 , dix heures du matin , après l'audience de la grand'chambre.

*Représentations du Parlement , arrêtées & lues  
au Roi le 3 décembre 1770.*

SIRE ,

« Rien ne paroît plus affligeant pour votre parlement , & rien , il peut le dire , n'étoit moins mérité de sa part , que de se voir imputer un complot criminel & insensé , qu'on lui suppose commun avec les autres compagnies de magistrature , pour méconnoître & pour affoiblir les droits inviolables de votre autorité souveraine. »

« Votre parlement , SIRE , a travaillé dans tous temps pour affermir & pour étendre cette autorité sacrée , qu'il regarde comme l'ame de l'Etat , & comme le principe de sa propre existence. »

« Si la fierté des grands vassaux s'est trouvée forcée à s'humilier devant le trône de vos ancêtres , de renoncer à l'indépendance , & de reconnoître dans leur Roi une juridiction suprême , une puissance publique , supérieure à celle qu'ils exerçoient ; si l'indépendance de votre couronne a été maintenue contre les entreprises de la cour de Rome , tandis que presque par-tout les souverains avoient plié sous le joug de l'ambition ultramontaine ; enfin ; si le sceptre a été conservé , de mâle en mâle , à l'aîné de la maison royale , par la succession la plus longue & la plus heureuse , dont il existe des exemples dans les annales des empires :

A ij

tous ces services, les plus importants sans doute qu'on ait jamais rendus à l'autorité royale & à l'état, sont dûs, l'histoire en fait foi, à votre parlement. »

« Et quel autre, SIRE, en effet, qu'un corps qui ne compte pour rien le danger, lorsqu'il s'agit de prouver sa fidélité à ses Rois, auroit osé s'exposer à combattre pour eux contre ce qu'il y avoit de plus craint & de plus redouté ? Mais indépendamment du devoir qui l'y oblige, l'intérêt même de votre parlement suffiroit pour l'engager, SIRE, à soutenir votre autorité. »

« Les magistrats qui le composent, reconnoîtront toujours qu'ils n'ont d'autre titre de juridiction, que le caractère d'officiers de V. M. : leurs arrêts ne sont rendus & ne s'exécutent qu'en votre nom, & l'autorité royale ne sauroit souffrir la moindre éclipse dans la personne du monarque, sans être en même temps obscurcie, ou plutôt éteinte dans le corps où l'on en voit briller quelqu'émanation. »

« Le maintien de cette autorité paroîtra toujours si précieux à votre parlement, que peut-être feroit-il le sacrifice de tout ce qu'on a rassemblé d'humiliant pour la magistrature, dans l'édit qui lui est présenté, s'il pouvoit au fond être utile aux véritables intérêts de votre autorité, & s'il n'exposoit point la liberté, la vie, l'honneur, & tous les droits de propriété de vos sujets, à devenir le jouet des surprises, dont ensuite le monarque se repentiroit trop tard. »

« Mais, quel avantage, SIRE, votre autorité pourroit-elle trouver dans le renouvellement de tentatives déjà prosrites plusieurs fois par l'expérience, & décriées sans retour par l'opinion publique ? »



« Tantôt des projets de ce genre présentés aux Rois & rejetés par eux , ont avorté avant que d'éclore ; tantôt mis au jour sans effet , leurs auteurs n'en ont recueilli que la honte & l'ignominie ; tantôt adoptés dans un premier mouvement , excités par de noirs artifices dans l'esprit du souverain ; ils se sont évanouis avec les impressions sinistres qui les avoient produits : enfin , s'il est de semblables projets , dont l'effort de la puissance ait prolongé avec peine l'existence , cette épreuve passagère n'a servi qu'à faire mieux sentir la nécessité de les révoquer , & de laisser les choses reprendre leurs cours ancien & naturel. »

» Ainsi l'autorité souveraine s'est vue toujours définitivement compromise par ces projets hasardés , & le temps même , qui découvre tout , n'a pas tardé , SIRE , à dévoiler aux souverains , que dans de pareils projets , un zèle affecté pour l'autorité n'est que le voile apparent dont se couvrent leurs auteurs ; mais que leur véritable objet est d'employer ces projets dangereux à satisfaire leurs intérêts personnels & leur vengeance , sans se mettre en peine du mal qui en résulte nécessairement pour l'état & pour le monarque. »

« Jamais , SIRE , le voile ne fut moins difficile à pénétrer que dans l'occasion présente. Daignez y porter vos regards : ne consultez que vous-même : jugez-en par cette sagacité qui vous est naturelle , & dans laquelle réside tout notre espoir. »

« Vous reconnoîtrez , SIRE , dans les coupables inventeurs d'un pareil édit , un projet trop réel , caché sous de fausses apparences , d'allumer d'une seule étincelle un incendie général , d'exciter un trouble universel dans

toutes les parties de votre royaume , afin de profiter de cette crise violente , pour arracher , s'il étoit possible , du sanctuaire de la justice des ministres des loix , auxquels les méchants ne sauroient pardonner d'être incorruptibles , & qu'on ne hait que parce que leur fidélité à vos intérêts , leur attachement à votre personne , les ont toujours empêché de se prêter aux cabales de ceux qui depuis si long-temps troublent votre état. »

« Ces vues si funestes , SIRE , de perpétuer des troubles , ne percent pas d'une manière moins sensible au travers des dispositions qu'on vous a présentées comme capables de les prévenir ; il n'est pas une seule de ces dispositions , qui , dans l'exécution , si elle pouvoit en avoir , occasionnât mille difficultés , ne fît naître à chaque pas mille affaires , toutes contraires à votre repos , toutes préjudiciables au bien de votre service. Les troubles ne peuvent être utiles qu'à ceux-là seuls qui cherchent à se faire valoir , & à se rendre nécessaires , en suscitant gratuitement à leur Prince des soins & des embarras , dont ils offrent ensuite ou se font fort de le décharger. »

« Loin d'écouter , SIRE , ceux qui vous tiennent un pareil langage , loin d'hasarder l'épreuve fatale de projets , dont tout votre peuple murmure , dont les grands gémissent , dont l'Europe s'étonne , & sur lesquels vos ennemis peut-être fondent leurs espérances : daignez , SIRE , en retirant votre édit , en rendant justice à votre parlement , en lui laissant le libre exercice de ses fonctions , l'intégrité de l'autorité que vous lui avez confiée , qui vous est & sera toujours propre , dont il n'a fait & ne peut faire usage que pour l'affer-

missément de la vôtre , qui en est la source & le principe ; daignez faire une épreuve moins longue , moins pénible , moins sujette à des difficultés fatigantes & renaissantes sans cesse , une épreuve enfin qui combleroit votre nom de gloire en assurant votre tranquillité. „

„ Reconnoissez dans tous les calomniateurs de la magistrature , les perturbateurs de l'état , les ennemis secrets de votre repos , les usurpateurs ambitieux de votre autorité : livrez-les à la vengeance des loix ! Tous vos sujets applaudiront ; les nations admireront votre sagesse ; vous jouirez aussi-tôt d'un calme qu'ils ne vous laisseront jamais , parce qu'ils pensent que leur intérêt est de vous en priver , & qu'élevés dans le trouble , ce trouble seul peut soutenir & accroître leur crédit. Vous verrez alors , SIRE , votre parlement tel qu'il est ; vous n'y trouverez que respect , soumission , amour & fidélité. „

*Réponse du ROI , du même jour.*

„ Ce n'est qu'après les plus mûres réflexions que j'ai fait rédiger mon édit. Vos représentations ne contiennent que des déclamations contre des personnes qui méritent la confiance dont je les honore , & ne tendent qu'à faire naître des idées aussi fausses qu'injurieuses à ma personne ; elles ne me font pas changer de façon de penser. Je vous ordonne d'enrégistrer mon édit dès demain. Je vous charge , vous , Monsieur (a), de venir ici le soir à sept heures , me rendre compte de l'exécution de mes ordres. „

( a ) Le premier Président , auquel le Roi parloit.

Le mardi 4 décembre , on fit l'arrêté suivant , contenant d'itératives représentations. On chargea M. le premier Président de les porter au Roi le même jour , & de solliciter auprès de Sa Majesté le règlement , promis depuis si long-temps , sur le commerce des bleds , dont la cherté excessive continuoit malgré toutes les instances faites par le parlement auprès du gouvernement. L'assemblée fut continuée au lendemain.

*Arrêté du Parlement , du 4 Décembre 1770.*

« La Cour délibérant tant sur la réponse du Roi , contenue au récit de M. le premier Président , que sur l'édit présenté le 28 du mois dernier , a arrêté que M. le premier Président , se retirant pardevant le Roi , ce soir , en exécution des ordres contenus en la réponse dudit seigneur Roi , sera chargé de lui représenter très-humblement & très-respectueusement , que son parlement n'a pu entendre qu'avec la douleur la plus vive & la plus amère , qu'on ait présenté audit seigneur Roi , les représentations que son parlement a eu l'honneur de lui adresser hier , comme tendantes à faire naître des idées aussi fausses qu'injurieuses à sa personne sacrée ; qu'on n'a pu parvenir à les présenter audit seigneur Roi sous ce point de vue , qu'en dénaturant le sens des expressions que son parlement n'a employées que pour donner audit seigneur Roi de nouvelles assurances de sa fidélité , de son amour , & de sa soumission ; pour lui représenter combien l'intérêt puissant du devoir & l'intérêt même personnel de chacun des membres qui composent son parlement , l'oblige au

maintien de l'autorité souveraine dudit seigneur Roi , & pour lui témoigner enfin que dans le moment d'une crise aussi violente , tout l'espoir de ses peuples & de son parlement réside uniquement dans la sagesse personnelle dudit seigneur Roi , dans sa justice & dans sa bonté. »

« Que son parlement ne peut ni ne doit procéder à enrégistrer un édit , dont l'enregistrement le couvrirait de honte aux yeux des peuples dans ce moment , & un jour à venir aux yeux du souverain lui-même. »

« Un édit qui compromet aussi évidemment les droits les plus précieux des sujets dudit seigneur Roi , leur propriété , leur liberté , leur vie & leur honneur ».

« Un édit , enfin , qui compromet les intérêts chers & sacrés dudit seigneur Roi , en altérant la constitution de la monarchie , en détruisant les formes solennelles constamment observées pour l'établissement des loix , en exposant à jamais ledit seigneur Roi à toutes les surprises dont les plus grands Rois ne sont point exempts , & contre lesquelles ils n'ont point de ressource , plus sûre , que dans le zèle , la fidélité & le courage de leurs Cours. »

« Vérités bien senties par tous les augustes prédécesseurs dudit seigneur Roi , qui n'ont jamais cherché qu'à raffermir le courage de leurs officiers de justice , en les rassurant de la manière la plus efficace sur la conservation de leur liberté , de leur vie & de leur état , notamment par le Roi Louis XI , le prince le plus jaloux de sa puissance & de son autorité. »

*Réponse du Roi , du 4 Décembre 1770.*

« Je vous ferai savoir mes intentions. »

Le 5 Décembre le Roi fit retirer l'édit ; mais le bruit se répandit que c'étoit pour y changer quelque chose , & le faire enrégistrer ensuite par voie d'autorité dans un Lit de justice : on n'en a ôté que le mot de *confédération* , dont on accusoit les parlements dans le préambule.

Sur ce bruit d'un Lit de justice le parlement fit l'arrêté qui suit.

*Arrêté du 5 Décembre 1770.*

« La cour considérant que la réponse du Roi à ses très-humbles & très-respectueuses représentations faites le jour d'hier audit seigneur Roi par M. le premier président , & les ordres dont les gens du Roi ont fait part ce matin à ladite cour , semblant annoncer ces tristes circonstances , où la cour se voit forcée de prévenir les atteintes dangereuses dont se trouvent menacées les loix du royaume & la constitution de l'état : & de s'occuper du soin de les conserver en consigniant dans ses registres des monuments de son attachement inébranlable aux principes dont le maintien est également utile au roi & à ses sujets. »

« Considérant ladite cour qu'elle ne pourroit s'en départir , sans manquer à ce que lui prescrivent son attachement respectueux pour la personne & le service du Roi , le vœu universel de tous les ordres de l'état , la fidélité que tous les membres de ladite cour doivent au serment qu'ils ont fait de garder & observer les loix & ordonnances du royaume , & l'obligation d'acquitter en cette partie , les Rois , du ser-

ment qu'ils font à leur sacre, & d'y *vaquer te'llement*, que , *par la faute* des magistrats , aucune *p'lainte n'en puisse advenir* , ni au Roi charge de *conscience*.... Ainsi qu'il a été expressément recommandé par le Roi Louis XI à sadite cour , en lui envoyant la formule du serment de son avènement à la couronne , par ses Lettres enregistrées le 11 avril 1482. »

« A arrêté , qu'en se conformant aux expressions dont la cour s'est servie , dans une occasion bien moins importante , le 1 Mars 1583 , la cour , attendu que l'édit est contre les *loix fondamentales de l'état* , auxquelles loix on ne peut déroger... n'a puissance de procéder à la *vérification de l'édit* , en conséquence a protesté & proteste contre tout ce qui pourroit être fait au préjudice des loix. »

« A arrêté en outre , que dans le cas où l'on profiteroit des circonstances , pour faire publier aucun édit ou déclaration à la charge des sujets du Roi , ladite cour proteste pareillement contre tout ce qui pourroit être fait pour prévenir ou étouffer sa juste & respectueuse réclamation. »

Le jeudi 6 le parlement reçut les ordres de se rendre à Versailles le lendemain pour le Lit de justice. Il fit l'arrêté suivant.

*Arrêté du jeudi 6 Décembre.*

« Sur l'ordre donné de se rendre demain à Versailles pour un Lit de justice , on a fait les protestations ordinaires. »

« Arrêté en outre que M. le premier président fera chargé de faire demain au Lit de justice des représentations qui contiendront l'arrêté du jour d'hier. »

« Arrêté que les chambres s'assembleront demain à six heures du soir après le lit de justice. »

Le lit de justice fut tenu à Versailles le vendredi 7. M. le chancelier y fit un discours qui développa tout le venin de l'édit, & qui le rendit encore plus ouvertement mauvais. M. le premier président, dans son discours, présenta la substance de l'arrêté du 5. L'édit fut enregistré par voie d'autorité, sous la nouvelle date du mois de décembre, au lieu de celle de novembre.

Le procès verbal du lit de justice a été publié avec profusion dans Paris ; ainsi, pour ne pas surcharger le public, nous nous dispenserons de le rapporter.

*Du vendredi 7 Décembre, au soir.*

Les chambres s'assemblerent ; mais comme il étoit trop tard pour finir les délibérations, & que le lendemain étoit fête, on les remit au lundi 10, 7 heures du matin.

Le lundi 10, le parlement fit l'arrêté qui suit :

*Arrêté du 10 Décembre 1770.*

« Ce jour la cour, toutes les chambres assemblées : suivant l'arrêté du vendredi 7 de ce mois, pour délibérer à l'occasion du lit de justice tenu à Versailles ledit jour. »

« Considérant que les dispositions de l'édit publié au lit de justice attaquent tellement les formes essentielles du gouvernement, que de leur exécution il résulte que les droits les plus sacrés, qui assurent l'honneur & constituent la propriété des sujets, peuvent recevoir des



atteintes irréparables , sans obstacle & sans réclamation. »

« Considérant en outre que , par le préambule dudit édit , tous les membres de la magistrature sont présentés comme des criminels envers l'état & la personne du Roi , dont le crime , par le discours de M. le chancelier , est défini le projet d'enlever des mains dudit seigneur Roi l'autorité souveraine , pour ne lui laisser que le nom de Roi : qu'après de pareilles inculpations les membres de la cour ne mériteroient pas même l'indulgence dudit seigneur Roi , dont la justice devrait être armée contr'eux ; d'où il résulte contre les magistrats qui la composent , une incapacité absolue de faire exécuter , par les sujets dudit seigneur Roi , des loix dont eux-mêmes devroient éprouver la rigueur. »

» A arrêté ladite cour , que M. le premier président sera chargé de se retirer sur le champ par devers le Roi , pour le supplier de rétablir son honneur , & la constitution de l'état , que l'édit a attaqués , & de lui rendre ses fonctions , aussi intéressantes pour la personne sacrée que pour l'état ; ou de recevoir l'offre unanime , qu'à l'exemple des anciens magistrats , les membres actuels de ladite cour font audit seigneur Roi , de leur état & de leur tête : sacrifice volontaire , mais devenu indispensable par l'impuissance où est ladite cour de pouvoir avec honneur exécuter ledit édit , & remplir aucune de ses fonctions. »

« A arrêté en outre , que M. le premier président sera tenu de ne faire part qu'au Roi du présent arrêté , dont il lui remettra une expédition en forme. Les chambres demeureront assemblées jusqu'après la réponse du Roi. »

« La cour a continué l'assemblée à demain huit heures du matin. »

Le Roi étoit à la Muette ; il ne voulut point voir M. le premier président , & il lui fit remettre par M. le prince de Soubise ces mots écrits en crayon de sa propre main : *vous viendrez mercredi à sept heures du soir à mon retour à Versailles. J'ordonne à mon parlement de reprendre ses fonctions.*

L'expédition de l'arrêté ne fut point remise au Roi.

*Du mardi 11 Décembre 1770.*

Sur le récit fait par M. le premier président , la délibération fut continuée au jeudi 13 , huit heures du matin. Dès le lundi 10 les cabinets des avocats furent fermés , & le service cessa au châtelet & dans tous les autres tribunaux , comme dans une calamité publique.

*Du 13 Décembre 1770.*

Les chambres assemblées , M. le premier président a fait part de la réponse du Roi , conçue en ces termes :

« Rien ne prouve mieux la nécessité de la loi que j'ai fait enrégistrer , que la conduite de mon parlement : qu'il reprenne ses fonctions , je vous l'ordonne. »

Sur quoi il a été arrêté que le premier Président se retireroit de nouveau pardevant le Roi , chargé de nouvelles & itératives représentations , conçues en ces termes :

S I R E ,

« Quelle que soit la douleur de votre Parlement à la lecture de la Réponse de Votre

Majesté, il en retient les mouvements pour ne se livrer qu'à ce que son devoir & son attachement à votre personne sacrée lui imposent dans les circonstances actuelles. Il a , pour ainsi dire , rempli son ministère , en vous représentant les dangers qui résultent pour vos sujets de l'Edit portant Règlement , en vous prouvant que le Préambule de cet Edit contient des inculpations si graves contre les membres de votre Parlement , qu'il résulte contr'eux une incapacité absolue de remplir leurs fonctions ; & en indiquant enfin à Votre Majesté les motifs & l'objet de ceux qui ont osé la porter à de pareilles extrémités. “

” Il sembleroit qu'il ne resteroit plus à votre Parlement qu'à périr avec les loix , puisque le sort des Magistrats doit suivre celui de l'Etat ; mais il doit encore , avant ce moment funeste , puisqu'il y est forcé , prévenir votre Majesté que l'Edit renferme la possibilité de détruire les loix sur lesquelles la stabilité du trône est fondée , dont l'objet doit à jamais assurer l'immutabilité , & assujettir à leur exécution stricte les Magistrats & le Monarque lui-même. Ces loix , SIRE , sont entr'autres l'immutabilité du gouvernement monarchique , l'aliénation du droit de la couronne , la succession du trône. Notre histoire fournit malheureusement des exemples d'atteintes portées aux loix sacrées , dont votre Parlement a su garantir l'Etat. ”

” A Dieu ne plaise qu'il craigne , sous le regne du Prince le plus juste , de voir renouveler de pareils événements ! Mais , SIRE , ce qui s'est vu dans des temps reculés , peut se voir encore dans les temps à venir ; & l'article 3 de l'Edit , s'il pouvoit jamais être exécuté , enchaîneroit , dans de pareilles circonst-

tances , les Délibérations de votre Parlement , & , en le forçant au silence , lui ôteroit les moyens dont il s'est heureusement servi pour sauver l'Etat. «

» Non , SIRE , un Edit dont les conséquences extrêmes à la vérité , sont aussi fâcheuses , ne peut pas être le vœu perpétuel de Votre Majesté. Si une loi aussi dangereuse eût été établie par les Rois vos prédécesseurs , votre sagesse , sans y être excitée , eût porté Votre Majesté à la révoquer. «

» Jugez SIRE , de cet Edit par l'impression que sa publication a faite sur tous les ordres de l'état. Les actions de votre majesté , dictées par la sagesse , ne doivent inspirer à vos sujets que le respect & la sécurité ; ils tremblent tous , SIRE , de voir exécuter l'édit. »

» Jugez-en encore , SIRE , par le courage des membres de votre parlement , qui osent risquer de vous déplaîre , en portant de nouveau aux pieds de votre trône l'offre de leur état & de leurs têtes , plutôt que de manquer de fidélité à votre majesté , en concourant à l'exécution de l'édit plutôt que de se présenter aux yeux de vos sujets comme leurs juges , pendant qu'en votre nom leur diffamation se publie dans votre capitale. «

» Permettez , SIRE , à votre parlement de finir en vous adressant les paroles que M. le premier président du Harlay adressoit au roi HENRI IV , le 19 juin 1604 *Si c'est désobéissance de bien servir , le parlement fait ordinairement cette faute ; & quand il trouve conflit entre la puissance absolue du roi & le bien de son service , il juge l'un préférable à l'autre , non par désobéissance , mais pour son devoir , à la décharge de sa conscience. «*

» Arrêté en outre que M. le premier président ne fera part qu'au roi des représentations de la cour , & que les chambres demeureront assemblées jusqu'à la réponse dudit seigneur roi. »

Le 14 , M. le premier président a rendu compte aux chambres assemblées , que s'étant rendu la veille auprès du roi , suivant l'arrêté de la cour , il n'avoit pu parvenir à voir sa majesté ; qu'elle lui avoit fait demander par M. le duc de la Vrilliere , si son parlement avoit repris ses fonctions ; & que sur sa réponse que non , le roi lui avoit fait dire qu'il n'entendrait rien de sa part qu'il n'eût obéi à cet égard. Sur quoi arrêté de nouveau que M. le premier président seroit prié d'employer tous les moyens que sa prudence , sa sagesse & son zèle lui suggéreront pour parvenir jusqu'au roi , & lui faire connoître le vœu unanime de la compagnie. La délibération continuée au 17.

M. le premier président s'étant rendu à Versailles pour tâcher de parler au roi , n'a pu remplir l'objet de son voyage , & en a rendu compte le 17 , aux chambres assemblées. Sur quoi la délibération a été remise au 20 , & l'on a de nouveau chargé M. le premier président de renouveler ses efforts auprès de sa majesté pour en être écouté. Les chambres ont continué de rester assemblées.

*Du jeudi , 20 décembre 1770.*

M. le premier président ayant fait en vain tous ses efforts pour avoir audience du roi , il a rendu compte de sa conduite à l'assemblée des chambres le jeudi 20 , & a dit que les gens du roi demandoient à entrer.

Ils ont apporté des lettres de jussion , dont voici le préambule :

» Les principes que nous avons établis sont d'une vérité constante , & les dispositions qui le terminent dérivent nécessairement de ces principes. Les faits retracés dans le préambule , sont l'exposé fidele de ce qui a été fait & dit par plusieurs de nos cours ; & nous avons été forcés de les rappeler pour arrêter le cours d'opinions qui tendroient à ébranler l'ordre public & la constitution de l'état. Nous n'avons regardé jusqu'ici ces opinions que comme le produit d'un zele inconsidéré ; & en les condamnant , nous avons toujours rendu & nous rendons encore justice à la fidélité de nos officiers : mais votre persévérance à suspendre l'exercice de vos fonctions , votre résistance à nos ordres réitérés , formeroient la conviction de votre attachement à ces opinions , & compromettroient essentiellement votre honneur , qui ne peut concerner que dans votre exactitude à remplir des devoirs auxquels vous vous êtes consacrés par les serments les plus solemnels. Nous ne doutons pas que vous ne rendiez désormais un libre cours à la justice , & que vous ne vous conformiez enfin à une loi que nous devons à l'intérêt de nos peuples & à celui de notre puissance royale. «

Par le dispositif , il est ordonné par première , seconde & finale lettres de jussion , à tous un chacun des membres de la cour , de reprendre leurs fonctions.

Après la lecture de ces lettres , le parlement a fait l'arrêté qui suit.

*Arrêté du 20 décembre 1770.*

» La cour a arrêté que pour satisfaire à ce qu'elle doit à l'honneur de la justice , au service du roi & au maintien de la constitution de l'état , elle ne peut obtempérer aux lettres de jussion , & a persisté dans ses précédents arrêtés. «

» L'assemblée continuée à samedi 22 , neuf heures du matin. «

Du 22 l'assemblée fut remise au 29 , du 29 au 31 , du 31 décembre au vendredi 4 janvier 1771. Le 24 décembre , exil de M. le duc de Choiseul & de M. le duc de Praslin.

Le 4 janvier 1771 , MM. les gens du roi présenterent les lettres de jussion suivantes : elles étoient le fruit de l'entremise de M. le prince de Condé , & l'édit devoit demeurer comme non-venu.

*Secondes Lettres de Jussion , du 3 janvier 1771.*

L O U I S , &c.

» L'interruption de votre service dans laquelle vous persévérez , devient de plus en plus si préjudiciable à nos sujets , que nous ne saurions le tolérer plus long-temps. Les alarmes que vous donnez pour motif , devoient d'autant moins vous porter à une inaction si contraire à votre devoir & au serment que vous avez fait , que nous avons donné dans tous les temps des témoignages de notre attention à maintenir les loix de notre royaume , & que la bonté avec laquelle nous écoutons ce que vous avez à nous représenter , devoit vous inspirer la confiance. Vous

trouverez toujours dans notre amour pour nos peuples & dans notre équité la ressource la plus assurée. “

„ A ces causes , nous avons mandé & ordonné , & par nos présentes , signées de notre main , nous mandons & ordonnons , à tous & chacun des officiers qui composent notre cour de parlement , de se rendre , aussi-tôt après la lecture & enrégistrement de nos présentes lettres , dans les différentes chambres où ils sont de service , pour y vaquer aux fonctions & au devoir de leurs charges , sans attendre de nous autres plus précis commandements que ces présentes , qui vous serviront de troisième & finale jussion. Enjoignons à notre procureur-général de faire , sans aucun délai , toutes requisitions nécessaires & de nous en certifier , car tel est notre plaisir. Donné à Versailles , le troisième jour de janvier 1771. “

*Arrêté du vendredi 4 janvier 1771.*

„ La cour a arrêté que la délibération sera continuée au lundi 7 janvier , neuf heures du matin. “

*Arrêté du lundi 7 janvier 1771.*

„ La cour , toutes les chambres assemblées , considérant que l'impossibilité absolue où elle s'est trouvée réduite , par l'édit publié au dernier lit de justice , de remplir ses fonctions ordinaires , sans violer le serment qui l'astreint à conserver dans son intégrité le dépôt sacré des anciennes loix de l'état , & sans souscrire à son propre avilissement , avoit été le seul motif qui l'avoit contrainte , quoiqu'avec regret , d'en suspendre l'exercice. “



» Que les assurances que ledit seigneur roi veut bien donner à la cour de son attention à maintenir les loix du royaume , de la bonté avec laquelle ledit seigneur roi est disposé à écouter ce que son parlement peut avoir à lui représenter , enfin la promesse qu'il daigne lui faire qu'elle trouvera toujours dans son amour pour ses peuples & dans son équité les ressources les plus assurées , fournissent à la cour de justes motifs d'espérer , qu'il ne subsistera plus désormais d'obstacles qui l'empêchent de remplir ses fonctions avec la même fidélité , le même honneur , la même liberté & la même plénitude qu'elle les remplissoit avant ledit édit. «

» Considérant en outre qu'elle ne peut mieux prouver la fausseté des imputations que l'on a cherché à donner contr'elle audit seigneur roi , qui ne sauroient avoir d'autre motif que le projet criminel de la déshonorer par des calomnies , qu'en offrant à cette occasion audit seigneur roi , le témoignage le plus éclatant de son respect & de son amour , au premier moment où elle peut concilier sa soumission aux volontés dudit seigneur roi , avec les intérêts véritables de sa couronne , le maintien des loix de l'état , & la conservation des droits légitimes des citoyens. «

» Ladite cour a arrêté de reprendre son service ordinaire ; & néanmoins comme elle ne pourroit , sans manquer audit seigneur roi , & sans se manquer à elle-même , lui dissimuler des vérités essentielles au bien de son service , a déclaré & déclare , qu'elle ne s'est jamais attribué d'autre titre que celui d'officiers dudit seigneur roi , *en qui consiste , sous son autorité , la direction des faits par lesquels est policée &*

*entretenu la chose publique de son royaume , dont ils sont les ministres essentiels comme membres du corps dont il est le chef : que les loix du royaume lui ordonnent de ne point obtempérer aux lettres émanées des rois , qui seroient contraires à l'ordre de la justice , & qui tourneroient au détriment de la chose publique : qu'elle proteste donc en renouvelant les protestations qu'elle a déjà faites avant & lors du lit de justice , contre toute exécution donnée audit édit , qu'elle ne cessera d'y opposer la plus constante & la plus respectueuse réclamation ; & qu'elle ne reconnoîtra jamais comme une loi de l'état , un édit qui par ses dispositions porte atteinte aux anciennes maximes & aux loix du royaume , & qui par ses conséquences pourroit fournir un moyen d'anéantir toutes les loix dans la main d'un monarque dont le cœur ne seroit point rempli de l'esprit de regle & de justice qui anime ledit seigneur roi. "*

*" Déclare en outre ladite cour , qu'elle proteste pareillement & d'avance contre tous enrégistremens d'édits , déclarations ou lettres patentes forcés par l'exercice du pouvoir absolu , & contre lesquels il est du devoir de ladite cour de réclamer constamment , soit en faveur des loix , soit en faveur des peuples , par toutes les voies que peuvent lui inspirer & lui permettre sa fidélité , son respect & sa soumission. "*

*" Arrêté en outre que pour faire encore mieux sentir tous les dangers qui pourroient résulter des loix qui tendroient , comme ledit édit , à étouffer les justes réclamations de son parlement , il sera fait au Roi de très-humbles & très-respectueuses remontrances , & que ;*

pour en fixer les objets, il sera nommé des commissaires. »

« Arrêté que M. le P. président sera chargé de remettre incessamment au Roi une expédition en forme du présent arrêté.

M. le P. président ne put remettre au Roi cet arrêté que le dimanche 13 janvier au soir ; & le matin de ce même jour M. le chancelier avoit rompu l'arrangement , & avoit déterminé le Roi à faire la réponse suivante.

*Réponse du Roi , du dimanche 13 Janvier 1771.*

« Mon parlement , en reprenant son service ordinaire , est rentré dans son devoir ; il n'auroit jamais dû s'en écarter. Son arrêté contient des maximes contraires aux principes établis par mon édit , dont je maintiendrai toujours l'exécution. »

« J'envoie à mon parlement un règlement concernant le commerce des grains. »

*Arrêté du Parlement , du mardi 15 Janvier 1771.*

« La cour délibérant au sujet du récit fait ce jourd'hui par M. le premier président , & persistant dans les principes & protestations contenus en l'arrêté du 7 du présent mois , a arrêté que les chambres demeureront assemblées , pour ne s'occuper que des affaires intéressant le public , & notamment de l'affaire des bleds. »

« Arrêté en outre que les commissaires nommés par l'arrêté du 7 du présent mois , s'assembleront ce soir pour travailler aux remontrances portées audit arrêté.

*Lettres de Jussion du 18 Janvier 1771.*

« L'hommage que vous avez rendu aux regles , en reprenant votre service ordinaire , sembloit devoir nous promettre de votre part une persévérance soutenue ; mais à peine rentrés dans des fonctions que vous aviez abandonnées sans motif vous les quittez encore , sans avoir même de prétexte , & vous manquez également aux loix , à nos ordres & à l'intérêt de nos peuples. Cette incon séquence est une atteinte à notre autorité , & nous nous devons de la punir , si par un prompt retour vous ne vous hâtez de la réparer. »

« A ces causes nous avons mandé & ordonné par ces présentes , signées de notre main , mandons & ordonnons à tous & chacun des officiers qui composent notre cour de parlement , de se rendre aussi-tôt après la lecture & enrégistrement de nos présentes lettres , dans les différentes chambres où ils sont de service ; pour vaquer aux fonctions & aux devoirs de leurs charges , sans attendre de nous autre plus précis commandement que ces présentes , qui vous serviront de première , seconde , & finale jussion : enjoint à notre procureur-général de faire , sans aucun délai , toute requisi tion nécessaire , & de nous en certifier. »

« Tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 18 janvier 1771. »

*Arrêté du Parlement , du mercredi 16 Janvier 1771 , à l'occasion de la réponse du Roi du 13 dudit mois.*

« Arrêté que M. le premier président se retirera dans le jour par devers le Roi , & à l'effet de lui présenter, »

» Que

« Que le vœu du cœur des magistrats , qui composent son parlement , les portera toujours à la soumission à ses volontés ; qu'ils se sont empressés de lui en donner un témoignage éclatant , en reprenant le service , aussi-tôt qu'ils ont cru que les bontés dudit seigneur Roi leur ouvrieroient un moyen de remplir leurs fonctions , sans manquer à leur devoir & sans souscrire à leur déshonneur. »

« Que cette espérance leur ayant été enlevée , par la réponse du Roi du 13 janvier dernier , son parlement s'est trouvé dans la même impossibilité qu'avant les secondes lettres de jussion , de concilier l'obéissance avec la fidélité qu'ils devoient audit Seigneur Roi. »

« Que de-là est venu la différence des délibérations , qui , toujours inspirées par des principes constants & par une façon de penser invariable , n'ont changé , que relativement à la variation des démarches par lesquelles on a paru rendre & l'on a ôté ensuite tout espoir à son Parlement. »

« Que les magistrats qui le composent se rendroient coupables envers le Roi, s'ils obtempéroient à un édit essentiellement contraire au bien de son service , autant qu'aux loix de l'état & aux droits de ses sujets. »

« Que dans la triste alternative de mériter d'être punis en trahissant leur devoir , ou d'être punis sans l'avoir mérité , pour y être demeurés fideles , leur conscience , leur honneur & leur attachement au Roi ne leur permettent pas d'hésiter ; que , prêts de tout sacrifier , & à donner , s'il le faut , leur vie , pour prouver audit seigneur Roi leur fidélité , ils s'estimeront heureux , que leur dernier soupir soit encore un témoignage de leur attachement à la vérité ,

aux loix , aux intérêts de leur souverain , & à ceux de leurs concitoyens ; mais que , si ledit seigneur Roi daigne les remettre à portée de remplir leurs fonctions , sans manquer à ce qu'ils doivent au Roi , aux peuples & à eux-mêmes , ledit seigneur Roi reconnoitra aussitôt , par leur empressement à lui obéir , que , comme il n'a pas de sujets plus fideles , il n'en a pas de plus soumis. »

Il a été arrêté dans la même séance , qu'il feroit fait au Roi de très-humbles & très-respectueuses représentations sur les lettres de jussion du 15 janvier 1771. Les voici :

SIRE ,

« Quelle ressource pouvoit rester à votre parlement , & que pouvoit-il espérer , dans la conjoncture si affligeante , qui l'oblige de recourir à Votre Majesté , s'il ne connoissoit la bonté de votre cœur & votre sagesse. Votre parlement , SIRE , ne perdra jamais la confiance , tant qu'il pourra se flatter de se faire entendre de Votre Majesté : c'est dans cette confiance , SIRE , qu'il a arrêté de vous présenter de très-humbles & très-respectueuses représentations sur les nouvelles lettres de jussion , qu'il vous a plu de lui adresser. »

« Daignez , SIRE , prêter une oreille favorable à ses supplications , & vous ferez convaincu que le devoir de conserver l'honneur , sans lequel la magistrature ne peut exister , & notre attachement inviolable pour Votre Majesté & pour l'état , sont les seuls motifs de notre juste réclamation. »

« En effet , SIRE , quel reproche , ou plutôt quelle imputation contre l'honneur des ma-

gistrats , dans le préambule de votre dernier édit ! quelle flétrissure contre la magistrature entière , dans les peines qu'il prononce , & dans les précautions qu'il renferme ! Si les magistrats ne pouvoient être contenus dans leur devoir , que par des menaces & des précautions de cette espece ; s'ils n'étoient pas sans cesse animés par les seules vues du bien public & par leur amour pour la personne sacrée de V. M. ils seroient indignes , sans doute , du caractère dont vous les avez revêtus. Si , d'ailleurs , ils avoient mérité les reproches que leur fait l'édit , d'avoir embrassé un système d'indépendance contre votre autorité , d'avoir hasardé des principes capables de troubler l'ordre public , & de lever leur autorité , à côté , ou même , au-dessus de la vôtre , quel seroit leur crime ! ils devroient être regardés & punis comme coupables d'infidélité envers leur souverain..»

« Mais , pour repousser l'injure qui lui est faite , votre parlement , SIRE , croit devoir remettre sous les yeux de V. M. les principes constans qu'il a toujours fait profession de soutenir. Votre parlement , SIRE , a toujours tenu & ne cessera de tenir pour maxime inviolable , que Votre Majesté ne tient sa puissance que de Dieu ; que toute autorité , dans l'ordre politique , émane de cette puissance ; que les magistrats ne sont que vos officiers ; & que l'autorité qu'ils exercent , n'est que que l'autorité de V. M. elle-même ; qu'enfin le droit de faire des loix n'appartient qu'à vous seul , sans dépendance & sans partage. Mais , SIRE , vous ne penserez pas que ce soit porter atteinte à ces principes inébranlables , que de vous représenter que les Rois , vos augustes

prédécesseurs , ont reconnu , dans tous les temps , qu'il étoit nécessaire pour la conservation des droits de la royauté & pour le bien de l'état , que les loix fussent vérifiées dans leurs parlemens , & que la nécessité de cette vérification tient à la constitution de l'état , qui ne peut être changée ni altérée. »

« Ces Maximes, SIRE , sont consacrées dans des monumens authentiques , que votre Parlement a déjà eu l'honneur de mettre sous les yeux de V. M. dans d'autres occasions , mais qui sont si précieuses qu'il ne peut se dispenser de les rappeler , , ,

« *Charles IX* , dans des instructions qu'il donna à ses Ambassadeurs , les chargea de déclarer au Pape , que , suivant nos mœurs & les loix anciennes du Royaume , toujours religieusement observées , rien ne peut passer en force de loix , s'il n'a été publié au Parlement ; que la publication du Concordat ne pouvoit préjudicier aux sujets du Roi , & que toutes les cours de Parlement du Royaume ne le firent publier que par impression grande & comme par contrainte , , ,

« En 1586 ; le premier Président de Harlai disoit à *Henri III* , au sujet de la publication de plusieurs édits , faite en Lit de justice : Il y a deux sortes de Loix ; les unes sont les ordonnances des Rois, qui peuvent changer, selon la diversité des temps & des affaires ; & les autres sont les ordonnances du Royaume , qui sont inviolables : & celle-là entr'autres est une des plus saintes , & laquelle nos Rois ont le plus religieusement observée , de ne publier ni Loi ni ordonnance , qui ne fût vérifiée en cette compagnie , , ,

« Le regne de Votre Majesté fournit aussi



un exemple mémorable de l'inutilité de tout ce que l'on pourroit faire au préjudice des Loix constitutives de la Monarchie. V. M. par son édit du mois de Juillet 1717, reconnut la nullité des dispositions de l'édit de 1714, par lequel le feu Roi avoit appelé les princes légitimés à la succession au Trône, en cas d'extinction de la ligne légitime. V. M. déclara, que, si ce malheur arrivoit, ce seroit à la nation même à le réparer, par la sagesse de son choix ; que, puisque les loix fondamentales du Royaume mettoient V. M. dans une heureuse impuissance d'aliéner le Domaine de sa Couronne, elle faisoit gloire de reconnoître qu'il lui est encore moins libre de disposer de sa Couronne „.

“ Il est donc, SIRE, comme le disoit le premier Président de Harlai, des loix inviolables ; & ces loix sont à l'abri de tout changement ; parce que suivant le langage si énergique de l'édit du mois de Juillet 1717, le Souverain lui-même est dans une heureuse impuissance d'y porter aucune atteinte, ce ne seroit pas assez de dire, à l'égard de ces loix essentielles, que les Magistrats doivent veiller à leur conservation, il est encore de leur devoir d'être disposés à faire le sacrifice de tout ce qu'ils ont de plus cher, & même de leur vie, pour en maintenir l'exécution „.

“ Quant aux autres Loix, qui, comme le dit aussi le même premier Président de Harlai, peuvent changer, selon la diversité des temps & des affaires, il n'appartient sans doute qu'au Souverain, seul législateur dans son royaume, d'y déroger, & les Magistrats doivent s'y conformer, tant qu'elles subsistent „.

“ Cependant, SIRE, il est des circonstances

malheureuses , que nous sommes bien éloignés de prévoir , qui pourroient exiger que votre Parlement s'écartât des regles ordinaires. Si les Magistrats se trouvoient privés de cette liberté légitime , qui est de l'essence de toute délibération ; si par des ordres & des menaces capables d'ébranler les cœurs les plus généreux , ils se voient exposés au péril de manquer à leur devoir , il est évident qu'ils pourroient cesser leurs fonctions , ou même se réunir pour abdiquer leur état , ,.

“ La conservation des Loix fondamentales & le salut de l'état pourroient aussi exiger , SIRE , que votre Parlement se portât aux démarches que l'édit a voulu lui interdire. Ainsi , quelque forme & quelque solennité que l'on eût employées sous le regne de *Charles VI* , pour priver son fils de la succession au trône , il auroit été du devoir des Magistrats de recourir à des voies de démission , de cessation de service, ou même de déclarations expressees, s'ils eussent eu de justes raisons de penser , qu'en faisant usage de ces moyens, ils parviendroient à conserver la Couronne à l'héritier légitime , ,.

“ Il en auroit été de même , sans doute, dans ces tristes époques , où une ligue redoutable fit tant d'efforts pour ravir la Couronne à *Henri III* , & pour en exclure ce Héros qui fut les délices de la France , & à la valeur duquel nous sommes redevables du bonheur dont nous jouissons , de vivre sous l'empire de V. M. Dans des temps si malheureux , heureusement fort éloignés de nous , & que le Ciel daignera épargner à nos neveux les plus reculés , votre Parlement , SIRE , par les démarches interdites par l'édit , auroit donné la plus grande preuve de sa fidélité envers son Souverain.

Tant il est vrai , qu'il est dangereux de vouloir mettre des bornes au zele de votre Parlement & de prétendre ériger en lui des dispositions , qui , par leur généralité , pourroient devenir le principe de la subversion de l'état ,.

“ Votre Parlement , SIRE , ne peut encore se dispenser de vous représenter , que les Magistrats ont toujours donné l'exemple de l'obéissance , lors même qu'ils ont cru devoir réclamer , avec le plus de force , contre les Loix régistrées par voie d'autorité absolue. Mais les Rois n'ont pas cru devoir exiger de la conscience des Magistrats , qu'ils devinssent eux-mêmes les ministres de l'exécution des loix de cette espece ; parce que tel est l'esprit du gouvernement François , que la liberté légitime des sujets ne doit point être violée , & qu'elle doit être conservée pleine & entiere aux Magistrats dans l'exercice de leurs fonctions : & il est résulté , SIRE , de cette conduite si sage de nos Rois , l'avantage inestimable pour le Souverain & pour les Sujets , que des Loix données par surprise , & au préjudice des intérêts les plus essentiels du monarque & des peuples , sont demeurées sans exécution ,.

“ A l'égard de la correspondance entre les différens Parlemens , nous ne pouvons , SIRE , imaginer quel peut avoir été le motif de la défense qui en est faite par l'édit. Ces correspondances , par la seule publicité des délibérations qui y ont donné lieu , n'ont jamais pu être suspectes ; elles n'ont eu que des objets connus d'avance de V. M. , & elles n'ont eu d'autres effets que de lui adresser de très-humbles supplications pour le bien de l'état , & l'intérêt commun de la Magistrature ,.

“ L'importance de toutes ces considérations ,

SIRE , donne une 'pleine confiance à votre Parlement , que Votre Majesté daignera revoquer un édit si contraire à l'honneur de la Magistrature , & qui exposeroit aux plus dangereuses atteintes les loix essentielles du Royaume , les droits les plus sacrés des Citoyens , la sûreté du Trône , & le salut de l'état ,,,

*Du jeudi 17 Janvier 1771.*

M. le premier Président a dit qu'il avoit été la veille à Marly , qu'il avoit demandé à parler au Roi pour s'acquitter d'une mission dont le Parlement l'avoit chargé , & que M. le Duc de la Vrilliere étoit venu lui dire de la part du Roi :

“ Le Roi ne juge pas à propos de vous recevoir , parce que ce n'est pas l'usage de venir à Marly sans en avoir demandé la permission , & que d'ailleurs son Parlement n'ayant pas repris son Service , c'est une raison de plus pour ne pas vous recevoir ,,,

Ensuite les Gens du Roi sont entrés & ont apporté de secondes lettres de Jussion.

*Lettres de Jussion , du 16 Janvier 1771.*

“ La cessation de vos fonctions devient chaque jour plus préjudiciable au bien de nos Sujets , & votre résistance à nos ordres d'un exemple plus dangereux ; nous ne pouvons la tolérer plus long-temps sans manquer à ce que nous devons à nos peuples & à notre autorité ,,,

“ A ces causes . . . . &c. nous ordonnons que ces présentes , qui vous serviront de seconde & finale Jussion , soient exécutées sous les

peines portées par notre édit du mois de Décembre dernier , &c ,.

Sur ce arrêté qu'il fera écrit au Roi une Lettre qui contiendra l'arrêté & les représentations du jour d'hier.

• *Séance du vendredi 18 Janvier 1771.*

Ce jour , la Cour , toutes les Chambres assemblées :

Monsieur le premier Président a dit que l'ancien des Secrétaires de la Cour s'étoit acquitté de la mission dont la Cour l'avoit chargé & qu'il alloit en rendre compte.

A l'instant maître *Etienne-Timoléon Ysabeau* , l'ancien des Secrétaires de la Cour , prenant la parole , a dit :

“ Monsieur , en exécution des ordres que la Cour m'avoit fait l'honneur de me donner , jè me suis rendu hier à Marly , où je suis arrivé sur les six heures & demie. J'ai été au moment même de mon arrivée chez le Roi , où j'ai demandé M. le duc de Duras , premier Gentilhomme de service. Le Suisse , auquel je me suis adressé , m'ayant dit d'attendre un instant , est revenu avec un garçon de la chambre , lequel m'a dit , de la part de M. le duc de Duras , que le Roi étoit au conseil , & qu'il alloit me reconduire chez M. le duc de la Vrilliere , pour attendre la levée du conseil. Sur les huit heures & demie, M. le duc de la Vrilliere étant revenu chez lui , & lui ayant dit que j'étois chargé de remettre au Roi une lettre de son Parlement ; il m'a répondu que le Roi l'avoit chargé de me dire , qu'il ne vouloit pas la recevoir ,.”

Et ledit maître Ysabeau , à l'instant , a remis sur le bureau ladite lettre cachetée , ainsi qu'elle lui avoit été remise.

Cette Lettre contient uniquement l'arrêté & les représentations du 16.

Ensuite les Gens du Roi sont entrés , & ont dit : " C'est à regret que nous nous trouvons dans l'obligation d'apporter à la Cour de troisièmes Lettres patentes du Roi , en forme de Jussion. Si la rigueur de notre ministère impose, en ce moment , silence à notre sensibilité , nous ne faisons pas moins les vœux les plus ardens pour que la Cour puisse trouver , dans les ressources inépuisables de sa sagesse , les moyens les plus efficaces pour détourner l'orage dont nous sommes menacés. Nous osons espérer qu'elle nous rendra la justice d'être convaincue , que c'est avec la plus grande douleur que nous avons pris les conclusions par écrit , que nous laissons à la cour , avec les lettres patentes du roi.

Voici la teneur de ces lettres :

" LOUIS , &c. avant que de punir votre désobéissance à nos volontés , nous avons cru qu'il étoit de notre bonté , d'épuiser toutes les voies de douceur & de patience , & nous voulons bien encore pour la dernière fois , avant que d'employer notre autorité , vous rappeler à vos fonctions & à vos devoirs : c'est en vain que vous cherchez à colorer votre résistance du prétexte d'espérances conçues , & ensuite évanouies , sur l'inexécution ou la révocation de notre édit : personne ne vous en a donné & n'a été autorisé à vous en donner. "

" A ces causes nous avons mandé & ordonné , & par nos présentes , signées de notre main , nous mandons & ordonnons à tous & chacun de nos officiers qui composent notre cour de parlement , de se rendre , aussi-tôt

après la lecture & enrégistrement de nos présentes lettres , dans les différentes chambres où ils sont de service , pour y vaquer aux fonctions & au devoir de leurs charges , sans attendre de nous autres plus précis commandements , que ces présentes , qui vous serviront de troisième & finale jussion ; & ce sous les peines portées par notre édit du mois de décembre dernier. Enjoignons à notre procureur général de faire , sans aucun délai , toutes requisiions nécessaires , & de nous en certifier : car tel est notre plaisir. Donné à Marly le 17 janvier 1771. »

La matiere mise en délibération , le parlement a fait l'arrêté qui suit :

« La cour, considérant qu'elle a épuisé tous les moyens possibles pour parvenir à se faire entendre du roi , & qu'il ne lui reste d'espérance , dans un moment aussi critique , que celle que lui inspire la confiance qu'elle a & qu'elle ne perdra jamais , dans la justice , la bonté & la sagesse dudit seigneur roi ; que ces qualités , quelque éminentes qu'elles soient dans un souverain si cher à ses peuples , peuvent ne pas le mettre à l'abri des surprises passageres , mais ne permettent pas de penser que les impressions fâcheuses , qui sont l'effet de ces surprises , puissent être durables. »

« A arrêté qu'elle attendra avec la résignation la plus respectueuse , & la soumission la plus entière , les événements , tels qu'ils puissent être , dont elle se trouve menacée : convaincue ladite Cour , que tous les membres qui la composent , dans quelque situation qu'ils se trouvent réduits , conserveront toujours les mêmes attachements inviolables pour la personne sacrée dudit seigneur Roi , pour

son service , pour le bien de ses sujets , & pour la conservation des loix essentielles de l'état. »

« Et cependant ladite cour a arrêté de s'en rapporter au zele de M. le premier président , pour profiter de toutes les ouvertures qui pourroient le mettre à portée de présenter audit Seigneur Roi les représentations & arrêté dudit jour d'hier , contenus aux arrêtés du 17 du présent mois. »

Le samedi 19 on ne s'est occupé au parlement que de l'affaire des bleds , & il ne s'y est rien fait au sujet de l'édit. On a remis l'assemblée au lundi 21.

La nuit du 19 au 20 , deux mousquetaires ont porté à chacun de MM. la lettre de cachet conçue en ces termes :

« Monf. . . . Je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous ayez à reprendre les fonctions de votre office , & à remplir le service ordinaire que vous devez à mes sujets , pour l'expédition de leurs affaires dans la chambre où vous êtes distribué , & ce sans interruption ni discontinuation ; & que vous ayez à vous expliquer , & à remettre par écrit au porteur de la présente , sans tergiversation ni détour , par simple déclaration de *oui* , ou de *non* , votre acquiescement ou votre refus , signé de votre main , de vous soumettre à mes ordres : vous déclarant que je prendrai le refus de vous expliquer & de signer , comme une désobéissance à mes ordres. Sur ce je prie Dieu , Monf. . . . qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. »

Plusieurs de Messieurs s'étant transportés chez M. le premier président le matin du dimanche , & demandé l'assemblée des cham-



brès , elle fut indiquée pour quatre heures du soir.

Tous Messieurs se sont rendus à la grand'-chambre , à l'heure indiquée , & ont attendu jusqu'à cinq. Voyant que M. le premier président & tous Mrs. les présidens étoient absens , ils ont député Mr. *Gilbert* , greffier en chef , vers M. le premier président , pour l'avertir que tous Mrs. étoient en place & l'attendoient.

M. Gilbert a rapporté que M. le premier président l'avoit chargé de dire à la compagnie , qu'il avoit reçu , ainsi que tous Mrs. les présidens , un ordre du Roi , portant défense de tenir l'assemblée.

M. le doyen ayant consenti de présider , un de Mrs. a dit , qu'il avoit demandé le matin l'assemblée , relativement à ce qui s'étoit passé la nuit dernière.

Alors chacun de Mrs. a fait la déclaration des faits qui lui étoient arrivés , & de la réponse qu'il avoit faite au sujet de la lettre de cachet qui lui avoit été remise.

On s'est réuni à faire la déclaration suivante , qui a été portée à M. le premier président par le doyen , suivi de tous Messieurs :

« Nous déclarons unanimement que notre intention a été & sera toujours de continuer notre service dans le parlement conformément aux divers arrêtés de la compagnie , & notamment à celui du 18 de ce mois , qui a lié tellement tous les membres , qu'aucun ne peut , sans violer son serment , s'écarter de ce qui est déterminé par lesdits arrêtés : déclarons ultérieurement que ce sont les vrais & sincères sentimens qui nous ont toujours animés , & dans lesquels nous persévérons inviolablement. »

Mrs. les présidents qui avoient eu défense de se trouver à l'assemblée des chambres , écrivirent sur le champ à M. le duc de la Vrilliere la lettre suivante :

« Monsieur , la maniere différente dont les porteurs , chargés des ordres du roi , ont laissé aux uns & refusé aux autres la liberté de nous expliquer , a nécessairement occasionné la différence dans l'expression de nos sentiments communs & unanimes. »

« Comme sujets fideles , nous n'en avons & n'en pouvons avoir d'autres que ceux de la soumission la plus entiere & la plus respectueuse pour les ordres du roi. »

« Comme magistrats , nous n'en pouvons avoir d'autres que le desir de pouvoir concilier notre obéissance avec notre devoir , notre honneur & notre fidélité pour le service & la personne du roi. »

« Comme membres du parlement , pris séparément selon la distinction de nos charges , notre activité particuliere & personnelle est insuffisante pour l'administration de la justice. »

« Nous attendons avec confiance , Monsieur , que vous voudrez bien mettre cette lettre , signée de nous tous , sous les yeux du roi ; elle contient l'expression exacte de nos sentiments & de nos devoirs. »

« Nous sommes avec un attachement inviolable , Monsieur , &c. »

*Réponse de M. le Duc de la Vrilliere.*

« J'ai , Messieurs , mis sous les yeux du roi votre lettre ; S. M. m'a ordonné de ne vous faire aucune réponse. »

« J'ai l'honneur d'être , &c. »

La nuit du 20 au 21 , un huissier de la chaîne a apporté à chacun de Messieurs l'arrêt du conseil , tel qu'il suit :

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.*

« Le roi , étant en son conseil , a ordonné & ordonne que les offices desdits sieurs. . . . & autres présidents & conseillers , qui se sont constamment refusés à remplir les fonctions de leurs offices , dont ils sont tenus par leur serment , & ont interrompu tout service ordinaire , & qui sur les ordres de sa majesté , qui leur ont été notifiés , ont encore expressément persévéré dans leur refus , seront & demeureront acquis & confisqués , & , comme tels , les déclarant vacants & impétrables en ses parties casuelles , en exécution de son édit du mois de décembre dernier : en conséquence déclare sa majesté qu'il sera par elle incessamment pourvu à donner des officiers à ladite cour , au lieu & place des sieurs. . . . . & autres : ordonne que le présent arrêt sera signifié à chacun d'eux de l'ordre exprès de sa majesté : leur fait défenses de s'immiscer dans les fonctions desdits offices , sous peine de faux ; leur défend pareillement de prendre , dans aucuns actes , la qualité de présidents ou conseillers de sa majesté en la cour de parlement de Paris. »

« Fait au conseil d'état du Roi , Sa Majesté y étant : tenu à Versailles le vingtième de Janvier mil sept cent soixante-onze , ».

Signé *Phelipeaux*.

“ Le vingt-un Janvier 1771, l'Arrêt ci-dessus & des autres parts, rendu du propre mouvement du Roi en son conseil d'état, a été de l'ordre exprès de S. M. signifié & d'icelui laissé la présente copie aux fins y contenues, & les défenses portées audit arrêt ont été réitérées à mondit Sieur.... en son domicile... en parlant au dénommé en l'original, à ce qu'il n'en ignore & ait à s'y conformer. Par nous huissier ordinaire du Roi en ses conseils. Souffigné de Normandie ,,,

“ A Versailles, de l'Imprimerie du cabinet du Roi ,,,

Dans la même nuit, quelque temps après la signification de l'arrêt ci-dessus, deux Mousquetaires ont apporté à chacun de Mrs. une lettre de cachet, conçue en ces termes :

“ Monf.... je vous fais cette lettre, pour vous ordonner de sortir, dans le jour, de ma bonne ville de Paris, sans recevoir ni aller chez personne, & de vous rendre, sans délai, à ..... pour y demeurer jusqu'à nouvel ordre de ma part, sans en pouvoir sortir, à peine de désobéissance. Sur ce je prie Dieu, qu'il vous ait, Monf... en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 21 Janvier 1771 ,,,

*Signé LOUIS.*

Et plus bas *Phelipeaux.*

Et en adresse : à Monf. ....

*Du lundi 21 Janvier 1771.*

Les 38 Magistrats à qui on n'avoit pas signifié l'arrêt du conseil, ni la lettre de cachet, se rendirent au palais, vers le midi, & firent la déclaration suivante.

“ Nous déclarons unanimement , que nous étant rendus au palais , à l’assemblée des chambres indiquée aujourd’hui , & n’y ayant pas trouvé le plus grand nombre des membres de la compagnie , qui dans la nuit dernière ont reçu des ordres du Roi : événement qui détruit la liberté des suffrages , nous ne pouvons que persister dans tous les arrêtés faits par le suffrage de la compagnie entière , notamment dans celui du 18 de ce mois : Arrêtés , qui sont & seront toujours le vœu de la compagnie ,,,

“ Arrêté que M. le premier Président sera chargé de se retirer par devers le Roi , à l’effet de faire les plus vives instances , pour obtenir de sa justice & de sa bonté le retour des Magistrats qui , dans toutes les occasions , ont donné des preuves audit seigneur Roi , de leur attachement ferme & inviolable aux loix du Royaume & au bien de l’état , à son service & à sa personne sacrée ,,,

La nuit suivante les 38 Magistrats qui avoient fait cet arrêté , ont subi le même sort que Mrs. leurs confreres.

*Liste des Présidens & Conseillers du Parlement , exilés les 21 & 22 Janvier 1771.*

#### GRAND’CHAMBRE.

##### *Présidens , Messieurs*

*D’Aligre* , exilé au Tremblay , sa terre , près Roissy.

*D’Ormesson* , à Orli , sa terre , près Choisi.

*Bochari* , à Saron , sa terre , près Sezanne.

*De Lamoignon*, à Tifi, près Lyon. (1)

*Pinon*, à Rebrechien, sa terre, près Orléans.

*De Gourgues*, à Château-Porcien, Bailliage de St. Menehould.

*Pelletier de St. Fargeau*, à Feilletin, dans la Marche.

*Joli de Fleury*, à Grigni, sa terre.

*Pelletier de Rožambo*, aux Granges, près Provins.

### *Conseillers, Messieurs*

*Fermé*, à Montmorency. (2)

*Lemée*, au Calvaire. ( Il n'a pas voulu partir.)

*Boucher*, clerc, à Beaumont sur Oise.

(1) Lieu horrible! bourg sur la pointe d'une montagne, une seule maison habitable: pays très-froid; il n'y croît que des pommes de terre, ne peut avoir été connu que parce qu'il est à 3 lieues de Roanne, pays de l'abbé Terrai. M. de *Lamoignon*, président à mortier, n'a pu trouver d'endroit logeable à Tifi, que dans le presbytere, que le curé a bien voulu lui céder. Ce lieu est tellement inabordable, que M. de *Lamoignon* ne put y parvenir qu'à cheval, ses enfants dans des paniers à Ane, & madame de *Lamoignon*, fille de M. *Berrier*, garde des sceaux, en faisant deux ou trois lieues en chaise à porteurs. On a fait mille instances inutiles auprès de M. le chancelier pour changer cet exil; il n'a répondu qu'en se mettant en colere, parce qu'il le trouve trop doux. (M. de *Lamoignon* est cependant son parent.)

(2) La lettre de cachet qui a exilé M. *Fermé*, est la quinziesme que ce magistrat a reçu depuis qu'il est conseiller au parlement.

*Pasquier* , à St. Jean de Nanteuil , près Ruffec en Angoumois (1).

*De la Guillaumie* , à Cormeilles en Paris.

*De Bretignieres* , à sa terre de St. Germain , près Corbeil.

*Maynard de la Tour* , à Cressy , près Claye.

*Rolland de Juvigny* , à sa terre de Juvigny , près Châlons.

*Poitevin de Villiers* , près Corbeil.

*Blondeau* , à sa terre de Chapuis , près Melun.

*De Gars de Fremainville* , à St. Sauge en Nivernois.

*Goislart de Montfabert* , à sa terre.

*Goislart* , à sa terre d'Andonville , près Angerville.

*De Beze-de Lys* , à Coulommiers en Brie : transféré à Boissy sous St. Yon.

*Robert de Monneville* , à sa terre en Vexin.

*Mebée d'Anqueville* , cleric , à sa terre.

*Brochant du Breuil* , à Ham en Picardie.

*De Chavannes* , au Blanc en Berry (2)

( 1 ) L'air de Saint-Jean-de-Nanteuil , où *M. Pasquier* pere est exilé , est si mal sain , qu'il a pensé y perdre la vue. On a beaucoup sollicité pour qu'il lui fût permis de revenir à sa terre. Tout ce qu'on a pu obtenir de M. le chancelier a été que *M. Pasquier* fils airoit dans cet endroit mal sain , au lieu de son pere , & que celui-ci reviendrait dans le lieu d'exil de son fils. On dit que le roi en ayant été instruit , a permis à *M. Pasquier* , malgré M. le chancelier , d'aller à sa terre.

( 2 ) Madame de Chavannes a écrit à M. le chancelier , & est allé à son hôtel pour le prier de transférer son mari dans sa terre. M. le chancelier lui a fait

*Sahuguet d'Espagne* , clerc , à son abbaie de Coulombes , près Chartres.

*Goujon de Thuisy* , à sa terre de St. Supplex , près Reims.

*Du Bois d'Anisy* , à Noyers en Brie.

*Noblet de Romery* , à Rebecqst en Brie.

*Le Noir* , clerc , à son prieuré de Gournay.

*De Beze de la Belouze* , à Silly-le-Guillaume , au Maine.

*Farjouel* , clerc , à Chartrailles , près Melun.

*Pourchereise d'Estrabonne* , clerc , à Aubervilliers , près Paris.

*Roussel de la Tour* , à Neuilly St. Front , près Soissons.

*Boula de Montgo Defroy* , à Quinci.

*Rolland de Challerange* , à la Châtre en Berry. (2).

*Du Port* , à sa terre du Vulaine.

*Regnault d'Irval* , clerc , à Doncheri près Sedan.

*Sauveur* , clerc , à Chenailles , près Orléans.

*Pommyer* , clerc , à Gendelu en Soissonnois.

*Bory* , clerc , à Nangis près Normans.

*Nigon de Berty* , à Premery en Nivernois.

dire par son valet de chambre , qu'il n'avoit besoin ni d'elle ni de sa lettre , & qu'il ne vouloit pas la voir. Cette dame a trouvé la réponse fort dure.

( 2 ) *M. Rolland de Challerange* a été obligé de faire plus d'une lieue à pied dans la neige , pour se rendre à la Châtre , lieu de son exil , qui n'est pas abordable dans la mauvaise saison. Madame de Challerange y a gagné une fièvre violente.



## E N Q U E T E S.

## P R E M I E R E   C H A M B R E.

*Présidents , Messieurs**De Corberon , à sa terre de Troffereux , près Beauvais.**Briffon , à sa terre de la Grange.**Conseillers , Messieurs**De Glatigny , à Beauvoir.**Dubois de Courval , à Pinon , sa terre , près Laon.**De Malezieux , cleric , à Ambleteuse en Picardie (1).**Bertin , à Horbey en Champagne.**De Chabenat de la Malmaison , à Crottroi en Poitou (2).*

( 1 ) M. l'abbé de *Malezieux* , tombé malade en chemin , a été obligé de s'arrêter à Senlis , d'où il a écrit à M. le chancelier , pour lui demander la permission de suspendre son voyage. M. le chancelier lui a répondu qu'il falloit marcher : arrivé à Ambleteuse , il n'y a trouvé que des baragues de pêcheurs. Cet endroit est sur le bord de la mer entre deux montagnes : il y regne des vents continuels , & qui , s'engouffrant dans cette gorge , font d'une violence pernicieuse pour une personne d'une santé aussi foible que M. de Malezieux.

( 2 ) M. de *Chabenat de la Malmaison* , exilé à Crottroy en Poitou , a été obligé de coucher sur la paille , lui & Mad. de *Chabenat* , la premiere nuit. Ce lieu , placé entre un marais d'un côté & la mer de l'autre , est inhabitable. Il a obtenu enfin sa translation dans la ville d'Eu.

*Lambert de Saint-Omer* , à Rys en Bourbonnois (1).

*Trinquant* , à la Ferté-Gaucher.

*Marquette* , à Nello en Picardie.

*Bourgogne* , clerc , à Preuilly en Touraine.

*Amelot* , à Montcornet.

*Michaud de Montblin* , à l'Isle-Dieu , huit lieues en mer (2).

*Talon* , à Vougieres , près Rethel.

*Freteau* , à la Chapelle , en Thierarche.

*Oursin* , à Brioude en Auvergne.

*Du Thounet d'Héricourt*, à Bernay en Poitou.

*Blondel* , à Château-Meillant en Berry.

*Phelippes* , clerc , à Surci-le-Comte en Forez.

*Savalette de Lange* , à Kauvilly en Champagne.

*Bignon* , à l'Isle-Belle , près Meulan.

*Maulnoury* , à Romey , près Nevers.

*Camus de Pontcarré* , près Viarmes.

*Brochant de Villiers* , à Neuvy en Berry.

*Marquet* , à Mont Saint-Pere , près Château-Thierry.

*Coupart de la Blotterie*, à Breteuil en Picardie.

( 1 ) Il y avoit une épidémie à Rys , où *M. de Lambert de St. Omer* a été exilé. C'est le subdélégué de l'intendant qui a pris sur lui d'empêcher *M. de St. Omer* d'aller dans ce lieu , & qui l'a fait rester à Cussel. On a sollicité *M. le chancelier* de le fixer dans ce lieu ; il a refusé & l'a envoyé à Ebreuil.

( 2 ) *M. Michaud de Montblin* crache le sang & est menacé de pulmonie. Non seulement on l'enlève à sa femme prête d'accoucher , mais on l'exile à 8 lieues en mer , à l'Isle Dieu , dont l'air ne peut lui être que très-préjudiciable.

## S E C O N D E   C H A M B R E.

*Présidents , Messieurs*

*Chabenat de Bonneuil*, à St. Genis près Lyon.  
*Aujorant*, à Vellait, près Soissons.

*Conseillers , Messieurs*

*De Bragelogne*, à Chaume en Brie.  
*De Chavaudon*, à sa terre de Sainte-Maure ,  
 près Troyes.

*Fredy*, à Condé, près Château-Thierry.

*Rouaille*, à St. Benoît du Sault, en Berri.

*Aujorant de Tracy*, à Crespy en Laonnois.

*Dupuis*, à St. Brix, près Auxerre.

*De Lattaignant*, clerc, à Cœuvre, près  
 Villers-Cotteret.

*Le Roy le Roullé*, à sa terre du Roullé, au  
 Maine.

*Pasquier*, fils, à Argentan en Berri.

*De la Guillaumie*, à Coincy, près Château-  
 Thierry.

*Gayet de Sensale*, clerc, à sa terre de Bouffy  
 St. Antoine.

*De la Cuillaumie*, minor, à Ablis en Beauce.

*Barillon de Morangis*, à St. Savan en Poitou.

*Dupré de St. Maur*, à Landouzi, près Guise.

*Thomé*, à sa terre de Fosseuse.

*Le Riche de Chevigné*, à Charly en Brie.

*Clément d'Etange*, à Château Garnier en  
 Poitou.

*De Flandre de Brunville*, à l'Isle Jourdain en  
 Poitou (1).

( 1 ) L'Isle Jourdain, où est exilé M. de Flandre de  
 Brunville, est un misérable rocher sans habitation.

*Pernon*, clerc, à Neubourg, près Petit-Bourg.

*D'Outremont*, à Cravant en Bourgogne.

*Le Rebours de St. Marc*, à St. Marc, terre de son pere.

*Clement de Blavette*, à Chalons en Anjou.

*Mauperché de Fontenay*, à Effomes en Champagne.

### TROISIEME CHAMBRE.

#### *Présidens, Messieurs*

*De Murard*, à sa terre de Bullou.

*Angran*, à Condé, terre de son frere.

#### *Conseillers, Messieurs*

*Le Fevre d'Amecourt*, à Argenteuil.

*Nau*, à Vierzon en Berry.

*Berthelot de St. Alban*, à Ecouen, près St. Denis.

*Pienterel de Neuf-Châtel*, à Bray sur Seine.

*Titon de Villotran*, à sa terre de Villotran, près Beauvais.

*Louvet de Repainville*, à Gallardon en Beauce.

*Choart*, à Crecy en Brie.

*Robert. de St. Vincent*, à Mors, Haute Auvergne.

*Nouet*, à St. Vrain en Nivernois (1)

(1) M. *Nouet*, exilé à Saint Vrain, l'avoit été en 1757, à Conflans, lieu affreux, où il avoit pensé mourir : il trouva cependant que Conflans étoit un palais auprès de saint Vrain.

*Le Maître de St. Peravi*, à la terre de M. son pere, St. Peravi, près Orléans.

*Mauſſon de Candé*, à ſa terre de Candé, près Blois.

*Dionis du Séjour*, à Pethiviers.

*De Gars*, fils, à Château-Chinon.

*Radix*, clerc, à Ouvray en Champagne (1).

*Bourgevin de Moligny*, clerc, à ſa terre de Moligny.

*Serre de St. Roman*, à Ville-Juif.

*De Bretignieres*, fils, à St. Germain, terre de ſon pere.

*De Bougainville*, clerc, à St. Aignan en Berry.

*Forien de St. Juire*, à Dammary en Champagne.

*L'Anglois de Pommeuſe*, à ſa terre de Pommeuſe.

*Boula de Nanteuil*, à Quincy.

*Maſſon de Vernou*, à St. Aignan en Berry.

*Berthelot de la Villernois*, à ſa terre.

*Du Doyen de Vauventiers*, à ſa terre, près de Chartres.

*Clement du Petit Marais*, à Marle en Thierarchie.

(1) M. l'abbé *Radix*, exilé à Ouvray, n'a pu loger que dans une mauvaſſe auberge, où il n'y a qu'une ſeule chambre qu'il partage avec les paſſants & les rouliers. Il vouloit louer cette chambre pour lui ſeul, mais l'aubergifte lui a représenté que ſon métier étant de loger les paſſants, il ſeroit ruiné ſ'il n'avoit plus l'uſage de ſa chambre.

## R E Q U E T E S.

## P R E M I E R E C H A M B R E.

*Présidens , Messieurs ,**Rolland , à St. Just , près de Roanne (1).**Le Rebours , à sa terre de St. Marc.**Conseillers , Messieurs**Bruant , à Neuville en Champagne.**Lambert Deschamps de Morel , à Nogent le Rotrou.**Lescapier , à Liancourt , près Chantilly.**De Ricouart d'Herouville , à la Ferté-Milon.**Camus de Pontcarré , à Belleville en Beaujolois.**Maston de Berci , à Berci , près Paris.**Tandeau de Marsac , clerc , à Beaujeau en Beaujolois.**Joli de Fleury de Brionne . à Grigni , terre de son pere.**Barbier d'Ingreuille , clerc , à Montoire.**Rollin , à sa terre d'Enonville.**Goujon de Thuisy , fils , à St. Supplex , terre de son pere.**Ferrans , à Boisgibault , terre de son oncle , près Orléans.*

( 1 ) M. Rolland , président , exilé à Saint-Just-en-Foréz , est obligé de faire venir ses provisions de dix lieues. On peut juger combien cela est commode , surtout pour Madame Rolland , qui a voulu suivre son mari avec un enfant qu'elle nourrit.

*De Hammer*, à Tournant en Brie.

*De Fumeron de la Berline*, à sa terre près Mezieres.

*L'Allemand le Coq*, à Court-palais en Brie.

*Noblet*, à Arcy sur-Aube.

*Oursin de Bures*, à la Ferté-sur-Aube.

*D'Ormeson*, à Orly, terre de son pere.

## SECONDE CHAMBRE.

*Présidens, Messieurs*

*Le Moine*, à sa terre, près Dreux.

*Hocquart*, à Noir-Moutier, Bas Poitou.

*Conseillers.*

*Nouveau de Chennevières*, à Cullac en Auvergne.

*Gaultier de Chailly*, à Henrichemont en Berry.

*De Dompierre d'Hornoy*, à Sançoins en Berry.

*Hocquart de Mony*, à la Villé-l'Evêque sur Loire, en Anjou.

*De Nicolai*, à Hony près Pontoise.

*De Fourmesireaux de Brisauil*, clerc, à Rozai en Brie.

*Chappin*, à Boin en Forez.

*Cachet de Montezan*, à Neuville, près Lyon.

*Royer*, clerc, à Cloye en Dunois.

*De pontis du Fresnoy*, à sa terre du Plessis Savoye en Brie.

*De Cotte*, à Bernay au Maine.

*De Selle*, à sa terre, près le Mesnil St Denis.

*Cordier de Launay*, à Vallery, terre de son pere, près Villeneuve le Guyard

*Bourgevin de Vialart* , à Corneille , près Pontoise.

*De Boulogne de Preninville* , à sa terre de Magnanville , près Mantes.

*Thevenin de Tanlay* , à Lagny en Brie.

*Du Jouhanel de Senjac* , à la Ferté-Loupierre en Gatinois.

*De Villiers de la Berge* , à Decize en Nivernois.

*Honoraires , Messieurs.*

*D'Hariague de Guibbeville* , à sa terre , près Arpajon.

*Gualtico de Besigny* , à Mauriac en Auvergne (1).

*Heron* , à Gracai en Berry.

*Delpech de Montreau* , à Feurs en Forez.

*Clement de Feuillet* , à Croc en Combailliers (2)

( 1 ) Mauriac , lieu d'exil de M. de Besigny , est au milieu des neiges. Il étoit encore en route & détenu à sa terre de Bellegarde par la fièvre , lorsqu'il a appris la mort subite de M. son fils unique , conseiller au châtelet , jeune homme de la plus grande espérance , digne ami de M. Gilbert , & que le chagrin de se voir séparé d'un pere qui lui étoit tendrement attaché , a fait périr. Malgré ce triste événement , il n'a pas été possible d'obtenir pour M. de Besigny la permission de rester à Bellegarde.

( 2 ) Au pied des montagnes d'Auvergne ; on n'y mange que du pain d'avoine. Il a eu la plus grande peine d'arriver sur cette montagne avec le secours de plusieurs hommes , de chevaux & de bœufs ; il a fallu abattre des murs pour faire passer sa chaise. Il y fait



*Amelot* , à Souxillanges en Auvergne.

*M. Gilbert de voisins* , greffier en chef , à Bressuire en Poitou.

---

un froid excessif. Il a été dans le mois dernier au même degré qu'à Paris en 1709. *M. de Feuillet* n'auroit pu y loger , s'il ne se fût trouvé une maison déserte & inhabitée depuis six ans , parce que les propriétaires sont en procès. L'eau y ruissèle de toutes parts , moins encore par le défaut de la couverture que par une suite de l'humidité. Heureusement le bois est en abondance dans le voisinage ; mais il faut l'envoyer couper à mesure qu'on veut le brûler. Pour avoir du pain de froment , il faut l'aller chercher à 12 lieues , qui en valent près de 24 de ce pays-ci. La provision vient toutes les semaines ; si quelqu'accident les retarde , on est réduit à vivre du pain le plus détestable qui se puisse manger.

On peut observer , au sujet de *M. Clément* , avec quelle attention *M. le chancelier* a su disperser les membres d'une même famille. Il a dans le parlement deux fils & deux neveux : ils sont , l'un en Poitou , l'autre en Anjou , le troisième en Champagne , & le quatrième en Thierarche , tandis que *M. Clément* est lui-même en Auvergne. On peut faire la même remarque pour *MM. Pasquier , Brochant , de la Guillaumie , &c.*

Ce ne sont-là que quelques traits de la dureté qui a dicté le choix des exils. Plusieurs magistrats sont dans des endroits où l'on a quatre ou cinq pieds de neige. Il y en a un d'envoyé dans un village incendié , où il n'y a plus de maisons ; un autre dans un lieu où il n'y a de logement que chez le curé qui est un ex-jésuite.... En général on peut dire que presque tous ceux qui n'ont pas été exilés dans leurs terres , ont été relégués dans les plus mauvais bourgs & hameaux que l'on a pu

On voit par cette liste que tous les titulaires ont été exilés , excepté MM. *de Riviere* , & *Desmé Dubuiffon* , absens ; & M. *le Pretre de Lezonnet* , auquel on a fait signifier l'arrêt de confiscation de sa charge sans lettre de cachet : & que parmi les honoraires on a cru devoir en joindre cinq aux Titulaires.

*Depuis l'exil jusqu'au premier Fevrier 1771.*

Le lundi 21 , ou mardi 22 janvier 1771 , M. le chancelier a mandé chez lui à Versailles , quatre de Mrs. du grand Conseil du semestre d'été. On assure qu'il s'agissoit de leur proposer d'aller siéger avec leurs confreres du parlement , sous le nom du parlement , quoiqu'ils lui soient absolument étrangers , & qu'en aucun cas ils n'y-aient voix délibérative. Ces Mrs. rendus à Versailles , M. le chancelier , après les avoir fait attendre une demi-heure , sortit au-devant d'eux , en leur disant qu'il étoit obligé de partir à l'instant pour Paris , sans quoi il les auroit retenus à dîner. M. le chancelier ne leur en disant pas davantage , ils lui demanderent au moins ce qu'ils pourroient dire à leur compagnie sur l'objet de leur voyage ? Mais M. le chancelier , sans leur donner d'autre éclaircissement , finon que le

---

découvrir : si quelques-uns d'entr'eux y ont trouvé le nécessaire , peut-être même le commode , ils le doivent aux soins des seigneurs ecclésiastiques & laïcs , qui se sont empressés de donner tous les ordres nécessaires & de faire l'impossible pour diminuer la rigueur de la saine prononcée par M. le chancelier.

Roi avoit changé de plan , se contenta de leur faire beaucoup d'excuses sur la peine inutile qu'ils avoient prise.

Mrs. du grand conseil ont protesté qu'ils ne se chargeroient point de la commission qu'on avoit eu intention de leur donner ; que les démêlés qu'ils avoient eu avec le parlement n'avoient rien diminué de leur vénération pour lui , & que c'étoit même une raison de plus pour ne se pas prévaloir contre lui de sa disgrâce actuelle : sentiments nobles , dignes de ces Messieurs , & qui seront sans doute généralement imités. Les deux doyens du grand conseil qui sont sur la liste de la commission comme ayant enrécé au conseil , se sont promis de ne point venir aux séances de la commission.

*Du 22 Janvier 1771.*

Ce mardi après midi , Mrs. du Conseil ont été mandés chez M. le chancelier , à Paris : les ordres leur ont été notifiés de remplacer le parlement *par interim* , au parlement même , & d'intituler du nom d'arrêts du parlement ceux qu'ils y rendroient. Il y a eu des représentations & quelque résistance de la part de plusieurs ; mais M. le chancelier n'a voulu dispenser personne. Il a été convenu que les séances s'ouvriroient le jeudi 24 ; que M. le chancelier s'y rendroit avec tout le conseil , dont les membres feroient partagés en quatre bureaux. L'un représentant la grand'chambre , l'autre la tournelle , le troisieme les enquêtes en une seule chambre , le quatrieme les requêtes du palais , aussi dans une seule chambre.

Ainsi Mrs. les conseillers d'état , qui n'ont ni entrée ni voix délibérative au parlement ,

( ainsi qu'il a été décidé par M. le chancelier lui-même l'année dernière , lors de la seconde séance tenue devant le roi pour le procès du duc d'*Aiguillon* ) & Mrs. les maitres des requêtes , dont quatre seulement y ont voix délibérative , devoient être le parlement : sans titre d'office , sans information de vie & de mœurs , sans serment & sans reception , non-seulement ces Mrs. ( les conseillers d'état ) devoient devenir tous , malgré l'incapacité résultante de leurs titres , des membres du parlement , mais ce qui est plus , former le parlement.

Le même jour 22 , le Mercier , secrétaire de M. de Maupeou , dès le temps qu'il étoit premier président , alla à trois heures chez les chefs de la communauté des procureurs au parlement , qu'on appelle procureurs de communauté , pour leur annoncer que M. le chancelier les mandoit pour le soir , fix heures. M. *Gillet* déclara à le Mercier qu'il le connoissoit bien autrefois comme secrétaire du premier président , mais qu'il ne le connoissoit pas comme secrétaire du chancelier , & que sur un pareil ordre verbal il ne croyoit pas devoir se rendre. Les autres ne firent pas la même difficulté. Un d'entr'eux , plus exact que tous , se rendit précisément à l'heure indiquée. M. le duc de la Vrillere étoit alors avec M. le chancelier ; il sortit au bout de trois quarts d'heure , M. Seguiet entra ensuite , & étant sorti après une demi-heure environ , le procureur qui étoit encore seul fut admis M. le chancelier commençoit à lui parler , lorsque les autres procureurs de communauté arriverent. Il leur fit à tous mille caresses pour les engager à continuer leurs fonctions auprès de nouveaux juges

qu'il meneroit au parlement le jeudi suivant. M. le chancelier les assura que le parlement subsistoit toujours ; non pas , ce qui cependant est très-véritable , parce que les magistrats exilés en sont toujours les présidents & les conseillers aux yeux de la loi , attendu qu'ils ne sont pas dépouillés de leurs offices selon les formes & pour les causes prescrites par la loi (1) ; mais parce qu'une peste qui fait périr

---

( 1 ) Il ne faut pour démontrer cette proposition , que rapporter l'édit de Louis XI, du 21 octobre 1467 ;  
 " Louis..... comme depuis notre avènement à la couronne , plusieurs mutations ayant été faites en nos offices , laquelle chose est le plus advenue à la poursuite & suggestion d'aucuns , & nous non advertis duement , parquoi ainsi qu'entendu avons & que bien connoissons être vraisemblable , plusieurs de nos officiers doutant chérir audit inconvénient de mutation & destitution , n'ont pas tel zele & faveur à notre service , qu'ils auroient se n'étoit ledit doute : savoir faisons , que nous considérant qu'en nos officiers consiste sous notre autorité la direction des faits , par lesquels est policée & entretenue la chose publique de notre royaume & que d'icelui ils sont ministres essentiels , comme membres du corps dont nous sommes le chef , voulant extirper d'eux icelle doute , & pourvoir à leur sûreté en notredit service , tellement qu'ils aient cause d'y faire & persévérer ainsi qu'ils doivent : statuons & ordonnons par ces présentes , que désormais nous ne donnerons aucun de nos offices , s'il n'est vacant par mort , ou par résignation faite du bon gré & consentement du résignant , dont il apparaisse duement , ou par forfaiture préalablement jugée & déclarée judiciairement , & selon les termes de justice par juge com-

subitement tous les membres d'un parlement ,  
ou une tour qui écrase en un seul moment tous  
les chanoines d'un chapitre , n'empêche pas

---

pétent , & dont il apparoiſſe ſemblablement ; & ſ'il  
advient que par inadvertance , importunité des requé-  
rants , ou autrement , nous faſſions le contraire , nous ,  
dès maintenant comme pour lors , le révoquons & an-  
nullons , & voulons qu'aucunes lettres n'en ſoient  
faites & expédiées , & ſi faites étoient ; qu'à icelles  
n'y a quelconques autres , qu'on pourroit ſur ce ob-  
tenir de nous , aucune foi ne ſoit ajoutée & que pour ce  
aucun ſoit deſtitué de ſon office , ni inquiété en icelui.  
Si donnons en mandement à notre amé & féal chan-  
celier , à nos amés & feaux les gens de notre parle-  
ment , les gens de nos comptes & trésoriers , les maîtres  
des requêtes de notre hôtel , aux prévôt de Paris , bailli  
de Vermandois , & à tous nos autres juſticiérs & offi-  
ciérs ou à leurs lieutenants préſents & avenir & à cha-  
cun d'eux , ſi comme à lui appartiendra , que nos pré-  
ſents ſtatuts , ordonnance & volonté ils entretiennent &  
gardent inviolablement & les faſſent publier & enrê-  
gistrer en leurs cours & auditoire , ſans faire ne ſouffrir  
faire aucune choſe au contraire. Car tel eſt , &c. Donné  
à Paris , le 21 jour d'octobre , l'an de grace 1467 , re-  
gistré au parlement le 23 novembre ſuivant. , *Fontanon* ,  
*Tome 2. p. 557.*

*Mezerai* , qui rapporte cette ordonnance , obſerve  
que la mutation des officiers qu'elle a pour objet de pré-  
venir , avoit été un des ſujets qui avoit le plus ébranlé  
les villes , particuliérement , celle de Paris , contre le  
roi , dans la *ligue du bien public*. Cette même ordonnance  
de 1467 , a été renouvelée par la déclaration du 22 oc-  
tobre 1648. , regiſtrée le 24 du même mois , qui porte  
entr'autres diſpoſitions que " les officiers des cours ſou-

que le parlement ou le chapitre ne continue de subsister. Il n'est question alors , ajouta M. le chancelier , que de remplir les offices & les canonicats vacants. ( Oui ! mais en observant les mêmes formes qui avoient été requises pour l'institution & reception des Magistrats & chanoines décédés. ) Or, c'est ce que Mrs. du conseil viennent faire *par interim*. Il n'étoit donc question , selon M. le chancelier , que de les regarder comme étant ce parlement & ce chapitre , & de faire auprès d'eux le même service qu'on a fait auprès du chapitre & ou du parlement.

Le respect empêcha les procureurs de communauté d'observer à M. le chancelier , que si malgré cette peste & cette tour dont il leur parloit, les titulaires se trouvoient vivants, au lieu d'être morts , il n'y auroit point d'omices ni de bénéfices à remplir ; & que , quand les chanoines seroient morts , des chanoines *par interim* ne seroient pas des chanoines , qui sont essentiellement titulaires & inamovibles , & que par conséquent ils ne formeroient pas le chapitre , ne pourroient agir comme étant le chapitre , & que tout ce qu'ils feroient en ce nom ne lieroit jamais le chapitre , mais seroit au contraire tenu pour nul & non avenu ; ils ne seroient que de simples vicaires , & comme le dit Boileau , des chantres gagés , commis au soin de louer Dieu. Par la même raison , des magistrats *par interim* ne sont

veraines & autres ne pourront être troublés en l'exercice & fonction de leurs charges par lettre de cachet ou autrement. „

pas des magistrats ; ils ne peuvent être le parlement ni agir en cette qualité.

Les procureurs de communauté firent quelques observations à M. le chancelier , sur l'impossibilité où ils étoient de plaider , & sur la défense que leur font les ordonnances de conclure dans les causes d'appel. M. le chancelier les assura d'abord que les avocats-généraux iroient certainement au palais ( on a vu que M. Seguier sortoit à cet instant de chez lui ) : il prétendit ensuite que les autres avocats ne feroient pas plus de difficulté. Ils font , dit-il , avocats au parlement ; comment pourroient-ils refuser de s'y présenter , puisqu'il subsiste ? Les procureurs de communauté se retirèrent alors , & promirent de s'assembler le lendemain matin.

*Du 23 janvier 1771.*

La nuit du 22 au 23 janvier , il fut envoyé aux greffiers en chef, civil & criminel , aux secrétaires de la cour , aux greffiers des différents greffes , au premier huissier & aux autres , ordre de se trouver le lendemain au palais à leurs fonctions. La plupart s'étoient absentes : M. *Richard* , greffier en chef criminel , & M. *Coupri Dupré* , greffier des présentations , indisposés l'un & l'autre , avoient été forcés de rester. Le premier aima mieux donner sa démission , que de connoître MM. du conseil pour le parlement : elle lui a été renvoyée par le chancelier jusqu'à trois fois ; mais il a persisté à ne vouloir faire aucune fonction. M. *Dupré* se soumit de se trouver à la séance du lendemain.

L'absence de M. *Gilbert de Voisins* , greffier



en chef, âgé de 22 ans, détermina M. le chancelier à prier M. de *Moras*, ancien controleur-général, oncle de madame *Gilbert*, à passer chez lui : M. de *Moras* étoit incommodé ; M. le chancelier se rendit chez lui, & le pressa de solliciter son neveu. Mais il fut refusé ; M. de *Moras* répondit qu'il connoissoit son neveu pour avoir de l'honneur & de la conscience. D'un autre côté, M. le chancelier envoya M. *Menard de Chouzi*, l'un des premiers commis de M. le duc de la Vrilliere, chez mesdames *Gilbert*, l'une mere, l'autre femme du greffier en chef, pour découvrir le lieu de sa retraite. Aussi-tôt qu'on l'eut apprise, on dépêcha un courier porteur d'ordres : il rapporta de M. *Gilbert* la réponse suivante. » Monsieur, par obéissance aux ordres du roi, auxquels je serai toujours très-soumis, je pars pour Paris : mais je déclare en même temps que ma conscience, mon honneur & mon devoir ne me permettent pas de faire aucune fonction d'un office que je regarde comme n'existant plus. C'est au parlement que j'ai prêté serment ; je ne puis faire de service qu'avec le parlement & comme le parlement, & je serai à jamais attaché à ce corps respectable. C'est dans ces sentiments que j'ose supplier le roi de vouloir bien accepter l'offre que j'ai l'honneur de lui faire de mon état, le suppliant d'assimiler mon sort à celui des autres membres de ma compagnie. »

Mais le plus difficile devoit paroître sans doute de forcer MM. les gens du roi à se trouver à la séance. M. le chancelier leur en ayant écrit ce même jour 23, sous le nom du roi, ils écrivirent à sa majesté pour la

supplier de les en dispenser. La réponse fut un ordre de se rendre à Versailles , où , malgré leurs répugnances , le roi leur donna l'ordre le plus absolu , non-seulement de se trouver à la séance du lendemain , mais de plus d'y exercer leurs fonctions , & d'y requérir l'enregistrement de l'édit ou lettres-patentes de la commission , sous peine , dit-on , de la Bastille. ( 1 ) Ainsi cet édit fameux , qui annonce que le roi n'exige point qu'on donne des suffrages contraires aux sentiments particuliers de ceux qui les donnent , a eu cependant pour fruit de violenter la conscience de tout le monde , depuis MM. du conseil jusqu'au dernier des huissiers. Mais il faut savoir ce que certaines personnes entendent par *conscience*. Le chancelier *Seguier* dit à MM. des enquêtes , dans un lit de justice tenu en 1645 , qu'il y avoit deux sortes de *conscience* , l'une d'état , qu'il falloit accommoder à la nécessité des affaires ; & l'autre , à nos actions particulières. ( *Voyez les Mém. de Talon* , T. 3. p. 375. )

---

( 1 ) *Jean de Saint-Romain* , procureur-général , en 1467 , reprocha au cardinal *de la Ballue* , envoyé au parlement pour faire enregistrer l'abolition de la pragmatique , qu'il trahissoit les véritables intérêts du royaume. Les menaces que l'on fit au procureur-général de la part de la cour , ne l'ébranlèrent point : il dit " que le roi pouvoit lui ôter la charge dont il l'avoit honoré ; mais que tandis qu'il l'exerceroit , il ne feroit jamais rien contre son devoir & contre le bien de l'état. „ Grand exemple , rapporté en ces mêmes termes , par le jésuite *Daniel* , dans son *Histoire de France* , sous l'année 1467.

Les substituts de M. le procureur-général reçurent aussi des ordres , la nuit du mardi au mercredi ; ils firent différentes réponses , mais quatre seulement ont continué à se rendre au palais ; savoir, MM. *Pierron* , *Mayon* , *Davignon* & *Perviau* (1). Quelques-uns , en particulier MM. *de Tillieres* & *Boulenois* , ont constamment refusé de s'y présenter.

Ce même jour 23 janvier , MM. du conseil furent présentés au roi , qui leur tint le discours suivant : » Messieurs , j'ai besoin de vous pour que le cours de la justice dans mon parlement ne soit pas interrompu plus long-temps. « ( Il arrive cependant que le cours de la justice ne se reprend pas au parlement , & que de plus il cesse au conseil. ) » M. le chancelier vous expliquera mes intentions. Je connois votre zèle , votre attachement à ma personne , & j'y compte. Comptez aussi sur toute ma protection dans l'exercice des fonctions que vous allez remplir , & qu'en toute occasion je vous donnerai des marques de ma satisfaction pour vos services. »

M. d'Aguesseau , comme doyen du conseil , répondit au roi en deux phrases. Aucun des auditeurs n'a oublié la première , trop remarquable par l'esprit de servitude & d'esclavage qu'elle présente au nom d'un conseil destiné par son état & par son serment à donner au roi des avis en son ame & conscience.

( 1 ) C'est un homme avec lequel les substituts qui ne vont pas au palais , avoient résolu de ne pas communiquer.

« SIRE , le premier devoir de votre conseil sera toujours de donner à vos sujets l'exemple de la soumission la plus entière à vos volontés. » La seconde phrase parloit en substance d'un zele qui suppléeroit aux forces ; de protection qui soutiendrait les efforts ; d'efforts pour exécuter les intentions du roi , qui rendroient bientôt le conseil à des fonctions toujours cheres , & qu'aucune autre n'empêcherait jamais de remplir. Tout ce qu'on y a compris , c'est que MM. du conseil alloient tout à la fois faire le service du parlement & du conseil , ou plutôt ne faire ni l'un ni l'autre , & qu'ils alloient si bien remplir celui du parlement , qu'on les renverroit bientôt tout entiers à celui du conseil ; c'est-à-dire , que ne faisant rien au parlement , ils seroient obligés de quitter la partie pour se renfermer dans leur service du conseil.

Enfin le même jour 23 janvier , les procureurs de communauté s'étant assemblés le matin , le Mercier leur apporta lui-même une lettre signée de lui , qui le soir même fut envoyée à tous les procureurs , imprimée , avec un avis des procureurs de communauté. Voici la lettre & l'avis.

#### M E S S I E U R S ,

» Monseigneur le chancelier me charge de vous dire , que l'intention du roi est que les procureurs continuent leurs fonctions comme par le passé ; qu'ils présentent des requêtes , qu'ils instruisent les procès , qu'ils plaident sur les demandes , qu'ils demandent des remises dans les causes où il y a appel ; que les deux avocats du rôle de jeudi deman-

( 65 )

dent demain la remise ; qu'il y ait demain une centaine de procureurs au palais. »

„ J'ai l'honneur d'être très-parfaitement ,

M E S S I E U R S ,

Votre très-humble &c.

( Signé )

LE MERCIER.

Paris , le 23 janvier 1771.

M O N S I E U R .

« Les procureurs de communauté vous envoient copie de la lettre ci-dessus , qui leur a été apportée ce matin en la chambre de la sacristie par M. le Mercier , par ordre de M. le chancelier , & vous observent qu'hier 22 du présent mois , les procureurs de communauté qui se sont transportés chez M. le chancelier , de son ordre , ont reçu de lui des ordres de la part du roi de continuer leurs fonctions. Le 23 janvier 1771.

Les espérances que M. le chancelier avoit fondées sur les procurers , le déterminèrent à contremander les avocats au conseil qui avoient eu ordre de s'assembler pour s'arranger entr'eux de maniere qu'ils puissent , comme avocats au conseil , remplir auprès de MM. du conseil comme conseil , le service que les procureurs au parlement ne voudroient pas faire auprès d'eux comme parlement. MM. du conseil ne devoient donc plus être alors que ce qu'ils sont véritablement , c'est-à-dire , MM. du conseil assis sur les sieges du parlement , & n'étant pas plus le parlement ( qu'on pardonne la comparaison , qui n'ôte rien à l'éminence de MM. du conseil ) que la bazoche n'est le par-

lement quand elle siege sur les bancs du parlement dans la chambre de la tournelle. M. le chancelier a eu recours dans la suite aux avocats au conseil ; mais ses tentatives ont été infructueuses.

*Du jeudi 24 janvier 1771.*

*Séance du Conseil au Parlement.*

M. le duc de Biron ayant refusé les gardes françoises , comme ne marchant que pour le roi , le guet fut commandé pour garder les avenues du palais. Les gardes de la ville & les archers de robe-courte étoient dans l'intérieur. M. le chancelier avoit demandé la totalité des gardes de la ville , au nombre de 300 ; mais il ne put en avoir qu'environ la moitié. Toutes les boutiques de la grande salle étoient fermées , & on avoit donné ordre d'écarter la foule ; il se glissa cependant un grand nombre de personnes jusques dans la grand'chambre : il y avoit même beaucoup de personnes de marque , mais *incognito* ; elles n'étoient pas venues pour faire leur cour au chancelier.

Sur les dix heures & demie , M. le chancelier arriva en grande cérémonie , entouré de la prévôté de l'hôtel , tenant à la main leur épée nue. Tout le conseil étoit à sa suite , ce qui formoit une longue suite de carosses. M. le duc de la Vrilliere , M. de Monteynard , secrétaire d'état pour la guerre , M. l'abbé Terrai , contrôleur-général , M. l'évêque de Senlis , tous comme conseillers d'état , déco-roient la séance. Quelqu'un dit du prélat , qu'il venoit donner l'extrême-onction au parlement.

En montant l'escalier de la Ste. Chapelle, M. le chancelier dit à ses gens qui l'entouroient, *ferrez-moi*. Tout le cortège étant arrivé au parquet des huissiers, & M. le chancelier ayant appris que la grand'chambre étoit pleine, il ne voulut point entrer que tout le monde ne fût sorti : on eut beaucoup de peine à exécuter cet ordre, qui fut réitéré à trois reprises. Les personnes de marque refusant d'obéir aux archers & aux hoquetons du chancelier, un de ces derniers ayant voulu agir par force, il y eut une épée tirée, & quelque tumulte, ce qui causa beaucoup de peur ; mais le tumulte fut apaisé à l'instant, & enfin quand il n'y eut plus personne, M. le chancelier entra, suivi de tout le conseil, & prit séance.

Avant tout, il falloit un greffier ; & il ne se trouvoit dans la séance que celui des présentations, qui ne doit tenir la plume qu'en son greffe. M. le chancelier exigea qu'il la tint dans cette séance. M. *Dupré* résista long-temps & fortement ; mais les menaces & les injonctions faites au nom du roi, furent si impérieuses, que M. *Dupré* céda. M. le chancelier vouloit qu'il prît la place de greffier en chef ; mais il le refusa persévéramment. M. *Dupré*, greffier des présentations, exigea, pour tenir la plume à l'audience, un ordre par écrit de M. le chancelier. Il a été question du cérémonial à observer au sujet de cet ordre : M. le chancelier vouloit bien le donner, mais à condition qu'il seroit mis dans un paquet cacheté, de peur que M. *Dupré* ne le montrât à tout venant. Grande question ensuite de quel cachet il porteroit l'empreinte : M. le chancelier vouloit que ce fût du sien ; mais M. *Dupré* l'a emporté : le paquet lui a été remis ca-

cheté de son propre cachet , pour qu'il puisse l'ouvrir quand il jugera nécessaire de prouver la contrainte.

Les lettres-patentes pour la commission , datées de la veille , furent lues ; après quoi M. le chancelier prononça le discours qui suit :

*Discours de M. le Chancelier , lorsqu'il est venu installer MM. les Conseillers d'Etat & MM. des Requêtes au Palais du Parlement , le 24 janvier 1771.*

« Messieurs , il ne fut jamais pareille épreuve pour votre zèle & votre attachement au service du roi , qui vous rappelle à remplir les fonctions de la justice dont ses peuples avoient été privés par la désobéissance de ses magistrats auxquels il l'avoit confiée , & qu'il a été forcé de punir d'une manière proportionnée à leur désobéissance , après avoir vainement tenté de les faire rentrer dans leurs fonctions par tous les moyens que sa bonté & son autorité ont employés ».

« Sa majesté , en attendant qu'elle ait choisi un nombre d'officiers suffisant & capable pour succéder à ces magistrats , n'a cru pouvoir mieux faire exercer sa justice que par les officiers de son conseil , élevés pour la plupart dans le sanctuaire des loix où sa volonté vous rappelle. Elle a , dans vos services passés , le gage de ceux qu'elle attend de vous à l'avenir : vous ferez l'œil du prince , l'organe des loix & les médiateurs du peuple , dont vous porterez les besoins aux pieds d'un souverain qui ne veut être que le père de ses sujets ».



M. *Seguier*, comme premier avocat général, se leva : « C'est avec douleur, dit-il, que nous sommes obligés de reprendre les fonctions de notre ministère ; la tristesse peinte sur notre visage vous en dit assez, & les larmes qui coulent de nos yeux ne nous permettent pas d'en dire davantage. » M. *Seguier* conclut à l'enregistrement & à l'envoi des lettres patentes aux bailliages. Le greffier voyant que tous les avis de Mrs. du conseil étoient pour l'enregistrement, écrivit sur les lettres patentes même, en parchemin, & sur son plunitif, l'enregistrement, avec la clause de l'envoi aux bailliages & sénéchaussées. Mais quand il fut question de lire l'Arrêt pour le signer, M. le chancelier dit au greffier : « effacez cette clause, nous n'en avons pas besoin, puisque c'est toujours le même parlement : d'ailleurs les bailliages n'y déféreroient point. » C'est un acte remarquable de modération. La radiation fut donc faite sur le plunitif ; mais on oublia de la faire sur les lettres patentes. M. le chancelier s'en étant donc aperçu depuis, il a mandé le greffier le lundi 29 janvier, lui a fait gratter sur le parchemin l'enregistrement entier, & le lui a fait recommencer sans la clause d'envoi.

Après l'enregistrement des lettres patentes, M. le chancelier a fait ouvrir l'audience. Nonobstant les lettres de la veille, il ne s'y est trouvé en robe que les procureurs de communauté, & celui qui occupoit dans la cause du jeudi. A l'appel de cette cause, le procureur a déclaré que l'affaire étoit terminée ; qu'il avoit une décharge de sa partie. M. le chancelier a ordonné que la cause seroit rayée du rôle. Sur l'appel d'une seconde cause, il n'a paru per-

sonne. On a dit au procureur qui venoit de parler dans la premiere , de demander la remise ; il a répondu que n'étant chargé ni pour ni contre , il ne pouvoit rien dire , & que c'étoit à messieurs à ordonner ce qu'ils jugeroient à propos. M. le chancelier a prononcé la remise d'office & de même pour une troisieme cause qui a été appelée.

La séance s'est levée : tous Mrs. du conseil , ( excepté quelques jeunes maîtres des requêtes & M. le chancelier , auquel quelques personnes ajoutent M. l'abbé *Terrai* ) avoient l'air consterné : on auroit dit qu'ils assistoient à un enterrement.

M. le chancelier , dans cette séance , a demandé assez haut à M. d'*Aguesseau* , doyen du conseil , s'il ne comptoit pas occuper l'hôtel de la premiere présidence ? La demande a paru à M. d'*Aguesseau* une ironie blessante.

Le même jour 24 , M. le chancelier fit donner de nouveaux ordres à M. *Gilbert de Voisins* , de reprendre ses fonctions. Sa réponse fut aussi fermée que celle du jour précédent ; la voici : « Je persiste dans ma réponse du jour d'hier , qui contient les véritables sentimens dont je suis animé. Je déclare de nouveau que ma conscience , mon honneur , mon devoir ne me permettent pas de faire les fonctions de ma charge , dont je fais de nouveau l'offre au Roi , en le suppliant de ne pas imputer à désobéissance une conduite qui m'est dictée par le respect le plus profond , le zele le plus pur , & l'attachement le plus inviolable pour sa personne sacrée. » Toutes les sollicitations employées auprès de M. *Gilbert* étant incapables de le faire chancelier , on lui a signifié le surlendemain 26 , un arrêt du conseil qui confis-

que son office, dont la valeur est très-considérable ( il produit au moins 16000 livres annuelles ) & une lettre de cachet qui l'exile à Bressuire , village près de Thouars en Poitou. M. Gilbert étant parti le dimanche avec sa femme pour le lieu de son exil. L'arrêt du conseil qui lui a été signifié est le même qu'on avoit imprimé pour les conseillers ; de sorte qu'on lui défend de prendre la qualité de président ni de conseiller , quoiqu'il n'ait aucune de ces charges ; on peut encore observer que la date de cet arrêt est antérieure à la première des sommations qui lui ont été faites.

*Séance du vendredi 25 Janvier.*

M. le chancelier n'est pas venu aux séances qui ont suivi celle du jeudi. L'audience dite de sept heures est entrée à plus de huit : les conseillers d'état arrivant, on a dit aux huissiers de battre de leurs baguettes ; ( c'est un honneur réservé pour les princes & les présidents à mortier ) ils ont répondu que les lettres de cachet ne leur enjoignoient pas de le faire , & ils ne l'ont pas fait. L'audience ouverte on a appelé un grand nombre de causes sur lesquelles personne n'a paru, elles ont été remises les unes à huitaine, les autres à quinzaine : mais d'autres voix dans la grand'chambre crioient, *remise à la St. Martin, remise à la rentrée du parlement.* Un chien ayant aboyé dans ce moment, on a crié : *voilà un avocat qui plaide.* Les divisions & les huées ont été si violentes & si mortifiantes, que M. d'Aguesseau a dit de faire entrer la garde. La porte de la grand'chambre étoit gardée par des archers de la robe courte : il y avoit d'ailleurs beaucoup de guet dans la grande salle,

L'huissier de service , *Regnault* , voyant un archer entrer , lui a crié : *chapeau bas* ! puis s'adressant à M. d'Aguesseau , il lui a demandé si l'intention de Mrs. du conseil étoit que la grand'chambre fût gardée par les archers ? que si cela étoit il alloit se retirer , & qu'il n'avoit plus de service à faire ; que la regle étoit que la grand'chambre ne fût gardée que par les huissiers , même lorsque le Roi y étoit , & qu'il prioit qu'on délibérât. On a été aux avis , & M. d'Aguesseau a dit *qu'on fasse retirer la garde*. L'huissier lui a crié alors plus absolument encore qu'auparavant , *chapeau bas* ! & elle s'est retirée : mais il s'est élevé des huées si violentes que M. d'Aguesseau en a pleuré.

La grande audience a été ouverte à neuf heures : faute d'avocats & de procureurs , M. *Seguier* , avocat général , a été obligé de se retirer , & Mrs. du conseil se sont retirés ensuite. La grand'chambre étoit pleine de personnes qui n'avoient pas voulu sortir : de sorte que ces Mrs. ont été poussés & balottés par la foule. L'un d'eux qui appartient à M. le chancelier , a même reçu des outrages , & il a été obligé d'appeller à son secours.

L'audience de relevée a été ouverte l'après midi. On a ajouté encore aux huées & aux avanies du matin. Plusieurs de Mrs. du conseil étoient tellement excédés , qu'ils déclaroient qu'ils ne reviendroient pas : mais ils ont tous reçu de nouveaux ordres pour être exacts à ces séances. Mrs. les maîtres des requêtes , qui sont de service au grand conseil , comme présidents , avoient cru pouvoir s'en faire un titre pour ne plus revenir au parlement ; mais M. le chancelier leur a écrit qu'ils préférassent le service du palais à celui du grand conseil.

*Séance*

*Séance du samedi, 26 Janvier.*

La garde a été doublée : il y avoit , dit-on , 400 hommes armés dans le palais. Il n'y a point eu plus de causes plaidées , que la veille. Les huées ont été renouvelées , mais moins violemment : néanmoins quelques jeunes gens ont été arrêtés. Plusieurs de Mrs. du conseil disoient que puisque c'étoit la besogne de M. le chancelier , il falloit qu'il vînt la faire lui-même en personne , & que s'il ne revenoit pas aux séances , ils n'y reviendroient plus.

Le Bureau de la grand'chambre a donné un arrêt de défenses : c'est le premier arrêt donné par ces Mrs. , si on excepte l'enregistrement de leur commission & les remises des causes : mais le procureur , M. Gillert le jeune , n'a voulu signer la requête , qu'en y ajoutant ces mots ; *du très-exprés commandement de M. le chancelier* (1) ; & ils ont été inférés dans l'arrêt. C'étoit une affaire à laquelle M. le chancelier prenoit intérêt.

Le Bureau de la tournelle a condamné une femme à être fouettée & marquée. Le guet avoit été mandé le jour même pour l'exécution ; elle ne s'est pas faite.

(1) Ces mots , *du très-exprés commandement de M. le chancelier*, ne sont pas dans l'arrêt : Mrs. du conseil , qui ont trouvé que le trait de contrainte seroit trop marqué , ont mieux aimé qu'on y mît une fausseté , savoir , que M. Gillet avoit été commis *ad hoc*.

*Du même jour.*

Le samedi dans l'après midi , des inspecteurs de police se transporterent chez tous les procureurs au parlement , pour prendre le nom des clerks & leur pays , & enjoindre aux procureurs de la part de M. le lieutenant de police , de ne pas les laisser aller au palais jusqu'à nouvel ordre.

*Du lundi 28 janvier.*

Ce jour il n'y eut point de séance , parce qu'il étoit fête au palais.

On signifia chez tous les secrétaires de la cour & greffiers de nouvelles lettres de cachet , portant ce qui suit : » de par le Roi , il est enjoint au sieur. . . secrétaire de la cour de parlement de Paris , de se rendre au palais dans trois jours , à compter de la notification du présent ordre , pour y exercer les fonctions de sa charge , à peine de prison , comme désobéissant aux ordres exprès de S. M. & de ne pouvoir , lui & ses enfants , posséder à jamais aucune charge. Fait à Marly le 27 janvier 1771. Signé LOUIS , & plus bas , *Phelypeaux.* » On a exigé de leur femme ou de leur parent , de certifier qu'on leur avoit remis cette lettre de cachet. Ces menaces leur ont fait oublier l'exemple de M. Gilbert de Voisins : *du Franc* a reparu le mardi matin ; *Isabeau de Montval* , le mardi après midi , & *Isabeau de Villiers* le mercredi : *Fremín* & *le Breton* ont également paru. Le premier Huissier , *Angely* , ne paroît point.

L'élection du grand juge & des consuls est fixé au 18 janvier , jour auquel expirent les

ouvoirs de ceux qui ont exercé l'année précédente. Les nouveaux élus vont , avant d'entrer en charge , prêter serment au parlement en la grand'chambre. Les marchands ne paroissent pas disposés à prêter serment devant le bureau du conseil qui siege à la grand'chambre : pour éviter cette difficulté , on a signifié aux consuls en exercice le mardi 29 , une lettre de cachet , portant ordre de continuer leurs fonctions ; ce qu'ils ont fait.

*Séance du mardi , 29 janvier.*

Les deux audiences du matin , & celle de l'après-midi de ce jour , ont été tenues comme les précédentes , c'est-à-dire sans qu'il y ait eu aucune cause plaidée.

Le palais étoit aussi rempli de gardes que samedi. Un sergent & 2 gardes prenoient chacun de Mrs. du conseil à la descente de son carrosse & le conduisoient à sa chambre ; le sergent marchoit devant , les gardes à ses deux côtés , & le laquais qui portoit la queue fermoit le quadrille.

Un domestique d'un maître des requêtes a demandé son congé à son maître , sur cette raison , qu'en entrant chez lui , il avoit compté acquérir quelque distinction comme laquais d'un maître des requêtes ; mais que depuis les séances au parlement , il étoit traité au palais comme un valet de\*\*\* , de laquais d'intrus , & qu'il ne vouloit pas essuyer ces ignominies.

*Séance du mercredi , 30 janvier.*

On a appelé aux audiences quelques causes ; & les procureurs ayant fait les mêmes remon-

trances , la séance s'est levée. Un payfan s'est présenté avant la levée & s'est plaint qu'aucun procureur ne vouloit occuper pour lui , & a demandé qu'on lui en donnât un : on l'a renvoyé à demain.

*Du même jour.*

On a porté l'après midi chez tous les procureurs le lettre suivante imprimée.

« Monsieur & confrere , les procureurs de communauté ont reçu hier à l'issue de l'audience de relevée un ordre de S. M. de convoquer tous & un chacun les procureurs en la cour , leurs confreres , pour leur lire un autre ordre de S. M. qui s'adresse à tous les procureurs en la cour ; en conséquence ils vous avertissent de vous trouver sans y manquer , demain jeudi , 31 du mois de janvier , à l'assemblée générale qui se tiendra à midi précis , au lieu ordinaire où se tiennent les audiences de la communauté , en laquelle il sera fait lecture de l'ordre de S. M. qui concerne tous les procureurs , & même de celui qui ordonne aux procureurs de communauté de convoquer ladite assemblée. J'ai l'honneur d'être &c. *Gillet le jeune* , greffier de la communauté. »

*Séance du jeudi 31 Janvier.*

La séance s'est levée faute d'avocats , & sur les mêmes remontrances.

*Du même jour.*

Il est d'usage qu'à l'ouverture de la plaidoirie des causes du rôle de Paris , qui se fait le lundi



ou mardi d'après la chandeleur , le châtelet y assiste en corps : il est averti à cet effet par le premier huissier , qui s'y transporte le jeudi précédent à l'issue de l'audience. On a jugé plus prudent en cette occasion de ne point donner l'avertissement ordinaire. Les mêmes vues de prudence ont déterminé , à arrêter que le bureau de la Tournelle n'enverroit au châtelet l'exécution d'aucun de ses jugemens , & que les prévôt des marchands & échevins seroient exemptés de venir en la grand'chambre pour exposer le besoin de la dispense pour les œufs pendant le carême.

Les procureurs se sont assemblés à midi. Les avenues de la salle où ils se sont rendus , étoient gardées par plusieurs archers. Le secrétaire le Mercier étoit dans l'antichambre , il avoit voulu demeurer dans l'assemblée , disant en avoir l'ordre de M. le chancelier : mais on l'a forcé d'en sortir. On a lu les ordres du Roi qui enjoignent aux procureurs de travailler comme ils le faisoient au 7 septembre , sous peine d'être privés de leurs charges & d'être punis comme refractaires aux ordres du Roi.

L'usage ordinaire est que lorsque , les causes sont placées pour l'audience , on envoie un simple avis aux procureurs , du rang où elles sont placées ; c'est à eux de veiller ensuite pour ne pas laisser passer leur tour : aujourd'hui la forme est différente , on envoie chaque jour aux procureurs un avis pour un certain nombre de causes qui doivent être appelées le lendemain , & au bas de l'avis ordinaire est un avertissement particulier , signé du greffier de la communauté , qui annonce

que M. le chancelier leur enjoit de se trouver à l'audience. (1)

Mrs. les conseillers, au grand conseil du semestre d'été, ont eu ordre de se rendre tous à Paris. C'est M. le procureur général du grand conseil qui leur a notifié cet ordre. On assure qu'il est question de les déterminer à venir siéger sur les bancs du parlement, ce qui seroit bien étrange.

Le 13 janvier le recteur de l'université, accompagné des grands messagers, a coutume de porter un cierge pour la chandeleur au chancelier & au premier président. Cette année on avoit commencé par aller à l'hôtel de la première présidence, & on avoit laissé le cierge au Suisse, attendu l'absence de M.

(1) On se rappelle à l'occasion des procureurs, que vers la fin de décembre, un jeune procureur (M. *Viollette*) ayant écrit à son frère ex-jésuite, retiré à Bruxelles, & lui ayant marqué que la triste affaire du parlement ne pouvoit que lui nuire beaucoup. L'ex-jésuite lui a répondu qu'il prît courage, que dans peu l'affaire du parlement alloit prendre une telle tournure qu'il se verroit à portée de faire très-bien ses affaires, *s'il savoit profiter des circonstances*. Cette lettre de l'ex-jésuite est moins circonstanciée & plus générale que la note ne le porte. Mais il n'en est pas moins vrai que les jésuites sont les instigateurs secrets de toute l'affaire. Dès le commencement de novembre, *Vernier*, un de leurs émissaires, demandoit qu'on priât pour la réussite d'un plan qui se réduisoit à se débarrasser de tous les parlements, à faire rendre la justice par d'autres, qui seroient substitués aux parlements, & à faire revenir les jésuites.

*d'Aligre* , premier président. De-là on a été chez M. le chancelier qui a demandé si on avoit été chez le premier président ? Sur la réponse qu'on lui a faite , il a déclaré que le premier président dont il entendoit parler , étoit M. *d'Aguesseau* , & il a enjoint par ordre du Roi , d'aller reprendre le cierge porté à M. *d'Aligre* & de le porter à M. *d'Aguesseau*. ( 1 ) Le recteur & les messagers n'ont point trouvé d'autre expédient , que d'aller d'abord faire un mensonge chez le suisse du premier président , M. *d'Aligre*. Ils lui ont dit qu'ils venoient malheureusement de casser le cierge du chancelier , qu'ils n'en avoient point d'autre prêt , & qu'ils le prioient de leur remettre le cierge qu'ils avoient laissé , promettant d'en rendre un le lendemain. Le suisse a remis le cierge , qui a été sur le champ porté à M. *d'Aguesseau* , & le lendemain il en a été remis un autre chez M. le premier président.

Le même jour , M. le duc *d'Orléans* a reçu du Roi une lettre , dans laquelle Sa Majesté se plaignoit de ce qu'il s'assembloit avec les autres princes , pour délibérer sur l'état actuel du parlement de Paris. L'on assure que par cette lettre le Roi paroïssoit croire qu'on lui contestoit , & que les princes eux-mêmes le lui contestoient aussi , qu'il ne tient son autorité que de Dieu seul ; ce qui prouve à quel degré on surprend la religion de S. M. , puisque le

( 1 ) Le recteur n'y étoit pas. Tout ce qu'on dit ici , n'est vrai que des messagers : il faut ajouter que le recteur a porté de son côté le cierge à M. *d'Aguesseau* : démarche dont l'université a été fort mécontente.

parlement déclare encore de la maniere la plus précise dans ses arrêtés & représentations des mois de Décembre & Janvier dernier , qu'il a toujours tenu & ne cessera de tenir pour maxime inviolable que S. M. ne tient sa puissance que de Dieu , & qu'il est le seul législateur dans son royaume. Il est public que M. le duc d'Orléans s'est rendu sur le champ à Versailles , qu'il a rendu compte au Roi de ce que les princes pensoient unanimement sur l'irrégularité , les inconvéniens & la contrariété avec les loix de tout ce qui venoit d'être fait en Décembre & en Janvier , que le prince a terminé la conférence assez longue qu'il a eue avec le Roi , en lui déclarant qu'il ne reconnoîtroit jamais pour parlement , la chambre actuelle , & que si le Roi y venoit tenir un lit de justice , comme on le disoit , il le supplioit de lui acorder qu'il n'ait pas l'honneur de l'y accompagner.

Le public & tout le palais royal comptoient que la nuit suivante M. le duc d'Orléans seroit exilé ; ce qui n'a point eu lieu.

*Séance du vendredi , premier Février.*

La séance s'est levée comme les précédentes. Le même payfan a reparu , mais comme il n'a point de papiers & que tout paroît annoncer un homme aposté pour faire une scène , on a remis pour l'écouter à la fin de la séance.

La cour des aides est dans une inaction entière , faute d'avocats & de procureurs , ce sont ceux du parlement qui y occupent d'ordinaire. Il en est de même de la chambre du domaine & du bailliage du palais. Au châtelet , on se présente à l'audience ; mais on se leve sur le champ faute d'avocats : les procureurs de-

mandent des remises & ne font d'instructions chez eux que pour des choses urgentes & qui n'ont point de rapport à l'audience. Les cabinets des avocats sont exactement fermés.

*Du 3 Février 1771.*

Les cours du royaume , & l'on peut dire tous les ordres de l'état , ont été vivement émus par le traitement inoui que les magistrats du parlement de Paris éprouvent. On a senti le péril imminent qui menace toutes les propriétés & tous les droits , par le renversement des loix de l'état & des formes publiques.

Dès le 23 Janvier le parlement de Rennes , qui ignoroit encore la confiscation des charges & les exils , avoit écrit au Roi une lettre sur les menaces faites aux magistrats du parlement de Paris : le 29 Janvier il a fait un arrêté par lequel il a fixé en 13 articles les objets de remontrances au Roi sur la nullité de la destitution des magistrats & sur la nullité de la subrogation de Mrs. du conseil , subrogation inconciliable avec leur état. Les parlemens d'Aix & de Grenoble ont fait le premier Février des arrêtés qui annoncent des remontrances. Pareils arrêtés aux parlemens de Besançon , Bordeaux & Dijon , le 4 Février. Ce dernier parlement a écrit au Roi le 6. Le 5 Février arrêté du parlement de Rouen. Le 8 premiere lettre de ce même parlement au Roi ; seconde lettre le 26. Lettre du parlement de Toulouse le 9 Février. Le 17 la cour des aides de Paris met la dernière main à ses remontrances ; & le 27 la chambre des comptes de la même ville fait un arrêté qui a pour objet de faire des représentations. M. le chan-

celier a dit à M. de Nicolaï que le Roi ne vouloit pas les recevoir.

Les différens arrêtés, lettres & remontrances, présentent une réclamation unanime en faveur du parlement : on a beaucoup admiré l'arrêté & les lettres de Rouen ; mais les remontrances de la cour des aides de Paris se font remarquer entre toutes les autres pieces, par l'évidence des motifs sur lesquels elles sont appuyées, par la netteté & la force avec lesquelles ces motifs sont présentés : « elles sont écrites avec l'éloquence & l'énergie qui caractérisent toutes les pieces que cette cour a adressées au roi en différentes occasions. » (*Journal polit. du mois de mars, premiere quinzaine.*) M. le chancelier ayant dit que le roi ne vouloit pas recevoir ces remontrances, la cour des aides a fait un nouvel arrêté le 10 mars.

Il reste Perpignan & Colmar, dont on n'a rien encore. On sait qu'à Pau, il n'y a plus qu'un simulacre duquel on ne doit rien attendre.

Les réclamations des différentes cours souveraines ont dû être excitées, non seulement par la subversion déjà réalisée du parlement de Paris, mais aussi par le plan destructeur, publié à la fin du mois de janvier (1). M. le

(1) Voici la copie de ce plan, telle qu'elle courut alors.

“ Le parlement de Paris subsistera toujours, mais il sera borné pour le contentieux, à ce qui compose l'isle de France : à lui appartiendront les causes des pairs & des privilégiés, ainsi que celle de la régale, les complaints bénéficiales, la vérification des édits & déclarations. Il ne faudra pour cela que cinquante magistrats,

chancelier a fait répandre dans les cafés & autres lieux d'assemblées publiques , des écrits qui contenoient l'esquissé du plan que l'on a tâché de remplir par l'édit portant création des conseils supérieurs , dont on parlera dans la suite : mais à ce plan écrit on ajoutoit verbalement , qu'il n'y auroit plus qu'un seul parlement en France , qu'il seroit seul chargé de la vérification des loix , à laquelle aucun autre tribunal dans le royaume n'auroit plus de part. Si ce plan s'exécute , il ne s'agira plus que de bien s'assurer qu'on ne trouve a jamais de difficultés de la part de ce nouveau tribunal pour la vérification des loix , & à cet égard ses mesures sont prises.

1°. Il n'y aura que 50 conseillers dans ce parlement ; tous seront nommés par le roi , & ils n'auront d'autre produit de leurs commissions que deux ou trois mille livres. S'ils contredisent , on les prendra par famine. (Sup-

---

à qui on donnera des charges par commission , avec une pension de deux ou trois milles livres. „

“ Pour ce qui concerne les autres parties de son ressort , on établira dans chaque généralité une cour souveraine , composée de 20 juges , qui jugeront toutes les causes qui en dépendront ; on leur donnera de même des commissions & des pensions : ils connoîtront des affaires des cours des aides qu'on supprimera , & ils n'auront aucune part à la vérification des édits. „

“ Si les autres parlements imitent celui de Paris , ils auront le même sort , alors le plan deviendra général. „

“ M. le chancelier annoncera en même temps un nouveau code qui abrégera les procédures & diminuera les frais ; il n'y aura ni épices ni vacations. „

posé qu'on commence jamais à les payer. Les conseillers du grand-conseil, qui depuis trois ans n'ont plus que de pareils gages, n'en ont encore reçu que neuf mois.) On contiendra d'ailleurs les conseillers par l'espérance d'une commission de président, ou par la crainte qu'après eux leurs enfants ne soient point choisis par le roi, pour succéder à leurs commissions.

2<sup>o</sup>. L'édit de décembre est fait pour subjuguier d'avance toutes les difficultés qu'ils pourroient former. La première loi de l'admission au titre de conseiller, sera de se soumettre à cet édit.

3<sup>o</sup>. Enfin, s'il étoit possible qu'il y eût après cela des consciences assez délicates pour ne pas se rendre à tout ce qu'on voudra, d'un côté on fera venir quelques députés de chaque province, sous le titre de représentants des provinces, mais choisis par le roi, & qui auront voix délibérative sur la vérification des loix : de l'autre, on leur opposera les pairs, les conseillers d'honneur, les quatre maîtres des requêtes, très-humbles serviteurs de la cour, dont les voix réunies l'emporteront sur les vains scrupules de ces âmes timorées. La cour sera donc toujours assurée de la pluralité & par conséquent certaine de faire des loix de toutes ses volontés.

Mais pour mettre cet arbitraire pleinement au large, il faut anéantir tous les autres parlements : ensuite on détruira les élections & les cours des aides; on donnera aux intendants tout ce qui regarde les cottes des tailles, le compte des collecteurs, &c. Les procès contre les fermiers du roi seront réservés au conseil; ainsi plus de gêne pour ce qui regarde l'im-



position des tailles , plus de gêne non plus pour les fermiers - généraux ni pour leurs commis.

La destruction des chambres des comptes suivra : on leur substituera une chambre unique pour le royaume entier , à la tête de laquelle seront le contrôleur général & les intendants des finances : toute la gestion de cette chambre sera dans la main du ministre , qui lui donnera les mouvemens convenables , & qui réglera ses opérations & ses comptes selon son plaisir.

Quand on se sera ainsi défait de toute cette vieille & antique magistrature , de toutes ces règles & formes importunes , on détruira les assemblées du clergé : on imposera un cinquième sur tous ses biens , & le Roi le levera par lui-même. Pour ôter tout prétexte de plainte , il prendra sur son compte toutes les dettes du clergé , & les payera comme les siennes propres ; on sera délivré par-là de l'embarras de négocier sur un don gratuit. Par la même raison , on convertira les pays d'état en pays d'élection ; le Roi se chargera aussi de leurs dettes , & les payera toutes de la même manière.

Après la destruction des corps , on passera à celle des particuliers qui pourroient avoir quelque chose de gênant : par exemple , on anéantira les privilèges des pairs & de la pairie , ceux de la noblesse ( après avoir fait payer avant tout aux nouveaux nobles une somme pour en acheter la confirmation , ) les immunités du clergé , &c.

Mais , comme pour enrégistrer toutes ces destructions , on a besoin d'hommes sur la docilité desquels on puisse compter avec une

pleine sincérité, on conservera Mrs. du conseil sur les sieges du parlement, jusqu'à ce que cette grande besogne, si intéressante pour l'établissement de la puissance arbitraire & pour le bouleversement de l'état, soit pleinement consommée. C'est pour en imposer davantage qu'on a grand soin de faire prendre à ces Mrs. du conseil ( quoiqu'ils ne soient que purs commissaires délégués par *interim*, délégués seulement pour rendre des jugemens entre les parties ) le nom de parlement ; de leur faire intituler leurs jugemens du nom d'arrêts du parlement. On ira jusqu'à les obliger de croire que par cela seul qu'on leur aura donné le nom de parlement, ils sont si réellement le parlement, qu'ils peuvent vérifier les loix, consentir à des impositions nouvelles, faire le procès à des pairs, & revêtir de la forme publique la destruction du parlement lui-même, celle de tous les corps du royaume, en un mot, l'abolition de toutes les anciennes loix. C'est par cette fatale magie, qu'à la faveur de ce nom fanatique de *parlement*, on compte faire consommer par Mrs. du conseil tout ce plan de ruine & de renversement.

Après cette esquisse générale du plan de M. de Maupeou, on va passer aux détails des faits qui doivent en accélérer l'exécution.

*Du lundi, 4 Février 1771.*

Ce jour étoit celui de l'ouverture du rôle de Paris. Le châtelet n'y avoit point été invité, comme on l'a déjà observé ; & il n'y a pas assisté. A l'appel de la première cause, le procureur a dit qu'on lui avoit retiré les pièces : on a o donné que la cause seroit retirée du rôle, & on a levé l'audience.

Le bureau de la tournelle avoit jugé à cette époque six affaires de petit criminel ; mais ces Mrs. jusqu'alors n'avoient fait exécuter que les élargissemens de prison : les autres jugemens étoient restés sans exécution , & les plus terribles de ces exécutions étoient des condamnations au fouet. Un insolent a eu l'audace de crier à la porte de la tournelle , pendant qu'ils étoient en place , qu'ils n'étoient que des juges de culs fouettés.

*Du mardi , 5 Février 1771.*

On a appelé une cause qui concernoit des payfans. Le procureur a dit qu'il n'avoit plus de pouvoir , & que les parties présentes à l'audience le certifieroient. Les payfans ont pris la parole : « Monseigneur , je sommes bien fâchés , mais je ne voulons pas être jugés. » On comprend qu'un pareil propos a dû faire rire le public aux dépens des juges auxquels il étoit adressé. La cause a été retirée du rôle , & on a levé l'audience.

M. le duc de la Vrillière , l'un des *secrétaires* de M. le chancelier , a écrit aux magistrats exilés pour leur enjoindre de faire remettre au greffe les procès qui leur avoient été distribués. Plusieurs magistrats , même parmi ceux qui avoient un plus grand nombre de procès à leur rapport , n'ont tenu compte de pareils ordres. Cependant il y a eu assez de procès remis au greffe pour que M. d'Aguesseau , en qualité de président du bureau de la grand'-chambre , fît une distribution de vingt-quatre instances à Mrs. les maîtres des requêtes ; un d'eux ayant eu part à cette distribution , dit à son secrétaire : « ayez grand soin de si bien

ferrer ce procès , que jamais il ne paroisse sous mes yeux. »

M. de Grösbois , premier président de Besançon , dont la fille vient d'épouser le neveu de M. le contrôleur général , avoit une cause au rôle de Paris qu'il a fait retirer. Les princes , les ducs , tout le monde a fait la même chose. Les conseillers d'état eux-mêmes défendent à leurs procureurs de rien faire. Personne ne veut voir le parlement dans l'assemblée de Mrs. du conseil : cependant il y a eu une certaine demoiselle *Dubourg* , fille décidée , qui s'est mis en tête d'être jugée par ces Mrs. Elle a demandé un avocat à M. le chancelier , qui s'est chargé de lui en donner un , & de remettre son sac à un avocat qu'il n'a pas voulu lui nommer. Le choix qu'a fait en cette occasion M. le chancelier n'est pas honorable à M. *Lethinois* , avocat aux conseils. Malgré toute sa bonne volonté , ses confrères lui ont fait entendre qu'il feroit bien de s'abstenir du rôle qu'on vouloit lui faire jouer , & de se conformer au vœu de la compagnie.

Pour instruire la procédure qui devoit mettre la cause de la demoiselle *Dubourg* en état , un des actes nécessaires étoit ce qu'on appelle au palais la *Présentation*. Le procureur remet au greffe une cédule qui contient l'acte de présentation : cet acte est sujet à certains droits : ils sont perçus par les procureurs qui en ont acheté le fond , & qui ont pour la perception un commis , lequel enrégistre les cédules & note l'enregistrement sur la cédule même. Le commis chargé de ces fonctions n'a point voulu exercer dans l'affaire de la demoiselle *Dubourg*. *Mandat* de la part de M. le chancelier : « Pourquoi refusez-vous d'enregistrer la cédule de

mademoiselle Dubourg ? --- Monseigneur , c'est parce qu'il ne s'est rien fait au palais qu'en conséquence d'ordres , & je n'en ai point eu. --- Mais vous , vous n'êtes qu'un commis ? --- Je n'ai point eu d'ordre de mes commettans. --- Eh bien , je vous en donne de la part du Roi. --- Monseigneur , ce ne sont pas là des ordres. --- Retirez-vous , & allez enregistrer cette cédule & me la rapportez , je vous l'enjoins de la part du Roi. » Le commis part & revient avec la cédule enregistrée. --- « Ah ! mon ami , M. *Cousin* , voilà donc cette cédule. Je suis charmé que vous ayez fait vos fonctions. Le Roi auroit été fâché de sévir contre vous ; car je lui ai parlé de vous , & il vous connoît pour un bon sujet. D'ailleurs , vous ôtez ainsi tout prétexte à ces procureurs qui ne cherchent que des excuses pour ne rien faire. Mon ami , M. *Cousin* , le Roi se souviendra de vous , aussi-bien que de tous ceux qui lui ont obéi dans cette occasion. »

Mrs. du conseil se rendent aussi justice : un d'eux disoit dernièrement : « Tant que les procureurs & les Avocats n'iront pas , nous ne ferons rien , & nous avons grand besoin qu'ils n'aillent pas , car nous sommes absolument incapables de cette besogne ; nous n'entendons rien à toutes les questions de droit. »

Il n'a plus été question de ce payfan qui crioit tant pour avoir un procureur.

*Du 6 février 1771.*

Les deux audiences se sont passées comme à l'ordinaire. Le public , qui veut assister à ces sortes de représentations , n'a pas seulement le temps d'entrer. Quelques procureurs

obtinrent des arrêts de défenses , mais toujours en vertu d'injonctions particulieres. Il y en a seulement trois ou quatre ( sur 400 ) qui le font assez volontiers , entr'autres un nommé *Fauconnier* , dont la charge étoit saisie réellement , & que M. le chancelier a su consoler dans le délabrement de ses affaires.

M. le chancelier ayant mandé un des greffiers du parlement pour quelque affaire , trouva singulier l'air de tristesse qu'on lui voyoit depuis l'absence des magistrats. Le greffier lui répondit que la vénération dont il étoit pénétré pour le parlement auquel il étoit attaché , ne lui permettoit pas de n'être pas vivement touché de sa situation actuelle. « Ah ! qui a pu vous inspirer tant de vénération pour le parlement , reprit M. le chancelier ? --- Monsieur , lui répondit le greffier , c'est le parlement , & vous-même , Monsieur , quand vous étiez à sa tête ». A ce mot , plein d'honnêteté , on assure que M. le chancelier rougit.

*Du 7 février 1771.*

On a appelé trois causes : sur l'une , le procureur a dit qu'il ne savoit pas qui avoit pu donner le plaut , parce qu'il y avoit déjà plusieurs mois qu'elle étoit appointée ; sur l'autre , on a répondu que l'affaire étoit accommodée ; à l'égard de la troisième , on a observé qu'elle avoit été jugée.

N. B. Dans les premiers jours M. d'Aguesseau faisoit appeler un grand nombre de causes sur lesquelles il prononçoit des remises , ou qu'il faisoit rayer du rôle ; mais on lui a fait remarquer que s'il expédioit tant

d'affaires , il n'y auroit plus de causes à faire appeller , ce qui rendroit les séances dérisoires : il n'en fait plus appeller que deux ou trois.

*Du 8 février 1771.*

La grand'chambre a fourni une scène assez amusante. A l'appel de la cause où il s'agissoit d'une réclamation formée par un religieux contre ses vœux , le procureur a pris gravement la parole , & a rapporté dans un grand détail tous les faits qui pouvoient avoir trait à l'affaire : il a exposé d'abord toutes les bonnes qualités de sa partie , & tout ce à quoi il auroit pu être propre ; il a dit ensuite qu'il avoit réclamé quand les circonstances le lui avoient permis ; qu'enfin il avoit apostasié , en quoi il étoit bien éloigné de l'approuver ; & qu'il s'étoit retiré en pays étranger. MM. du conseil écoutoient de toutes leurs oreilles cette cause intéressante ; ils ne pouvoient concevoir leur bonheur d'avoir enfin une cause à juger , lorsque le procureur a terminé en disant qu'il avoit appris depuis quelques jours que sa partie étoit morte ; pourquoi il concluoit à ce que la cause fût rayée du rôle. C'est à cette radiation que s'est borné l'arrêt prononcé par MM. du conseil.

On a appris le même jour par voie sûre, trois faits qui méritent attention : 1°. que les jésuites se vantent qu'à la faveur de ces renversements, ils vont être rétablis en France : 2°. que des émissaires répandent dans les villages que le parlement n'est détruit que parce qu'il a voulu déposer le roi. De même on a dit au roi que les Parisiens avoient brûlé en effigie le

parlement , pendant qu'au contraire on n'a vu au coin des rues que des placards ou des potences qui annonçoient & présentoient des sentiments bien opposés. On a dit aussi à sa majesté que le 24 janvier M. le chancelier avoit été reçu à Paris avec les plus grands applaudissemens. M. le chancelier est bien en état de certifier le contraire. Enfin le roi demandant , dit-on , à M. d'Aguesseau si l'on jugeoit beaucoup de causes , & celui-ci ayant avoué qu'on n'en jugeoit aucune , M. le chancelier entra , & dit sur la même question , que les choses alloient au mieux : l'on ajoute que le roi répondit : *Je savois bien que vous me diriez cela.*

Le troisieme fait que l'on a appris , c'est que M. le chancelier a fait proposer à plusieurs personnes , entr'autres au président du bureau des finances , une charge au parlement de Paris. Les conditions sont , comme on fait , très-avantageuses : les charges se donnent & ne se payent pas. Les gages sont de 3000 liv. payables aux plus longs termes , si jamais on les paye en effet : de belles promesses pour les enfans , qui seront effectuées comme celles qu'on a fait à leurs peres , &c.

*Du 9 février 1771.*

L'audience de 7 heures , tenue à 9 heures & demie , à l'ordinaire , sans causes & sans jugement. On a raconté sur ces appels de causes deux histoires qui ont récréé l'audience. M. de *Baschi* , ancien ambassadeur & membre de la grand'chambre , comme conseiller d'état d'épée , avoit une cause , & pour qu'elle ne fût pas plaidée , il avoit retiré ses pieces. Sur l'appel du placet , le procureur a exposé le fait , &



a dit que M. de *Baschi*, présent à l'audience, le certifieroit. A ce mot, M. de *Baschi*, qui paroissoit distrait, se réveille, & dit en tirant les piéces de sa poche : *Cela est vrai, j'ai mes piéces* ; & il les ressierra.

Dans une autre cause qui concernoit M. de *Brissac*, le procureur expose qu'il a défense par écrit de la plaider, & offre de lire sa lettre, qui contenoit, outre les défenses, cette raison déterminante, qu'il ne vouloit pas être jugé par ces b..... de *juges*. ( Le maréchal de *Brissac* ne parle de ces nouveaux magistrats qu'en leur donnant cette épithete. ) Le procureur lut le billet de défenses, mais il s'arrêta tout court au B. en disant que la décence & le respect ne lui permettoient pas de lire le reste. L'auditoire comprit sa réticence, & ne put s'empêcher d'éclater de rire.

A l'audience de 9 heures, il y a eu quelque chose de plus sérieux. On a appelé une cause communiquée à M. *Joly de Fleuri*, le dernier des avocats-généraux. M. *Nolleau*, procureur, a déclaré que les parties étoient en termes d'accommodement. M. *Joly de Fleuri* s'est levé, & a dit que cela ne devoit pas être ; que le ministère public étoit intéressé dans cette affaire : il a demandé à être reçu partie intervenante, & remise à huitaine ; ce qui a été ordonné. Après l'audience, M. *Joly de Fleuri* parlant à M. *Nolleau*, lui dit qu'il y avoit bien de mauvais sujets dans la communauté des procureurs. M. *Nolleau* lui répondit sans se déconcerter, que cela n'étoit pas surprenant dans une si grande compagnie, puisqu'on en trouvoit même dans les compagnies les moins nombreuses. On sait que le parquet n'est composé que de quatre personnes,

On assure qu'en conséquence du conseil de jeudi , un courier étoit chargé de paquets pour le parlement de Rouen , à l'occasion de son arrêté du 5 , & qu'il devoit partir aujourd'hui ; mais on lui a retiré les paquets.

*Du 11 février 1771.*

Ce jour les bureaux ont vaqué ainsi que le lendemain , & le surlendemain , mercredi des cendres , il y a eu l'après-midi sur les boulevards une mascarade fort noble dans la circonstance : c'étoit un carosse qui marchoit à pas graves entouré de quatre hoquetons masqués , & dans le carosse étoit un masque blême , vêtu de la robe de cérémonie du chancelier.

M. le chancelier avoit annoncé aux avocats aux conseils , lorsqu'ils lui portèrent le cierge de la Chandeleur , que dans huit jours ils auroient de ses nouvelles. Il leur a fait proposer aujourd'hui un projet de déclaration pour les obliger de travailler en concurrence avec les avocats au parlement , espérant bien ensuite les forcer à plaider devant le conseil du parlement. Les principaux du college se sont assemblés , & ont arrêté de faire des représentations à M. le chancelier contre son projet.

On assure que M. le chancelier avoit chez lui des sacs de causes qu'il offroit à tous ceux qui consentiroient à plaider.

*Du 13 Février 1771.*

Le parlement de Rouen ayant envoyé son arrêté du 5 aux princes & aux pairs , ( excepté

M, le duc d'*Aiguillon* ) cet envoi a donné lieu aux réclamations les plus respectables. Les six princes & nombre de pairs ont répondu au parlement de Rouen , par des lettres où ils témoignent le desir le plus sincere de voir terminer ces discussions *d'une maniere aussi convenable à la dignité & à l'autorité du Roi , que conforme aux véritables intérêts de la nation & au bonheur des peuples.* Mais de plus les gazettes , très-véridiques en ce point , nous apprennent que les princes du sang étoient convenus d'un mémoire qu'ils devoient joindre à la lettre & à l'arrêté du parlement de Rouen , & qu'ils devoient présenter au Roi , tant en leur nom qu'en celui d'un grand nombre de pairs qui les avoient priés par une lettre de pouvoir se joindre à eux , ainsi que bien des grands de la noblesse. Les gazettes ajoutent que ce jour , 13 février au soir , le Roi informé que les princes de son sang & 14 pairs ( d'autres disent dix huit ) lui devoient présenter un mémoire , leur a défendu toute démarche à ce sujet ; & elles rapportent le contenu de la lettre que voici ( elle est écrite par le Roi à M. le duc d'Orléans. ) « Il m'est revenu que » les princes de mon sang avoient des projets » d'assemblées & de mémoires : je suis bien » aise de les prévenir que tout projet dans ce » moment , notamment à l'occasion de l'arrêté » du parlement de Rouen , me seroit souve- » rainement désagréable , & que je ne veux » que leur continuer mes bontés. » Sur quoi , ajoutent les gazettes , ce prince ( le duc d'Orléans , par une lettre signée aussi de quatre princes qui étoient chez lui ) a répondu au Roi « qu'il se soumettoit avec respect à ses ordres , » mais qu'il ne pouvoit se dispenser de lui ex-

» poser les motifs de leur conduite. » Par cette tournure, ce prince a inséré dans sa lettre les principales raisons contenues dans le mémoire à présenter. (*Gazette d'Amsterdam*, 26 février : *gazette d'Utrecht*, premier mars.)

On dit que le Roi, dans un cercle, a demandé à M. le duc d'Aiguillon s'il avoit reçu l'arrêté de Rouen, & que le duc ayant répondu qu'il ne l'avoit pas reçu, le Roi avoit ajouté : « je le savois bien, comment vous tirerez-vous de là ? M. le duc d'Aiguillon a été également peiné de la demande & de la réflexion.

On assure que ce même jour 13 M. le chancelier avoit mandé M. Seguier pour lui défendre de faire aucun requisitoire, qu'il ne le lui eût communiqué auparavant. La cause de ces défenses a été, selon les mêmes bruits, que Mrs. les gens du Roi avoient délibéré de requérir que Mrs. du conseil fissent des représentations au Roi sur la nécessité de rappeler les magistrats du parlement à leurs fonctions.

*Du jeudi 14 février 1771.*

On a appelé trois causes ; la première a été remise, quoique personne n'ait paru ; la seconde s'est trouvée jugée depuis long-temps ; la troisième s'accommodoit.

Les intendans des provinces, où l'on a établi depuis des conseils supérieurs, ont été mandés cette semaine à la cour, pour concerter avec eux ce singulier & bizarre établissement.

*Du vendredi 15 février 1771.*

L'audience ouverte & fermée à l'ordinaire : ces séances durent ordinairement trois ou quatre

quatre minutes , c'est-à-dire , le temps d'appeler deux ou trois causes , ou d'en ordonner la radiation ou la remise. Entre les deux audiences , Mrs. prennent le temps d'aller à la buvette se reposer de leurs fatigues.

*Du 16 février 1771.*

Ce jour , auquel tomboit la remise prononcée le 9 dans une cause avec Mrs. les gens du Roi , a été un jour de triomphe pour Mrs. du conseil , ils ont rendu un arrêt que l'on peut appeller contradictoire dans un sens nouveau ; en ce qu'il a été rendu malgré les parties & malgré la déclaration expresse de leur procureur qu'il n'y avoit plus de contestation. Voici d'abord le fait qui avoit donné lieu autrefois à une contestation entre elles. Un testateur a légué un fonds à un hôpital. L'édit de 1749 déclare nuls de pareils legs. Il s'agissoit d'ordonner l'exécution de l'édit ; & comme un article enjoint aux procureurs généraux d'y veiller , M. *Joli de Fleury* s'étoit fait recevoir intervenant sous ce prétexte , le samedi 29.

A l'appel de la cause , Mr. *Nolleau* , procureur de la partie qui contesloit le legs ( & qui est à juste titre très-consideré parmi ses confreres , ) représenta , assisté de sa partie , qu'il n'y avoit plus matiere à arrêt , parce que les parties s'étoient accommodées , & qu'il n'avoit plus de pieces. Son client , présent à l'audience , certifie le fait. Mr. *Dumet* , jeune procureur , chargé de la cause de l'hôpital , en convient aussi , & Mrs. du conseil alloient perdre l'occasion de juger. M. *Joli de Fleury* se leve & dit que toutes ces excuses & ces raisons étoient de mauvais subterfuges employés pour

ne pas être jugés , & qu'on alloit voir , par ce qu'il diroit , qu'il falloit que la cour prononçât. Il se met en train de parler ; il plaide comme un homme qui n'auroit jamais lu l'édit de 1749 , ( ce qui est très-vraisemblable ) & il conclut contre la disposition textuelle de l'article 17 , à ce que le legs soit déclaré valable ; sauf à faire vendre les fonds légués , pour le prix en être employé en contrats sur le Roi ou sur les états ( 1 ).

Sur ce plaidoyer Mrs. du conseil vont aux opinions. Mr. *Nolleau* représente que si on rend arrêt dans cette affaire , ce ne pourra être qu'un arrêt par défaut , attendu qu'il ne paroît point pour se défendre , mais uniquement pour demander que la cause soit retirée. On se rasseoit , & on ordonne à Mr. *Nolleau* de conclure. Il déclare qu'il lui est impossible de le faire contre la volonté de sa partie. On ordonne la même chose à Mr. *Dumet* , qui répond de même. M. *Joli de Fleury* soutient que les conclusions des parties sont inutiles , parce qu'elles sont écrites dans leurs requêtes. ( M. *Joli de Fleury* ignore la différence qu'il y a entre un procès par écrit & une cause ; il ignore qu'on ne peut pas juger une cause sans que les parties soient entendues ; & que , si les avocats ne prennent que des conclusions aux mercredis &

---

( 1 ) Voulons que les dispositions soient déclarées nulles , quand bien même au lieu de donner directement lesdits biens ( de nature prohibée ) aux gens de main-morte , celui qui en auroit disposé , auroit ordonné qu'ils seroient vendus pour leur en remettre le prix. Art. 17. de l'édit.

samedis , c'est un usage introduit par la confiance que l'on avoit dans les lumieres & l'intégrité de *M Gilbert de Voisins*, avocat général vers 1730 ; usage qui eut pour objet l'expédition des causes , usage très-légitime alors , mais aujourd'hui grand abus. ) Quoi qu'il en soit , Mrs. du conseil , après avoir entendu *M. Joli de Fleury*, prononcèrent l'arrêt conformément à ses conclusions.

Il s'agissoit ensuite de la rédaction de l'arrêt. Le greffier fut embarrassé. On ne pouvoit pas mettre ouis les procureurs en leurs conclusions : le fait auroit été notoirement faux. Il a donc fallu inventer une nouvelle forme , & l'on a eu recours à celle-ci , qui n'a point de modele : *après que Nulleau pour . . . & Dumet pour . . . ont comparu , & que Joli de Fleury pour le procureur général a été oui , &c.* mais cette réduction & la peine qu'elle a dû coûter au greffier , ont été en pure perte. Le procureur qui gagnoit sa cause n'a pas voulu lever l'arrêt , & les parties ont préféré un acte de transaction passé devant notaire , comme étant beaucoup plus solide qu'un pareil jugement.

Il n'est pas difficile de penser que M. le chancelier a été bientôt instruit de tout ce qui s'étoit fait le samedi au matin , en conséquence les deux procureurs reçoivent ordre le dimanche de se rendre chez M. le Chancelier le mardi 19. Ils obéissent , & M. le chancelier , d'un ton haut & sévère , leur dit : *« Mesieurs , le Roi est très-mécontent de ce que vous n'exécutez pas ses ordres . . . Exercez vos fonctions , sans quoi vous serez dans le cas de vous compromettre. Les deux procureurs : Monseigneur , nous les exercerons quand nous en serons requis. »* Après ce peu de paroles , M. le chancelier les

E ij



fit retirer . . . Ils ont depuis exercé leurs fonctions comme par le passé ( 1 ).

A l'égard de M. *Joli de Fleury*, on dit que c'est le desir de payer ses dettes qui le rend si ardent à travailler. Il est assez difficile , surtout dans les circonstances actuelles , que le trésor royal y fût ; personne n'ignore combien M. *Joli de Fleury* a contre lui de contraintes ( par corps ) en vertu de sentences des consuls & de la conservation de Lyon , sans compter les dettes d'un autre genre.

---

( 1 ) Comme on se divertit de tout en France , & même des plus grands maux , quelqu'un s'est avisé de faire des vers sur M. *Nelleau* ; son nom se prononce comme le verbe latin *Nolo* , je ne veux pas ; & dans la même langue *Volo* , signifie je veux. C'est sur ces deux mots qu'est fondé tout le badinage. Voici les vers :

*Nolo* , je ne veux pas , & mon nom vous le dit ,  
L'honneur à ce parti plus que mon nom conduit.  
Devant le parlement , j'ai toujours dit *Volo* ;  
Mais devant vous , Messieurs , je m'appelle *Nolo*.

Le second jour des audiences n'avoit-on pas mis cette affiche à la porte de la grand'chambre : “ *La grande troupe étrangère des voltigeurs de S. M. donnera aujourd'hui la seconde représentation des audiences ; parodie en deux actes , suivie du procureur malgré lui : comédie donnée en 1757 , remise au théâtre avec tous ses agréments. Des enfants de 70 ans continueront de jouer les grands rôles , en attendant une nouvelle représentation de Thénis outragée , &c. Il n'y entrera que la livrée & autres gens ans épée. Les grenadiers de l'aport-Paris continueront d'y mettre le bon ordre.* ”



*Du lundi 18 au vendredi 22 février.*

Les audiences de messieurs du conseil à la grand'chambre se sont soutenues constamment sur le même ton. L'étrene du samedi ne les a point achalandés.

Le bureau de la Tournelle a pris enfin sur lui de commencer à faire exécuter ses condamnés : 15 ou 18 ont été fouettés ; mais l'ordre est donné de faire cette opération de grand matin , ou d'attendre la nuit. Comment ces Mrs. peuvent-ils se dissimuler qu'ils n'ont point de caractère légal pour juger , encore moins pour juger en matière criminelle , pour infliger des peines à leurs concitoyens ? Comme conseillers d'état, ils n'ont point voix au parlement ; comme maîtres des requêtes ils n'ont voix qu'à la grand'chambre , & au nombre de quatre seulement ; comme conseillers hono-  
raires au parlement , pour ceux d'entre eux qui le sont , ils n'ont voix encore qu'à la grand'chambre : en un mot , aucun de ceux qui prononcent des jugemens criminels à la Tournelle , n'a reçu de la loi la faculté de juger. Se rejettera-t'on sur les lettres-patentes qui les ont commis pour remplir par *interim* des places qui ne sont pas vacantes ? mais qui est-ce qui a vérifié ces lettres-patentes , sinon ces messieurs eux-mêmes ? Ce sont eux & eux seuls , qui , démentis en ce point par toute la nation , ont jugé de pareilles lettres conformes aux loix ; & depuis quand se donne-t-on l'être à soi-même ? Les registres conservés dans le lieu où Mrs. du conseil jugent , déposent contre eux ; on y lit qu'il n'y a apparence de souffrir l'élection d'une chambre souveraine en

*vertu d'une commission vérifiée par les mêmes juges dont elle est composée.* ( Registres du parlement , du 14 janvier 1660. ) Mais dans ce siècle , fécond en prodiges , on est le parlement , non-seulement sans penser comme le parlement , mais sans savoir ce que le parlement pense , ce qu'il a dit , ce qu'il a fait : & pour faire le contraire de ce que feroit le parlement , ces Mrs. prétendront-ils juger comme gradués ? Mais 10. ce n'est point en cette qualité qu'ils siegent à la Tournelle , mais comme commissaires du conseil : 20. des gradués ne jugent qu'autant qu'ils sont appelés par les magistrats du siege. Ici nulle vocation de la part de ceux qui seuls auroient droit de les appeller. .

Pendant cette semaine M. le chancelier a continué à faire annoncer son nouveau parlement , ses conseils & son code. Pat rapport au nouveau parlement , il y avoit , disoit-il , plus de 50 membres de l'ancien parlement qui le sollicitoient pour rentrer ; mais dans ces 50 il y en avoit dont , ajoutoit-il , il ne vouloit point. On prétend que c'est le renard qui juge les raisins trop verds. Ce qu'il y a de certain , c'est que M. le président d'Ormesson , instruit qu'on faisoit courir le bruit d'un accommodement prochain de sa part avec la cour , a écrit à un ami une lettre qui n'est point faite pour demeurer secrète , & où il se recrie fortement contre le bruit qui étoit parvenu jusqu'à lui. Il y proteste qu'il se croiroit déshonoré s'il séparoit jamais sa cause de celle de tout son corps. Des conseillers aussi injustement soupçonnés , ont écrit de pareilles lettres à leurs amis.

On a publié une liste , a dit depuis la gazette,

de ceux dont M. le chancelier veut former son parlement : elle est composée de magistrats anciens chassés de leur compagnie , d'avocats rayés du tableau , en un mot de tout ce qu'il y a de plus diffamé & de plus méprisable dans l'ordre de la judicature : ( *gazette d'Utrecht* , 5 mars ) elle ajoute que M. l'abbé Terrai a profité de la circonstance pour éteindre les pensions données à plusieurs de ces magistrats en récompenses de leurs services.

Le nouveau parlement de M. le chancelier n'a pas encore paru , non plus que son code ; mais le 26 après-midi Mrs. les gens du Roi furent mandés à Versailles , pour prendre les ordres sur la séance du lendemain. Ces ordres ont consisté en partie , à ce qu'on assure , à leur faire défenses de dire qu'ils n'agissent que par les ordres exprès du Roi.

Le commandant du guet fut mandé aussi le soir pour le même objet , de sorte qu'il commença à se répandre que M. le chancelier viendrait le lendemain.

*Du samedi , 23 février 1771.*

Le palais a été investi le matin par les archers du guet , signe certain que M. le chancelier devoit y venir. Les autres jours , depuis les séances de Mrs. du conseil , il y a seulement un corps de garde au palais & quelques archers de robe courte. La précaution est prudente d'augmenter la garde lorsque M. le chancelier vient ; car le 24 janvier , lors de sa première séance , quelqu'un de très-sensé entendit auprès de lui cette horrible parole : *je croirois faire une bonne œuvre d'assassiner cet homme-là.* L'homme sage en frémit , & dit à ce

forcené : « monsieur , au lieu de faire une bonne œuvre , vous feriez une méchante action. »

On a remarqué qu'avant l'arrivée de M. le chancelier , on faisoit faire l'exercice aux gens armés qui étoient au palais ; le grand & principal exercice étoit *serrez les rangs* : ils l'étoient tellement en effet , que les plus petits bras n'auroient pu passer entre deux de ces hommes. Voilà bien l'allure & le signal de la peur.

En attendant l'arrivée de M. le chancelier , Mrs. du conseil tinrent leur audience. Un particulier de province prit un arrêt par défaut contre un de ses parens , avocat au parlement. Il ne craignoit pas que la cause devînt contradictoire ; il profita de cet avantage pour obtenir tout ce qu'il vouloit : mais ce n'étoit pas tout d'avoir obtenu l'arrêt , il falloit le faire signifier , & les huissiers refusant de s'y prêter , ce particulier a été obligé de venir , avec son prétendu arrêt , solliciter une transaction qui lui a été dictée par son parent , telle que la loi eût prononcé l'arrêt.

Sur les dix heures & demie M. le chancelier est arrivé en grande pompe. Des pelotons de soldats aux gardes étoient distribués sur sa route. Le guet à cheval précédoit , accompagnoit & suivoit son cortège. Des hoquetons & des gardes de la prévôté entouroient son carrosse ( dont les glaces étoient levées , quoiqu'il ne fît pas froid. ) M. le chancelier étoit accompagné de quatre ministres , de M. le duc de la Vrillière , de M. Bertin , de M. Monteynard & de M. l'abbé Terrai. On a été d'autant plus surpris de les voir à ces séances , qu'il est notoire qu'aucune portion de cette affaire n'a

été délibérée au conseil du Roi. Depuis l'édit du mois de décembre dernier jusqu'à ceux que M. le chancelier apportoit inclusivement ; c'est-à-dire l'édit du mois de décembre , les cinq lettres de jussion , les lettres de cachet du *oui* & du *non* , l'arrêt du conseil portant confiscation des offices , les lettres d'exil , les lettres de commission qui ont transféré le conseil au palais ; enfin tous les édits & déclarations qui ont paru depuis , tout est l'ouvrage de M. le chancelier seul , le conseil d'état n'en prit aucune connoissance : M. le duc de la Vrilliere n'y a été appelé que pour la signature. Aussi assure-t-on que le Roi dit : *c'est l'affaire de M. le chancelier , elle ne me regarde pas.* M. le duc de la Vrilliere disoit sur cela : *je n'entre pour rien dans tout cela. Il n'y a plus de conseil ; ce sont deux hommes qui conduisent tout , M. le chancelier & M. l'abbé Terrai.*

M. le chancelier, arrivé à la grand'chambre, a prononcé le discours imprimé au Louvre en suite de l'édit. L'esprit de ce discours est d'insinuer aux peuples qu'il n'y a rien de plus heureux ; pour eux que les réformes qu'il vient annoncer mais qu'il a fallu profiter du moment où les magistrats ne sont plus pour faire cesser les défordres & la grandeur du mal , affranchir la justice des entraves qui l'arrêtoient , faire éclore enfin un ordre plus heureux , longtemps désiré par nos peres. Comme si l'on n'avoit pu remédier aux abus réels sans détruire le parlement ; comme si depuis la saint Martin 1768 , que M. le chancelier a cessé d'être premier président , le roi avoit pu craindre de trouver quelqu'obstacle de la part des chefs du parlement , toutes les fois qu'il avoit voulu rappeler l'exécution des loix,

Les réformes projetées consistent , suivant le discours , 1°. à supprimer la vénalité des charges ; 2°. à rendre gratuite l'administration de la justice ; 3°. à diminuer l'étendue du ressort du parlement ; 4°. à simplifier les procédures ; 5°. à faciliter la punition des crimes. Il est évident que toutes ces réformes pouvoient se faire pendant que le parlement existoit , avec la seule différence , qu'alors elles auroient été faites d'une manière stable & légale. Pourquoi donc vouloir faire retomber sur le parlement ce qui ne peut être attribué qu'au gouvernement seul ?

Le préambule de l'édit que ce discours annonçoit , promet plus encore que le discours. M. le chancelier y paroît d'abord touché du regret le plus sensible , sur le sort des magistrats du parlement de Paris : il annonce ensuite à la nation entière , qu'elle s'est grossièrement trompée en imaginant qu'un règlement qui anéantit toutes les loix , qui détruit jusqu'à la forme essentiellement requise pour leur promulgation , peut avoir la moindre conséquence pour l'état ; (1) enfin M. le chancelier annonce que les sujets du roi vont avoir à l'avenir une justice prompte , pure & gratuite ; que la longueur & la multiplicité des procédures ne consumeront plus la ruine des parties , déjà épuisées par les voyages & les déplacements ;

( 1 ) *Le Vassor* , dit au sujet du chancelier de Sillery ; quand on est revêtu d'un caractère supérieur , on se donne aisément le privilège de dire hardiment les plus grandes absurdités : on suppose même que les inférieurs n'auront pas l'esprit de les remarquer. Histoire de Louis XIII. t. 2,

que les tribunaux supérieurs ne seront dorénavant remplis que par les magistrats les plus dignes par leurs talents & leur mérite, qui jusqu'ici en avoient été souvent éloignés. Au milieu de ces emphatiques paroles, on remarque dans ce préambule une protestation solennelle faite au nom du roi, que l'état de ses sujets, leur honneur, leurs propriétés, le sort des loix qui établissent la succession à la couronne, sont des objets sacrés & des institutions que le roi est dans l'heureuse impuissance de changer. (1).

---

( 1 ) Voici un exemple de cette heureuse impuissance que M. le chancelier & M. le contrôleur-général viennent de donner.

M. *Brochet de S. Prest*, maître des requêtes, protégé par M. de *Maupeou*, se présente pour traiter de la charge d'intendant du commerce, qui étoit exercée provisoirement par M. d'*Albert*: il offre 80000 livres en argent & les 120000 livres restantes en effets à deux & demi pour cent, produisant à la vérité six mille livres, mais qui ne valent pas sur la place la moitié du capital de ce produit. Le fondé de procuration de l'un des propriétaires refuse son consentement au traité. Aussitôt lettre de M. l'abbé *Terrai*, dans laquelle ce ministre déclare que le roi ne donnera son agrément qu'en faveur de M. de *S. Prest*; que si les propositions qu'il fait, ne sont pas acceptées, la charge sera éteinte, ( pour être créée, sans doute, de nouveau en faveur de M. de *S. Prest* ) & la finance remboursée en contrats à quatre pour cent, les plus mauvais de tous les effets commercables. Ne peut-on pas demander où est donc ici la loi sacrée de la propriété, à laquelle le roi reconnoît qu'il ne peut porter atteinte !

Le dispositif de l'édit contient 15 articles ; dont l'objet principal est l'établissement de six conseils supérieurs , à Arras , Blois , Châlons , Clermont-Ferrand , Lyon & Poitiers. Tous les membres de ces conseils doivent être payés par le roi : leurs gages forment pour les six conseils ensemble une somme de 378000 liv. par an : preuve démonstrative qu'on ne compte pas à la cour qu'il soit jamais payé un sol de ces gages , sans quoi M. l'abbé Terrai , qui connoît si bien l'état du trésor royal , n'eût jamais consenti à un pareil surcroît de dépense.

Les autres édits , lettres-patentes & déclarations apportés par M. le chancelier , étoient deux édits & deux lettres patentes concernant le conseil d'Artois , pour anéantir son ancien état & le créer sous une forme nouvelle , en le rendant absolument souverain , de subalterne qu'il étoit auparavant : en grande partie l'objet de la déclaration étoit de donner aux avocats au conseil la concurrence au parlement , avec les avocats au Parlement.

Après le discours de M. le chancelier , les gens du Roi se leverent , & conclurent très-humblement à l'enregistrement pur & simple des édits , lettres-patentes & déclaration qui leur avoient été remis. M. le chancelier dit ensuite à M. Brochet de Verigni ( frere de M. de St. Prest , intendant du commerce ) de lire les édits. Lorsqu'il eut achevé la lecture du premier , M. le chancelier lui demanda son avis ? Il se réduisit à l'enregistrement pur & simple. Mrs. les maîtres des requêtes opinèrent les premiers , attendu qu'il y avoit un rapporteur : tous étoient d'avis d'enregistrer sur le champ , lorsque M. Astruc , l'un d'eux ,



eut le courage de faire remarquer que l'affaire étoit d'une trop grande importance pour se déterminer d'après une notion de l'édit aussi imparfaite , & d'après la lecture rapide qu'on venoit d'en faire : qu'il falloit se donner le loisir de le lire à tête reposée , de l'examiner , & qu'il croyoit convenable de nommer des commissaires.

M. le chancelier craignit alors de voir son coup manqué & la peine qu'il s'étoit donnée de venir au parlement devenue inutile. Mais il avoit eu soin de prendre toutes les précautions possibles ; dès le 21 il avoit mandé chez lui Mrs. d'Aguesseau , de Sauvigny , de Marville , de la Galaisière , de Boynnes , & un autre , pour leur communiquer les édits. Les cinq que l'on vient de nommer lui avoient promis très-docilement toute obéissance , le sixième seul avoit dit que tout ce qu'on se proposoit de faire lui sembloit demander beaucoup de réflexion. M. le chancelier avoit aussi mandé quelques maîtres des requêtes pour leur dire comment il vouloit qu'on opinât. ;

L'avis de M. *Astruc* , pour nommer des commissaires , n'empêcha donc pas M. le chancelier de continuer à prendre les voix ; plusieurs conseillers d'état se rangerent du côté de M. *Astruc* : c'étoient Mrs. de Viarmes , d'Argouges , Ogier , Trutaine , & Boutin. M. le chancelier fut fâché d'entendre ces six avis qui empêchoient l'unanimité dont il s'étoit flatté ; il soutint que tout étoit clair dans son édit , & que la chose devoit aller seule. L'édit peut être très-clair , mais tout ce qui est si clair est-il aussi clairement utile pour les peuples ? La question méritoit bien quelque examen. M. *Astruc* & les conseillers d'état ne compre-

noient pas qu'on vouloit que la besogne allât toute seule & sans le secours du conseil ; que c'étoit pour la forme seulement qu'on demandoit leur avis.

M. le chancelier s'imaginant que les réflexions qu'il venoit de proposer étoient de nature à enlever tous les suffrages , reprit les voix : il vouloit absolument se procurer la gloire d'un asservissement entier ; mais sa surprise fut plus grande encore qu'elle ne l'avoit été d'abord , lorsqu'il vit sept maîtres des requêtes , Mrs. *Frages de Polizy* , de *Montaran* , fils , *Caze de la Bove* , de *la Porte* , fils , *Maziot* , le *Boullaye* , & *Dufour* , se réunir à l'avis de nommer des commissaires. Il se contenta alors de la pluralité de 59 voix contre treize ; l'enregistrement fut conclu , & le public apprit que parmi 72 conseillers d'état , ministres , maîtres des requêtes , il s'en trouvoit 13 seulement qui avoient leur conscience & leur avis à eux.

L'un de Mrs. du conseil disoit pour se disculper , dans cette séance même à celui étoit assis auprès de lui : *nous n'avons rien à faire que de baisser la tête & d'opiner du bonnet ; aussi bien tout ceci est illégal & ne peut pas tenir.* Un autre convenant de même que tout ce qu'on faisoit étoit nul , & n'étoit que le fruit de la contrainte , blâmoit , par cette raison , l'avis des commissaires : c'est , disoit-il , supposer qu'on est quelque chose & qu'on a quelque liberté ; au lieu qu'en laissant tout aller , & n'opinant que d'un signe de tête , c'est reconnoître qu'on n'est rien , & que tout n'est fait que par violence. Ces Mrs. en opinant du bonnet pour l'enregistrement pur & simple , prétendent donc ne point opiner & annoncer qu'il n'y a point de liberté : mais c'est par des actes & des

protestations solennelles qu'il faut le dire , & non par une inclination de tête , qui est le signe reçu d'un véritable suffrage.

si l'avis de nommer des commissaires l'eût emporté , l'absence de M. le chancelier auroit laissé voir à Mrs. les conseillers d'état & maîtres des requêtes bien des choses importantes dans l'édit , auxquelles apparemment ils n'ont pas fait assez d'attention , quoiqu'ils aient jugé qu'il falloit l'enregistrer : ils auroient vu 1<sup>o</sup>. , que tous ces édits , lettres-patentes & déclaration étoient adressés au parlement de Paris. Or , Mrs. du conseil ne sont pas le parlement de Paris.

Ils auroient vu 2<sup>o</sup>. : que ces mêmes édits portent , *de l'avis de notre conseil nous avons statué* ; &c. que par conséquent , étant censés avoir déjà opiné dans le conseil pour former ces édits , ils ne pouvoient plus opiner pour les vérifier & les enregistrer. C'est une délibération illusoire & fantastique que celle qui se fait pour juger si une loi qu'on a déjà approuvée comme bonne , que l'on a formée soi-même , est réellement bonne ou non ; il faudra donc supposer que la faculté accordée à Mrs. du conseil de s'asseoir au conseil & au parlement a doublé leur être & leur volonté , & que ces deux êtres & ces deux volontés qu'ils ont acquises sont tellement distinctes , que lorsqu'ils s'asseyent dans la grand'chambre ils oublient tout ce qu'ils ont fait ou dû faire au conseil.

Mrs. du conseil auroient vu 3<sup>o</sup>. : en relisant les lettres-patentes du 23 janvier , ( & en supposant qu'une commission puisse se donner l'être à elle-même ) qu'ils étoient des commissaires employés *pour pourvoir à l'administra-*

tion de la justice , en attendant qu'il ait été choisi un nombre d'officiers suffisans & capables de composer le parlement : ils auroient conclu de-là qu'ils ne sont point le parlement , puisqu'ils ne sont établis qu'en attendant le parlement ; qu'ils ne sont donc qu'une simple commission & une commission par *interim* : or , il n'auroit fallu après cela que consulter les premiers principes du droit , ou même les simples lumieres du bon sens , pour concevoir qu'une commission par *interim* ne peut rien innover , ne peut rien détériorer : il faut qu'elle conserve les choses dans le même état où elles étoient , jusqu'à ce que les titulaires soient en place.

*Du dimanche , 24 février.*

MM. les gens du Roi de la cour des aides , étant allés à Versailles demander au Roi le jour & l'heure où il voudroit recevoir les remontrances de cette cour, le roi les a remis au dimanche suivant 3 mars , pour leur donner ce jour.

M. le chancelier a reçu aujourd'hui le serment de 4 des premiers présidents des six conseils supérieurs , savoir : *M. Brivois* , pour le conseil supérieur d'Arras : ( il étoit le P. P. du conseil provincial ; ) *M. de St. Michel* , pour le conseil de Blois ; *M. Rouillé d'Orfeuil* , intendant de Champagne , pour le conseil de Châlons ; & *M. de Fleffelles* , intendant de Lyon , pour le conseil de Lyon. Ces Mrs. après avoir prêté serment , ont été présentés au Roi. *M. de St. Michel* est celui qui fut décrété de prise de corps , en 1754 , par le parlement d'Aix , chambres assemblées , refusé depuis par la cour des aides de Montauban dont il vouloit être premier président. Il est parvenu

à le devenir de la prétendue chambre des comptes de Blois , où il s'est déshonoré de nouveau par le personnage qu'il a fait , il y a deux ans , dans un procès contre M. le duc de Chevreuse. A l'égard de *M. de Fleffelles* , on a sa généalogie à la tête du procès imprimé de *M. de la Chalotais* , page 4 , du discours préliminaire, & quelques notes importantes sur sa conduite dans le détail de ce même procès.

Quant aux six conseils , ils doivent être composés : celui de Châlons des officiers du bureau des finances ; celui de Clermont , de ceux de la cour des aides ; celui de Blois , de ceux de la chambre des comptes : &c. tous gens sans doute fort habiles en matière de substitutions , contrats , testaments & autres points de droit. On verra par la suite comment chacun de ces conseils a été formé. Il suffit de se rappeler ici ce que la cour des aides a annoncé dans ses remontrances du 18 février , qu'on ne trouveroit pour former ces conseils que des sujets qui , en acceptant ces commissions , signeront leur déshonneur : les uns qui , par ambition , voudront bien affronter la haine publique ; les autres , qui y seront forcés par l'indigence ; les uns par conséquent déjà corrompus , les autres qui ne tarderont pas à l'être.

*du lundi , 25 février.*

L'audience du conseil au parlement à l'ordinaire.

On a publié l'édit portant création des conseils supérieurs : les autres édits , lettres-patentes , déclaration , qui avoient été enregistrés en même temps , n'ont été publiés qu'à la fin de la semaine. Les exemplaires que les

colporteurs ont criés , étoient de l'imprimerie royale. Mais apparemment M. le chancelier a trouvé que le lieu de l'impression répugnoit à la besogne du parlement , il les a fait réimprimer ensuite chez l'imprimeur du parlement , avec les lettres-patentes du 23 janvier , & lui a ordonné de les envoyer aux personnes auxquelles il a coutume d'en adresser.

*Du mardi , 26 février.*

Les deux audiences aussi abrégées que de coutume.

Les jésuites publient par-tout que l'affaire présente va les rétablir en France , & que quand M. le chancelier se fera défait des parlements , il fera enrégistrer leur rappel par Mrs. du conseil. Les jésuites l'annonçoient dès le commencement du mois de novembre dernier , c'est-à-dire qu'ils prédisoient dès-lors ce qu'ils devoient faire par eux ou leurs partisans.

Le conseil d'Artois a tenu aujourd'hui sa première séance comme conseil supérieur : il est composé des membres de l'ancien conseil subalterne : c'est un grand malheur pour la province que ses jugemens ne soient plus sujets à appel , car dans tous les tribunaux du ressort c'étoit celui dont les sentences avoient le plus souvent besoin d'être réformées. Les bailliages de Dunkerque , Montreuil & Boulogne sur mer , ne paroissent nullement disposés à reconnoître la souveraineté du conseil d'Artois. A Boulogne , les juges instruits du jour où le procureur du Roi devoit apporter l'édit pour le faire enrégistrer , n'ont pas paru au siège. Le procureur du Roi a voulu faire

monter les avocats & procureurs pour les suppléer , mais ceux-ci se sont retirés.

La chambre des comptes a fait un arrêté sur l'état actuel du parlement de Paris : elle y expose avec netteté les suites dangereuses de l'arbitraire qu'on substitue aux loix , les maux qui menacent le clergé aussi bien que les autres corps. ( On pourroit dire que le clergé ayant de plus grands privilèges court aussi de plus grands risques que tous les autres corps. ) La chambre des comptes doit présenter un Mémoire pour établir que tous ces renversements font perdre au Roi 20 millions par an : les entrées n'ont produit aux fermiers généraux que 80000 livres , dans le même espace de temps où elles rendoient ordinairement 400000 livres. La consommation est diminuée considérablement , par la misère à laquelle la dispersion des magistrats réduit un nombre considérable de citoyens.

*Du jeudi , 28 février.*

L'audience a été comme celle d'hier , dont on avoit omis de parler : on est entré & sorti.

*Du vendredi , 1 mars 1771.*

A la grand'chambre , rien de nouveau.

MM. du bureau de la tournelle , qui jusqu'ici avoient eu la modération de ne pas faire exécuter leurs jugemens , ont commencé à le faire aujourd'hui : quinze ou dix-huit accusés ont été fouettés & marqués , mais clandestinement & à nuit close. On prétend qu'insensiblement ils feront exécuter les condamnés à mort. Quel caractère ont-ils pour

cela ? L'usage du glaive ne peut être légitime qu'autant qu'il est commandé par les loix & exercé par le ministre des loix. ( Voyez ce qu'on a dit à la date du 18 février. ) Ces Messieurs sont d'ailleurs très-prudents ; ils ont évité jusqu'ici de se commettre avec le châtelet. Au reste , ils n'ont pas encore ouvert une seule audience , & il doit s'en tenir trois par semaine , qui ordinairement sont bien remplies.

On a fait sortir de bicêtre & du châtelet les trois clerks qui y étoient enfermés pour les huées du mois de janvier : ils ont eu ordre de sortir de Paris & de retourner chez eux.

M. de Chazerat , premier président du conseil supérieur de Clermont , a prêté serment entre les mains de M. le chancelier , & a été présenté au roi.

*Du samedi, 2 mars 1771.*

On publicoit que M. le chancelier devoit venir aujourd'hui tenir une troisième séance ; mais il n'y a eu d'extraordinaire que M. l'évêque de Senlis & M. de Baschi. Après l'audience de deux minutes , MM. du conseil se sont assemblés ; il s'agissoit du nouveau code ou règlement , & d'une déclaration sur les *Committimus*.

Ce code tant vanté par M. le chancelier , qui n'en est cependant pas l'auteur , & qu'on a attribué dans le temps à M. d'Aguesseau de Fresne , qui préside au palais MM. du conseil , n'est autre chose qu'un ancien règlement de procédure fait par le conseil & fort contredit dès sa naissance. On a tenté de le faire re-



vivre en 1763 , en le présentant à MM. du grand conseil , qui l'ont aussi rejeté. On veut le faire renaître de nouveau à la faveur de la soumission de MM. du conseil ; cependant ils ont pour cette fois nommé des commissaires. Il y a tout lieu de croire que , puisqu'ils ont pris le temps de délibérer , ils reconnoîtront qu'ils n'ont point le caractère requis pour vérifier les loix , & qu'ils s'expliqueront sur cet objet si important pour eux-mêmes.

A l'égard de la déclaration des *Committimus*, elle a été enregistrée en un moment , nullement & incompetemment , toujours sous le nom faux & dérisoire de parlement , toutes les chambres assemblées. On a remarqué dans l'adresse de cette déclaration , une clause non-seulement nouvelle & insolite , mais qui de plus implique contradiction avec elle-même. Cette adresse est ainsi conçue : *Si donnons en mandement à nos amis & féaux conseillers , les gens tenant notre cour de parlement à Paris , que ces présentes ils aient à faire lire , &c. vous attribuant à cet effet tout pouvoir en tant que de besoin est ou seroit.* 1<sup>o</sup>. Adresse-t-on jamais des lettres à enregistrer à des gens qui n'ont point de pouvoir ? & n'est-ce pas reconnoître qu'ils n'en ont point ; que d'être obligé de le leur attribuer par une clause particulière ? 2<sup>o</sup>. Le parlement de Paris a-t-il jamais soupçonné qu'il lui faudroit attribuer un pouvoir particulier pour enregistrer un règlement sur une partie de la procédure ? Si MM. du conseil sont le parlement , ils n'ont pas besoin de pouvoir pour enregistrer ; s'ils ont besoin de pouvoir , ils ne sont donc pas le parlement. Il est bon de remarquer

la progression des idées de M. le chancelier par l'édit de décembre : le parlement , sur la notification de la volonté du roi , doit enrégistrer même lorsqu'il juge que la loi ne vaut rien : par l'édit des conseils supérieurs , il établit des cours souveraines qui , comme des automates , feront exécuter la loi sans pouvoir en représenter les inconvénients , & même sans délibérer : par la déclaration concernant les *Committimus* , il imagine de faire enrégistrer par des particuliers sans caractère , mais auxquels il attribue à cet effet tout pouvoir.

On assure que cette même clause , *vous attribuant à cet effet tout pouvoir* , est dans l'édit de création des conseils supérieurs , en parchemin ; mais qu'on a eu l'attention de le retrancher dans l'imprimé. On assure encore que l'original de l'enregistrement de cet édit des conseils supérieurs , porte : *Fait par le conseil tenant le parlement*. Dans l'imprimé on lit : *Fait en parlement , toutes les chambres assemblées*. Si l'on a voulu faire illusion au peuple par cette substitution de noms , & lui persuader que les magistrats n'ont point été dispersés , ou qu'ils sont revenus de leur exil , la tournure est heureuse : mais où est le respect pour la vérité ? On en appelle à la notoriété publique.

### *Conseil supérieur de Blois.*

La gazette de France du 11 mars , a annoncé que le conseil de Blois avoit tenu sa première séance le 2 mars ; elle ajoute que toute la ville en a témoigné la plus grande satisfaction. Cet article a été envoyé au gazetier tout rédigé.

Voici quelques détails pour joindre à cette annonce générale.

Dans les quinze premiers jours de février, *M. de St. Michel*, président de la prétendue chambre des comptes de Blois, fit trois voyages à Versailles pour disposer tout avec M. le chancelier.

Le vendredi 1 mars, il assembla à la chambre des comptes ceux des futurs conseillers qui étoient en état de commencer leurs fonctions. Dès le lendemain, le 2 mars, ils assistèrent en robes noires à une messe du St. Esprit, qui fut célébrée à la cathédrale, & à laquelle l'évêque étoit présent. De-là ils se rendirent à la salle d'audience du présidial, où le président & le procureur-général haranguerent.

Heureusement que le public, pour charmer l'ennui que lui auroit causé ces fades discours s'il les eût écoutés, contempla à loisir les nouveaux juges qu'il ne connoissoit encore que de nom, & qu'il avoit peine à croire qu'on eût choisis, vu l'incapacité notoire du plus grand nombre.

Le premier président étoit *M. de St. Michel*, pere : le nommer, c'est l'avoir qualifié.

Le second président, *M. de St. Michel*, fils : il est de trop bonne race pour dégénérer.

Le troisieme président, *M. Chevalier*, avocat du roi au bailliage, & avocat-général à la chambre des comptes, homme âgé de plus de 80 ans, infirme, & dont l'esprit baisse.

Les conseillers étoient

*MM. Louet*, premier président du présidial, sujet fort médiocre.

*De l'Arche*, assesseur criminel du bailliage : il va de pair avec le précédent.

*Petit*, fils d'un receveur du chapitre de Blois,

M. *Petit* , conseiller honoraire à la cour des monnoies de Paris : c'est un homme de mérite , & il n'a pu accepter une pareille place qu'en faisant le sacrifice de ses lumieres à l'accroissement de sa fortune (1).

*Petit* , fils du précédent.

*Boesnier de l'Orne* , maître particulier honoraire des eaux & forêts , & maire de ville , grand musicien & beau chanteur ; ce sont ses uniques talents.

*Boesnier* , neveu du précédent , maître particulier des eaux & forêts , génie borné , mais laborieux , âgé d'environ vingt-six ans.

*Baron*. ( Celui-ci , confus de la fausse démarche qu'il avoit faite , s'est démis. ) Il a été remplacé par M. *le Blanc* , qui briguoit l'année dernière une place de clerk de procureur.

*Du Frementel* , chanoine & prévôt de *St. Martin*. C'est un homme célèbre dans bien des parties , & qui s'est fait connoître sur-tout dans la littérature par un ouvrage qu'il appelle modestement *le petit labeur* , & qui est l'almanach de la Touraine , volume in-24. d'une feuille d'impression , qu'il reproduit tous les ans. On se flatte dans la province que les occupations de sa nouvelle magistrature ne suspendront pas cet ouvrage curieux que l'on a méchamment dépécé dans la France Littéraire , en annonçant comme autant d'ouvrages importants & séparés , chacun des articles qui

( 1 ) La cour des monnoies , instruite de sa nouvelle qualité , a arrêté par une délibération prise , que dorénavant il n'auroit aucune entrée aux assemblées de la compagnie.

composent l'almanach. *M. du Frementel* est d'autant plus intéressé à le continuer, qu'il a la satisfaction de s'y annoncer lui-même comme membre de la société d'agriculture du bureau de Tours, président au bureau d'administration du collège en l'absence de *M. l'archevêque*, promoteur de l'officialité, &c. D'ailleurs, *M. du Frementel* a dans ses écrits une tournure de style qui lui est tout-à-fait propre, & il peut se flatter d'être le seul dans la province capable d'y exceller.

Les gens du roi du conseil supérieur de Blois, sont *MM. Ranjard, de la Boissière & Bulté*. Le premier, procureur-général; le second, avocat-général à la chambre des comptes: l'un qui n'est notable que par sa charge; l'autre, qui a de plus que son frère la qualité de joueur.

Les substituts sont *M. le Groulx*, ancien avocat au bailliage de Blois, & *M. Pajou*, jeune avocat qui s'étoit retiré à Blois pour y exercer la profession.

Le greffier est *M. Fourré*, d'abord soldat, ensuite clerc de notaire de village, aujourd'hui très-mince notaire à Blois, inhabile pour les fonctions du greffe.

On voit par cette liste que le conseil de Blois n'est pas encore complet; mais on désigne dans la ville quelques-uns de ceux qui doivent remplir les places vacantes. C'est un ci-devant marchand de soies, auditeur honoraire à la chambre des comptes, & un correcteur honoraire de la même chambre, reçus titulaires l'un & l'autre sur l'examen en finance (attendu leur ignorance ès loix). Le correcteur dont on parle a la tête un peu dérangée.

D'ailleurs , M. l'archevêque de Tours , protecteur de l'abbé *du Frementel* , & qui , par un effet de son crédit , lui a procuré sa nouvelle dignité , s'est chargé de recoller d'autres sujets. Un de ceux auxquels il s'est adressé , & dont il a obtenu le suffrage sans peine , est un homme fort connu à Tours par une aventure singulière , à l'occasion de laquelle quelques personnes , qui apparemment lui en veulent , l'ont proposé au college de chirurgie comme un sujet propre à faire une expérience importante , dont l'objet étoit de vérifier s'il est possible qu'un homme vive sans cœur. Il y a eu des monitoirès pour connoître les auteurs des billets que l'on a fait courir dans la ville à ce sujet ; mais ils sont demeurés inconnus : & pour se venger , ils ont aussi affiché depuis peu des placards , dans lesquels , supposant certaine l'acceptation de celui qu'ils avoient en vue , ils ont dit que le même qui avoit prouvé qu'un homme peut vivre sans cœur , s'étoit fait fort de démontrer aussi qu'on pouvoit vivre sans ame. On attend dans la ville de Tours de nouveaux monitoires à ce sujet. Le personnage dont il est ici question , est d'ailleurs fort attaché aux jésuites : lors de l'apposition du scellé sur leurs effets en 1762 , on trouva l'acte de son affiliation à la société , ainsi que celle de ses pere & mere.

Une autre personne à qui M. l'archevêque de Tours s'est adressé , a eu autrefois dans la ville une charge assez honnête , qu'il n'a plus ; il a été aussi revêtu pour quelques moments de différentes qualités honorables qu'il n'a pas conservées : c'est aujourd'hui un simple receveur de chapitre , emploi qui tient

un peu de la domesticité , & qui , l'assujettissant à la contrainte par corps , est certainement incompatible avec le titre de magistrat. Il est bon de noter , au surplus , que la réception des officiers des nouveaux conseils , n'est précédée d'aucune information de vie & mœurs.

Il a paru dans la suite deux nouveaux conseillers , l'un M. *Neyl* , lieutenant de la maréchaussée , & l'autre M. *Pomery* , grand vicaire de Blois.

Les propriétaires de vignes & autres gens qui se mêlent du commerce de vin , & qui sont en plus grand nombre que les juriscultes à Blois , sont ravis de l'établissement d'un conseil dans leur ville ; mais la satisfaction des autres s'est montrée le jour de l'ouverture , par ce qu'on appelle en province des charivaris , des reproches d'être des renégats , & l'on assure qu'il y a même eu quelques pierres jetées. C'est ce que marque une lettre de Blois : on a ajouté que des gens moins violents avoient fait conduire plusieurs ânes dans l'assemblée pour y servir d'emblème.

Parmi les nouveaux magistrats , il y en a auxquels on ne peut refuser de la franchise. L'un d'eux écrit qu'il lui semble entendre ses amis se dire : Voilà un conseiller bien jeune ; sera-t-il en état de remplir un pareil état ? ( C'est le conseiller qui fait parler ainsi ses amis. ) Tout émerveillé qu'il étoit de son nouveau lustre , il convenoit cependant qu'il avoit eu grand besoin d'être encouragé pour accepter : il avoit été déterminé singulièrement par l'avis de son pere , citoyen de Blois.

Quelques jours après l'installation du nou-

veau conseil à Blois , M. de St. Michel manda le doyen des procureurs du présidial , & lui demanda si lui & ses confreres vouloient qu'on leur fît délivrer des commissions pour occuper au conseil. Le doyen dit qu'il en parleroit à sa compagnie. La compagnie consulte alors les juges du présidial , qui déclarent aux procureurs qu'ils n'ont qu'à prendre conseil d'eux-mêmes. Les procureurs refusent , & font connoître ce refus à M. de St. Michel , qui les renvoie sans leur rien dire : quelques heures après M. de St. Michel mande le doyen , le syndic , l'ex-syndic , & une autre procureur , auxquels il enjoint de la part du roi & du chancelier , d'occuper. Le lendemain il leur envoie à tous des commissions à cet effet.

*Du dimanche , 3 mars.*

MM. les gens du roi de la cour des aides étant retournés à Versailles , pour savoir le jour auquel le roi voudroit recevoir les remontrances de cette cour , M. le chancelier a dit que le roi ne vouloit pas recevoir les remontrances , attendu qu'elles concernent une affaire qui ne regarde pas la cour des aides ; comme si la destruction de la magistrature ne regardoit pas les magistrats.

*Du lundi , 4 mars.*

Le parlement de Dijon fait une protestation de nullité , contre les séances de MM. du conseil , contre le titre de parlement qu'ils prennent , contre les enrégistremens qu'ils font incompétemment , & contre l'établissement des conseils supérieurs ; ils envoient cette protestation aux princes & pairs.



M. le procureur-général écrit à ses substituts aux bailliages qui sont sous la dépendance des fix foi-disants conseils supérieurs , qu'il a reçu ordre du roi de leur mander de ne plus s'adresser à lui dorénavant pour les affaires dont ils lui communiquaient.

Le même jour 4 , MM. les avocats aux conseils reçoivent une lettre de M. *Petigny* , secrétaire du sceau , au nom de M. le chancelier , qui leur enjoint de lire dans leur assemblée la déclaration qui leur donne la concurrence avec les avocats du parlement , & de délibérer à ce sujet. Les avocats aux conseils lisent respectueusement la déclaration , & le résultat de la délibération est que chacun demeure libre de faire ce qui lui semble bon.

M. le duc de la Vrillière envoie aux procureurs de communauté un ordre du Roi , qui porte peine de punition exemplaire , pour qu'ils aient à le notifier à leurs confreres. Voici la lettre que les procureurs ont reçu imprimée , au nom du greffier de la communauté , & qui a été portée chez quelques-uns le 4 , chez d'autres le 5.

„ M. & confrere ,

“ Les procureurs de communauté ont reçu hier un ordre du Roi , daté de Versailles du 2 mars , présent mois , qui enjoint à tous les procureurs du parlement de Paris de remettre au plus tard dans huitaine aux différens greffes du parlement , requêtes du palais & autres juridictions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions , toutes les instances & procès qu'ils ont pris en communication , à peine de punition exemplaire ; & une lettre de M. le duc de la Vrillière qui contient l'envoi dudit ordre,

& par laquelle il marque de faire parvenir cet ordre à tous leurs confreres le lendemain de la reception de sa lettre. Pour fatisfaire à cette lettre , il a été délibéré dans la chambre de la Sacristie qu'il vous seroit envoyé la présente lettre. Vous pourrez , si vous le jugez à propos , venir à la chambre de la Sacristie prendre lecture de cet ordre & de la lettre d'envoi qui sont dans le registre des délibérations ,.

“ J'ai l'honneur d'être , M. & confrere , votre , &c. Signé *Gillet le jeune*. Ce 4 mars 1771 ,.

On a envoyé à Mrs. les gens du Roi onze édits , portant création de nouveaux impôts. Ils les examinent & préparent leurs conclusions pour l'enrégistrement pur & simple de ces édits , qu'ils doivent présenter le 6. En voici la liste.

1<sup>o</sup>. Etablissement d'un droit de 2 sols 6 den. sur chaque livre d'amidon.

2<sup>o</sup>. Création de conservateurs des hypothèques sur les immeubles réels & fictifs , & abrogation des décrets volontaires.

3<sup>o</sup>. Révocation de l'exemption du payement des droits seigneuriaux dans la mouvance du Roi.

4<sup>o</sup>. Confirmation des ennoblis depuis 1715 , en payant chacun 10000 livres , & les 2 sols pour livre ; moitié dans 3 mois , & l'autre moitié dans 6 mois.

5<sup>o</sup>. Edit qui ordonne une évaluation générale de tous les offices du royaume.

6<sup>o</sup>. Suppression des jurés-priseurs-vendeurs de meubles , & création de nouveaux dans toutes les villes , excepté Paris.

7°. Création de 110 charges de barbiers-perruquiers.

8°. Edit qui déclare héréditaires toutes les maîtrises en payant finance. ( 1 ).

9°. Établissement de droits sur les ouvrages imprimés en caractère ; taille-douce , papier , & qui ordonne que les libraires feront marquer tous leurs livres , tant neufs que vieux ; & pour ceux des particuliers , défenses aux huissiers-priseurs de les vendre sans être marqués , & le vingtième du prix de l'adjudication appartiendra au Roi. ( N'est-ce pas là mettre la littérature en impôt & ramener l'ignorance ? )

10°. Déclaration portant fixation des droits à recevoir sur les cartons & papiers.

11°. Autre déclaration concernant les anciens 4 sols pour livre des droits des fermes , & la perception au profit du Roi de différens droits aliénés.

Depuis le mois de décembre ces édits étoient prêts , mais on attendoit la dispersion du parlement pour les montrer.

---

(-1) Le contraste admirable ! un marchand , un artisan de la plus basse extraction , formera son fils à sa profession , & il y fera nécessité par le desir de ne pas laisser perdre un brevet héréditaire ; le magistrat , au contraire , n'aura que des motifs pour ne point instruire son fils dans la science si importante des loix , parce qu'il sera convaincu que de faire son devoir est un moyen sûr pour que la commission , dont il sera revêtu , ne passe pas sur la tête de ses enfans.

*Du mardi, 5 mars.*

M. d'Aguesseau écrit à M. le Chancelier au sujet des édits qui étoient au parquet, qu'il fait que si on les présente à Mrs. du conseil ils y feront beaucoup de difficulté; parce que si on les regarde comme le conseil, ils ne sont point compétens pour en prononcer la vérification; si, au contraire, on les considère comme le parlement, ils ne croient point pouvoir y procéder. Cette lettre, jointe au refus fait par les traitans d'avancer aucunes sommes sur des impositions qui ne seroient pas enregistrées au parlement, a déterminé à faire écrire par M. le duc de la Vrillière à Mrs les gens du Roi le... mars après midi, de surseoir à la présentation des 11 édits. Ils ont été retirés depuis.

Les libraires instruits de l'édit portant une imposition sur le papier d'impression, même sur les livres déjà imprimés étant dans leurs magasins, lesquels à cet effet seroient marqués, ont porté à M. le chancelier un mémoire d'observation; il les a renvoyés à M. l'abbé Terrai, celui-ci en recevant le mémoire répondit gracieusement aux libraires: "*Vous criez avant qu'on vous écorche.*" Depuis il a examiné le mémoire, & il a dit à M. le lieutenant de police, qui, comme on fait, a l'inspection de la librairie, que ce mémoire contenoit de bonnes raisons, mais qu'il ne laisseroit pas de faire passer son édit aussi-tôt qu'il pourroit.

*Du mercredi 6, & jeudi 7 mars.*

Rien d'intéressant aux audiences de la grand'-chambre.

Les procureurs justement inquiets sur l'ordre qu'ils avoient reçu le 4 & le 5 , arrêterent de faire des représentations ; ils y insistent sur trois réflexions principales : 1<sup>o</sup>. qu'au lieu de huit jours qu'on leur accorde , il leur faudroit plusieurs mois pour remettre des procès dont la plupart sont dans les cabinets des avocats , plusieurs desquels sont actuellement absens : 2<sup>o</sup>. qu'ils sont chargés par corps en vertu de récépissés qu'on ne leur rend point : 3<sup>o</sup>. qu'ils ne peuvent sans l'aveu des parties , rendre leurs pieces , encore moins demander le jugement. Il est à noter que le très-grand nombre de cliens avoit défendu à leurs procureurs de remettre aucunes pieces. Un cardinal , entr'autres , ayant été instruit de l'ordre , a mandé aussi-tôt à son procureur pour qu'il lui rapportât généralement toutes ses pieces.

Les inquiétudes des procureurs n'étoient pas destituées de fondement. L'intention étoit , à ce qu'on assure , de renvoyer les procès dans les nouveaux conseils pour les alimenter : les procureurs devoient recevoir leurs frais ensuite sur la taxe & les poursuites qui auroient été faites dans la province. C'étoit ruiner absolument les 400 procureurs , en leur enlevant des pratiques qui font souvent la plus claire partie de leur patrimoine , & dont quelques-unes se sont vendues , les dernières années , 60 & 80 mille livres. Doit-il être écrit dans le nouveau code de M. le chancelier qu'on dépouillera un créancier de son gage avant de le payer ?

Le 6 mars les officiers du bailliage de Beaujolois à Ville-franche ont envoyé à M. le duc d'Orléans leurs démissions.

*Du vendredi , 8 mars.*

Ce jour , à 7 heures du matin , grande exécution à la porte de la conciergerie , de sept personnes qui ont été frottées & marquées.

Ce même jour on a rapporté à la Tournelle un procès dans lequel il s'agissoit de l'appel d'une sentence de Clermont , portant condamnation à mort contre deux femmes pour vol avec effraction. Mrs. délibérèrent depuis onze heures jusqu'à trois & demie. Il y eut un incident qui dura seul une heure & demie : il s'agissoit de savoir si les condamnées seroient exécutées à Paris ou à Clermont. Le rapporteur étoit d'avis de faire faire l'exécution à Paris , parce qu'elle ne seroit pas faite à Clermont & qu'il falloit éviter le combat avec ce siege. Il ajouta qu'il préféreroit de présider lui-même à l'exécution , quelque disgracieuse que fût la commission. Mais ces Mrs. furent effrayés avec raison de la rumeur que ces exécutions ne manqueroient pas d'exciter dans tout Paris , & ils ont préféré une contradiction qui seroit à 100 lieues. Il est fâcheux que cette délibération ne soit pas publique : on y verroit l'idée qu'ont ces Mrs. du jugement que porte la nation entière du triste personnage de commissaires que M. le chancelier leur fait jouer sous la mascarade de parlement , & avec quel chagrin ils rongent eux-mêmes leur frein. Que n'ont-ils eu le courage de refuser à s'y prêter , & de s'abstenir au moins , comme ils faisoient d'abord , de disposer de la vie des citoyens.

Au bureau de la grand'chambre on a appelé

une cause de régale , qui avoit déjà été tirée du rôle sur la requifition de M. *Lambert* , procureur. L'adverfaire ayant trouvé un défenfeur complaifant dans la perfonne de M. *Godefcart de Lifle* , avocat aux confeils , a fait rappeler cette cause. Avant l'audience , M. *Lambert* s'étoit plaint de cette nouveauté , & avoit obtenu qu'au moins la cause fût remife au lendemain de *Quafimodo*. M. d'*Agueffeau* y confentoit ; mais il a fallu avoir l'avis de M. le chancelier , & le Mercier ayant voulu que la cause fût remife au plus à la quinzaine , cela a été ainfi ordonné.

Ce même jour , 8 mars , le parlement de Touloufe a fait un arrêté par lequel il déclare 1°. que le peuple de fon reffort ayant trouvé jufqu'à préfent au parlement une juftice pure & prompte , l'y trouvera gratuite aufûtôt qu'il plaira au Roi l'ordonner : 2°. qu'il ne reconnoîtra en aucun temps les perfonnes qui fiégent illégalement à la place de Mrs. du parlement , dont les offices ne font pas vacans. Il a rendu aufût un arrêt par lequel il défend à tous les officiers de fon reffort de permettre l'exécution d'aucuns jugemens émanés de Mrs. du confeil , & à toutes perfonnes de s'y adrefser , pour quelque cause que ce foit. Il a envoyé fon arrêté aux princes & aux pairs (excepté M. d'*Aiguillon* ) par un greffier.

*Du famedi , 9 mars.*

Les famedis , ainfi que les mercredis , font les jours les moins fréquentés au palais pendant la tenue du parlement , parce que les avocats ne payent pas ces jours-là. Mais le famedi 9 mars a été , au contraire , un des

jours où l'affluence a été plus considérable, parce qu'il s'étoit répandu que Mrs. feroient plaider ce jour-là une cause contradictoire. C'étoit la première cause plaidée devant le nouveau tribunal, & c'étoit la première plaiderie de deux avocats qui devoient parler. Enfin les hautes espérances que les sieurs *Jaullain & de Sapincourt*, l'un & l'autre défenseurs de *le Blanc*, la partie la plus intéressante de la cause, ont fait concevoir d'eux dans les différents états qu'ils ont successivement remplis, leur a acquis une célébrité qui auroit suffi pour attirer une foule immense.

A neuf heures la grande salle étant remplie de monde qui attendoit l'audience, il a paru deux ou trois clercs de *Jaullain*, avocat consultant de la nouvelle cour, qui ont distribué un mémoire signé de lui, & dont le titre étoit : *Pour François le Blanc, Huissier en la Chancellerie du Palais, contre les Huissiers Priseurs*. Le mémoire est dans une forme un peu insolite ; il n'y a ni faits ni moyens, mais seulement un exorde suivi d'objections, de reproches & de refutations. Au lieu de péroraison, la dernière partie du mémoire est une supplique de *M. le Blanc* ; & pour qu'on ne doutât pas de ce que c'étoit, on a mis un titre qui l'annonce.

La distribution des mémoires n'étoit pas achevée lorsque Mrs. du conseil sont arrivés. On ne conçoit pas comment ils ont le courage de se rendre tous les jours à de pareilles séances. Le peuple est rangé en haie sur leur passage ; tout le monde, la tête couverte, les fixe successivement & leur atteste, par son maintien même, les sentiments que le personnage qu'on leur fait faire inspire.



Aussi la plupart arrivent-ils les yeux baissés , & la douleur & le dépit sur le front. Il faut excepter M. l'évêque de Senlis , cet homme essentiel à la cour , ce magistrat infatigable , ainsi que l'a qualifié l'abbé *de Voisenon* , dans le discours qu'il lui a adressé le jour de sa réception à l'académie Française : ce prélat ne quitte point cet air de confiance & de sécurité , qui sied si bien aux ames fortes ; il arriva aujourd'hui accompagné d'une petite cour , composée d'un humble abbé , qui le quitta à la porte de la grand'chambre.

M. d'Aguesseau , pour lequel les huissiers battent de leurs baguettes , étant arrivé , l'audience ouvrit quelques moments après ; il étoit alors dix heures : mais c'étoit l'audience de sept heures qui ouvrit. Après l'appel de deux ou trois causes , on fit retirer l'audience , Mrs. allerent à la buvette. On fit ouvrir la grande audience sur les dix heures & demie , & la grand'chambre se trouva pleine aussitôt comme dans les actions les plus célèbres.

Le Sr. *Poan de Sapincourt* prit la parole pour *le Blanc* ; il félicita sa partie ( c'est un huissier à la chancellerie ) sur ce qu'il avoit pour juges des magistrats témoins de ses services , & il exposa le sujet de sa cause , qui étoit de savoir si *le Blanc* , ayant acheté une charge d'huissier-priseur , il devoit être reçu malgré l'opposition ( très-fondée ) de la communauté ? Le Sr. *de Sapincourt* commença par établir que sa partie n'avoit jamais rien fait contre l'honneur & la probité , & il démontra en attestant que *le Blanc* n'avoit jamais essuyé ni interdiction , ni suppression , ni injonction. ( Il a seulement un petit procès criminel , subsistant contre lui , dans lequel il est accu-

fé d'avoir volé.) Pourquoi donc , ajouta le *Sr. de Sapincourt* , le *Blanc* est-il rejeté par les huissiers-priseurs ? C'est , répondit-il , l'effet de la noire envie des gros bonnets de la communauté qui ont peur que le *Blanc* ayant beaucoup de connoissances ne gagnât plus qu'eux. Cependant comme les huissiers-priseurs annonçoient quelques prétextes de leur refus , le sieur *de Sapincourt* se crut obligé de répondre successivement & une par une , à vingt objections seulement qu'on proposoit contre son client. Lorsqu'il crut avoir dissipé ces nuages légers , il conclut qu'il étoit dû à le *Blanc* de gros dommages-intérêts ; & comme il plaidoit contre le corps des huissiers-priseurs , il observa que pour fixer ces dommages-intérêts , il falloit considérer , soit du côté de l'accusé , soit du côté de l'accusateur , l'état , la famille , &c. En parlant de l'état de son client , il dit qu'il ne gagnoit pas moins de 15 à 18 mille livres. Le public surpris qu'un homme si fortuné voulût se réduire à être huissier-priseur , accueillit cette assertion par de grands éclats de rire : une autre phrase du *Sr. de Sapincourt* eut le même sort. Il parloit des procès que le *Blanc* avoit essuyés , il s'écria : Quoi donc ! Mrs. , parce qu'un malheureux nous fait un procès , sommes-nous un coquin ? Enfin la peroraison arriva : elle étoit pathétique & touchante ; le *Sr. de Sapincourt* invoquoit tantôt la justice & l'intégrité de Mrs. du conseil , tantôt le zèle de M. *Joli de Fleury* , pour la défense du malheureux & de l'opprimé : en cet endroit le public commença à huer si violemment l'avocat , qu'il fut obligé de couper court & de se taire.

L'avocat aux conseils qui s'étoit chargé de

plaider pour les huissiers-priseurs , parla ensuite ; il se nomme *Tripier*. La cause des huissiers-priseurs se défendoit toute seule : on écouta *Me. Tripier* patiemment ; sur les onze heures & demie on fit retirer l'audience , & l'on remit la cause à la huitaine.

Le peuple attendoit à la porte de la grand'-chambre le *Sr. de Sapincourt* pour le complimenter , mais il avoit eu la précaution de fuir par la porte du gr<sup>ffe</sup>. *Le Blanc* ayant paru , on le retint plus d'un quart d'heure , & il eut à essuyer toutes les avanies imaginables ; on montoit sur les bancs des huissiers pour le voir , & ceux qui se trouvoient auprès de lui l'indiquoient en ces termes : *Tenez , voilà le Blanc : c'est cet homme qui ne rougit pas*. On alla même jusqu'à lui donner des coups de canne , & on le remettoit à la huitaine pour en avoir d'autres. Les archers de robe courte ne pouvoient parvenir à faire cesser le tumulte. On assure que le *Sr. de Sapincourt* fut rejoint aussi de son côté , & qu'on lui fit partager les traitemens que *le Blanc* éprouvoit.

Avant de terminer le récit de cette séance , il est bon d'apprendre quels hommes sont ces deux célèbres soi-disans avocats : le *Sr. Jaullain* consultant , & le *Sr. Sapincourt* plaidant , qui jusqu'à présent composent seuls tout le bureau de la nouvelle cour.

Le *Sr. Jaullain* a commencé par être commis d'un secrétaire de conseiller , & en cette qualité il faisoit des extraits en sous-ordre. Il lui tomba entre les mains un procès pour la communauté des tapissiers ; il fit savoir aux jurés que c'étoit lui qui travailloit , & il annonça qu'il vouloit se mettre dans ses meubles. Bien-

tôt il fut meublé & à bon marché ; les tapissiers perdirent ensuite leur procès , mais le Sr. *Jauillain* ne se laissa pas démeubler. Quelques années après il imagina que son esroquerie seroit oubliée , & qu'il pourroit travailler comme avocat. A peine se fut-il présenté que les avocats lui déclarerent qu'ils ne communiqueroient point avec lui , & que jamais il ne seroit mis sur le tableau.

A l'égard du Sr. *de Sapincourt* , c'est un homme dont toute la conduite pourroit fournir la matiere d'une ample censure ; il a commencé par être clerc chez un procureur , dont il trahit la confiance , & auquel il suscita un procès ; il fut même assez heureux pour obtenir des dommages-intérêts , qui lui donnerent de quoi vivre jusqu'à ce qu'il eût fait son droit par bénéfice d'âge , & qu'il se fût fait recevoir avocat. Son emploi consista alors à faire des rôles en sous-ordre , à raison de dix sols la piece. Le prix lui étoit même assez indifférent , pourvu que nombre des rôles ne lui fût pas taxé , & il avoit soin de les multiplier , en copiant toutes les pieces du procès. Ce devoit être là à peu près son état pour toute sa vie ; car déjà refusé par la bazoche & par les procureurs , il savoit bien que les avocats ne lui donneroient point de place dans leur tableau. Ses grands talents l'on fait connoître de M. l'avocat-général *Joli de Fleury* , qui l'a fait sortir de cet état humble pour le placer à la tête d'un nouvel ordre d'avocats.

#### *Conseil supérieur de Clermont.*

Le samedi 9 mars n'a été guère moins célèbre à Clermont qu'à Paris : c'est à cette date que la

gazette de France annonce dans les mêmes termes qui avoient été dictés à l'occasion de Blois , la premiere séance du conseil supérieur de Clermont-Ferrand.

M. de Monthyon , intendant d'Auvergne , ne paroissant pas tenté par l'ambition de devenir premier président d'un des conseils , M. le chancelier fit écrire par M. d'Ormesson à M. de Chazerat , premier président de la cour des aides. Celui-ci reçut la lettre le 8 février : on lui marquoit de se rendre à Paris toutes affaires cessantes , pour un objet intéressant , & que son séjour ne seroit pas long.

M. de Chazerat partit , & fut de retour le samedi 16 sur les trois heures : il n'eut pas plutôt mis pied à terre , qu'il envoya successivement prier chacun des officiers de sa compagnie de se rendre chez lui : ce qu'ils firent. M. de Chazerat les tint quatre heures assemblées , & il voulut les persuader , tantôt par l'avantage qui en reviendroit à la province , à la ville & à chaque particulier ; tantôt par la perspective d'un avenir terrible : qu'il accompagnoit d'une demande formelle de répondre sur le champ par *oui* ou par *non*. La premiere finit cependant sans qu'aucun , excepté quatre dont on n'attendoit rien de bon , voulût signer. A peine étoient-ils sortis , qu'on les convoqua de nouveau , & l'on fit jouer tant de ressorts , qu'ils se rendirent les uns après les autres. Le dernier qui signa fut le président *Gauche* : il ne céda qu'après la plus forte résistance , & sur ce que ses confreres le conjuroient de ne pas s'exposer seul à un exil & à des ordres rigoureux. Rendu à lui-même , il eut un regret amer de sa foiblesse. La plupart de ses confreres passerent une nuit très-agitée.

aussi bien que lui. Dès la pointe du jour ils se rassemblèrent , & sur les dix heures du matin ils se rendirent chez le second président : heureusement le courier qui devoit porter à Versailles la nouvelle de l'acceptation n'étoit pas parti ; ils retirèrent leurs signatures & les brûlèrent.

M. de Chazerat déconcerté , ne craignit pas de proposer les nouvelles commissions à quelques particuliers de Clermont , dont le moindre défaut est l'ignorance ; il envoya même à Rion un de ses affidés pour tâcher de gagner quelqu'un du présidial ; mais cet envoyé fut chassé de la ville avec ignominie. Alors le premier président fit courir le bruit qu'il partoit pour Paris , & que dans peu il seroit de retour avec l'intendant de la province & des lettres de cachet en blanc pour former son conseil comme il voudroit. Il annonça aussi la suppression de la cour des aides , & se mit en route , laissant toute la ville dans la consternation. Cet expédient réussit : tout ce qu'il y avoit de gens foibles ou ambitieux , tant à la cour des aides , qu'au présidial & parmi les nobles , écrivent au premier président pour être enrôlés dans le nouveau tribunal.

Le premier Président de retour , au son de quelques tambours & de quelques acclamations du peuple qui croyoit qu'on alloit faire quelque chose de bien utile , assembla sur le champ ses recrues , & indiqua la première séance au lendemain 9. On ne savoit trop où tenir cette séance : il fallut se contenter de la salle de la juridiction consulaire , qui répondoit mal à la dignité d'un conseil supérieur. M. de Chazerat s'y transporta accompagné d'une centaine d'hommes de la bourgeoisie , ra-

massés à la hâte , & au bruit de quelques canons rouillés. Le maire de ville étoit présent par ordre du Roi,

*Extrait d'une lettre de Clermont , datée du  
16 mars.*

« Il n'y avoit rien de plus plat & qui eût l'air si méprisable , que l'installation de notre nouveau conseil. Les membres de ce corps avoient tous la honte sur le front , & un air d'ignominie qu'ils ont toujours porté depuis ; ils s'assemblerent ne sachant que faire , & chacun regardant son voisin avec horreur de ce qu'il avoit été assez bête pour se fourrer-là : ils ne peuvent pas se souffrir les uns les autres , ni s'endurer eux-mêmes dans le moment présent. Notre conseil est l'opprobre de la ville , il ne fait rien , & tout le monde s'en moque. Le premier président est hué & sifflé de tous généralement. » Voilà à quoi se réduit la très-grande satisfaction de toute la ville , annoncée par celui qui dicte les articles de la gazette de France.

Il reste à donner la liste des nouveaux offices ; toutes les places sont remplies , excepté deux commissions de conseillers.

#### PRESIDENS , MESSIEURS.

<i>De Chazerat.</i>	} Présidents de la cour
<i>Le Cours de St. Aigné.</i>	
<i>de Ribeyre , mousquetaire non gradué.</i>	

## CONSEILLERS , MESSIEURS

<i>Savi , pere ,</i>	}	Conseillers à la Cour des Aides.
<i>Mallet ,</i>		
<i>Mangue.</i>		
<i>Saubrield de Laubert ,</i>		
<i>Desforges.</i>		
<i>Molle ,</i>	}	Conseillers au présidial.
<i>Albot de Chanat ,</i>		
<i>Bernard.</i>		
<i>Ribere , chanoine de la cathédrale.</i>		
<i>de Moltet de St Genest , procureur du Roi.</i>		
<i>de Diaune , lieutenant criminel.</i>		
<i>de la Monteile , avocat du Roi.</i>		
<i>Champflour , fils , substitut du procureur général de la cour des aides.</i>		
<i>Caillot , pere , bailli de la ville de Billon.</i>		
<i>de Perignat.</i>		
<i>Chateau-neuf.</i>		
<i>De Lavaur , gentilhomme au service.</i>		
<i>Desbonnat , gentilhomme désœuvré.</i>		

## GENS DU ROI.

Procureur du Roi , M. *Champflour* , procureur général de la cour des aides.

Avocat du Roi , M. *Dufraisses de Vernines* , avocat-général de la cour des aides , d'une famille jésuite & très-jésuite. Le . . . , *Dufraisses de Vernines* , bibliothécaire du college de Clermont , fut décrété de prise de corps par sentence de la sénéchaussée de Clermont du 9 décembre 1762, pour soustractions faites dans la bibliotheque , après l'apposition des scellés. ( *Voyez l'arrêté du parlement , du 12 février 1763.* )



## S U B S T I T U T S.

M. *Delorme* , substitut de la cour des aides.  
*Savy* , fils , avocat.

## G R E F F I E R.

*Marion* , un des agens de l'hôpital général.  
 Mrs. *de Rybeyre* , président ; *de Perignat* ,  
*de Lavour & Deshonnat* , doivent aller à Bour-  
 ges pour obtenir des degrés , sans étude ni  
 examen , en vertu des lettres de cachet.

Le bruit répandu que M. *de Monthyon* alloit  
 perdre son intendance , qui seroit donnée à M.  
*de Chazerat* , a excité beaucoup de fermentation  
 parmi Mrs. les maîtres des requêtes ; ( ce sont  
 des objets qui les touchent ) ils ont déclaré  
 que si M. *de Monthyon* étoit privé de sa place ,  
 ils ne feroient plus de service. On a parlé de  
 transférer M. *de Monthyon* à l'intendance de  
 Caën pour donner à M. *de Chazerat* celle d'Au-  
 vergne ; mais les maîtres des requêtes étoient  
 encore fort mécontents de cette proposition :  
 ils regardent les intendances comme affectées  
 à leurs charges.

Ce même jour 9 mars , le bailliage de Blois  
 a enrégistré l'édit portant création des conseils  
 supérieurs ; les autres bailliages , ceux de  
 Bourges & de Tours surtout , ne sont pas  
 disposés à reconnoître aussi facilement l'exis-  
 tence du conseil supérieur de Blois.

*Du lundi 11 mars.*

M. le Chancelier , en assistant au conseil or-  
 dinaire tenu à Versailles , laisse voir pour la

premiere fois dans sa maniere d'opiner qu'il est occupé d'autres objets & distrait. L'après midi il vient à Paris.

*Conseils Supérieurs de Châlons & Lyon.*

“ La gazette de France, du 8 mars, annonce que le conseil supérieur de Lyon a tenu sa premiere séance le 1. du même mois, & que jamais événement n'a causé une sensation plus agréable & plus générale „. Elle ajoute que „ le même jour le conseil de Châlons sur Marne a été installé, & que la satisfaction a été universelle „. On a déjà averti que ces nouvelles ne venoient point des provinces.

M. Rouillé d'Orfeuil, intendant de Champagne, s'étoit chargé de former le conseil de Châlons : il a employé pour y parvenir toutes les voies, propos séduisans, promesses, appas des appointemens qu'on gagneroit si facilement qu'il n'en coûteroit que la peine de se déshonorer ; appas d'une noblesse qui seroit le prix de la trahison de la patrie, mais qui exempteroit de la taille, & donneroit un relief sur tous les roturiers Champenois ; quelques menaces aussi à propos, & enfin un peu d'argent à titre d'avance sur les appointemens futurs.

Les plus fortes tentatives de M. d'Orfeuil étoient pour séduire les membres du bailliage, afin de mettre dans le nouveau tribunal des gens de loi. -- Tous ces membres ont constamment résisté d'abord, & M. d'Orfeuil fut obligé de faire un nouveau voyage à Paris, sans avoir rien conclu.

Cependant M. le président le Gorlier étoit vivement tenté par la promesse d'une charge de président ; la même promesse avoit touché

M. *Bremont* , lieutenant général , homme d'un caractère foible & irrésolu. Il étoit bien plus affecté encore de la crainte de perdre la place de subdélégué de l'intendant , qu'il réunit avec sa charge , contre la disposition des ordonnances.

Ces deux Mrs. *le Gorlier & Bremont* , se sont rendus les premiers aux vues de l'intendant ; mais leur ambition a été trompée en partie ; tandis qu'ils étoient demeurés indécis , deux autres personnes avoient traité directement avec M. le Chancelier ; ils ne tarderent pas à voir ces deux présidens forains arriver en poste à Châlons. Malgré le désagrément de cette surprise , la parole étant donnée , il a fallu la tenir. Mrs. *le Gorlier & de Bremont* ne sont que simples conseillers : plusieurs conseillers au bailliage ont suivi le mauvais exemple de leur chef : il n'est resté dans ce siege que 4 personnes , savoir deux présidens , le lieutenant particulier , & un conseiller , qui n'ont point voulu prendre part à cette manœuvre. M. *d'Orfeuil* avoit apporté de Paris des lettres de compatibilité pour les commissions du conseil avec les charges du bailliage ( comme s'il n'étoit pas contre la nature des choses que le juge d'appel qui réforme , & le juge inférieur qui est réformé , soient une seule & même personne. ) Il est demeuré à l'intendance quatre de ces lettres de compatibilité , qui sûrement n'en sortiront point.

M. *Rouillé d'Orfeuil* croyant avoir rassemblé suffisamment de conseillers , indiqua la première séance au 11 mars dans une salle des Jacobins. La veille au soir il envoya inviter les avocats en la personne de leur syndic à se trouver à la cérémonie. Les avocats assemblés

le lundi matin ont député *M. de Pinteville*, leur doyen, pour remercier *M. l'intendant*, & lui déclarer que non-seulement aucun d'eux ne se rendroit aux Jacobins, mais même ne plaideroit au conseil supérieur. ( On se flatte qu'ils se retireront aussi des audiences du bailliage, où ils ne voient plus dans la majeure partie des conseillers que des juges inférieurs qui ont manqué aux serments qui les lient à leurs juges supérieurs, en voulant s'élever sur leur ruine & s'arroger à eux-mêmes une qualité qu'ils sont incapables de posséder. )

L'installation a été précédée d'une messe basse du St. Esprit, après quoi l'on s'est rendu dans la salle des Jacobins, où *M. l'intendant* & l'avocat du Roi du nouveau tribunal ont harangué. L'intendant a un peu troublé la joie des nouveaux conseillers en leur annonçant que l'événement actuel, en faisant le bonheur de la province, seroit pour elle un sujet éternel de larmes. L'avocat du Roi a parlé sur le désintéressement : mais sa mercuriale a déplu à une bonne partie de l'assemblée. On a dit qu'il seroit bien de garder ses sermons pour lui-même. *M. l'intendant* a annoncé la solennité par des boîtes qu'il a fait tirer. Voilà à quoi il faut réduire les signes de la joie publique que l'établissement du conseil a causé dans Châlons & la province. Il ne reste qu'à joindre ici la liste des nouveaux magistrats.

#### P R E M I E R   P R É S I D E N T.

*M. Rouillé d'Orfeuil*, intendant de la province. On peut dire entre autres de ce premier magistrat qu'on lui est redevable de beaucoup  
d'entreprises

d'entreprises & d'ouvrages faits à Châlons pour sa commodité privée , au détriment de la ville & de la province : sans son grand crédit en cour les plaintes que ces entreprises ont excitées , n'auroient pas manqué d'être favorablement écoutées.

## SECOND PRÉSIDENT.

M. *Charpentier* , lieutenant général de Soissons , & ci-devant subdélégué de la même ville. La modicité de sa fortune & un démêlé récent avec M. l'intendant de Soissons qui lui a ôté sa place de subdélégué , l'ont sans doute forcé à chercher de l'emploi ailleurs.

## TROISIEME PRÉSIDENT.

M. *Giraud* ( surnommé Laloëte ) ci-devant notaire à Paris. Il a quitté sa charge tout exprès , pour se faire décorer de cette présidence. On jugera aisément dans quelle position il faut qu'un notaire de Paris se trouve pour préférer à sa charge une commission de 4000 livres en province. Il a paru vingt créanciers au moins opposants au sceau des Provisions de son successeur. Ses créanciers ont formé depuis une direction , à laquelle M. le chancelier s'intéresse beaucoup ; il a eu soin d'indiquer lui-même qui on devoit nommer pour sequestrer.

## CONSEILLERS.

Mrs. *Bremont* , le *Gorlier* , de *Beuville* , *Billecart* , de la *Cour Clerc* , *Chaulaire* , *Jourdain* ; tous officiers du bailliage , actuellement réformateurs de leurs sentences.

*D'Antenay, de Brienne* , tous deux trésoriers de France. On fait combien ces officiers sont capables en province de faire les fonctions de juges.

*De Saligny* , aussi trésorier de France. C'est pour la ville de Châlons un modele de parcimonie ; quelques personnes lui reprochent même un certain vice qui en approche. Il n'étoit pas nécessaire de lui offrir une somme de 2000 livres pour le déterminer à se déshonorer. Quoique riche , une somme beaucoup moins considérable auroit suffi par deux raisons : 1<sup>o</sup>. parce que *M. de Saligny* estime infiniment les sommes les plus modiques : 2<sup>o</sup>. parce que le prix de l'honneur de *M. de Saligny* ne doit pas être actuellement porté bien haut. Il étoit ci-devant procureur du Roi à Vitry ; mais il s'est attiré , en 1756 , une interdiction de la part du parlement , pour avoir trahi dans cette place son devoir.

*De saint Genis* , élu à Vitry.

*Patouilla de Chenevieres* , procureur du Roi en l'élection de Reims. *Grisard* , Lieutenant d'une justice près Charleville. Sa sœur , qui est en service à Paris , & que l'on nomme chez son maître *la Grisarde* , paroît n'avoir pas peu contribué à lui procurer cette commission.

*Laloëre* , clerc , beau-frere du président *Giraud*.

## G E N S   D U   R O I .

*De Saligny de Matiginicourt* , avocat du Roi , ci-devant avocat à Vitry : cet avocat , cousin-germain du trésorier de France , étoit estimé à Vitry ; on n'y a vu qu'avec beaucoup de peine & de surprise qu'il ait pu perdre de vue les sentimens de *M. de Saligny* , commentateur

très-estimé de la coutume de Vitry , & de ses autres ancêtres. Quelques-uns ont voulu excuser sa fausse démarche sur ce qu'il paroît y avoir été entraîné par l'exemple & les sollicitations de M. de *saint Genis* , son beau-frere , qu'une fortune médiocre a mis dans le cas de faire depuis du temps sa cour à l'intendant ; mais les plus sensés observent que ses lumieres devoient lui dicter de ramener plutôt son beau-frere à des sentimens plus purs , & son cousin au vœu & à l'opinion de leurs parents communs , qui ne voient qu'avec la plus grande peine leurs noms dans la liste de ceux qui composent un tribunal , qu'ils sont bien résolus de ne point reconnoître en leurs qualités d'officiers de judicature.

*Brayer* , procureur du roi , ci-devant avocat à Soissons.

#### S U B S T I T U T S.

*Guillemain & Rauffin* , avocats de Châlons. On est étonné que ces deux avocats n'aient pas consulté les sentimens qui paroissent animer leurs confreres , & qu'ils se soient si peu montrés dignes en cette occasion de la confiance dont ils étoient honorés par quelques magistrats du parlement.

Un notaire & un procureur pour greffiers.

Telles sont les personnes qui ont assisté au conseil de Châlons , le jour de son installation. M. d'*Orfeuil* comptoit encore sur un avocat de Rethel ; mais malheureusement pour le conseil , le beau-pere de cet avocat est ancien procureur au parlement , & l'on fait que ces Mrs. ne plient pas facilement sous les volontés de M. le chancelier. Le frere de

L'avocat est parti en poste pour l'aller trouver de la part de son beau-pere , & il l'a emmené de la ville de Châlons le matin , même jour où le conseil alloit être installé ; de sorte que quand M. *Rouillé* a voulu ensuite quelques heures après rassembler son troupeau , il a été fort surpris de trouver un *Mouton* de moins.

Il y a aussi deux conseillers clercs , qui ont accepté des premiers ; mais ils n'ont pas pu assister à la première séance , parce qu'ils n'étoient pas encore gradués , quoique d'un âge très-mur , l'un & l'autre. Le premier est l'abbé de *Breuvy* , doyen de la cathédrale & grand-vicaire , âgé de 63 ans : il avoit précédemment fait plusieurs voyages à Paris pour attraper une abbaye , mais inutilement ; il a pensé que les 2000 livres de pension , promise aux conseillers , pourroit lui en tenir lieu. Quelqu'un lui ayant observé à Paris qu'il étoit bien tard à cet âge pour apprendre le droit , il a répondu qu'il n'étoit pas nécessaire d'en tant savoir , & qu'on lui avoit indiqué un livre qui apprenoit à juger : c'est le *Dictionnaire de droit & de pratique de Ferrieres* ; il n'a pas manqué d'en faire l'emplette à Paris , & il compte le porter au conseil , comme son bréviaire à l'église.

L'autre conseiller clerc est M. *Hocquart* , âgé de 59 ans , & sous-chantre de la cathédrale. C'est un des nouveaux magistrats des plus célèbres à Paris , par une chanson assez plaisante que l'omission d'un mot dans ses provisions a donné lieu de faire. Au lieu de porter à l'ordinaire *notre féal & bien aimé Claude Hocquart* , on a écrit : *Notre féal & bien Claude Hocquart*. L'abbé a senti où le coup



portoit , il a soutenu qu'il y avoit erreur , & il a a voulu la faire réformer ; mais on lui a répondu : *ce qui est écrit , est écrit.*

Voici la chanson à ce sujet.

*Sur l'air : Reveillez-vous belle....*

Lorsqu'en France on battoit la caisse ,  
Pour y trouver des magistrats ,  
Certain abbé fendant la presse ,  
Fut un des premier candidats.



C'étoit suppôt de cathédrale ,  
Plus fait pour la table & le jeu ,  
Que pour occuper une stalle  
Qui n'est bonne qu'à prier Dieu.



Il faut bien faire un sacrifice  
Pour accroître de deux mille francs  
Le revenu d'un bénéfice ,  
Et du piquet & des brélans.



Plein d'une si belle espérance ,  
Au son de l'or noir, abbé part ,  
Arrive au \*\*\* de France :  
On annonce l'abbé Hocquart.



Son nom , dit \*\*\* , m'extasie ,  
C'est celui du fameux Hocquart ?  
A sa place , malgré l'envie ,  
Tu seras ; fusses - tu bâtard.



„ Tu fais jouer ? joues la justice ,  
„ Ce sera ton premier devoir ;  
„ Et pour mieux remplir ton office  
„ On t'exemptera de savoir.



„ Des dispenses recommandées  
 „ On t'expédiera dans le jour,  
 „ Bien duement enrégistrées  
 „ Par gens de ma nouvelle cour.



„ Un préalable est nécessaire :  
 „ As-tu bien été baptisé !  
 „ Oui, Monseigneur, la chose est claire,  
 „ *Claude* est le nom qu'on m'a donné.



„ *Noire féal & bien Claude,*  
 „ Puisqu'il appert à tout voyant,  
 „ Que tu l'es vraiment & sans fraude,  
 „ Reçois-en notre compliment.



„ Pour de notre Gent moutonniere,  
 „ Juger procès mûs à mouvoir,  
 „ Te dispensons de la priere  
 „ Et par dessus de tout favoir. „

## P R O V I S I O N S.

### *Air des Folies d'Espagne.*

Savoir faisons aux bêtes Champénoises,  
 Que par dessein & non point par mégard,  
 Nous nommons, pour juger toutes leurs noïses,  
 Notre féal *Claude & bien Claude Hocquart.*

Le conseil supérieur de Lyon est formé en partie des conseillers de la cour des monnoies; & comme le présidial est uni à la cour des monnoies, les mêmes personnes se trouvent

encore ici les juges inférieurs & juges supérieurs. Une première tentative faite auprès d'eux , avoit échoué ; ils ont été ébranlés ensuite par la crainte de voir leur cour supprimée : d'ailleurs , la cour des monnoies ayant eu l'année dernière des démêlés avec M. *Pupil* , son premier président , l'a décrété d'ajournement personnel. Ce décret avoit été donné par les juges siégeants au présidial , & les suites de cette affaire ne pouvoient qu'être désagréables pour eux : on leur a fait entendre qu'il n'y avoit pas de moyen plus sûr de les éviter , que de se transformer en juges souverains qui cesseroient d'être sujets à l'inspection du parlement ; ainsi ils ont été déterminés , tant , comme les officiers de Ville-franche le disent dans leur lettre du 6 mars à M. le duc d'Orléans , par le *desir de se venger des mortifications que leur conduite leur a quelquefois méritées de la part du parlement* , que par la crainte d'en éprouver de nouvelles.

Le 11 , sur les neuf heures du matin , les nouveaux conseillers s'assemblerent chez M. *de Fleffelles* , d'où ils se rendirent au palais avec lui pour prêter serment entre ses mains. Ensuite ils enrégistrèrent l'édit de leur création. L'assemblée alla à la messe ; on fit ouvrir l'audience, & l'édit de création fut lu. Le corps de la milice bourgeoise & les autres troupes qui sont dans la ville, assistèrent à la cérémonie ; ce qui donna à l'installation du conseil l'apparence d'un événement important & agréable à la ville. La vérité est que ce nouveau conseil déplaît assez , & que les applaudissements qui ont paru accompagner son installation , étoient des compliments mendiés.

Le procureur du roi de la nouvelle cour , est M. *Pullignieu* , conseiller de la cour des monnoies. Il sollicitoit quelque temps auparavant une commission subalterne , qui est à la nomination de M. de *Villeroi* , & qui devoit le mettre à la tête de la police de cette ville : dans ces dispositions , il auroit été surprenant qu'il refusât une commission qui lui donne l'exercice du ministère public.

Une des premières causes qui s'est présentée au conseil , a été l'appel d'une sentence de la conservation qui condamnoit par corps un débiteur septuagénaire. M. *Palerne de Savi* , avocat du roi , a conclu pour le débiteur. « Périrait plutôt le commerce & tous les commerçants , a-t-il dit , que de voir mettre en prison un septuagénaire ». Ce pathétique a fort déplu aux commerçants , & excité beaucoup de rumeur parmi eux.

*Du mardi , 12 mars.*

La nouvelle fausse de l'exil de M. le chancelier , qui avoit commencé à se répandre la veille au soir , s'est débitée généralement ; on couroit de maison en maison pour se l'apprendre & se féliciter : il n'y a pas jusqu'à un savoyard du pont-royal qui crioit à ses camarades , que si la nouvelle se trouvoit vraie , il allumerait deux bougies sur sa fellette : mais il n'a pas eu cette illumination coûteuse à faire.

Ce même jour M. le chancelier donne audience aux procureurs de communauté , à l'occasion des représentations qu'ils lui avoient faites sur l'ordre du 4 ; il leur proteste qu'il n'a eu aucune intention de leur faire tort , mais seulement d'accélérer le jugement des

procès, en forçant les retributions : il leur ajoute qu'ils peuvent prendre tout le temps nécessaire pour satisfaire à l'ordre dont il s'agissoit.

*Ysabeau de Villiers*, l'un des greffiers commis du parlement, va chez M. le chancelier pour lui demander la permission de s'absenter pendant quinze jours ou trois semaines : il le lui permet, & lui annonce qu'à son retour il trouvera bien du changement.

*Du mercredi, 13 mars.*

MM. du conseil au bureau de la grand'-chambre, ont été sur le point d'avoir une seconde plaidoierie. Le juge de Rumilly, destitué par les seigneurs de ce lieu, a voulu plaider lui-même sa cause. M. *Carteron*, l'un des procureurs des seigneurs, représente qu'il y a des parties décédées, que la procédure n'est point en règle ; on va aux opinions : arrêt qui ordonne qu'on plaidera. Le juge de Rumilly prend ses conclusions. M. *Carteron* lui demande s'il est assisté d'un procureur pour pouvoir conclure ainsi, que les ordonnances l'exigent : il répond qu'il n'a pas l'avantage d'avoir de procureur. MM. du conseil sont forcés alors de le faire taire, & de remettre la cause à la huitaine. Ce contre-coup les a privés de l'honneur d'entendre une seconde plaidoierie, depuis environ deux mois qu'ils siégent au palais. Ce juge a été hué & sifflé. « Monsieur, lui disoit-on, les procureurs sont rares dans ce temps-ci, & les bons sur-tout ; vous aurez de la peine à en avoir ».

Le parlement de Douay arrête ce jour 13 des représentations pour demander au roi

le rappel de l'universalité des membres du parlement de Paris.

Il seroit à souhaiter que MM. du conseil au bureau de la tournelle, qui ont reconnu avec leurs confreres leur incompetence pour enrégistrer les édits burseaux, voulussent bien douter au moins de leur compétence pour ôter la vie à leurs concitoyens, ainsi qu'ils paroissent en douter dans le commencement. Mais le jugement prononcé contre les deux femmes de Clermont paroît les avoir enhardis ( quoiqu'il n'ait pas encore été exécuté ) : ils ont condamné aujourd'hui une femme à mort, & ont renvoyé l'exécution au juge de Chenerailles près Gueret. Ils ont aussi condamné à la question préparatoire un homme, qui est renvoyé pour l'exécution devant le juge de Chaumont en Bassigny. Ces juges voudront-ils faire ces exécutions ? Croiront-ils qu'on puisse sans crime ôter la vie à un homme contre lequel cette peine n'est pas prononcée par la loi & par les ministres de la loi ?

Apparemment, au reste, que M. le chancelier veut qu'on juge ainsi. Il paroît exiger à présent que MM. du conseil engagent le combat avec les tribunaux légitimes ; il a même annoncé qu'ils iroient le 22 mars à la procession de la réduction de Paris, & le 26 à la séance de la grande police au châtelet, quoique ces messieurs parussent très peu curieux de ces cérémonies. Dans le commencement, M. le chancelier étoit plus modéré ; il sembloit conserver encore les mêmes dispositions les premiers jours de ce mois. Voici ce qui est arrivé au châtelet. Un homme surpris filoutant, a été conduit au châtelet ; un conseiller l'interroge & lui demande s'il a été

repris de justice : il avoue qu'il a été fouetté & marqué depuis quatre à cinq jours de la façon de MM. du bureau de la tournelle. Cét interrogatoire ayant excité un certain bruit au châtelet , la chambre criminelle assemblée le lendemain , ordonne de faire monter le prisonnier. M. le lieutenant criminel déclare qu'il n'est plus en prison. On lui demande comment cela s'est fait , & s'il y a donc eu bris de prison : M. le lieutenant criminel répond qu'il y a eu des ordres supérieurs en vertu desquels le prisonnier a été enlevé. Autrement la difficulté auroit été grande pour MM. de tournelle. En cas de récidive , & lorsqu'un homme est repris de justice , comme celui dont il s'agissoit , le châtelet doit juger en dernier ressort. Mais auroit-il regardé comme repris de justice , un homme jugé illégalement par MM. du conseil , qui n'ont pas ce pouvoir aux yeux de la loi ? Il a été plus court d'enlever le prisonnier : cela n'est pas plus difficile que d'enlever des greffes les minutes des procès.

*Du jeudi , 14 mars.*

Assemblée des différents bureaux à la grand'chambre pour le fameux code , c'est-à-dire , pour cet infortuné règlement dont M. d'Aguejjeau de Fresne est l'auteur ; au sujet duquel M. *Herauld* , conseiller d'Etat , disoit en 1740 , qu'il le regardoit comme aussi mauvais que la bulle ; & que MM. du grand conseil ont rejeté encore dernièrement. MM. les commissaires , nommés par M. le chancelier pour l'examiner , étoient prêts à en faire leur rapport : ils n'avoient voulu com-

muniquer le code ni aux bureaux de la tour-nelle , ni à celui des enquêtes , tant il redoute la lumière. Leur objet étoit de le faire passer d'emblée dans une assemblée de bureaux sur le seul avis des commissaires : ce sont encore-là de ces choses qu'on veut qui aillent toutes seules & sans observations importunes ; mais plusieurs maîtres des requêtes ont arrêté cette opération , en demandant que le code leur fût communiqué successivement & par parties , afin qu'ils fussent en état de donner leur avis. Indépendamment de l'examen du fonds , il y a toute apparence que les doutes de MM. du conseil , pour faire vérifier les loix , feront mettre le code en sequestre avec les onze édits burfaux.

*Du vendredi , 15 mars.*

A la grande audience du bureau de la grand'chambre , Me. *Lambert* , procureur , fait remettre après la *quasimodo* la cause de régale dont on a déjà parlé.

M. le premier président de la grand'chambre des comptes , rapporte à sa chambre qu'ayant demandé le jour du roi pour recevoir les représentations arrêtées le 27 février , il lui avoit été répondu que le roi ne vouloit point les recevoir , qu'elles concernoient une affaire qui ne regardoit point la chambre. M. le premier président a ajouté qu'il avoit cru sur cela devoir écrire une lettre au roi , & qu'il en avoit prévenu M. le chancelier & M. le duc de la Vrillière , mais qu'il n'avoit point eu de réponse de M. le chancelier , & que M. de la Vrillière lui avoit écrit que le roi ne recevrait pas plus la lettre que les représentations.



M. le chancelier continue à dire que le nombre des officiers qui doivent composer sa nouvelle cour , sous le nom de parlement , est complet. On nomme ( peut-être par dérision ) pour premier président , *M. le Prestre de Château-Giron* , si fameux par sa conduite irrégulière dans l'affaire de Bretagne : on nomme aussi pour président , M. l'avocat-général *Joly de Fleuri* , &c.

On assure que M. *Mayou* , l'un des quatre substitués qui ont repris , ayant écrit à M. *Beze de la Velouze* pour l'engager à accepter une commission dans le nouveau tribunal , ce magistrat , au lieu de lui faire réponse , a envoyé sa lettre à son secrétaire pour la faire imprimer , ou au moins la montrer à tous ceux qui auroient besoin de se convaincre par leurs propres yeux des intrigues de M. *Mayou*.

MM. *de Breuvry & Hocquart* ont été reçus avocats au conseil supérieur de Châlons : faute d'avocats pour les présenter , ils l'ont été par M. *Guillemain* , substitut du tribunal. Il avoit été impossible à ces deux messieurs de se faire recevoir avocats à Paris , & le parlement de Metz , auquel ils s'étoient ensuite adressés , les avoit remis à un an , afin qu'ils eussent le temps d'étudier.

*Du samedi 16 mars.*

MM. du conseil ont enfin jugé aujourd'hui leur première cause réellement contradictoire , celle de l'huissier *le Blanc*. Le sieur *Sapincourt* , son avocat , n'a pas jugé à propos de se risquer une seconde fois à l'audience. Comme M. l'avocat-général *Joly de Fleury* devoit parler après l'avocat des huissiers-priseurs , ç'auroit été ,

de la part du sieur *Sapincourt* , prendre une peine inutile que de répliquer. M. *Joli de Fleury* s'en étoit chargé. Il a beaucoup déclaré dans son plaidoyer contre l'esprit de cabale & de parti ; il a conclu d'une manière indécente en faveur de *le Blanc* : aussi MM. du conseil n'ont-ils pas jugé à propos de suivre ses conclusions ; ils ont ordonné que *le Blanc* , avant d'être reçu , seroit tenu de faire juger un procès criminel dans lequel il est vilainement impliqué. Le public a beaucoup applaudi , non les juges , mais le jugement. Pour M. *Joly de Fleury* , il a été hué & sifflé : on le pouffoit & repouffoit en retournant au parquet.

### *Conseil Supérieur de Poitiers.*

Extrait de la gazette de France , du 16 mars. « Le conseil supérieur de Poitiers a tenu sa première séance le 6 : le public qu'on avoit tenté d'inquiéter sur le succès de cet établissement , la vu réaliser avec la plus grande satisfaction. »

On n'a pas encore assez de détail sur le conseil de Poitiers , pour dire si cette annonce se rencontre mieux avec la vérité , que de pareilles annonces qu'on a vu pour les autres conseils. Tout ce que l'on sait , quant à présent , c'est que ce conseil est formé en grande partie par le bailliage ; on n'est point surpris que M. *Joand* , ancien lieutenant criminel , ait accepté une commission de président : il peut avoir cherché à se venger du parlement. Il en est de même de Mrs. *Filleau* : on sait très-bien à Poitiers combien leur famille fut de tout temps attachée aux jésuites ; ils descen-

dent de ce *Filleau* , avocat du Roi à Poitiers , qui épris de belle passion pour la gloire de la société à laquelle il s'étoit servilement dévoué , publia le premier , ou même inventa le roman de Bourg-Fontaine , fable dont la fausseté , tant de fois prouvée , a encore été authentiquement déclarée par arrêt rendu au parlement le 21 avril 1758.

Mais une chose qui ne se conçoit pas facilement , c'est , comment des personnes qui jusqu'ici ont vieilli dans l'exercice des charges qui annoncent au moins une teinture des loix , imaginent pouvoir réussir sur leur tête l'office de conseillers dans un siege inférieur , & celui de commis pour rendre la justice dans un tribunal supérieur où le premier ressortit.

Quoi ! les juges qui prononceront sur l'appel seront les mêmes qui auront prononcé en première instance ? ils se réformeront eux-mêmes , ils se corrigeront , ils anéantiront leur propre fait ? Il est fâcheux que l'ancien usage de condamner à une amende les juges dont les sentences étoient réformées ne subsiste plus ; on auroit eu le singulier spectacle de voir Mrs. du conseil supérieur de Poitiers , & ceux de quelques autres conseils se condamner eux-mêmes à une amende. Apparemment ils auroient eu l'attention de la prononcer légère.

*Du dimanche 17 mars.*

Le bruit de l'exil de M. le chancelier , qui avoit été semé des la veille , se répand une seconde fois aujourd'hui ; mais il se trouve aussi faux que la première fois. On commence à débiter , au contraire , qu'il y aura dans la

semaine un lit de justice pour l'enregistrement des impôts , & que M. le chancelier ne laissera pas venir les fêtes sans amener son nouveau Parlement. Aucun de ces bruits ne s'est réalisé.

*Du lundi 18 , & mardi 19 mars.*

Les princes du sang , au nombre de cinq , écrivent au Roi une lettre détaillée contre les surprises faites à sa religion depuis le mois de décembre , & l'on assure qu'ils y montrent combien tout ce qu'on a fait sous son nom est contraire aux loix , à la constitution de l'état & à la vraie nature de la monarchie françoise. On ajoute qu'ils y protestent même entre les mains du Roi contre tous les édits. A cette lettre détaillée a été jointe , dit-on , une lettre d'envoi.

*De Châlons , le même jour 19.*

M. de Chanlaire , conseiller au conseil supérieur & en même-temps procureur du Roi au bailliage de Châlons , requiert à l'audience du bailliage l'enregistrement de l'édit de création des conseils supérieurs. Autant auroit valu aller enregistrer encore une fois cet édit dans la salle des jacobins où le conseil a été installé. Les juges du bailliage qui ont prononcé cet enregistrement , étoient précisément ceux qui ont accepté des commissions au conseil supérieur : les autres conseillers du bailliage étoient absens , à l'exception du lieutenant particulier, qui s'est retiré lorsqu'il a entendu le réquisitoire du procureur du Roi.

*Du mercredi 20 mars.*

La lettre des princes a été portée au Roi ce matin.

Avant l'audience la ville est venue inviter Mrs. du conseil de se trouver le vendredi 22 à la messe qui se célèbre tous les ans aux grands augustins , en mémoire de la réduction de la ville de Paris sous l'obéissance de HENRI IV. La ville invite les cours en vertu d'ordre du Roi ; mais par une précaution extraordinaire la lettre de cachet portoit injonction de faire l'invitation sous peine de désobéissance.

Le corps de ville , après l'invitation faite à Mrs. du conseils , est allé , suivant l'usage , à la chambre des comptes & à la cour des aides. Ces deux cours , au lieu de répondre , comme il est de coutume , qu'elles avoient entendu l'invitation & les ordres du Roi & qu'elles s'y rendroient , se contenterent de dire qu'elles les avoient entendus.

A l'audience du bureau de Mrs. du conseil à la grand'chambre , la cause qui avoit été remise à ce jour , la huitaine précédente , a été appelée & plaidée. Le juge de Rumilly ayant eu enfin l'avantage de trouver un procureur , M. *Seguier* qui devoit assister à cette audience en qualité d'avocat général , n'étant pas venu au palais , M. *Joli de Fleury* l'a remplacé volontiers ; il porta la parole dans cette affaire , comme dans celle de l'huissier *Le Blanc*. Le juge de Rumilly n'a pas achevé son plaidoyer , & la cause a été remise après les fêtes.

Le même jour , à Châlons , le conseil supérieur reçut au nombre de ses membres les bbs de *Breuvry* & *Hocquart* : ils amenèrent

avec eux de la cathédrale un chantre gagé nommé *Aubert* , qui fut reçu au serment d'avocat. Il faut en recevoir au moins un second pour qu'on puisse plaider au nouveau conseil. M. l'intendant a écrit à tous les subdélégués de lui chercher des avocats. On compte faire assembler les communes & obliger de tirer comme pour la milice.

*Du jeudi 21 mars.*

Exil de M. l'évêque d'Orléans , qui avoit la feuille des bénéfices. Il est rélégué dans un lieu isolé dépendant de son abbaye du Mans. Son secrétaire est exilé à cent lieues de lui. On prétend qu'il avoit parlé trop librement à une personne de la cour.

L'académie françoise a reçu aujourd'hui M. le prince de *Bauveau* : il y avoit une très-grande affluence de monde & beaucoup de dames. M. *Sequier* , membre de l'académie , & M. de *Lamoignon de Malesherbes* y étoient. Dans le second des deux discours en usage en pareil cas , il y a eu un mot sur feu M. le chancelier *Seguier* , & un autre sur M. *Seguier* , son descendant. Celui-ci , qui a vu que l'auditoire n'y applaudissoit pas , s'est concentré humblement en lui-même. Mais il y a eu un autre mot sur feu M. le président de *Lamoignon* , à ce nom de *Lamoignon* , il s'est élevé un cri d'acclamation dans toute l'assemblée : les dames & tout l'auditoire ont battu des mains : des voix ont célébré le zele patriotique de M. de *Malesherbes*. Cette expression inopinée des vœux universels de la nation entiere devoit ouvrir les yeux.

Suivant une lettre de *Boulogne sur mer* de

Le jour 21 , l'édit n'y est point encore enrégistré , non plus qu'à Montreuil. A Calais un avocat , nommé *Croiset* , a pris sur lui en l'absence des juges de prononcer seul cet enrégistrement.

*Du vendredi 22 mars.*

La cérémonie de la procession pour la réduction de Paris ( dont on a déjà parlé à la date du 20 ) a attiré un concours prodigieux de monde aux augustins. Les gardes avoient été multipliés dans la même proportion. Tout le chemin , depuis le palais jusqu'à l'église des augustins , étoit garni de commissaires en robes , d'exempts de police , d'espions , &c. La députation de Mrs. du conseil est arrivée la première & a pris séance au chœur dans les stalles destinées au parlement. Cette députation étoit composée de trois conseillers d'état , douze ou quinze maîtres des requêtes , l'avocat général *Joli de Fleury* , le premier huissier & un greffier commis ; ils étoient tous en robe noire. La chambre des comptes & la cour des aides sont arrivées successivement : elles s'étoient assemblées l'une & l'autre le matin ; chacune d'elles avoit prévu tous les cas & avoit protesté d'avance contre la séance de Mrs. du conseil.

La chambre des comptes entrant dans le chœur des augustins , a été reçue par le maître des cérémonies , qui a montré au président sa stalle. Le président lui a demandé : *Qui sont ces messieurs ?* --- Réponse : *c'est le parlement.* -- *Le parlement est en exil , nous ne reconnoissons pas ces Mrs. pour le parlement : nous nous en allons.* En même-temps le président a passé

outre , & est sorti par la porte ordinaire , suivi de toute la députation pour retourner au palais.

Au moment où la chambre des comptes sortoit, la cour des aides est arrivée. La députation est entrée dans le chœur ; mais ayant aperçu Mrs. du conseil , elle a fait sa retraite en bon ordre , sans rendre le salut à Mrs. du conseil , ni en entrant ni en sortant , & est aussi-tôt retournée au palais , escortée des gardes de la ville.

La sainteté du lieu n'a pas pu contenir le public & l'empêcher de donner des marques de sa satisfaction & de sa joie. Peu de temps après que les cours ont été retirées , on a fait sortir du jubé tout le monde , contre l'usage ordinaire ; on a allégué pour prétexte qu'il étoit trop plein & qu'on craignoit qu'il ne tombât. En effet , il commençoit déjà à tomber de-là quelque chose sur Mrs. du conseil , sans danger cependant pour le jubé.

Il est d'usage qu'après la cérémonie la ville donne aux chartreux un repas , où elle invite les chefs de la députation du parlement. Elle avoit contremandé le repas , afin de n'être pas obligée d'y inviter Mrs. du conseil. *M. de Blair*, chef de la députation , qui ignoroit cette anecdote , comptoit très-fort aller manger du poisson aux chartreux , lorsque la ville l'a fait avertir qu'il s'étoit trompé.

Cependant les membres de la chambre des comptes & de la cour des aides , qui n'étoient point de la députation , attendoient leurs confreres au palais ; sur le récit fait par Mrs. des comptes , la chambre a remis l'assemblée au lendemain.

Mrs. de la cour des aides ont trouvé en arri-



vant la grand'salle pleine de monde. On les a accueillis avec les plus grands applaudissemens : on crioit *il y a encore de citoyens ! il y a encore de françois !* Sur leur récit , la cour , en renouvellant un arrêté du 9 de ce mois , qu'elle avoit tenu secret dans l'espérance de le faire parvenir au Roi , a protesté « contre la prétendue érection d'un nouveau tribunal au lieu du parlement , & contre l'introduction de toutes personnes étrangères audit parlement , dans l'exercice des charges dont les vrais officiers de la cour sont pourvus & n'ont jamais été dépouillés. »

« Arrêté qu'elle ne reconnoîtroit point comme arrêts de parlement aucun des actes émanés desdites personnes remplissant induement les fonctions de ladite cour. »

« Proteste notamment contre tous enrégistremens faits ou à faire dans le lieu des séances du parlement de Paris , sans les membres nécessaires dudit parlement & pendant l'absence forcée du plus grand nombre , & spécialement contre les prétendues distractions de ressort & érection de nouveaux tribunaux. »

« Déclare qu'elle ne reconnoîtra point les prétendus officiers desdits tribunaux comme officiers de justice , ni les actes qui en émaneront comme jugemens. »

La cour des aides a fini par ordonner que son arrêté seroit notifié dans le jour au greffe , toujours subsistant du parlement , & qu'il en seroit envoyé des copies aux princes & pairs.

Le même jour la cour des aides a rendu arrêt par lequel elle dé'end à tous les officiers de son ressort de reconnoître comme arrêt du par-

lement les actes émanés des gens du conseil ou de toutes autres personnes qu'on voudroit substituer aux membres du parlement ; leur défend aussi de reconnoître les personnes se qualifiant officiers des prétendus conseils supérieurs , ni les actes qui émaneront de ces prétendus conseils supérieurs comme jugements. L'envoi de l'arrêt a été ordonné à tous les sieges du ressort ; dans le jour même il a été signifié au bureau de la ville (1) , au grenier à sel & à l'élection ; il étoit parti aussi plusieurs paquets par la poste pour les élections de province , mais le lendemain il y a eu ordre à la poste d'arrêter les autres paquets.

Le même jour 22 , le parlement de Rouen a donné un arrêt par lequel , après avoir déclaré qu'il reconnoitra toujours les membres qui composent le parlement de Paris , quoique dispersés , comme étant essentiellement ledit parlement , défend à tous juges de son ressort de sceller ni délivrer aucun *paréatis* sur les actes émanés des tribunaux créés par lettres patentes du 23 janvier & édit du mois de février ; leur défend également d'y avoir égard

( 1 ) M. le procureur du roi de la ville , a été porter à Versailles cette signification pour consulter M. le chancelier , qui lui a promis un ordre portant défenses de publier. Et comme M. le procureur du roi a craint que malgré cette précaution , la cour des aides n'envoyât un commissaire pour faire faire cette publication à l'audience du lundi 25 mars , il a engagé M. le prévôt des marchands à ne point donner audience.

La publication a été faite à l'élection de Paris le 25.

en jugement , ou d'accepter aucune commission qui leur seroit adressée à raison d'iceux ; fait défenses à tous huissiers ou sergents , à peine d'interdiction , de faire aucun exploit tendant à traduire les justiciables de la cour devant lesdits tribunaux, & de signifier aucun acte émané d'iceux.

*Du samedi 23 mars 1771.*

La chambre des comptes, qui avoit remis hier l'assemblée à aujourd'hui , a fait un arrêté par lequel elle déclare « ne pouvoir reconnoître d'existence légale dans aucun corps qui seroit substitué à la cour du parlement , toujours subsistante en la personne de ses membres, quoique dispersés. » La chambre proteste ensuite « contre l'établissement de tous tribunaux, qui s'attribueront en tout ou en partie l'exercice de l'autorité & des fonctions du parlement , & tous actes & jugements émanés desdits tribunaux , qu'elle regardera toujours comme nuls & rendus sans pouvoir ni juridiction.

Une lettre de Blois de ce jour 23 mars , annonce que tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour par le conseil de cette ville se réduit à deux jugemens portant défenses d'exécuter des sentences.

C'est sans doute pour multiplier les occupations de son conseil , que M. de St. Michel sollicite pour qu'on lui donne le ressort sur la ville de Vendôme ; il prétend que c'est par pure omission que le siege de cette ville n'a pas été compris dans la liste de ceux qui doivent dépendre de Blois. La ville de Vendôme , au contraire , présente des mémoires à M. le chan-

celier , pour prouver qu'il falloit la laisser dans la dépendance du parlement de Paris.

En général , les sénéchaussées & bailliages ne sont point disposés à reconnoître la supériorité des conseils ; on assure que les procureurs du Roi de 29 bailliages ont écrit à ce sujet à M. le procureur général , en répondant à la lettre qui leur avoit été adressée pour qu'ils ne communiquassent plus avec lui. Le bailliage de Langres a fait des représentations contre l'existence du conseil de Châlons.

M. le chancelier a fait venir M. le lieutenant civil pour l'engager à se trouver , mardi 26 , à la séance de Mrs. du conseil au châtelet. M. le lieutenant civil a répondu qu'il en référerait à la compagnie, & qu'il ne feroit que ce qu'elle auroit arrêté. M. le chancelier l'a assuré qu'il n'y auroit point d'ordres.

M. le chancelier dit qu'il s'attend bien d'abord à des contradictions , mais que d'ici à la St. Martin ( le terme est assez long ) il en sera débarrassé , & que son plan entier ira tout seul. Il ajoute , à ce qu'on prétend , qu'il saura bien se défaire du châtelet. Cependant les papiers Anglois ont félicité la nation Françoisse sur ce qu'il étoit démontré , par l'inutilité des tentatives de M. le chancelier , qu'elle ne pouvoit pas produire les 40 ou 50 C\*\*\*\*s dont il avoit besoin pour former son nouveau parlement. Un ministre a dit qu'il n'avoit aucune part à cette affaire: qu'à proprement parler il n'y avoit plus de conseil , & que c'étoit ces deux hommes seuls ( M. le chancelier & l'abbé Terrai ) qui conduisoient tout cela.

*Du dimanche 24 mars.*

M. le premier président de la cour des aides est allé à Versailles dans le dessein de parler au Roi : on le lui a refusé , il a voulu au moins écrire au Roi : on le lui a également refusé.

*Du lundi 25 mars.*

Il est d'usage que cinq fois l'année , aux veilles des grandes fêtes & des vacances , Mrs. du parlement fassent la visite des prisons : on nomme à cet effet un commissaire pris de la chambre de la tournelle , & un substitut. La tournelle députe ensuite plusieurs de ses membres pour aller au châtelet tenir une séance , dont l'objet est de renouveler les réglemens sur la police des prisons , & de prononcer sur les demandes de certains débiteurs qui demandent à sortir de prison , en payant une partie de leur dette. Souvent cette partie qu'ils payent alors est le fruit d'aumônes recueillies par des personnes charitables.

M. le chancelier a voulu que Mrs. du conseil fissent la visite des prisons , & allassent à la séance Le maître des requêtes commis pour faire la visite des prisons du grand châtelet , du temple , & de St. Eloy , auroit bien désiré qu'il ne restât aucune trace de l'exercice de sa commission. Il a eu beaucoup à luter d'abord contre M. Davignon , l'un des quatre substituts qui ont repris , & qui ne cherchoit qu'à multiplier les actes de juridiction. Il a eu à se débattre ensuite contre la trésorière de la prison de St. Eloy , c'est-à-dire la personne char-

gée des aumônes destinées à cette prison , & ne pouvant pas se défendre de ses sollicitations , il a ordonné l'élargissement de trois prisonniers.

Mrs. du châtelet instruits de ce qui s'étoit passé aux prisons , se sont assemblés le 25 , pour prévoir ce qu'ils feroient le lendemain. Indépendamment du fait de la visite des prisons , un de Mrs. a rapporté à l'assemblée que le 22 il avoit été signifié au greffe criminel un jugement d'apport de charges & informations , rendu le 6 du mois par Mrs. du conseil.

Sur cela Mrs. du châtelet ont protesté contre tout ce qui avoit été fait ou pourroit l'être par Mrs. du conseil , & ils ont arrêté que dans le cas où ces Mrs. viendroient tenir la séance , aucun des Lieutenans civil , criminel & de police , ni aucuns officiers de la juridiction ne pourroient y assister. Ils ont arrêté en même temps que leur arrêté seroit notifié dans le jour au syndic des commissaires , aux greffiers & autres officiers de la juridiction 1771.

*Du mardi 26 mars.*

Le châtelet s'étant assemblé pour entendre le compte qui devoit lui être rendu par les gens du Roi , de l'exécution de l'arrêté de la veille , M. le procureur du Roi a dit qu'il venoit de lui être adressé un paquet contenant des lettres de cachet , datées du 24 , pour tous les membres du châtelet & officiers de la juridiction qui devoient assister à la séance : ces lettres leur enjoignent d'y assister , sous peine de désobéissance. Il a été arrêté alors que M. le lieutenant civil feroit la protestation sui-

vante : « ce n'est que par l'effet de notre entière obéissance & de notre profond respect pour les ordres du Roi qui viennent de nous être remis , que nous nous trouvons ici ; étant chargés par les arrêtés de la compagnie de protester contre notre propre présence & contre tout ce qui sera fait. »

Mrs. du parlement vont à pied du palais au châtelet ; Mrs. du conseil devant suivre le même usage , le chemin a été garni d'un très-grand nombre d'archers du guet : la garde de Paris & d'autres détachements du guet gardoient aussi toutes les avenues du châtelet. Le tribunal , les cours , le quai & les rues étoient remplis d'un peuple immense. On avoit distribué dans ces différens endroits beaucoup d'exempts , des piquets de cavaliers du guet : le corps de garde du pont-neuf étoit au moins doublé. A midi trois quarts la députation , composée d'un conseiller d'état , ( M. de la Michaudiere ) & d'une douzaine de maîtres des requêtes , est arrivée ; les gardes formoient une haye très-ferrée , & pour surcroît de sûreté , chacun de Mrs. étoit accompagné de deux fusiliers.

Au moment où ils alloient entrer , Mrs. les lieutenans du châtelet sont descendus avec les officiers de la juridiction , tous tenant leur lettre de cachet à la main. Mrs. du conseil s'étant assis , M. le lieutenant civil s'est levé , & a protesté dans les termes qui avoient été arrêtés. Mrs. les lieutenants de police & criminel se sont levés aussi , & ont dit : « nous adhérons. » Le public a applaudi , & a beaucoup battu des mains. M. de la Michaudiere a dit à l'huissier d'appeler les causes ; celui-ci s'est retourné & a dit : *il n'y en a point.* Alors M. Pierron , l'un des substitués rentrés ,

a fait le requisitoire de style à ces séances , & M. de la Michaudiere a prononcé en conformité. Mrs. du conseil se sont retirés au bruit des huées , des sifflets , des crachements , &c. La séance a duré en tout huit minutes au plus. Voilà les avanies & les scènes humiliantes auxquelles ils veulent bien s'exposer pour M. le chancelier ; ces Mrs. & M. Pierron singulièrement , ont avoué qu'ils avoient beaucoup tremblé pour leur vie en cette occasion.

Il est d'ordinaire que deux consuls assistent à cette même séance. M. le chancelier n'a pas manqué de faire expédier des ordres à la juridiction consulaire pour qu'on les envoyât ; mais on ne fait comment il est arrivé que ces ordres n'ont été portés que le jour même 26 , à neuf heures & demie du matin. Le porteur a été d'abord chez le Sr. Breton , juge cette année ; il étoit à la campagne : de-là le porteur a été chez le Sr. Guyot , plus ancien des consuls ; celui-ci s'est excusé d'ouvrir le paquet , attendu qu'il étoit adressé au Sr. le Breton : on lui a dit qu'il pouvoit l'ouvrir , & qu'il contenoit des ordres adressés aux consuls. Le Sr. Guyot a répliqué que c'étoit une nouvelle raison pour lui de ne pas les ouvrir , parce qu'ils étoient dans l'usage constant de n'ouvrir & de prendre lecture de pareils ordres que la juridiction assemblée , ce qui ne manqueroit pas d'être fait. Il a été impossible de le faire départir de cette réponse : & comme le mardi n'étoit point jour d'assemblée pour la juridiction , les ordres n'ont été ouverts qu'après la tenue de la séance , à laquelle par conséquent les consuls n'ont point assisté.

*Le journal politique de Bouillon* ( mars, deuxième quinzaine , page 53 ) annonce à l'article de



Paris « qu'il a été envoyé dans les provinces un avis pour instruire ceux qui auroient dessein de sortir du royaume , qu'ils ne pourroient espérer de trouver dans les pays où ils pourroient être appelés , les avantages dont ils se feroient flattés ; & qu'il doit être en même temps enjoint aux officiers de maréchaussée de continuer à veiller avec attention sur ceux qui entreprendroient de passer hors du royaume , sans une permission expresse. » Ces ordres annoncent les suites de nos malheurs ; nos voisins profitent donc déjà des maux que cause ici le despotisme.

Le 25 mars la cour des aides reçut ordre d'envoyer trois députés à Versailles , le mercredi saint 27 mars , avec son registre & l'original de la signification , faite au greffier du parlement. Mrs. les députés s'y étant rendus , il leur a été fait lecture en présence du Roi , d'un arrêt du conseil , qui ordonne la radiation de l'arrêté & de l'arrêt ; & l'on a supprimé l'original & la copie de la signification , comme si cette radiation & suppression pouvoient empêcher que la cour des aides n'ait protesté , que sa protestation n'ait été signifiée , & que toute la terre ne connoisse une réclamation & une signification que toutes les radiations possibles ne détruiront jamais. Au reste , tout s'est passé très-doucement à l'égard des députés.

Quelqu'un a défini en trois phrases toutes les opérations de cette affaire. L'édit de décembre tend à nous démonarchiser , comme l'a dit excellemment un seigneur de la cour (1) ; l'édit

---

( 1 ) M. le maréchal duc de Brissac.

de janvier est une mascarade , c'est le conseil déguisé en parlement ; l'édit de février répond à la scène des marionnettes , où madame Gogogne tout en dansant produit de petits Gogognaux, qui tous en naissant dansent comme elle : c'est une grande commission qui en enfante six petites ; il y a cependant cette différence que les enfants ne dansent pas plus que la mere.

( Na. Quoique l'on retrouve ci-après quelques faits dont il a déjà été fait mention , on doit voir qu'il y a plus de développement & de détails. )

*Du 16 mars 1771.*

Il paroît un arrêt du conseil d'état du 28 février 1771 , qui fixe ( c'est-à-dire qui recule ) le temps dans lequel sera fait le paiement des effets qui restent à rembourser à la caisse des amortissements.

Tout annonce la disette du trésor royal , on a suspendu l'impression de la loterie du tirage des rescriptions & assignations , &c. en sorte que ceux qui sont sortis de la roue ignorent encore leur sort , & par ce moyen personne n'est dans le cas d'exiger son remboursement au temps prescrit.

On ne fait pas même honneur aux billets des fermes , qui sont dans le cas d'être payés actuellement , & plusieurs de ceux qui d'après la liste se présentent pour recevoir leurs fonds ; se trouvent retardés , faute d'argent.

Les fermiers généraux prétendent qu'ils ont une diminution de recette de 1800,000 liv. depuis l'exil du parlement , ce qui fait une différence d'environ un million ou 1200,000

( 175 )

livres par mois. Ils se plaignent très-haut , & annoncent qu'ils seront obligés de présenter un mémoire pour demander à compter de clerc à maître avec le Roi , si cela dure.

*Du 16 mars 1771.*

Les *chancelieres* font la plus grande sensation dans le public & sont recherchées avec un empressement sans égal , plus sans doute , à raison du personnage qu'elles concernent & de l'objet qu'elles traitent , que de leur mérite intrinsèque. Elles ne valent pas à beaucoup près les *Philippiques* , qui parurent dans le temps de la régence , attribuées au Sr. *la Grange-Chancel*. Le pamphlet en question est plein d'injures atroces , dites presque toujours en termes impropres , sans chaleur , sans élévation , sans enthousiasme ; le style en est dur , grossier , autant que les choses ; c'est plutôt de la prose rimée qu'une ode. Il y a cependant quelques strophes , ou parties de strophes tout-à-fait différentes , ce qui annonçeroit l'ouvrage de deux mains , ou celui d'un écolier corrigé en des endroits par main de maître : en un mot , c'est plutôt une pièce historique qu'une pièce de poésie.

*Du 16 mars 1771.*

Mrs. les présidents & maîtres de la chambre des comptes ont reçu jeudi une invitation pour se rendre le lendemain sept heures du matin aux bureaux , les semestres assemblés , & y entendre le récit à faire par M. le premier président.

Ce récit a consisté dans le détail des dé-

marches , faites par ce chef de la compagnie pour remplir la mission qu'on lui avoit donnée. Il a dit qu'en conséquence de l'arrêté , il avoit écrit à M. le chancelier & à M. le duc de la Vrilliere , pour tâcher d'obtenir accès auprès du roi , mais inutilement ; qu'il avoit écrit une seconde fois au dernier , en lui adressant une lettre pour S. M. , dans laquelle il la supplioit de lui donner audience ; que cette nouvelle tentative n'avoit pas eu plus d'effet , & qu'il lui avoit été répondu que S. M. ne vouloit pas le voir ni recevoir les remontrances de sa compagnie , roulant sur des objets qui lui étoient étrangers.

Sur quoi il a été fait un nouvel arrêté pour faire connoître au seigneur roi l'intérêt pressant que la cour avoit de se mêler d'une affaire qui touchoit d'aussi près toute la magistrature & tous les citoyens : & le premier président a été chargé de nouveau de continuer à chercher tous les moyens possibles de parvenir au roi , & de lui porter le présent arrêté , ainsi que le précédent.

*Du 17 Mars 1771.*

Hier on a continué à l'audience du nouveau tribunal la cause commencée à plaider le samedi précédent : le Sr. *Tripier* , avocat de la communauté des huissiers - priseurs , a fini son plaidoyer ; & l'avocat - général *Fleury* a porté la parole , quoique ses fonctions ne fussent que de résumer les moyens des deux parties avec la plus grande exactitude , de tenir entr'eux la balance , & après avoir pesé les raisons de part & d'autre , de conclure avec impartialité suivant sa façon de voir & ses lu-

mieres. Le public a connu , dès le commencement de son plaidoyer , que ce magistrat inclinait pour *le Blanc* , c'est-à-dire , pour l'huissier de la chancellerie , que les huissiers-priseurs refusent d'admettre parmi eux ; & la partialité s'est manifestée de plus en plus dans la suite du discours : les conclusions ont été toutes entières & de la façon la plus complète en faveur de son protégé , en sorte qu'il s'est élevé un murmure d'indignation parmi les spectateurs.

Les juges ont été long-temps aux opinions , & M. d'Aguesseau a enfin prononcé que *le Blanc* seroit tenu de se laver des imputations à lui faites , avant d'être reçu huissier-priseur. Cette justification dépend d'un procès dans lequel il est compris & dont la décision peut être très-longue.

On a applaudi à la sagesse de ce jugement , qui , outre son équité , est fort adroit , parce qu'il éluda la contestation sur le point de s'élever de la part du châtelet , supposé qu'on eût voulu forcer la communauté des huissiers-priseurs à recevoir *le Blanc* ; installation qui concerne cette juridiction & qu'on ne pouvoit lui enlever , mais qu'elle n'auroit voulu conférer d'après un jugement d'un tribunal qu'elle ne reconnoît pas. Du reste , la foule étoit encore plus nombreuse que le premier jour.

*Du 17 Mars 1771.*

On assure qu'un des motifs de la venue du prince royal de Suede en ce pays , étoit de se faire payer des subsides dûs depuis long-temps à la cour de Stockholm , & que depuis la mort du roi , son pere , il n'est resté que pour ter-

( 178 )

miner sans retour cette affaire : qu'enfin sa dette avoit été liquidée à 1500,000 livres , que S. M. avoit acquittées de sa caisse particulière , faute de fonds au trésor royal ; mais qu'elle avoit chargé M. l'abbé Terrai de faire remplir ce vuide du premier argent qui arriveroit.

*Du 17 mars 1771.*

Extrait d'une lettre de Blois du 12 mars.... Quoique notre conseil se soit ouvert le 2 , il n'a encore rien fait depuis son enrégistrement. Les juridictions inférieures paroissent disposées à lui contester son existence. Le sieur *Baron* , fils d'un ancien notaire de Paris , âgé de 23 ans , s'étoit laissé séduire , & avoit accepté une commission de conseiller ; mais il vient d'envoyer sa démission , sous prétexte que ses sentimens d'honneur & de probité ne lui permettent pas de conserver une place si contraire à sa façon de penser , & dont il ne connoissoit pas les inconvénients & le danger.

*Du 18 mars 1771.*

Il y a des paris sur le retour prochain du parlement. On ne peut rien assurer à cet égard , & cela paroît dépendre du plus ou moins d'activité qu'y apporteront ceux qui doivent y concourir. Les efforts peu vigoureux des parlements , l'inaction des princes & des pairs , l'illusion qui subsiste encore à certains égards sur l'utilité de la besogne de M. le chancelier , peuvent soutenir quelque temps son projet ; mais l'impossibilité morale de son exécution , & les obstacles toujours

renaissants par le défaut d'uniformité & d'ensemble dans le plan , font prévoir à tous les gens sensés & impartiaux , que tôt ou tard son nouvel édifice de législation s'écroulera & *ensevelira son auteur sous ses ruines*. D'ailleurs, le caractère du roi qui ne fait rester longtemps dans un état violent , qui se fatigue bientôt des réclamations & des importunités , qui ne peut se laisser porter aux actes de rigueur exemplaire qu'exigeroit un renversement aussi général , est le motif sur lequel ils s'appuyoient davantage : & l'on ne peut concevoir que M. le chancelier , connoissant son maître comme il doit le connoître , ait pu se flatter de le tenir aussi constamment attaché à un plan destructeur qui exigeroit pour être consolidé la vie entière d'un monarque.

Ce qui fait présumer que l'ouvrage de M. le chancelier n'ira pas loin , c'est l'attention même du conseil à éviter de terminer tout ce qui pourroit occasionner des accrocs au nouveau tribunal , & de suspendre ce qu'on peut remettre jusqu'à ce qu'il y ait un vrai parlement , en un mot , de travailler comme ne regardant la situation actuelle des affaires que précaire , & dans une crise dont il faut absolument sortir pour prendre un parti définitif.

*Du 19 mars 1771.*

Les remontrances du parlement de Bordeaux sont arrivées : elles sont du 25 février , fort longues , & roulent sur les mêmes objets déjà traités par les autres cours ; mais elles démentent bien authentiquement l'ar-

rôté aussi indécent que féditieux , en date du 8 février , répandu avec tant de profusion sous le nom de cette compagnie , & que le *révérend pere gazetier de Cologne* avoit adopté dans sa feuille avec trop de bonhomie.

On a aussi les remontrances d'Aix , plus singulieres par leur tournure , & qui font remonter les événements du jour jusqu'à l'affaire de Bretagne , où ce parlement en trouve l'origine. Cette filiation très-développée forme un tableau historique & étendu , extrêmement curieux.

*Du 20 mars 1771.*

M. le baron *de Breteuil* étoit nommé depuis quelque temps ambassadeur de sa majesté à Vienne , c'est M. le duc *de Choiseul* qui avoit fait ce choix pendant son ministère : ce seigneur avoit déjà fait partir ses équipages , & se disposoit à remplir sa mission. Mais ces jours derniers M. le duc *de la Vrilliere* lui ayant conseillé de passer chez madame la comtesse *Dubarry* , e'le lui a déclaré qu'il n'alloit plus à Vienne , & qu'on lui destinoit l'ambassade de Stockholm : il a témoigné sa surprise , sa douleur , d'un pareil changement , qui le rendoit coupable aux yeux du public , & le feroit passer pour avoir déplu à son maître. Il a paru desirer au moins qu'on lui accordât le cordon - bleu , comme une marque de la satisfaction du roi. Madame *Dubarry* lui a promis ses bons offices auprès de sa majesté : mais il a vu depuis le roi , qui ne lui a rien dit ; & il craint d'être en disgrâce.

On attribue ce changement à une intrigue de cour. On fait que M. *de Breteuil* est fort attaché à M. le duc *de Choiseul* ; on craint



qu'il ne porte , étant à Vienne , l'impératrice reine & l'empereur à écrire fortement en faveur du ministre disgracié : & la cabale adverse est bien aise de faire nommer à cette place un homme à sa dévotion. On parle d'y envoyer le duc *de St. Maigrin*.

*Du 21 mars 1771.*

Le parlement de Douay a fait le 13 de ce mois un arrêté en faveur du parlement de Paris. Cette démarche est remarquable en ce que c'est la première fois que cette compagnie prend fait & cause pour une autre , & que jusqu'à présent elle n'avoit paru prendre aucune part aux affaires publiques. D'ailleurs , on y voit avec plaisir qu'elle traite l'objet d'une manière neuve , en demandant que le procès soit fait légalement aux membres de ce corps , s'ils sont coupables : point capital , pas ou trop peu discuté par les autres parlements.

*Du 22 mars 1771.*

Tous les jours on reçoit des nouvelles de différents bailliages qui ne veulent pas reconnoître les conseils supérieurs : on parle entr'autres de celui de Langres , qui a écrit à ce sujet une lettre très-forte à M. le chancelier.

*Du 22 mars 1771.*

Messieurs du nouveau tribunal qui composent la tournelle , évitent avec soin de prononcer dans les affaires qui pourroient les compromettre , en conséquence ne condam-

ment point à mort , de peur que le criminel ne réclame contre l'illégalité du jugement , ou d'être poursuivis un jour comme assassins par le parlement. Ils font un triage des procès , & ne jugent que ceux qui peuvent tourner au profit de l'accusé : c'est dans cet esprit que , la grand'chambre & tournelle assemblées , ils viennent de renvoyer absous un gentilhomme près de Montreuil , accusé d'avoir violé une paysanne de quinze ans , & condamné par les premiers juges à avoir la tête tranchée : sentence d'autant plus absurde , qu'on dit ce gentilhomme âgé de plus de soixante ans.

*Du 22 mars 1771. -*

Le parlement de Toulouse , le 8 de ce mois , n'ayant encore reçu aucune réponse à la lettre qu'il a eu l'honneur d'adresser au roi le 9 du mois dernier , a arrêté qu'il sera fait d'itératives instances à l'effet d'obtenir de S. M. qu'il lui plaise accorder audience à ladite cour par la bouche de ses députés , tant au sujet de l'édit publié au lit de justice le 7 décembre dernier , que sur la dispersion des membres du parlement de Paris , & sur la nécessité de les rendre à leurs fonctions , &c. Il finit en disant que la cour , organe ordinaire du vœu de la nation , pouvoit prendre l'espérance d'être entendue de sa majesté ; ou si la force des préventions inspirées contre le zèle & les vues de ladite cour , étoit portée au point d'arrêter les effets de cette confiance dont elle l'a toujours honorée , elle supplieroit ledit seigneur roi d'interroger la nation elle-même , & de considérer que la convocation des états généraux a été plusieurs fois ordonnée dans

des occasions moins importantes. . . . . Ledit arrêté envoyé au roi en la forme ordinaire, & copie collationnée envoyée aux princes & pairs en leur qualité de membres de la cour, priés & invités d'employer leurs crédits & bons offices auprès du roi aux fins dudit arrêté.

Le greffier du parlement est venu en poste à Paris pour remettre aux princes cet arrêté, & le faire remettre aux pairs.

Sur la dénonciation faite le 5 de ce mois audit parlement des lettres-patentes du 13 janvier dernier, & de l'édit de février, portant création de conseils supérieurs, il a été rendu arrêt le 8 suivant, qui fait inhibition & défense de mettre à exécution dans son ressort aucuns actes émanés de juges établis par ces lettres-patentes & cet édit; qu'il sera fait au roi de très-humbles remontrances sur le contenu en iceux, & que notamment sur l'édit de février il sera entré dans un détail capable de faire connoître audit seigneur roi la réalité du mal que cet édit prépare, & l'illusion du bien qu'il promet; *protestant dès-lors & déjà ladite cour, que les peuples de son ressort, qui n'ont jamais trouvé en icelle qu'une justice prompte & pure, l'y recevront gratuite lorsqu'il plaira audit seigneur roi de l'ordonner*: a déclaré & déclare que les loix du royaume ne permettront jamais à la cour de reconnoître comme parlement & conseils supérieurs, les juges établis par lesdites lettres-patentes & édit, ni d'accorder aucune autorité ni authenticité aux actes qui seront émanés ou qui pourroient émaner d'eux. . . . . fait inhibitions & défenses à tous sujets du roi étant dans le ressort, d'assigner, plaider &

(184)

défendre devant lesdits juges , & ce sous peine de droit ; déclarant en outre ladite cour qu'elle ne cessera de supplier ledit seigneur roi d'ordonner le rappel & rétablissement du parlement de Paris ; ce faisant , de rendre à son autorité les défenseurs les plus fermes & les plus fideles ; aux princes de son sang & aux pairs de France , le premier siege de la pairie ; à la monarchie , un tribunal essentiel à la constitution , & que des établissemens illusoires & désavoués par la loi , ne pourront jamais remplacer dans l'estime & la confiance publique. Cet arrêté a été imprimé , affiché , &c.

*Du 23 mars 1771.*

On fera simplement mention ici pour mémoire d'un écrit intitulé *lettre d'un bourgeois de Paris à un provincial , au sujet de l'édit du mois de décembre 1770* : en date du 5 février 1771. Cet écrit ne porte aucun caractère d'authenticité ; il entre dans un détail déjà fait des maux qui peuvent résulter de la funeste loi : il est instructif , simple , & paroît l'ouvrage d'un bon patriote , mais ne contenant rien de neuf on n'en parlera pas plus au long.

*Du 23 mars 1771.*

M. l'évêque d'Orléans est exilé d'avant-hier au soir à son abbaye de St. Vincent , diocèse du Mans. M. le duc de la Vrillière lui a redemandé la feuille des bénéfices de la part du roi. Quoique depuis la disgrâce de M. le duc de Choiseul , on parle de celle de ce prélat , comme une suite nécessaire de la première,

on attribue spécialement cet événement à un *deficit* qui s'est trouvé dans la caisse des économats , qu'on dit de son fait , & l'on présume que la cabale ennemie a profité de cette circonstance pour le perdre. S. M. n'a encore nommé personne à cette place , on met beaucoup de prélats sur les rangs.

*Du 23 mars 1771.*

Arrêté de la cour des aides du 22 mars 1771..... « La cour considérant qu'il ne lui est pas possible de paroître ignorer que des personnes sans qualité s'arrogent induement le titre de Cour de parlement ».

« Que le roi n'a jamais voulu obliger la cour à les reconnoître en ladite qualité , puisqu'il ne lui a jamais fait connoître ses intentions à ce sujet , & qu'il a été impossible à la cour d'approcher de la personne dudit seigneur roi ».

« Considérant encore que la cour ne peut plus espérer de faire parvenir audit seigneur roi ses très-humbles & très-respectueuses remontrances , & néanmoins qu'il est nécessaire de constater promptement & authentiquement l'attachement de la cour aux loix du royaume ».

« A arrêté , en renouvelant les protestations par elle déjà faites par son arrêté du 9 du présent & déposé dans les registres qu'elle proteste contre la prétendue érection d'un nouveau tribunal au lieu du parlement de Paris , & contre l'introduction de toutes personnes étrangères audit parlement dans l'exercice des charges dont les vrais officiers de ladite cour sont pourvus & n'ont jamais été dépouillés » ,

« Arrête qu'elle ne reconnoitra point comme arrêt du parlement aucuns des actes émanés desdites personnes , remplissant les fonctions de ladite cour ».

« Proteste notamment contre tous les enrégistremens faits ou à faire dans le lieu des séances du parlement de Paris , sans les membres nécessaires dudit parlement & pendant l'absence forcée du plus grand nombre & spécialement contre ses prétendues distractions de ressort & création de nouveaux tribunaux ».

« Déclare qu'elle ne reconnoitra les prétendus officiers desdits tribunaux comme officiers de justice ni les actes qui en émaneront comme jugemens , jusqu'à ce que lesdites distractions de ressort & érection de tribunaux aient été légitimement enregistrées au parlement & par les vrais officiers de ladite cour ».

« Ordonne que la présente protestation sera signifiée dans le jour , au greffe toujours subsistant du parlement de Paris , & qu'il en sera envoyé des copies collationnées aux princes du sang royal & aux pairs de France , membres essentiels de ladite cour ».

*Extrait , &c.*

« La cour fait défenses à tous les officiers de son ressort de reconnoître comme arrêt du parlement les actes émanés des gens du conseil séants induement dans les lieux des séances du parlement de Paris , ou de toutes autres personnes qu'on voudroit substituer aux membres dudit parlement , non légitimement dépouillés de leurs offices ».

« Leur fait défenses aussi de reconnoître les personnes se qualifiant d'officiers des préten-

des conseils supérieurs , érigés par l'édit non légalement enregistré du mois de février 1771 , comme officiers de justice , ni les actes qui émaneront de ces prétendus conseils supérieurs comme jugements , jusqu'à ce que l'érection desdits tribunaux ait été enregistrée au parlement & par les vrais officiers de ladite cour ».

« Ordonne que copie du présent arrêt sera envoyée à tous les officiers du ressort de la cour , pour être lue , publiée & enregistrée , & que le procureur général du roi sera tenu d'en notifier la cour au mois ».

*Du 23 mars 1771.*

Il se dit le 22 de ce mois aux grands augustins une messe solennelle en commémoration de la réduction de Paris : c'est la ville qui la fait célébrer , & les cours y assistent. On attendoit ce jour comme important par le conflit qu'il pourroit occasionner. En effet il est d'abord intervenu une lettre de cachet à la ville pour lui enjoindre d'inviter le tribunal actuel comme parlement à la cérémonie en question ; autre lettre de cachet au grand maître des cérémonies pour lui enjoindre de faire l'invitation susdite. Les deux autres lettres de cachet sont arrivées comme de coutume à la Chambre des comptes & à la cour des Aides , avec les réserves de forme sur la préséance. Ces Cours , au lieu de répondre au porteur desdites lettres : *nous nous conformerons aux ordres du roi* , formule ordinaire , ont répondu simplement : *nous avons reçu les ordres du roi* , à dessein de se comporter suivant les circonstances. En effet hier

la chambre des comptes s'étant rendue par députation aux grands augustins , & ayant trouvé le prétendu parlement en place , s'est retirée aux acclamations du peuple. La cour des aides a fait de même. On les a reconduits au palais comme en triomphe , là les applaudissements ont redoublé : ils se sont rassemblés dans leurs chambres pour dresser procès verbal & faire sans doute leurs protestations. On a déjà un arrêté de la cour des aides ci-dessus à cette occasion & un arrêt.

*Du 24 mars 1771.*

La cour des aides , le même jour 22 , a dressé procès-verbal de ce qui s'est passé aux grands augustins , a fait ses protestations , son arrêté , a rendu son arrêt , & l'a fait signifier ledit jour sans déplacer. La chambre des comptes n'a pas été aussi vite en besogne ; le jour même elle n'a que dressé son procès-verbal ; elle s'est rassemblée hier 23 pour rédiger ses protestations en conséquence , & a renvoyé après les fêtes à traiter le fond de l'affaire & à travailler à des remontrances sur le tout.

*Du 24 mars 1771.*

Il paroît une lettre des officiers du bailliage de Ville-Franche en Beaujolois , ville de l'appanage de M. le duc d'Orléans , adressée à ce prince , du 6 mars 1771 : par laquelle ils remettent leurs démissions entre les mains du seigneur Roi , plutôt que de reconnoître le conseil souverain dont on veut les faire ressortir.



*Du 24 mars 1771.*

Les pasquinades continuent : on a fait le quatrain suivant à l'occasion de la création des six conseils supérieurs :

La cour royale est accouchée  
De six petits parlementaux ,  
Tous composés de M\*\*\*\*.  
Le d..... emporte la nichée.

*Du 24 mars 1771.*

La cour des monnoies de Lyon n'étoit qu'une distraction de celle de Paris. On vient de la supprimer à l'occasion des troubles survenus dans la première ville relativement à l'érection du nouveau conseil souverain qu'on y a établi , & contre lequel cette cour s'élevoit avec indignation. M. le contrôleur général ayant proposé au premier président de celle de Paris d'assembler les semestres de sa compagnie , pour aviser aux arrangemens qu'elle pourroit prendre concernant une augmentation de finance , qui pût compléter une somme de 800 , 000 livres , nécessaire au remboursement des offices de la cour éteinte. Envain ce magistrat a témoigné sa surprise , de ce qu'au moment où M. le chancelier annonçoit au nom du Roi que S. M. vouloit supprimer la vénalité des charges , on parla de grever les leurs & l'état d'un pareil accroissement ; il a fallu se rendre aux instances du ministre , & les semestres assemblés ces jours derniers , cette cour a fait un arrêté très-respectueux , où après avoir annoncé son impuissance , elle

( 190 )

profite de sa réunion pour se joindre aux autres cours , & porter aux pieds du trône ses réclamations unanimes sur la destruction de la magistrature & des loix.

*Du 25 mars 1771.*

Il passe pour constant que mardi dernier M. le duc de *Duras* , gentilhomme de la chambre en exercice , a remis au roi de la part des princes de son sang un mémoire nouveau de vingt pages , où ils reprennent toute l'affaire actuelle dès son origine , attaquent directement M. le chancelier dont ils suivent les opérations, en font voir le vice & les contradictions , & finissent par des protestations entre les mains de S. M. contre tout ce qui a été fait & contre tout ce qui se fera. Il est à observer que M. le comte de *la Marche* refuse constamment de se joindre aux autres & n'a rien signé.

*Du 25 mars 1771.*

On répand aujourd'hui de nouvelles remontrances de Rennes , en date du 19 février. Comme elles roulent sur ce qui a déjà été répété mille fois , on n'en fait mention encore que pour mémoire.

*Du 25 mars 1771.*

On donne pour autre cause plus vraisemblable de la disgrâce de M. l'évêque d'Orléans , la liberté avec laquelle ce prélat s'est expliqué auprès de madame *Adélaïde* sur les maux de la France , & sur le remède , qui n'étoit autre que le rappel du parlement. On

ajoute que cette princesse , vivement touchée du tableau effrayant qu'il lui avoit fait , en avoit parlé au Roi : que ce monarque avoit voulu savoir qui avoit si bien endoctriné la princesse , que celle-ci avoit constamment refusé de le dire ; mais que par les perquisitions & les rapprochemens on avoit découvert qu'elle n'avoit causé particulièrement & longtemps qu'avec l'évêque d'Orléans.

*Du 25 mars 1771,*

Il paroît une déclaration du roi , donnée à Versailles le 13 janvier 1771 , enrégistrée en la chambre des comptes , les bureaux assemblés , le 18 février , & en la connétablie & maréchaussée de France d'après l'ordonnance du tribunal du 14 mars , au siege général de la table de marbre du palais à Paris le 15 dudit mois. Par cette déclaration les offices de lieutenants des maréchaux de France , & de conseillers rapporteurs & secrétaires greffiers du point d'honneur doivent être remboursés ; pour n'y être désormais pourvu qu'à vie , de l'agrément & sur la nomination des maréchaux de France , moyennant une moindre finance , &c.

*Du 26 mars 1771.*

Le Sr. abbé *de Foix* , l'ame damnée de M. l'évêque d'Orléans , & le ministre de ses plaisirs , est exilé à une chartreuse dans le fonds du Vivarez , lieu inaccessible dans ce temps-ci , à cause des neiges. On assure que sa lettre de cachet porte ordre , en cas qu'il ne puisse y pénétrer , de rester dans le plus prochain village jusqu'au moment d'un passage libre.

*Du 26 mars 1771.*

Extrait d'une lettre de Châlons sur Marne , du 23 mars.... M. *Rouillé d'Orfeuil* a enfin par ses séductions consommé le grand ouvrage du conseil souverain. Des dix membres du bailliage trois seulement sont restés inébranlables , savoir , M. de *Vieuxdampierre* , l'un des présidens ; M. de *la Fourniere* , lieutenant particulier ( & non procureur du Roi ; ) & M. de *Pinteville* , conseiller : les autres ont eu des lettres de compatibilité , par lesquelles ils peuvent tour-à-tour servir au tribunal inférieur & au tribunal supérieur , avec la clause cependant qu'ils ne pourront juger au conseil des procès dont ils auront connu au bailliage ; ce qui réduit à 13 le nombre des conseillers du tribunal supérieur dans ces cas-là. C'est le 12 que le conseil s'est ouvert. M. l'intendant , comme premier président , a prononcé un discours aussi mince que sa personne , qui a été accompagné du silence le plus morne : on a ensuite procédé à l'enregistrement de l'édit de création du conseil susdit. Aucun avocat ne s'est trouvé à la scène. Il y a une érection de 24 charges de procureurs à ce tribunal, dont aucun du bailliage ne veut se pourvoir.

Le vendredi 15 le conseil a tenu sa seconde séance pour recevoir avocats les abbés de *Beuvry* & *Hocquart* , conseillers clercs , dont le parlement de Metz avoit refusé d'admettre le serment : on leur avoit dit qu'à l'âge de 50 ans des prêtres qui avoient fait leur droit avec toutes les dispenses possibles , n'étoient pas en état d'administrer la justice. On avoit voulu exiger d'eux de ne faire aucunes fonctions de juges

juges pendant un temps prescrit , qu'ils promettoient de consacrer à l'étude des loix : les candidats n'ayant pas voulu jurer d'observer ces conditions , étoient revenus avec la douleur de ce refus juste & humiliant. Sur le rapport du fait , M. le chancelier , ce chef de la magistrature , a décidé qu'ils pouvoient se faire recevoir au conseil.

Le mardi , 19 , troisieme séance du conseil , où l'on reçoit comme conseillers les deux abbés ci-dessus , & l'on reçoit avocat un chantre de la cathédrale licencié au parlement de Metz , nommé *Aubert*.

Ce même jour enrégistrement au bailliage de l'édit de création du conseil.

M. de *Vieuxdampierre* & M. de *Pinteville* n'y assistent point , M. de la *Fourniere* se retire au moment où le procureur du Roi commence son requisitoire.

Le vendredi 22 , quatrieme & derniere séance du conseil , où l'on plaide trois causes. Il faut observer que de 12 avocats aucun n'a voulu se présenter à ce tribunal , mais que les avocats *Guillemain* & *Roffin* , qui ont été faits substitués du procureur général , ont eu des lettres de compatibilité , par lesquelles ils pourroient faire les deux fonctions , à la charge de ne pas conclure dans les procès où ils auroient parlé comme avocats. En conséquence ils ont plaidé deux causes , l'une contre l'autre , & l'un d'eux , le Sr. *Roffin* , a plaidé la troisieme contre le chantre. Ce qui a indigné tous les avocats , ses confreres , & l'a couvert de ridicule.

Voilà où les choses en sont. Le président le *Gerfier* , & M. de *Beuville* , deux excellentes têtes , paroissent confus de s'être laissé abuser.

Tous les bailliages refusent , dit-on , d'enregistrer l'édit , à la réserve de celui de Ste. Menehould.

*Du 26 mars 1771.*

L'usage est que le mardi saint le parlement fasse ce qu'on appelle *acte de ressort* : il se transporte la veille par députation aux prisonniers du châtelet , il s'informe si les prisonniers sont bien tenus , bien traités , & s'ils n'ont aucune plainte à porter ? le lendemain cette députation arrive au châtelet , l'audience tenante. Les conseillers se retirent ; mais les chefs restent , & passent dans le banc des gens du roi. Elle prend séance à leur place , & le substitut du procureur général va s'asseoir au-dessus du lieutenant civil , du lieutenant de police , du lieutenant criminel , du procureur du roi & du lieutenant criminel de robe courte , les 5 officiers restés. Alors on fait appeler une ou deux causes , qui se plaident ; ensuite le substitut requiert que les causes civiles soient renvoyées par-devant le lieutenant civil , les causes de police par devant le lieutenant de police , &c. qu'injonction soit faite aux commissaires ( présents à leur banc ) de continuer à bien faire leurs fonctions ; aux géoliers , &c. Le président prononce en conséquence , & la cérémonie finit ainsi.

Les juges consuls en outre se trouvent sur le passage de la députation du parlement , lorsqu'elle va au châtelet , y viennent à sa suite , y prennent leur place , & reçoivent aussi une injonction accoutumée.

Comme M. le chancelier n'a point voulu lors de l'installation de son tribunal que dans

l'enrégistrement l'envoi aux bailliages fût requis suivant la formule accoutumée , que depuis il a éludé les occasions où ledit tribunal auroit pu se compromettre vis-à-vis du châteleet , on se flattoit que la cérémonie qu'on vient de détailler n'auroit pas lieu ; mais par une incon-  
séquence trop ordinaire dans ce qui se passe , le châteleet informé que le chef de la magistrature vouloit rompre la glace aujourd'hui , les services assemblés , il a été formé hier 25 l'arrêté suivant.

« A été arrêté qu'attendu que le châteleet n'a jamais reconnu d'autre tribunal supérieur que le parlement , qui est essentiellement la cour des pairs , à laquelle le châteleet est attaché par des liens indissolubles , & qu'il ne peut en reconnoître d'autre suivant les loix , son serment & son institution primitive : que Mrs. du conseil n'ont & ne peuvent avoir cours ni ressort sur le châteleet , la compagnie fait toutes protestations de droit contre l'exercice de ressort , visite de prisons , séance dans l'auditoire du châteleet & autres actes qui ont été faits ou qui pourroient l'être dans la suite par Mrs. du conseil. »

« Arrêté en outre que dans le cas où Mrs. du conseil viendroient demain , mardi , tenir la séance , aucuns de Mrs. les lieutenants , civil , de police & criminel , procureur du roi , ni aucuns officiers de cette juridiction , ne peuvent & ne doivent assister à la séance. »

« Arrêté en outre que les gens du roi seront chargés de notifier dans le jour l'arrêté ci-dessus aux syndics des commissaires & autres officiers de la juridiction , pour qu'ils aient à s'y conformer , chacun à son égard , & que les gens du roi seront tenus d'en rendre compte à la

compagnie assemblée , demain à 8 heures du matin , avant le service. »

On prétend que les juges consuls ont arrêté de leur part de ne pas se trouver au passage de la députation du conseil , ni au châtelet. Il est à observer à cette occasion que ces consuls auroient dû être renouvelés dans le mois de février , mais que leur installation devant être précédée d'un serment au parlement , ce qui pouvoit engager une querelle , ils ont été continués dans leurs fonctions pour cette année.

*Du 27 mars 1771.*

Hier une foule prodigieuse de monde s'est rendue au châtelet & au palais. Les rues de l'un à l'autre étoient bordées de Guet , & tout annonçoit plutôt une expédition militaire qu'un acte de ressort , une députation pacifique de supériorité d'un tribunal sur l'autre. A onze heures du matin l'audience s'est ouverte au châtelet à l'ordinaire , à l'exception que le prévôt de Paris , qui n'y est jamais , s'y est trouvé ; comme il n'y a ni avocats ni procureurs à cette juridiction , l'audience a été fermée sur le champ ; & l'on a vu d'après l'arrêté ci-dessus que Mrs. du châtelet comptoient se retirer , mais pendant l'audience est intervenu au parquet un paquet contenant cinq lettres de cachet pour les cinq officiers nommés , conçus en ces termes :

DE PAR LE ROI.

« Il est ordonné à . . . de se trouver demain mardi 26 mars 1771 , à l'audience du châtelet & d'y rester tant que la séance tiendra , sous peine de désobéissance. »



A midi & demi les officiers désignés sont rentrés , ont pris place à leur banc , chacun sa lettre de cachet à la main ; les commissaires sont venus aussi suivant une lettre de cachet signifiée aux syndics : & la députation du conseil , au nombre de 10 membres , présidée par M. de la Michaudiere , conseiller d'état , est entrée. Le public les a hués & sifflés , & M. le lieutenant civil a prononcé en face de ces Mrs. le discours suivant , en forme de protestation :

« Nous ne nous trouvons ici que par la sou-  
 ,, mission que nous devons aux ordres du roi ,  
 ,, étant chargés par notre compagnie de pro-  
 ,, tester , comme nous protestons , contre  
 ,, la présente séance & tout ce qui pourroit y  
 ,, être fait. »

Les autres magistrats à la suite de M. le lieutenant civil , ont par une inclination témoigné leur acquiescement. Alors le Sr. Pierron, substitut du procureur général , qui jusques-là s'étoit tenu en bas du banc , y a monté , & a pris la première place , comme de coutume.

Tout le public qui avoit déjà fort applaudi à l'entrée & à la levée de l'audience , a redoublé de battements de mains en ce moment.

La députation , sans paroître tenir compte de la protestation , a rempli le cérémoniel d'usage , troublé par les brouhahas & les sifflements des spectateurs.

On a remarqué avec peine qu'au renvoi prononcé par le président des causes civiles par-devant le lieutenant civil , des causes de police par-devant le lieutenant de police , &c. ces Mrs. faisoient chacun une inclination quand on les désignoit , & sembloient par cet

acquiescement tacite démentir la protestation qu'ils venoient de faire.

Après la sortie du conseil , le châtelet s'est rassemblé & a renouvelé ses protestations.

*Du 27 mars 1771.*

M. le premier président de la cour des aides , & deux présidents , ainsi que le greffier en chef , ont ordre de se rendre aujourd'hui à Versailles , avec les régistres ; on ne doute pas que ce ne soit pour biffer l'arrêté & l'arrêt du 22.

*Du 27 mars 1771.*

A l'occasion du bruit qui court de l'exit de la cour des aides , on a fait le placet suivant au roi au nom des femmes de conseillers au parlement.

Nos époux , ô LOUIS , sont en captivité :  
 Nous gémissons , loin d'eux , dans la viduité.  
 Jusqu'à ce jour pourtant une erreur secourable  
 A nos cœurs défolés apportoit quelque espoir :  
 Mais enfin de *Maupecu* la vengeance implacable  
 Nous condamne , dit-on , à ne les jamais voir.  
 A leur comble montés , nos maux sont sans remèdes ,  
 Laissez-nous , pour soutien , au moins la cour des aides.

*Du 28 mars 1771.*

La cour des monnoies , outre son arrêté du 16 mars en faveur du parlement de Paris , en a dressé un le même jour contre un de ses membres , dont voici la teneur.

« Aujourd'hui 16 mars , un de Messieurs a dit qu'il auroit appris que M. *Petit* , conseiller

honoraire en la cour , auroit une commission de conseiller au conseil supérieur de Blois ».

« Sur quoi , la matiere mise en délibération , la cour , les semestres assemblés , a arrêté que le greffier en chef s'instruira par toutes voies possibles de la vérité du fait , & en certifiera la cour , les semestres assemblés , le mercredi 10 avril 1771. Fait en la cour des monnoies , les jour , mois & an susdits.

*Du 28 mars 1771.*

Il paroît deux nouvelles brochures sur les matieres présentes ; l'une en date du 11 février 1771 , a pour titre : *lettre de M.\*\*\* , conseiller au parlement , à M. le comte de \*\*\*.* Le but de l'auteur est d'y prouver ,

1<sup>o</sup>. Que le parlement a dû s'opposer constamment à tout enrégistrement de l'édit.

2<sup>o</sup>. Qu'il n'a fait en cette occasion que ce qu'il avoit fait dans d'autres avec succès , & avec l'approbation de nos rois , mieux instruits.

3<sup>o</sup>. Qu'il a employé pour manifester son opposition le seul moyen légal , honnête , qui peut convenir à des magistrats.

L'autre , intitulé : *observations sur l'incompétence de Mrs. du conseil pour la vérification des loix.*

Cette seconde brochure , bien supérieure à la première , démontre par huit considérations la nullité de tout ce que feroient Mrs. du conseil en pareil genre , & même celle de tout jugement civil ou criminel qu'ils peuvent prononcer. Outre l'avantage d'une logique claire & pressante , elle a celui d'être très-courte & de résumer en peu de pages

les plus puissants arguments sur cette matiere. Le style est d'une énergie propre à la chose & ajoute encore à la force du raisonnement.

*Du 28 mars 1771.*

Le roi a rendu dimanche dernier en son conseil d'état un arrêt qui casse les arrêts & arrêté de la cour des aides du 22 de ce mois, & qui a été l'objet de la députation mandée de cette cour pour hier mercredi saint. Cet arrêt est imprimé & se publie aujourd'hui.

*Du 28 mars 1771.*

Extrait d'une lettre de Clermont en Auvergne , du 18 Mars 1771. . . . . Voici le journal des principaux faits concernant l'établissement de notre conseil souverain.

Le 8 février M. de Chassérat , premier président de notre cour des aides , sur une lettre de M. d'Ormesson , écrite de la part du chancelier , se rendit à Paris le lundi 11 , & revint le samedi 16 dans l'après-dînée. Sur le champ ayant fait inviter séparément chacun des officiers de la compagnie à se rendre chez lui , il les tint assemblés six heures de suite pour les engager à donner leur soumission & à former le nouveau conseil ; il employa tour-à-tour les promesses & les menaces , l'espérance & la crainte , enfin il termina par une demande formelle de répondre sur le champ *oui* ou *non*. Cette première séance finit à 10 heures du soir , & 4 seulement de 20 s'étoient rendus. A peine rentrés chez eux on les convoque de nouveau dans la nuit , on s'assemble chez le président de Clary , on les presse

plus fortement , on redouble la terreur & la séduction , enfin tous donnent leur acquiescement & le signent.

Le courier n'étant pas parti sur le champ , ces Messieurs font des réflexions dans la nuit , se repentent de leur lâcheté : ils se rassemblent encore le lendemain matin dimanche , chez le 2eme président ; ils se communiquent leurs remords , ils délibèrent plus mûrement & unanimement , excepté trois : ils conviennent de révoquer leur acception & l'acte est brûlé. On envoie deux députés porter cette nouvelle au premier président.

Alors M. *de Chasserat* s'est retourné vers des particuliers de la ville , il a envoyé à *Riom* un des quatre acceptants de la compagnie , & celui-ci essaya de gagner quelques membres du présidial , mais inutilement ; il fut chassé avec ignominie.

Sur ces entrefaites le premier président est reparti pour Paris , & sur les bruits sinistres qu'il a fait répandre , partie de la cour des aides , partie du présidial , & partie des nobles ont écrit pour solliciter des places au conseil de cette ville.

*Du 28 mars 1771.*

M. *de Chasserat* , de retour le 8 mars , a réuni ses prosélites , & l'on est convenu de s'assembler le 9 à la juridiction consulaire , lieu convenable pour un tribunal aussi auguste. La compagnie s'y est rendue escortée d'une centaine d'hommes gagés pour applaudir , & de quelques canons rouillés ; ce qui faisoit de cette assemblée un spectacle de dérision pour les gens sensés.

On a envoyé l'édit de création au présidial pour l'enrégistrer , mais ils ont surfis & ont pris du temps.

Le premier président a mandé le 13 les avocats pour les inviter à venir prêter serment à son conseil ; mais ils s'en sont défendus poliment pour gagner du temps & voir comment iront les choses.

Du reste , le nouveau tribunal n'a encore rien fait , & plusieurs membres paroissent rougir d'en être , & d'être la fable de la ville.

*Du 29 mars 1771.*

Le sieur *Dufranc* , notaire & secrétaire de la cour, & premier greffier de la grand'chambre du parlement , à qui a été faite la signification de l'arrêté de la cour des aides du 22 , avoit refusé de donner son expédition à M. *d'Aguesseau* , premier président du nouveau tribunal , sous prétexte qu'il distinguoit deux hommes en lui greffier , l'un comme faisant les fonctions de cette place par lettre de cachet auprès du conseil commis au lieu du parlement , & l'autre comme étant toujours attaché par essence & par sa charge à la vraie compagnie à laquelle il a prêté serment.

Il a reçu ordre de porter cette expédition à Versailles , le même jour qu'a été mandée la députation de la cour des aides.

*Du 29 mars 1771.*

La chambre des comptes avoit fait le vendredi matin , avant de se rendre aux Augustins , l'arrêté suivant , où l'on voit que cette cour très-formaliste avoit prévu tous les cas possibles.

“ La chambre s'étant fait représenter son procès-verbal du 18 août 1753 , par lequel il appert que le roi fit donner des ordres afin qu'il ne se trouvât personne dans les stalles du chœur de l'église de Notre-Dame , qui sont ordinairement occupés par les officiers du parlement , attendu qu'étant alors sans contradiction la plus ancienne cour du royaume , elle ne pourroit être exposée à souffrir aucune préséance ».

“ Et étant informée par la voix publique qu'aucun des gens du conseil du roi tiennent des séances dans les chambres du parlement , sans qu'il en ait été donné une connoissance légale à ladite chambre , laquelle ne peut reconnoître l'existence d'aucun tribunal dont la création n'auroit été enregistrée en icelle , & moins encore la suppression de tous les officiers du parlement ».

“ A arrêté que , dans le cas où aucunes autres personnes que les membres du parlement reconnus par leurs provisions , siégeroient dans les hautes chaires du chœur de l'église des Augustins pour la cérémonie de la réduction de Paris sous l'obéissance du roi Henri IV , les présidents & autres officiers de la chambre ne donneront aucun salut auxdites personnes , & seront tenus de se retirer du chœur de ladite église par la porte mentionnée aux ordres du roi , & de venir en la chambre dresser procès-verbal de ce qui aura été fait , pour être par ladite chambre statué ce qu'il appartiendra ».

“ A arrêté que , dans le cas où les officiers de la chambre étant dans leurs places ordinaires , aucuns autres officiers que les membres du parlement reconnus par leurs provisions , entreroient au chœur de l'église des

grands Augustins pour y siéger dans les hautes chaires & assister à ladite cérémonie , les présidents & autres officiers de la chambre seront également tenus de ne donner aucun salut auxdites personnes , & de se retirer , comme il a été dit ».

« A arrêté que , dans le cas où la chambre recevroit de nouveaux ordres dans l'église , lesdits ordres portant défense générale de sortir de ladite église , ou ordre d'assister à ladite cérémonie , les présidents ou autres officiers ne tiendront point le parallele des gens du conseil , mais descendront hors rang & siégeront sur des sieges qu'ils se feront porter ».

» A arrêté que si les ordres portent injonction de prendre les séances accoutumées , la chambre enverra le premier huissier notifier à celui qui présidera ceux qui tiendront les places du parlement , que la chambre ne peut reconnoître aucuns officiers à la place du parlement ; qu'elle proteste contre toute préséance & assistance desdits officiers , & qu'elle ne reste en place qu'en vertu des ordres précis du roi qui lui enjoint ladite séance ».

*Du 30 mars 1771.*

Indépendamment de l'arrêté ci-dessus , la chambre des comptes a dressé , comme on a dit , procès-verbal de la séance , & fait ses protestations.

Il avoit été aussi question de rendre un arrêt & de former un arrêté , pareils à ceux de la cour des aides : c'étoit M. le président de *Salaberry* qui avoit ouvert cet avis , & le lundi saint il a été discuté. Le sieur *Menard de Souzy*, fils d'un premier commis de M. le duc de la



*Vrilliere* , & du parti de la cour conséquemment , se leva contre cet avis , en détailla les inconvénients & les suites funestes , & opina pour qu'il n'eût pas lieu. Le sien eut 25 voix , & celui du premier en avoit 36. Il fut question d'éplucher les voix nulles ou caduques , & les 36 se trouverent réduites à 26. Ce parti avoit encore la prépondérance , au moyen d'une voix qu'on élagua de nouveau. Il ne fut plus qu'égal à l'autre , mais toujours soutenu par le vœu du plus grand nombre , & sur-tout par celui des quatre auditeurs , représentant leur bureau de 60 membres. A force de sollicitations , on entraîna du côté du sieur *Menard* un des suffrages attachés au parti du président , & le plus foible se trouva par ce moyen soutenu de 26 voix contre 24 seulement ; en sorte qu'il paroît que cette cour s'en tiendra , ainsi qu'on l'a annoncé , à de simples remontrances.

Cependant comme il y a actuellement sur le bureau le compte d'un payeur des rentes qui se trouve avoir pour piece un soutien , un arrêt du nouveau tribunal , en vertu duquel il a payé , on espere que cette irrégularité pourra donner lieu à d'autres observations & rengager la partie.

*Du 30 mars 1771.*

Il court une chanson sur l'air *des pendus* , contenant la relation de la premiere séance du conseil supérieur de Blois , du 2 mars 1771 : par le maître d'école de Choury près Blois.

Cette chanson est un de ces vaudevilles , tels qu'il en paroît souvent dans ce pays-ci , mais qui à travers les traits satyriques qu'ils contiennent , sont conservés avec soin par les curieux comme pieces pouvant servir à l'histoire.

Il résulte de celle-ci que le conseil s'est ouvert à Blois le 2 mars , que Messieurs étoient en robes rouges & en rabats , au nombre de trois présidents & onze conseillers seulement ; que cette cérémonie a eu lieu un jour de marché , & a été précédée d'une messe du saint-Esprit ; mais que le public a peu de foi à l'illumination de ces nouveaux magistrats ; qu'enfin des 14 membres, huit ont déjà quitté, en sorte que le tribunal ne se trouveroit réduit qu'à six , si le fait est vrai.

*Chansons sur l'air des Pendus , contenant la relation de la premiere séance du Conseil supérieur de Blois , du 2 mars 1771 , par le maître d'école de Choury , près Blois.*

Or, écoutez , petits & grands ,  
Le plus grand des événements :  
On en parlera dans l'histoire ,  
A peine , pourra-t-on le croire ,  
Car si je ne l'avois pas vu ,  
Jamais je n'en aurois rien cru.



Le samedi , deux de ce mois ,  
Nous sommes tous venus à Blois ,  
Pour y contempler la merveille  
De notre souverain conseil ,  
Et nous avons , en vérité ,  
Tous été bien émerveillés.



Nous avons vu des magistrats  
En robes rouges & rabats ,  
Parés comme les jours de fête :  
St. Michel étoit à leur tête ;  
Après marchaient deux présidents ,  
Suivis d'onze honnêtes gens.



Preuve de leur honnêteté  
Et qu'ils étoient bien élevés,  
Ils faisoient force révérence,  
Comme à la nôce quand on danse:  
Enfin par leurs provisions  
On voit qu'ils sont tous bons garçons.



Pour attirer le saint-esprit  
Sur des gens aussi bien appris ,  
La messe en pompe fut chantée,  
Par la musique bien notée ;  
Mais l'esprit-saint n'est pas venu ,  
Du moins nous ne l'avons pas vu.



C'étoit un grand jour de marché  
Que nos conseillers bien frisés  
Défilôient le long de la place ;  
Mais plus d'un faisoit la grimace  
De ce qu'ils n'étoient pas assez  
Pour former le nombre annoncé.



Nous souffrions de l'embaras  
De ce vénérable sénat ,  
Mais par une heureuse aventure ,  
Nous avions plus d'une monture ,  
Et chacune certainement  
Étoit bâlée fort proprement.



Dès que le souverain conseil  
Sortit avec son appareil ,  
Nos ânes voyant leur confrère  
Se mirent aussi-tôt à braire ,

Et demanderent à grands cris  
Que dans la troupe on les admît.



Indépendamment de la voix  
Il étoit bon de faire un choix  
Pour éviter la bigarrure ,  
Parmi cette magistrature ,  
Les plus rouges furent choisis  
Comme étant les mieux assortis.



Les ânes ayant pris leur rang  
Formerent la marche à l'instant ;  
Je passe les cérémonies  
Que firent les deux compagnies ;  
Et la ville en cette occasion  
Marqua sa satisfaction. (\*)



Or donc de nos vingt conseillers  
On vit d'abord les six derniers  
S'en retourner à leur village ,  
Citant dans leur noble langage  
Que , vu le poids de leurs fonctions ,  
Ils donnoient leurs démissions.



Vous voyez qu'il ne restoit plus  
Que quatorze ânes , tout au plus ,  
Mais sentant où le bât les blesse ,  
Prodige de délicatesse !  
Huit autres encore ont quitté ,  
Et six sont seulement restés !

(\*) Voyez Gaz. de France , du 8 mars 1771.



Tout ceci , retenez-le bien ,  
 Fait leçon pour les gens de bien ,  
 Dans une pareille occurrence :  
 M. le chancelier de France  
 Mérite bien tous nos respects  
 D'avoir pris d'aussi bons sujets.

*Du 30 mars 1771.*

La cour des aides avoit fait aussi le matin du 22 , avant de se rendre aux Augustins , un arrêté de cérémonial , à mettre en regard avec celui-ci de la chambre des comptes , dont la teneur suit.

“ Ce jour , les chambres assemblées , la cour étant avertie qu'il est à craindre , que pendant l'absence du parlement , les stalles occupés ordinairement par les officiers de ladite cour dans l'église des Augustins , à la messe célébrée en mémoire de la réduction de Paris , ne le soient aujourd'hui par des personnes étrangères au parlement. ”

“ A arrêté que ceux de MM. qui assisteront à ladite messe , feront toutes les démarches convenables , suivant les circonstances , soit en se retirant , soit en faisant notifier leurs protestations auxdites personnes , ou autrement , pour constater authentiquement que la cour ne peut reconnoître lescdites personnes comme représentant ladite cour de parlement , & proteste non seulement contre la préséance , par eux prétendue ; mais aussi contre le droit d'assistance à ladite cérémonie , en qualité de cour souveraine qu'ils voudroient s'attribuer. ”

NB. Si la cour des aides eût été forcée de rester , le premier huissier étoit chargé de lire à haute voix au président du conseil la protestation suivante :

« Monsieur , la cour des aides m'a chargé de vous déclarer qu'elle ne peut reconnoître ni vous , Monsieur , ni les autres personnes qui vous accompagnent , soit gens du conseil ou autres , comme habiles à remplir aucunes fonctions du parlement ; & qu'elle proteste non-seulement contre la prééance par vous prétendue ce jourd'hui , mais aussi contre tout droit d'assistance à la présente cérémonie en qualité de cour souveraine ; & qu'elle ne reste à la présente cérémonie que parce qu'elle y est contrainte par des ordres exprès.

NB. Quant à l'arrêt rendu ensuite , les gens du Roi avoient été chargés verbalement par la cour de faire signifier dans le jour le présent arrêt à l'élection , au grenier à sel & au bureau de la ville.

NB. M. le président *le Boulanger* étoit à la tête de la députation de la chambre des comptes , & M. *Hocquart* à la tête de celle de la cour des aides.

*Du 31 mars 1771.*

Additions importantes à faire au récit légal de ce qui s'est passé au Châtelet les 25 & 26 mars.

Du 25 mars , M. le lieutenant civil dit qu'il est informé que des commissaires du conseil ont fait la visite des prisons du grand & du petit châtelet : ce qui annonce que des magistrats du conseil se disposent à venir tenir demain mardi saint la séance , & qu'il prie la com-

pagnie de lui prescrire la conduite qu'il doit tenir en cette occasion : à quoi M. le lieutenant criminel a adhéré.

Un de M. M. ayant ajouté que vendredi 22 du présent mois sur le midi, il a été signifié au greffe criminel un jugement d'apport de charges & informations en date du 6 du présent mois, ledit jugement rendu par Mrs. du Conseil.

La matiere mise en délibération, il a été arrêté qu'il sera fait registre desdits récits, & attendu que le châtelet, &c. suivant l'arrêté déjà rapporté, &c.

Du mardi 26 mars. La compagnie assemblée, les gens du roi sont entrés & ont rendu compte de l'exécution par eux donnée à l'arrêté du jour d'hier : sur quoi il a été arrêté qu'il sera fait registre du récit des gens du roi, & l'assemblée continuée à demain huit heures du matin.

Et dans l'instant le procureur du roi a pris la parole & a dit, que dans le moment il venoit de lui être remis un paquet à lui adressé par M. le duc de la Vrilliere, contenant différents paquets adressés à M. M. le lieutenant civil, lieutenant de police, lieutenant criminel, &c. & aux commissaires du châtelet, au nombre de six, & pour lui; accompagnés d'une lettre de mondit Sr. duc de la Vrilliere, qui le charge de faire parvenir les susdits paquets à leurs adresses; & a remis sur le champ à Mrs. lieutenants civil & criminel présents les paquets à eux adressés, desquels ouverture faite par mesdits Srs. lieutenant civil & criminel, il s'est trouvé dans chacun une lettre de cachet dont suit la teneur :

« Mons, du Fourde Villeneuve, je vous fais

cette lettre pour vous *dire* de vous trouver mardi 26 à l'heure & en la maniere accoutumée à l'audience du parc civil du châtelet pour la séance , & de ne pas désemparer qu'après qu'elle sera finie , à peine de défobéissance. Sur ce je prie Dieu , M. du Four de Villeneuve , qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. A Versailles le 24 mars 1771. Signé LOUIS , & plus bas *Phelipeaux*.

Celle de M. le lieutenant criminel ne différoit de celle ci-dessus , qu'en ce qu'elle portoit le terme *enjoindre* , au lieu de *dire* ci-dessus fousigné.

Sur quoi la matiere mise en délibération , a été arrêté que M. le lieutenant civil en obéissant à l'ordre ci-dessus fera la protestation qui suit , à l'entrée & ouverture de ladite séance :

« Ce n'est que par l'effet de notre entiere » obéissance & de notre profond respect pour » les ordres du roi , que nous nous trouvons » ici étant chargés par les arrêtés de la compagnie de protester contre notre propre » présence & tout ce qui sera fait ».

Et l'assemblée est demeurée continuée à ce jourd'hui à l'issue de la cérémonie.

Dudit jour 26 mars , heure de midi trois quarts , M. le lieutenant civil a dit qu'en exécution de l'arrêté de ce jour , il a fait & prononcé la protestation y portée , à laquelle Mrs. les lieutenans de police , criminel & procureur du roi , ont publiquement déclaré qu'ils adhéroient

A été arrêté qu'il sera fait registre du récit de M. le lieutenant civil , que la compagnie persistant dans les arrêtés du jour d'hier & de ce jourd'hui & protestation y portés , proteste de nouveau contre tout ce qui vient de



se faire & passer au parc civil de la part de M. M. du conseil , la compagnie remettant à délibérer plus amplement au premier jour.

NB. M. le lieutenant de police n'a point assisté aux délibérations , ce qui a déplu à la compagnie : il y a pourtant adhéré , ainsi qu'on l'a remarqué.

*Du 31 mars 1771.*

Quoique la députation de la cour des aides mandée par le roi ne dût être composée que du premier président , de deux présidents & du greffier , la compagnie avoit arrêté d'y joindre quatre conseillers , comme aussi de ne porter qu'une expédition en forme de l'arrêt & de l'arrêté : quoique l'ordre fût de porter les registres.

Arrivés à Versailles le mercredi saint , la députation a d'abord été chez M. le chancelier. Ce chef de la magistrature a témoigné d'abord sa surprise de la voir plus nombreuse que Sa Majesté ne l'avoit demandée , ensuite il a annoncé les intentions & les volontés du monarque , en faisant part à ces Mrs. de l'arrêt du conseil du 24 : il a proposé pour ne pas ennuyer le roi , de l'insérer sur le champ en marge. A quoi M. de Malesherbes s'est opposé , en disant , que beaucoup plus touché du fond que de la forme , il ne croyoit pourtant pas devoir se départir de la règle , & qu'il ne souffriroit pas qu'on inscrivît rien que de l'ordre & en présence du roi. Ensuite sur les représentations que lui a faites le premier président , concernant le malheureux huissier interdit pour avoir obéi à la cour , qui ne pouvoit faire autrement , puisqu'il eût été in-

terdit à beaucoup plus juste titre , s'il eût refusé de remplir son ministère , M. le chancelier a éludé la difficulté en disant qu'il y avoit des exemples pareils.

A l'heure indiquée la députation est entrée chez le roi , & M. de Malesherbes ayant voulu ouvrir la bouche pour parler , après la cancellation ordonnée , S. M. lui a tourné le dos , en lui disant , sans courroux pourtant ni sans humeur : *retirez-vous*. A sept heures du soir la plupart des membres de la cour des aides se sont rendus chez M. de Malesherbes , qui leur a rendu un compte historique de sa mission , mais non légal. L'assemblée est renvoyée après les fêtes , à cause des vacances ; petite ruse de M. le chancelier pour éloigner la délibération de cette cour dont il craint les coups rigoureux.

*Du 31 mars 1771.*

On assure que M. le comte de la Marche ayant été voir le prince de Conty , son pere , dernièrement , celui-ci l'a très-mal reçu , lui a dit qu'il le connoissoit depuis long-temps pour un mauvais fils , qu'il avoit fait toutes les preuves d'un mauvais mari , mais qu'il venoit d'y joindre la qualité de mauvais citoyen ; en même temps il l'a reconduit jusqu'à son vestibule , en lui disant qu'il lui rendoit cet honneur comme à un prince du sang , ne reconnoissant plus en lui son fils.

Cette anecdote a trait à la scission constante & authentique que M. le comte de la Marche vient de faire d'avec les autres princes dans la circonstance présente.

Du reste , on dit depuis peu que les princes ne sont pas moins furieux contre le prince de\*\*\* , qui n'a paru se réunir à eux que pour les mieux trahir & rendre compte au roi de tout ce qui se passeroit dans leurs assemblées.

*Du 1 avril 1771.*

Le parlement de Bourdeaux a rendu le 15 de mars un arrêt contre un arrêté du 8 février , répandu avec profusion sous le nom de cette cour. Il ordonne qu'il soit informé contre les fabricateurs & distributeurs d'un pareil libelle , trop grossièrement contraire à la sagesse ordinaire des arrêts de la compagnie , la noblesse des motifs & des principes qui l'animent , & à la confiance qu'elle conserve en la justice & en la bonté du seigneur roi.

*Du 2 avril 1771.*

Il passe pour constant que Mrs. du conseil dans la visite des prisons qu'ils ont faite la veille du mardi saint , ont été mal accueillis des prisonniers , & que ceux-ci n'ont pas voulu reconnoître leur compétence , ni répondre à leurs questions. L'indignation générale a pénétré jusqu'aux cachots , & ces malheureux dans leurs ténèbres ont insulté à ces magistrats comme usurpant des fonctions qui ne leur étoient pas dues.

Les consuls ont été plus fins que M. le chancelier , & se sont soustraits le mardi saint à son injonction. Il y avoit aussi une lettre de cachet préparée pour eux , mais le grand juge , c'est-à-dire le chef de ce tribunal ( le Sr. le Breton , imprimeur ) se doutant de la tournure ,

étoit parti de grand matin pour la campagne : d'après la délibération de la veille on étoit convenu de ne pas se trouver à la séance du châtelet. Sur le compte rendu de son absence au chef de la magistrature , il a fait porter l'ordre au second juge , mais celui-ci a estimé ne pouvoir en faire l'ouverture qu'en présence de ses confreres ; il a fallu les assembler : tous ces mouvements ont gagné du temps , & la séance se passoit au châtelet avant que les consuls eussent délibéré.

*Du 2 avril 1771.*

Les tribunaux inférieurs commencent à s'élever contre les conseils supérieurs , & le bailliage de Langres , dès le 7 mars , avoit arrêté des représentations à M. le chancelier sur l'érection de celui de Châlons : elles sont écrites noblement & d'ailleurs fondées sur des raisonnemens solides ; elles remontent jusqu'à l'origine des bailliages , dont elles détaillent les anciens privilèges & les fonctions augustes.

Ces représentations sont faites d'après une lettre circulaire que M. le procureur général a eu la lâcheté d'écrire à tous ses substituts des bailliages dans le ressort de quelques conseils , par laquelle il leur interdit toute correspondance avec lui , & déclare qu'il n'en conservera qu'avec le procureur général de chaque conseil supérieur , auquel ils s'adresseront respectivement.

*Du 2 avril 1771.*

Il paroît imprimé des remontrances du parlement de Rouen , en date du 19 mars ; elles ont

ont pour objet l'établissement des conseils supérieurs, & relevent toutes les irrégularités, ou, pour mieux dire, l'illégalité entière de ces nouveaux tribunaux. C'est le même fonds déjà traité dans divers écrits particuliers, & sur-tout dans la lettre adressée aux magistrats de province, mais avec la modestie convenable à un citoyen anonyme qu'un zèle sage porte à éclairer ses concitoyens. Ici, au contraire, c'est une cour souveraine, armée du glaive de la justice, & qui tonne avec cette éloquence mâle dont elle doit faire entendre la vérité au prince & épouvanter les perfides adulateurs qui l'entourent.

*Du 2 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Soissons du 25 mars 1771..... On est tout aussi étonné en cette ville que vous l'êtes, Monsieur, d'avoir vu M. *Charpentier*, notre lieutenant général, & M. *Brailhe*, notre procureur du Roi, accepter l'un la place de premier président du conseil souverain de Châlons, & l'autre celle de procureur général au même tribunal. Il est certain que le premier est un magistrat recommandable par son zèle pour la justice, par ses lumières, par ses mœurs, par sa conduite; que sa fortune plus que médiocre le mettoit dans le cas de ne rien désirer de mieux, & & que sa charge étoit assez honorable ici pour ne pas la sacrifier à une dignité peu sûre & qui le rend l'objet de la jalousie des magistrats du bailliage de Châlons incorporés dans le conseil. Voici comme cela s'est passé. Le secrétaire de M. le chancelier qui le connoissoit, l'a proposé de son propre mouvement au chef

de la magistrature pour être à la tête du conseil de Châlons. Celui-ci l'a mandé avec la plus grande diligence. M. *Charpentier* n'étoit parti qu'après avoir promis à sa famille de ne rien accepter de la part de M. de *Meaupeou* sans la consulter.... Mais il a été enivré des caresses du chancelier, qui l'a saisi à son débotté ( c'est exact , il a été obligé de paroître devant lui à l'instant même de son arrivée ; ) qui lui a fait entendre que le roi le connoissoit, avoit jetté ses vues sur lui & le regardoit comme un homme nécessaire à l'exécution de la réforme & de l'amélioration de la justice. Il n'a pas eu promptement le temps de réfléchir , & on l'a fait repartir avant qu'il eût celui de voir personne. On assure que ce magistrat , d'un caractère foible , n'est pas à se repentir de sa démarche , mais il n'ose reculer.

Quant au procureur du roi , il a cru être assez justifié par l'exemple du lieutenant général. Toute la ville gémit ici sur le sort de ces deux magistrats.

*Du 3 Avril 1771.*

On croit savoir aujourd'hui certainement que sur la lettre des princes au roi , remise à S. M. ainsi qu'on a dit , le mardi 19 mars , dans son lit par son premier valet-de chambre , elle a été très-courroucée , elle en a fait part au comité de son conseil , & il étoit résolu d'exiler les princes. Le roi par son silence paroïsoit acquiescer à ce parti violent ; mais revenu à lui il a remarqué qu'une pareille disgrâce jetteroit un vuide affreux aux nœces de son petit-fils , qu'il se trouveroit comme isolé à la cour , & personne n'ayant osé résoudre

cette objection , le projet est resté sans exécution. Plusieurs seigneurs & dames de la cour devoient être compris dans cette proscription , tels que M. le prince de *Beauveau* , madame la comtesse de *Brionne* , &c.

*Du 3 Avril 1771.*

Le refus de M. le doyen de Notre-Dame , ainsi que des députés du chapitre , d'officier aux grands Augustins le 22 mars pour la cérémonie de la réduction de Paris , est faux : 1<sup>o</sup>. M. le doyen n'officie jamais en ce cas-là , 2<sup>o</sup>. c'est M. l'archevêque de Paris qui dit la messe , & qui la fait célébrer communément par un archidiacre ; ce qui a été exécuté ce même jour.

*Du 3 Avril 1771.*

A la suite de ses remontrances du 19 mars , le parlement de Rouen a rendu un arrêt contre les gens du conseil tenant le parlement , contre les officiers des conseils supérieurs , & contre les membres futurs d'un prétendu parlement nouveau , contenant les mêmes considérations & aux mêmes fins que celui de Toulouse du 16 mars.

*Du 3 Avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Vitry-le-françois , du 19 mars 1771.... Cette ville a la douleur d'avoir fourni deux membres pour le conseil souverain de Châlons : le premier est M. de *Saligny* ; celui-ci avoit été procureur du roi à notre bailliage , s'étoit mal mis avec le par-

lement dans le tems des différends de cette cour avec le grand conseil , en avoit même été interdit , pour s'être prêté & avoir requis l'enrégistrement d'un jugement de ce dernier tribunal , s'étant-ensuite voulu couvrir d'un autre jugement du grand conseil pour être relevé de cette interdiction , il en avoit reçu une plus longue & plus humiliante , enfin s'est trouvé forcé de se défaire de sa charge , il n'est pas étonnant qu'ayant trouvé à se raccrocher il ait profité de l'occasion à telle fin que de raison : mais il est en outre trésorier de France , & l'on dit que le bureau veut l'inquiéter.

*Du 4 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Châlons , du 1er. avril 1771..... On ne peut avoir de copie du discours de M. l'intendant à l'ouverture du conseil supérieur de cette ville , mais vous ne perdez pas grand'chose , vous en jugerez par la division ; ses trois points étoient la justice , la bonté , l'autorité du roi. Quant à celui de l'avocat général , il a parlé tellement à voix basse qu'on n'a pu l'entendre. Depuis ma dernier lettre , j'ai pris des informations plus exactes sur les membres du tribunal nouveau , & j'en trouve 16 comme conseillers. Voici la liste :

PREMIER PRÉSIDENT *du conseil supérieur de Châlons.*

M. Rouillé d'Orfeuil , notre Intendant.

P R É S I D E N S.

M. Charpentier, lieutenant général de Soissons.  
M. Girault ( *La Louaie* ) notaire de Paris,



## CONSEILLERS.

M. *Garlier* , président du bailliage , & qui près avoir refusé d'être président de ce conseil , s'en trouve aujourd'hui simple conseiller ; il a pourtant l'expectative de la première place de président vacante.

M. *Bremont* , lieutenant général du bailliage , qui avoit l'espoir d'être président , & se trouve dupe de son ambition : il a aussi une expectative.

*Breuville* , *Bilcard* , *Jourdain* , *Maulaire* , quatre conseillers du bailliage. On comptoit fort sur la fermeté de Mrs. de *Beuville* & *Jourdain*.

*Saligny* , trésorier de France & ci-devant procureur du roi du bailliage de Vitry , mais obligé de se défaire , il y a quelques années , de sa charge , pour avoir déplu au parlement dans la façon de se conduire lors des différends de cette cour avec le grand conseil.

*Brienne* , *Dautenay* , de *St. Geny* , *Grifard* , trésorier de France de Châlons. Le dernier est de Charleville , & a sa sœur femme de-chambre à Paris.

*Patouillet de Chevrée* , de Rheims : l'abbé de la *Louaire* , porte-croix de l'Eglise de St. Merry , paroisse de Paris ; l'abbé de la cour : conseillers clercs au bailliage.

L'abbé *Hocquart* , l'abbé de *Breuvery* , tous deux chanoines de la cathédrale , le dernier doyen : refusés pour avocats au parlement de Metz.

M. *Brahié* , procureur général , ci-devant procureur du roi de Soissons.

M. de *Matignycourt* , avocat général , ci-devant avocat du roi à Vitry.

## S U B S T I T U T S.

Mrs. *Guillemin & Rossin* , tous deux avocats au bailliage.

*Du 4 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Rennes , du 31 mars 1771..... Notre parlement , outre ses dernières remontrances très-belles concernant l'érection des conseils supérieurs , a rendu un arrêt le 27 de ce mois , imprimé , publié & affiché , portant défenses à tous officiers de justice de les reconnoître : il est dans le goût de ceux déjà rendus par d'autres parlemens.

*Du 5 avril 1771.*

M. *Rouillé d'Orfeuil* , intendant de Champagne, ayant appris les bruit injurieux qui couroient sur le compte du Sr. *Girault* , qu'on prétendoit n'avoir quitté sa charge de notaire qu'à raison du mauvais état de ces affaires , & que des gens mal intentionnés vouloient faire passer à Châlons pour banqueroutier , a cru devoir en prévenir M. le chancelier. Ce chef de la magistrature très jaloux de voir occuper les places des nouveaux tribunaux par des membres capables & irréprochables , a mandé le Sr. *Girault* , l'a obligé de lui rendre compte de la situation de ses finances , & ayant reconnu l'exactitude & la candeur de cet officier , il l'a rassuré , & lui a promis toute l'étendue de sa protection.

Ce Sr. *Girault* est d'autant plus malheureux , qu'après avoir passé pour banqueroutier à Châlons , obligé de revenir en cette capitale

finir & arranger ses affaires , on dit à Paris qu'on l'a chassé du conseil. Ce qui est absolument calomnieux : il se dispose à y retourner après la *Quajmodo*.

*Du 5 avril 1771.*

Ces jours derniers M. le comte *de la Marche* est allé en civitant au Tremolai chez M. *d'Aligre* , le premier président du parlement , avec lequel il est fort lié , & fait tomber la conversation sur le nouveau parlement ; il a paru vouloir le placer à la tête de cette compagnie , en lui déclarant qu'il en parleroit à S. M. & qu'il regardoit cette sollicitation comme un service à lui rendre : on ajoute que M. *d'Aligre* , en témoignant à S. A. toute sa reconnaissance de vouloir bien songer à lui , ne lui a pas dissimulé qu'il regarderoit comme un très-mauvais office celui de le proposer au roi. En vain le prince a essayé toutes les tournures propres à le gagner , il l'a trouvé inébranlable. Cette anecdote qu'on regarde comme certaine , fait honneur à la chaleur de l'amitié de M. le comte *de la Marche* , & plus encore à l'intégrité de M. *d'Aligre*.

*Du 5 avril 1771.*

Les gens les plus confians aux opérations de M. le chancelier semblent désespérer aujourd'hui de voir consommer mardi prochain , jour de la rentrée du palais , le nouveau parlement , qu'ils assuroient être tout prêt. On est convaincu que les membres du conseil , malgré leur réclamation , seront obligés de rentrer & de continuer à représenter le simulacre de cette compagnie. Ce n'est pas que le chef de

la magistrature n'ait fait les plus grands efforts dans ce temps de vacances pour achever ce grand ouvrage : on assure qu'il a sur-tout cherché à ébranler les membres du grand conseil, qu'il en avoit déterminé plusieurs dans l'espoir que le reste suivroit ; mais que ses créatures même, voyant la fermeté de leurs confreres, n'osent s'en détacher. En sorte que M. le chancelier est obligé de ramasser des sujets isolés de toutes parts, & tandis que l'un lui donne sa parole, l'autre la retire, ou il découvre sur les candidats des notes si fâcheuses qu'il est obligé de les rayer de son propre mouvement. Les magistrats de nom qu'on nommoit dans le public, pour composer le grand banc de ce parlement, s'en défendent ; les *Nicolaï*, les *la Briffes*, les *Caumartins*, &c. réclament hautement contre un soupçon aussi injurieux : & la liste le réduit à Mrs. *Seguier* & *de Fleury*, qu'on fait être dévoués aux volontés de la cour.

*Du 5 Avril 1771.*

Extrait d'une lettre du 16 mars 1771. Ce jour en la chambre du conseil du bailliage de Berri, à Bourges, le siege assemblé, les gens du roi sont entrés, & ont dit :

« Que contre les sentimens de leurs cœurs, ils sont dans l'affligeante nécessité d'être porteurs d'un édit du roi du mois de février dernier, contenant création de conseil supérieur dans différentes villes du royaume, & l'état des bailliages qui doivent y ressortir ; que par une voie qui leur a été jusqu'à ce moment inconnue, cet édit leur est parvenu, à l'effet d'être lu, publié, l'audience ordinaire de ce

siège tenante, & enregistréès registres du greffe pour y avoir recours au besoin : que malgré l'hommage dû à une loi qui paroît porter l'empreinte du souverain, ils ne peuvent cependant, sans violer la foi de leur serment & sans encourir le reproche de précipitation, en adopter les principes par aucun acte de publicité légale, S. M. ne s'étant point encore expliquée définitivement, & n'ayant point pourvu par des réglemens promis, à la bonne & prompte administration de la justice dans lesdits conseils supérieurs. Ce qui prouve qu'il n'y a point encore dans ces tribunaux, le degré irrévocable de perfection & de stabilité qui doit constituer le corps de justice ; que néanmoins pour laisser au siège la liberté de délibérer suivant sa prudence, ils mettoient sur le bureau ledit édit & l'état y annexé.

« Eux retirés : la matiere mise en délibération, le siège justement alarmé de l'état actuel du parlement de Paris, d'où il ressortit par une loi aussi ancienne que le parlement même, a déclaré ( sans manquer aux égards qu'il doit à tous corps de justice ) que dans les circonstances présentes, il ne pouvoit, ni ne devoit, au préjudice de son serment dont il n'a point été relevé, reconnoître par aucun acte de publicité légale, la supériorité & le ressort desdits conseils supérieurs, ni obtempérer à leurs mandemens, jusqu'à ce que S. M. se soit expliquée définitivement & ait pourvu d'une manière uniforme & permanente au régle-ment promis pour l'administration de la justice : jusqu'à ce sursis à la publication dudit édit, & sera copie en forme du présent délivrée au procureur du roi pour en user ainsi qu'il verra bien être. Fait en la chambre de

bailliage de Berri , à Bourges , le siege assemblée. »

N B. Le présent arrêté a été adressé à M. de la Boissiere , procureur général du roi au conseil supérieur , en son hôtel à Blois le 20 mars 1771.

*Du 6 Avril 1771.*

Depuis la disgrâce de M. l'évêque d'Orléans , quatre cabales divisent la cour pour y porter leurs créatures & faire tomber sur l'une d'elles la feuille des bénéfices. Le parti de M. Bertin , ministre , voudroit faire nommer à ce ministère M. Bertin , évêque de Vannes. M. le duc de la Vrilliere , M. Phelypeaux , archevêque de Bourges. M. le chancelier , M. de Jumillac , archevêque d'Arles , ou M. l'évêque de Luçon : & madame la Comtesse Dubarri , M. de Rochelaure , évêque de Senlis. Le roi pressé entre ces quatre factions , pour se débarrasser de toutes à la fois & sans consulter personne laisse à tout le monde l'espoir de réussir , a jeté les yeux sur M. le grand aumônier , archevêque de Rheims , prélat dont le grand âge doit faire espérer qu'il laissera de nouveau la place incessamment vacante. On dit que sa grandeur commence à recevoir des complimens.

*Du 6 Avril 1771.*

Les remontrances du parlement de Provence dont on a parlé , quoique du 19 février , ont eu jusqu'à présent beaucoup de peine à percer. Outre le parti de M. le duc d'Aiguillon fortement intéressé à arrêter la distribution de cet écrit , où on le ramene sur la scène de la

façon la plus cruele & la plus humiliante , les ministres ont été extrêmement choqués de la phrase suivante , page 22 , ligne 2 : *ce seroit un très-grand bien que des ministres prévaricateurs fussent punis.....* ils ont redoublé de vigilance & d'activité pour dérober au public , s'il étoit possible , ces remontrances , qu'ils regardent comme une espece de *Factum* dirigé contre eux.

*Du 6 Avril 1771.*

Quelques courtisans racontent que le curé de St. Louis de Versailles , paroisse du roi , étant allé suivant l'usage faire sa cour à S. M. dans le carême , elle l'avoit beaucoup questionné sur le nombre des morts , des malades & des pauvres. Qu'à l'égard de ce dernier objet , le roi ayant entré dans quelques détails sur leur nombre & qualité , le curé ne lui avoit pas dissimulé qu'il y en avoit beaucoup & même des gens de sa maison ; à quoi S. M. avoit répliqué : *je le crois bien , on ne les paye pas.* Il paroît constant en effet que plusieurs palfreniers & autres domestiques subalternes lui demandent l'aumône , n'ayant que leurs gages pour vivre , arriérés de plusieurs années.

*Du 7 avril 1771.*

On ne regarde pas encore comme décidée la nomination du roi en faveur de l'archevêque de Rheims , pour la feuille des bénéfices. Mais on parle aussi de donner l'inspection des économats à M. l'évêque de Senlis : quoique ce détail paroisse peu digne d'un prélat , comme objet particulier & ayant toujours été réuni à

la feuille , on a trouvé dans cette partie une si grande déprédation , qu'on la considère aujourd'hui comme méritant l'attention spéciale d'un prince de l'église.... Le bruit court même qu'on fait revenir l'abbé de Foix pour lui faire rendre compte du désordre de la caisse.

Cet abbé de Foix a depuis long-temps passé pour un très-mauvais sujet ; & c'est à cette occasion que M. le chancelier , qui ne nie pas être l'auteur de la disgrâce de M. l'évêque d'Orléans , dit en plaisantant *qu'il a fait envoyer l'abbé de Foix dans cette Chartreuse , parce qu'il l'a toujours jugé propre à jouer le rôle du portier des Chartreux.*

Du 8 avril 1771.

Il paroît une seconde ode pour servir de suite aux *Chanceliers* ; elle embrasse les dernières opérations de M. le chancelier. Dans les 27 strophes dont elle est composée , il s'en trouve d'une grande énergie , & qui sentent tout l'enthousiasme du poète.

Il paroît aussi des couplets sur la cour , & sur madame la comtesse *Dubarry* principalement , dont ils dépeignent les partisans. M. le duc de *Richelieu* , M. le comte de *Bussy* , M. le comte de *Maillebois* , M. le duc d'*Aumont* , M. le duc de *Villeroi* , M. le prince de \* \* \* , y figurent parmi les hommes. On n'oublie pas les femmes , madame de *Valentinois* , madame de *l'Hôpital* , madame la maréchale de *Mirepoix* , &c. C'est une satire plate , & qui n'approche pas des vaudevilles piquants de la vieille cour.



Du 8 avril 1771.

M. le chancelier , pour contrebalancer l'effet que pourroient produire dans le public les divers écrits qu'on a répandu sur son projet de destruction ou de réformation des parlements , a fait composer d'autres ouvrages en sa faveur , tels que des *Considérations sur l'Edit* , *Réflexions d'un Citoyen* , &c. Les gens impartiaux n'y trouvent pas cette force de raisonnement , ce droit des gens ; cette réclamation contre le despotisme , si bien établis dans les premiers. On a aussi affecté de réimprimer un arrêt rendu en 1732 par le parlement de Provence , contre un ouvrage qui contenoit les propositions qu'avancent aujourd'hui les parlements , mais qui en renferment aussi d'autres qu'ils pros- crivent , & sur lesquelles tomboit la flétrissure dont il a été accueilli dans le temps.

Du 8 avril 1771.

Il passe pour constant que le conseil rentrera demain , mais qu'il y a témoigné une si grande répugnance , qu'il a fait leur expédier des lettres de cachet qui leur enjoignent de le faire.

Du 29 avril 1771.

*Vues pacifiques sur l'état actuel du parlement :* tel est un imprimé en date du 4 mars , répandu depuis peu , où l'on démontre que le raccom- modement entre la cour & le parlement tient à peu de chose , depuis que le roi , dans l'édit de création des conseils , déclare son impuissance de changer les loix fondamentales , &c. Ce petit

écrit est fort sage. Après avoir fait le tableau effrayant de nos malheurs , il indique le remède , qui n'est autre chose que le rappel des magistrats , l'abolition du fatal édit de décembre , & le retour à la règle & aux vrais principes. Sans rien dire de nouveau , cet ouvrage est un de ceux qu'on ne sauroit trop multiplier , afin de faire pénétrer l'instruction & la vérité chez les gens les moins instruits , & dans les provinces du royaume les plus reculées. Au moyen de cette fécondité de lumières , la nation connoîtra enfin ses vrais intérêts , & poussera un cri unanime vers le souverain , si nécessaire pour réveiller l'engourdissement dans lequel le plongent les ministres qui l'obéissent.

*Du 9 avril 1771.*

Parmi les différents édits burfaux , il y en a deux qui concernent le papier , une déclaration contenant une augmentation de près du double sur les droits d'entrée de cette marchandise , & un édit ordonnant un impôt nouveau au moyen d'un timbre à imprimer sur toute espèce de papier quelconque , depuis le papier à sucre jusqu'au papier à poulet , à raison de cinq deniers par feuille , de quatre & de trois , suivant les diverses espèces. Les imprimeurs & les libraires alarmés de cette inquisition , qui doit avoir un effet rétroactif sur tous les effets en marchandise de leurs magasins , ont dressé un mémoire , où ils représentent les inconvénients d'un impôt , qui , en paroissant fait pour augmenter les revenus du roi , doit au contraire les diminuer , par le découragement qu'il jettera dans cette branche de commerce , dans les manufactures , & parmi

les artistes que ces vexations obligeront d'émigrer chez l'étranger & d'y porter leur industrie. Ils ont aussi cherché à s'étayer des réclamations des agents généraux du clergé , & des secrétaires des diverses académies & autres corps littéraires , ainsi que cela s'est pratiqué il y a nombre d'années , qu'il avoit été question d'un semblable projet que les inconvénients firent abandonner alors. M. le chancelier & M. le contrôleur-général n'ont encore donné aucune solution à ce mémoire.

*Du 9 avril 1771.*

Le conseil a repris aujourd'hui ses séances au nouveau tribunal , & la grand'chambre s'est ouverte par une cause en séparation qu'un avocat au conseil a commencée. Cet avocat est un nommé *le Prince* , qui a fait ci-devant les fonctions de substitut du sieur *de Culonne* , procureur-général de la commission de Bretagne , envoyée pour faire le procès à MM. *de la Chalotais* & aux magistrats accusés.

*Du 9 avril 1771.*

*Avis important à la Noblesse. Réponse aux Remontrances de la Cour des Aides du 18 février , par un membre d'un Conseil supérieur. Lettres Américaines sur les Parlements. Extrait de différents Edits , Réglemens , Ordonnances , &c. Lettre d'un Président du Bailliage de Normandie à un Président du Parlement de Rouen. Sentiments des six Conseils souverains , &c. Tels sont les ouvrages nouveaux qu'on répand avec profusion pour favoriser le système du despotisme , qu'on cherche à*

accréditer. Il y en a pour tous les gens d'esprit & pour toutes les especes de lecteurs , de plaisants & de sérieux , de savants & de superficiels ; & les chefs des différents conseils doivent en emporter des ballots pour les communiquer à leurs partisans dans les provinces. Les gens impartiaux & les amis de la liberté , n'y trouvent encore rien de satisfaisant : tout y sent l'esprit de parti , ou le plus bas esclavage.

*Du 10 avril 1771.*

Dès lundi le bruit s'étoit répandu que *M. Lamoignon de Malesherbes*, premier président de la cour des aides , étant sur le point de revenir de sa terre , avoit reçu ordre d'y rester. Cette nouvelle vérifiée & reconnue vraie , ne pouvoit qu'annoncer quelque événement sinistre pour sa compagnie. En effet , la nuit du lundi au mardi , des mousquetaires ont porté à chacun des membres de cette cour une lettre de cachet , leur enjoignant de se rendre au palais le mardi 9 à huit heures du matin , pour y entendre les ordres du roi , avec défense de rendre avant aucun arrêt , de former aucun arrêté , de prendre aucune délibération , ni même de s'assembler , à peine de désobéissance.

Vers les sept heures du matin , un gros détachement de la *pouffe* ou guer à pied de Paris , s'est répandu dans les cours du palais , dans la grande salle & jusques sur les escaliers de la cour des aides. On prétend qu'une partie même a pénétré dans la salle d'audience : ce qui a obligé les magistrats de se tenir à la buvette. A l'heure indiquée , des coureurs ont annoncé l'arrivée de *M. le maréchal duc de Richelieu* ;

accompagné de MM. *de la Galaisiere* & d'*Ormesson* , conseillers d'état , & escorté d'un autre détachement d'environ cent hommes d'armes de la même *pouffe* : ce qui , joint à ce qu'il y en avoit déjà , formoit un corps de plus de trois cents hommes.

Les magistrats s'étant réunis pour entendre les ordres du roi qui leur étoient annoncés , & dont M. le maréchal duc de *Richelieu* s'est dit le porteur , il a voulu en cette qualité prendre place après M. *Charpentier de Boisjibault* , le président qui tenoit l'assemblée. On lui a observé qu'elle n'étoit due qu'aux princes du sang seuls , qu'il ne pourroit liéger sur le grand banc , & qu'il falloit qu'il se mît avant le doyen des conseillers. Le maréchal a bataillé quelque temps pour soutenir sa prétention ; enfin il a paillé au lieu qu'on lui destinoit avec une sorte d'humeur , & les deux conseillers d'état se sont portés en face de lui.

Comme les gens du roi n'entrent qu'après en être avertis de l'ordre du président par un huissier qui va les chercher au parquet , & qu'il n'y avoit point d'huissier pour les avertir , le porteur d'ordres leur a envoyé par le buvetier une lettre de cachet , leur portant injonction de se rendre à l'assemblée & de s'y mettre à leur banc.

Alors le maréchal a annoncé l'objet de sa mission , par un discours contenant à peu près le préambule de l'édit de suppression de la cour des aides dont il s'est dit porteur , & quelqu'un de Messieurs ayant voulu parler , il a montré une lettre de cachet qui défendoit d'opiner : il a fait lire par M. *de la Galaisiere* cet édit , dont il est inutile de faire le détail , puisqu'il sera rendu public : le peu

d'utilité dont est cette cour , & les frais qu'elle occasionne à ceux qui sont obligés d'y venir plaider , y sont exposés comme les raisons du changement ; qu'on n'y inculpe en aucune façon les magistrats de cette cour , qu'on leur y donne même des éloges , & qu'on leur y montre des égards pour la suite.

Après cette lecture le porteur d'ordres a requis les gens du roi de donner des conclusions, & ces Messieurs ayant suivi l'usage demandé communication de l'édit , il leur a administré une seconde lettre de cachet qui leur enjoignoit de conclure à l'enregistrement , sur le champ & sans aucune communication préalable. Alors M. *Bellan,er*, le premier avocat général , les larmes aux yeux & d'abondance de cœur , a prononcé un discours succinct & touchant , où en combattant les motifs de suppression énoncés dans le préambule de l'édit, il a détaillé en bref , au contraire , les divers objets d'utilité dont étoit la cour des aides , il a fait voir que sa principale fonction étoit de défendre la nation contre la rapacité des traitans , leurs exactions , & les surprises qu'ils faisoient perpétuellement à la religion du roi. Il a pourtant conclu à l'enregistrement , du très-exprès commandement du roi.

Quand il a fallu enregistrer , le greffier a refusé de le faire sans l'ordre du président. Autre lettre de cachet à l'instant , que lui a donné M. le Maréchal , pour le faire & obéir.

Après cet acte d'autorité absolue , M. M. restant en place comme pour délibérer , le porteur d'ordres leur a dit qu'il étoit chargé de s'opposer à toute délibération , de dissou-

dre incontinent leur assemblée , de les faire sortir devant lui & de ne pas même permettre qu'ils se retirent dans leurs chambres : il a appuyé le récit par l'exhibition d'une multitude de lettres de cachet en blanc , qu'il a dit avoir la liberté de remplir comme bon lui sembleroit. M. M. ne paroissant encore tenir compte de son injonction , il leur a ajouté qu'il étoit autorisé à les faire enlever de force par les archers qu'il avoit avec lui. Les conseillers d'état ont attesté la vérité de l'ordre , & quelques membres plus timides s'étant ébranlés , l'assemblée s'est rompue. M. le Maréchal les a fait défilér devant lui , deux à deux , en les appelant par leur nom , entre deux haies de soldats de *la pousse*. Il est resté le dernier , il a fait mettre le scellé sur les greffes , par les conseillers d'état , s'est fait remettre les différentes clefs , & les a emportées.

*Du 10 avril 1771.*

M. *Bourgeois de Boynes* , conseiller d'état , a été nommé hier secrétaire d'état au département de la marine , & il en recevoit aujourd'hui les compliments en sortant de l'audience.

Les mercuriales d'après pâques ont eu lieu aujourd'hui : elles ont été faites à huit clos , par M. le procureur , suivant l'usage. Son discours rouloit sur les devoirs du magistrat. Quatre huissiers ont prêté le serment au nouveau tribunal.

*Du 11 avril 1771.*

Extrait d'une lettre d'Ambletense , le 6 avril 1771. . . . . Ambleteuse est un méchant village

à trois lieues de distance de Boulogne , où est exilé M. l'abbé de *Malezieux* , conseiller clerc au parlement de Paris. Il n'y a de remarquable dans cet endroit que la tour bâtie au-delà du port , & que la mer à marée haute baigne de ses flots. Elle est belle dans son genre , c'est un ouvrage de M. de *Vauban* ; elle est habitée par quatre invalides , qui y montent la garde : il y a un logement fort succint pour le commandant , qui n'y vient qu'en tems de guerre. La plate-forme du bas est garnie par 13 canons assez beaux , & celle d'en-haut par cinq. Au surplus il y a douze maisons dans ce malheureux trou , dont trois habitées par des payfans qui y vivoient , le reste par de pauvres diables dont le métier est d'*aller en route*. *Aller en route* , en jargon du pays , veut dire mendier son pain. Dans le tems du flot ; l'habitation de M. de *Malezieux* n'en est qu'à trente pas , elle est sur une saïaise de sable : c'est celle de l'ingénieur , mais inhabitée depuis long-tems , parce que le port est en ruines , ainsi qu'elle : elle n'a qu'un rez-de-chaussée fort bas , pour ne pas donner prise à l'impétuosité des vents. Dans la cour est un arbre , le seul qui soit dans le pays , & qui ne s'élève jamais impunément au-dessus de la maison : le fier aquilon l'élague à mesure. On ne voit au loin que des montagnes de sable aride. Ce séjour , glacé en hiver , & brûlant en été m'a paru très-malsain pour une complexion aussi délicate que celle de l'abbé. Il n'est pas malade , mais il y souffre ; il ne peut avoir de société que de Boulogne , à trois lieues de distance , comme je l'ai déjà dit. Son Curé est auteur d'un petit livre bleu , intitulé *la vie de St. Pierre d'Ambleteuse*. Il y a à la fin des hymnes & des canti-



ques en prose. Jugez de la ressource dont peut être ce bon pasteur. Au surplus, M. de Malezieux soutient son exil avec gaieté ; lui & sa sœur font un bien infini au pays où ils sont , en occupant autant qu'ils peuvent ces pauvres gens & les faisant subsister.

*Du 11 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Boulogne sur mer, du 6 avril 1771. . . La sénéchaussée de cette ville & celle de Montreuil n'ont point enrégistré l'édit de création des conseils supérieurs : on élude , sans refus formel. En général il y a une antipathie entre ce pays-ci & les Artésiens. Calais a enrégistré , mais vous allez voir comment le lieutenant-général de cette ville est en procès avec les autres officiers , qui sont décrétés , & par conséquent sans fonctions. Lors de l'envoi de l'édit par le procureur général du conseil souverain d'Arras , le lieutenant-général s'absenta , & l'enrégistrement a été fait sur le requisitoire du procureur du roi , par un simple avocat , au défaut de tous autres juges... Au surplus , dans tous les sieges les fonctions de la justice vont très-mal , ou plutôt sont à-peu-près interrompues.

*Du 11 avril 1771.*

Mrs. de la cour des aides chassés de leur tribunal par M. le maréchal de Richelieu , ne se regardant point comme destitués légalement , se sont rendus sur le champ le matin chez M. Charpentier de Boisgibault , leur président , y ont dressé leur procès verbal de ce qui venoit de se passer , & leurs protestations

contre tout ce qui avoit été & seroit fait. On prétend même qu'ils ont expédié sur le champ des couriers à la cour des aides de Rennes & autres du royaume. Quoi qu'il en soit , à onze heures du même matin M. *de Boisgibault* a reçu une lettre de cachet qui l'exiloit à sa terre , dans les 24 heures. Les présidents *Bernard* , *Choart* , *Fautras* , *Hocquart* , de la même cour , ont aussi eu des lettres de cachet , ainsi que Mrs. de *Fax* , de *Tilliers* , *Brion* , conseillers , pour s'exilier à dix lieues de Paris , à leur choix , dans le même délai.

A 4 heures du soir le président *de Boisgibault* a reçu une seconde lettre de cachet , qui lui enjoignoit de partir sur le champ.

Mrs. de la cour des aides étoient 32 à l'assemblée du matin chez leur président.

*Du 12 avril 1771.*

L'archevêque de Rheims , grand-aumônier , a la feuille des bénéfices décidément , & les économats sont réunis au contrôleur général.

*Du 12 avril 1771.*

Il paroît un arrêt du parlement de Bordeaux , en date du 26 mars , contre la recreation des conseils supérieurs , le même à peu près , quant au fonds & à la forme , que les arrêtés ou arrêts déjà cités.

*Du 12 avril 1771.*

On écrit de Rouen que la nuit du 7 au 8 de ce mois , on a enlevé par lettre de cachet trois libraires de cette ville , ainsi que l'im-

primeur du parlement. Ce qui a jetté une fermentation encore plus grande dans cette compagnie. On ne doute pas que ce ne soit relativement à l'impression & distribution des arrêtés, des remontrances & arrêts de cette cour dans la crise présente. On assure que M. le duc d'Harcourt a eu ordre de s'y rendre pour quelque expédition.

Du 12 avril 1771.

Le Sr. *Linguet*, avocat de M. le duc d'Aiguillon, n'ayant pas osé répondre pour ce pair en sa qualité, dans la cessation générale de son ordre, a pris la tournure d'écrire comme auteur, & il a répandu depuis quelques jours un mémoire pour son client, sous le titre de : *Observations sur l'imprimé intitulé, réponse des états de Bretagne au mémoire du duc d'Aiguillon : par Simon-Nicolas-Henri Linguet*. On en parlera plus amplement une autre fois.

Du 13 avril 1771.

L'ouvrage du Sr. *Linguet* est précédé d'un avertissement, où il dit que ce n'est pas l'ancien commandant de Bretagne, que c'est lui-même qu'il défend; que le roi pour cette fois a révoqué la défense de parler désormais des affaires de Bretagne, & lui a permis de justifier la justification de M. le duc d'Aiguillon. Ensuite, à l'ombre de l'arrêt du conseil du 2 janvier qui a proscrit la *réponse des états*, dont il se couvre comme d'un égide qui le rend invulnérable, il ose provoquer à la fois & les états & le parlement de Rennes, qui d'après un compte rendu a brûlé son mémoire

par l'arrêt du 14 août 1770. Le ton impudent dont toute cette espèce de préface est écrite , ne peut que révolter les lecteurs honnête , & les indisposer d'avance contre l'auteur.

Le reste est un volume aussi gros qu'en-nuyeux à deux colonnes , dont l'une contient le mémoire des états , l'autre les observations de l'écrivain. Du premier il résulte que M. le duc d'Aiguillon avoit ébranlé la constitution nationale jusques dans ses fondemens , avoit jeté la division dans les familles , laissé les finances de la province dans le plus grand désordre , le patrimoine de ses villes dissipé , le crédit public anéanti ; qu'il avoit armé contre lui les loix , le parlement , la nation , qu'il étoit le fléau d'un million d'hommes....

Suivant les observations , au contraire , le commandant accusé a respecté les privilèges de la Bretagne avec plus de scrupule qu'aucun de ses prédécesseurs ; il a trouvé le secret difficile de concilier les intérêts du prince avec ceux des peuples , & la contribution indispensable aux besoins de l'état avec le soulagement des particuliers ; il a fixé sur les côtes de cette province la victoire qui abandonnoit les armes françoises , & donné lieu aux Bretons d'applaudir à des triomphes , tandis que tout le reste du royaume pleuroit sur des désastres ; il a rétabli sans frais les communications entre les villes , & multiplié les débouchés du commerce par la multiplication des chemins , sans manquer aux égards dûs à l'indigence dont il falloit employer les bras pour ouvrir ces sources de richesses. Il a maîtrisé la mer , en réparant presque tous les ports de Bretagne dégradés par impuissance ou par inattention ; les rivières , en creusant leurs

leurs lits , en rapprochant , en réunissant leurs eaux trop divisées , en augmentant par des travaux aussi simples que solides leur profondeur & par conséquent leur utilité ; les sables même de l'océan , en leur arrachant de vastes terrains qu'ils avoient déjà submergés , & une ville entière ( Saint Pol de Léon ) qu'ils menaçoient d'ensevelir bientôt. Il a en négociant & faisant réussir l'acquisition des contrôles , désormais réunis au domaine de la province , fait succéder en Bretagne une regie douce & juste , à une perception que l'on accusoit d'être abusive & tyrannique ; opération doublement avantageuse , en ce qu'elle a procuré d'une part des soulagemens aux particuliers & un profit certain aux états. Il a sacrifié les prérogatives de sa place pour augmenter celles des états , & ses revenus pour prévenir la diminution des leurs : il a favorisé l'embellissement des villes , en remédiant à la dissipation de leur patrimoine. Il a fait tout ce qu'il falloit , sinon pour relever entièrement le crédit public , ce qu'assurément les circonstances ne permettoient pas , du moins pour empêcher sa chute totale. Il n'a armé contre lui que les ennemis de l'ordre & des loix. Il a mérité l'approbation du souverain , des ministres & de tous ceux des sujets que la haine n'a point aveuglé , que le fanatisme d'un parti qui les joue n'a point entraînés...

Mais , d'une part , c'est la province entière , sous le nom des états , qui parle , comme on doit le croire par cette piece qui termine le mémoire.

Extrait des registres du greffe des états de Bretagne , tenus par autorité du roi en la ville

de Rennes. Du vendredi 21 décembre 1770 ,  
neuf heures du matin :

Monseigneur l'évêque de Rennes , Mon-  
seigneur le Marquis de Piré , Monsieur le séné-  
chal de Vannes.

Sur le mémoire fait par la commission nom-  
mée , pour examiner celui signé *Linguet* , & y  
répondre: les états ont adopté & adoptent ledit  
mémoire fait par la commission ; ordonne en  
conséquence qu'il en sera incessamment im-  
primé 3000 exemplaires pour être distribués  
en sa présence tenue ; & que la même com-  
mission , de laquelle M. de la Bedoyere a été  
nommé à la place de M. du Sel des Monts ,  
veillera , à ce que l'impression en soit faite  
avec autant d'exactitude que de célérité.

( La minute signée )

F. R. Evêque de      G. de Rosnyvineu.  
Rennes.                      Marquis de Piré.

[ Borie. ]

Que peut conclure de deux résultats aussi  
contradictoires , soutenus de part & d'autre  
de faits cités & rejetés tour-à-tour comme  
faux , un lecteur impartial , hors d'état de se  
faire administrer les pièces juridiques ? Qu'en  
conclura la postérité , pour qui ce fameux  
procès fera peut-être encore plus probléma-  
tique , sinon qu'il est tout aussi impossible  
que d'après la réclamation aussi constante ,  
aussi nombreuse , aussi articulée de la plus  
forte partie de la province , M. d'Aiguillon  
ne passe pas pour un grand & un très-grand  
coupable , que dans la fermentation d'une  
haine aussi générale , de tant d'animosités

particulieres , il ne se soit nécessairement glissé dans les accusations beaucoup d'erreurs , de faussetés , de calomnies atroces.

*Du 14 avril 1771.*

Hier dans la nuit tous M. M. les présidents & conseillers du grand conseil ont reçu des lettres de cachet, portées par des mousquetaires , pour qu'ils aient à se rendre à Versailles à sept heures du soir , à l'effet d'y passer vingt-quatre heures , avec défenses de s'assembler jusques-là ni de prendre aucune délibération.

Tous M. M. du grand conseil ont reçu de pareilles lettres de cachet , à l'effet de se trouver le matin douze à sept heures au palais , pour y entendre les ordres du roi. Le nouveau tribunal, les chambres assemblées , a été invité de la part du grand maître des cérémonies, de se rendre à Versailles aujourd'hui 13 , à 11 heures du matin , au lit de justice que S. M. doit y tenir.

Les princes & les pairs ont reçu de pareilles invitations. On ne sçait pas encore ce qu'ils feront. Il y a eu plusieurs assemblées chez M. le duc d'Orléans , & chez M. le comte de Clermont. Il passe pour constant que ce matin les princes , ( M. le comte de la Marche excepté ) ont fait signifier au greffe , toujours subsistant du parlement , des protestations contre tout ce qui s'étoit fait & se feroit.

*Du 14 avril 1771.*

La protestation des princes est très-vraie , elle est détaillée & contient 15 pages , elle a été signifiée hier matin , comme on a dit :

L ij

par un huissier de la chambre des comptes , & le greffier a été sommé en même tems de la présenter sur le champ à M. M. du conseil assemblés si la grand'chambre , prêts à partir pour se rendre au lit de justice. Ces M. M. n'ont pu en entendre toute la lecture , encore moins délibérer en conséquence , étant pressés par le tems ; ils ont remis la séance au retour de Versailles.

Les princes avoient arrêté en outre de ne point se rendre au lit de justice , & ont écrit le samedi matin une lettre au roi , pour en témoigner leur douleur à S. M.

A minuit de la nuit du vendredi au samedi , ils avoient envoyé chez M. le comte *de la Marche* , pour tenter un dernier effort sur lui , & lui apprendre que tous les princes du sang , y compris même le duc *de Bourbon* , avoient fait une protestation contre ce qui devoit se passer , & ne se trouveroient point au lit de justice.

*Du 14 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Versailles , du samedi 13 Avril..... Le roi est entré au lit de justice , à près de onze heures. Le chancelier a ouvert la séance de l'ordre du roi , par annoncer la résolution de S. M. d'anéantir son ancien parlement. Ce discours est une récapitulation de ceux qu'il a déjà prononcés sur la même matière ; on y a remarqué de plus la déclaration que sa majesté , par un excès de clémence , vouloit bien rembourser les charges de ces officiers & ordonner la liquidation de leurs finances. Les gens du roi ayant ensuite eu permission de parler , M. *Seguier* , pre-



mier avocat général , a parlé avec une force & une onction qui a pénétré tous les cœurs ; il a défendu les parlemens avec un zèle qu'on n'attendoit pas de ce magistrat , & voulant profiter de ce dernier moment pour réparer tous les torts qu'on lui imputoit , après avoir conclu pour l'enrégistrement des Edits , objets de la séance , du très-exprès commandement du roi , il a annoncé qu'il s'acquittoit pour la dernière fois de ce douloureux ministère , & qu'il remettoit la démission de sa charge entre les mains du roi.

On a lu trois édits ; le premier de cassation de l'ancien parlement ; le second de cassation de la cour des aides , le troisième de transfusion du grand conseil en nouveau parlement.

M. le chancelier a parlé trois fois , avant la lecture de chaque édit , & a mis dans ses discours la noblesse & l'énergie qu'on a déjà remarquées dans ceux qu'il a prononcés en pareilles occasions.

Il a été fait aussi lecture d'un règlement en vingt & tant d'articles, concernant la nouvelle forme d'administrer la justice : la suppression de la vénalité des charges en fait la base, les places de magistrature ne seront plus que des commissions *inamovibles* ; en conséquence le roi ordonne le remboursement des charges de M. M. du grand conseil , même de ceux qui rempliront les places de la nouvelle cour.

Le roi a fini la séance , qui a duré sept quarts d'heure , par la phrase suivante :

» Vous venez d'entendre nos intentions , je  
 » veux qu'on s'y conforme ; je vous ordonne  
 » de commencer vos fonctions lundi : mon  
 » chancelier ira vous installer. Je défends toute  
 » délibération contraire à mes volontés & tou-

„ tes représentations en faveur de mon ancien  
„ parlement , car je ne changerai jamais.

Le roi a prononcé ces dernières paroles ,  
& sur-tout le mot *jamais* , avec une énergie qui  
a imprimé la terreur dans toute l'assemblée.

Ensuite sa majesté a passé dans son cabinet ,  
& y a reçu le serment du Sr. de *Sauvigni* , Inten-  
dant de Paris , en qualité de premier président  
du nouveau parlement.

Plusieurs pairs , lorsque M. le chancelier est  
allé recueillir les voix pour la forme , lui ont  
parlé fortement & ont exprimé combien ils  
étoient opposés à ce qu'il se passoit , en dé-  
clarant qu'ils ne se trouvoient en ce lieu que  
pour obéir aux ordres du roi.

Après le lit de justice. Mrs. les magistrats ont  
tous été dîner chez M. le chancelier , & vien-  
nent de partir pour se rendre à Paris à leur  
installation.

*Du 14 avril 1771.*

M. le chancelier avec M. M. du grand con-  
seil , formant le nouveau parlement , se sont  
rendus au palais ; ils sont arrivés à cinq heu-  
res , escortés de la maréchaussée , l'épée nue :  
le guet à pied , le guet à cheval , la robe  
courte , & des détachemens de sergens aux  
gardes françoises bordoient leur passage &  
s'étoient emparés des avenues du palais. Ce  
spectacle militaire avoit attiré une foule pro-  
digieuse.

Après l'installation M. le chancelier a dé-  
claré à ces Mrs. que les ordres du roi étoient  
qu'ils se rendissent lundi aux audiences or-  
dinaires : il leur a enjoint de se tenir à leurs  
chambres respectives , sans se réunir & vou-

loir former aucun ariété ou assemblée ; & tout de suite il les a fait sortir , a fait fermer les portes devant lui : de sorte que MM du grand conseil ayant eu défenses de délibérer sur les lettres de cachet qu'ils ont reçues pour se rendre à Versailles, ayant, pendant tout leur séjour à la cour , été perpétuellement chez M. le chancelier , depuis le lit de justice , n'ayant eu aucune permission de conférer ensemble , de se concilier , recevant encore après leur installation de véritables défenses ultérieures , n'ont pu jusqu'à présent exprimer leurs vœux , & l'on ne fait si au premier moment de liberté ils ne donneront pas leurs démissions tous ou en partie.

*Du 14 Avril 1771.*

Le nouveau parlement doit être composé de cinq présidens à mortier , savoir , M. de *Sauvigni* , premier : les autres sont Mr. le marquis de *Nicolai* , ci-devant colonel d'un régiment de ce nom ; M. le *Prêtre de Châteaugiron* , ancien avocat général au parlement de Bretagne , & décrété par sa compagnie ; M. de *la Briffe* , ci-devant avocat général du grand conseil ; & M. de *la Bourdonnois de la Bretiche*.

Le reste de la compagnie sera composé de 70 membres , répartis en trois grand'chambres , une des enquêtes & la tournelle. Outre M. M. du grand conseil , plusieurs membres de la cour des aides , des chanoines de notre dame , des avocats , quelques particuliers de Paris & des provinces , ont pris parti dans cette compagnie. Ceux-là n'ont point été au lit de justice , mais se sont rendus séparément au palais lors de l'installation , & y ont prêté serment entre les mains de M. le chancelier.

*Du 15 Avril 1771.*

Les princes , excepté le comte de la Marche , ont reçu hier matin une réponse du roi à la lettre qu'ils avoient écrite la veille à S. M. Elle leur témoigne son mécontentement : en conséquence leur défend d'approcher de sa personne & de voir la famille royale ; leur permettant au surplus d'aller où bon leur semblera , pourvu qu'ils s'absentent de tous les lieux où fera la cour.

*Du 15 Avril 1771.*

La gazette de Bruxelles , ainsi que celle de Berne , viennent d'être prosrites dans ce pays-ci : l'introduction en France en est défendue au bureau des gazettes étrangères. On prétend qu'elles ont déplu pour s'exprimer trop librement sur les affaires du gouvernement.

*Du 15 Avril 1771.*

Ces jours derniers un cercle de femmes étoit chez M. le chancelier , & ce chef de la magistrature plein de sel & d'enjouement en société , malgré ses importantes occupations , plaisantoit les dames sur l'acharnement avec lequel elles déclamoient contre son nouveau système ; il leur reprochoit d'embarraffer ses opérations , de les retarder par leur criaileries , par l'ascendant qu'elles prenoient sur leurs maris ; &c. il ajoutoit qu'il trouvoit cela d'autant plus étrange , qu'elles n'étoient point au fait de la politique , que cette ma-

rière leur étoit interdite par leur sexe , leur éducation & la foiblesse de leurs organes , qu'en un mot elles n'y entendoient pas plus que des *Oyes*..... *Eh ! ne savez-vous pas , M. le chancelier* , lui répondit avec vivacité madame Pelletier de Beaupré , *que ce sont les Oyes qui ont sauvé le Capitole ?*

*Du 16 Avril 1771.*

L'on compte ce matin sept membres du grand conseil qui ont envoyé leurs démissions , savoir Mrs. *Lambert* , *Plonievette* , *Perrault* , *Negre* , *Guignace de Villeneuve* , *Vaucreffon* , *Duport*.

*Du 16 Avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Rouen du 12 avril.... Le greffier en chef du parlement ayant reçu un paquet à son adresse , en a averti M. le premier président avant de l'ouvrir ; & ce magistrat ayant fait assembler les chambres , sur cette première enveloppe il s'en est trouvé une seconde , à l'adresse du procureur général , & une troisième enfin à la compagnie assemblée. Sous cette dernière étoit un écrit anonyme très-séditieux & exhortant les magistrats à tenir ferme , à se révolter même s'il le falloit , avec promesse de secours de toute espèce , &c. Le parlement a d'abord été atterré d'une semblable découverte , ensuite on est convenu d'une voix unanime de déposer la pièce au greffe , d'ordonner une information très-prompte , très-exacte & très-sévère , à la requête & diligence du procureur général , & qu'il seroit dressé procès.

verbal du tout pour expédition en être envoyée à M. *Bertin*, secrétaire d'état, ayant le département de la province.

*Du 16 Avril 1771.*

Il y a quinze conseillers-clerks dans la nouvelle compagnie ; c'est M. l'archevêque de Paris qui les a recrutés : on compte entr'autres cinq chanoines de l'église de Paris : *Lucker*, *la Fage*, *Mallaret*, *de Beaumont* & *Deplassés*. Les trois derniers ne sont point encore gradués, les deux premiers sont licenciés & ont dû être reçus hier avocats au parlement actuel.

*Du 16 Avril 1771.*

De tout le parlement il ne reste au tribunal actuel que M. *Joli de Fleury*, avocat général, qui sera procureur général. Le procureur général ancien, le premier & le second avocat général, les deux greffiers secrétaires de la cour, *Ysabeau* & *du Franc*, ainsi que le premier Huissier, ont donné leurs démissions.

*Du 16 Avril 1771.*

Deux nouveaux écrits se répandent en faveur des opérations de M. le chancelier, ou pour décrier ceux composés par le parti adverse ; l'un a pour titre *la Tête leur tourne* ; l'autre, *remontrances du grenier à sel*.

*Du 16 Avril 1771.*

Il paroît par les détails particuliers qu'on a ramassés sur la dernière opération de M. le

chancelier qu'il appelle une transfusion du grand conseil dans le parlement , qu'il a combiné la ruse , le mystère & la force , trois efforts mis en jeu , tantôt à la fois , tantôt alternativement , pour s'en assurer le succès. Mrs. du grand conseil rendus à Versailles , malgré les bruits qui couroient , n'avoient aucune certitude du projet. Quelques membres seulement en étoient instruits & avoient arrêté précédemment toutes les démarches que la compagnie auroit pu tenter pour manifester son vœu sur le retour du parlement , & la lier d'une façon trop contradictoire pour qu'elle pût ensuite se prêter à une métamorphose. Ces mêmes membres , au nombre de 9 , ont été les seuls introduits dans le cabinet du roi , à leur arrivée chez le chancelier la veille du lit de justice. Là , en présence de S. M. M. le chancelier , M. le duc de la Vrillière , M. de Boynes , ont endoctriné ces Mrs. & les ont disposés à ce qui se devoit passer le lendemain , en les chargeant de séduire ou d'intimider leurs confreres. Ceux-ci attendoient pendant ce temps-là , & naturellement devoient être jaloux de rester exclus de l'audience que le roi donnoit aux autres membres. C'est pour calmer ce sentiment qu'ils reparurent avec l'extérieur de la tristesse & de découragement , ne s'exprimant qu'avec des soupirs & des exclamations , donnant à entendre qu'ils ne pouvoient en dire davantage ; mais que leurs confreres avoient été trop heureux de ne pas éprouver les reproches & la colere du roi. Ensuite M. le chancelier se montra avec son aisance & sa gaieté ordinaire , parlant vaguement & ne s'expliquant sur rien ; il les quitta bientôt pour aller au

conseil des dépêches , & leur dit qu'il les laissoit avec *M. de Boynes* , un autre lui-même. Celui-ci , sans leur apprendre rien de plus , les cathéchisa seulement sur la punition infligée au parlement de Paris , sur la nécessité d'obéir , de se résigner à ses volontés , de suivre l'impulsion de ce seul législateur ; &c. il amusa ainsi le tapis jusqu'à neuf heures , que *M. le chancelier* revint , & trouvant ces *Mrs.* fort décontenancés , se plaignit qu'on ne leur eût pas donné des tables de jeu pour s'occuper. *M. Lambert* lui représenta que la compagnie n'étoit pas venue pour manier des cartes , mais pour parler affaire. Le chef de la magistrature parut entrer dans sa demande , & voulut faire venir ses papiers ; puis , sous prétexte qu'il étoit tard , que ces *Mrs.* devoient être fatigués , qu'ils auroient besoin de se coucher de bonne heure , il demanda si son maître d'hôtel avoit suivi ses ordres pour le souper ? On lui répondit que tout étoit prêt. Au moyen de quoi on se mit à table , on y resta long-temps , & se supposant fatigué lui-même , il ne fut encore question de rien après souper , il renvoya ainsi ces *Mrs.* logés à la craye chez différents bourgeois , où ils trouverent des appartemens très-propres & munis de tout ce qui leur étoit nécessaire. Le lendemain matin , réunis chez lui , il éluda encore de les instruire sous prétexte d'aller au château se disposer à la cérémonie ; en sorte que la compagnie ne fut proprement ce dont il étoit question qu'au lit de justice même.

Quant à *M. Angrau d'Allerai* , le procureur général , comme on avoit pris des engagements pour cette place du parlement vis-à-vis de *M. l'avocat général Joli de Fleury* ,



& qu'on craignoit que ce magistrat mécontent n'éclairât les autres membres du conseil & ne les excitât à la résistance, il avoit reçu le même jour, que les autres membres, une lettre de cachet pour aller à *Meudon*, où sa sœur avoit une maison, en robe & en bonnet carré, y coucher & attendre les ordres du roi, qui furent dans la nuit de se rendre au lit de justice à Versailles.

C'est ainsi & par ces incidents comiques qu'a été ménagé un des événements les plus mémorables dans la monarchie. En revenant de Versailles pour l'installation au palais, le seul M. *Lambert*, doyen, a eu le courage à l'entrée de Paris de dire à son cocher de le remener chez lui. Le soir, plusieurs ont envoyé des démissions, ainsi que le lendemain; mais on varie encore sur la quantité.

A l'égard de la cour des aides, on peut juger que le coup vigoureux porté contr'elle n'a été frappé si promptement, que pour en extraire quelques traîtres, au nombre de huit.

*Ysabeau*, greffier, n'a point donné sa démission, mais les deux *Ysabeau* seulement.

Quant à M. *Seguier*, elle est très-certaine, & c'est mal à propos qu'on a dit qu'il avoit conclu à l'enregistrement des édits; il avoit au contraire conclu à ce qu'ils fussent retirés, comme fit autrefois le fameux avocat-général *Servin*. On verra ces détails dans le procès verbal du lit de justice imprimé.

*Du 17 avril 1771.*

Les ouvrages en faveur du système de M. le chancelier pullulent de toute part, il en paroît encore un tout récemment, intitulé *Réponse*

à la lettre d'un ancien magistrat à un duc & pair, &c. On ne peut qu'annoncer les titres de tant de brochures, qui en général ne sont que plaissantes, ou s'écartent absolument des vrais principes, lorsque la matière y est discutée sérieusement.

*Du 17 avril 1771.*

Les pairs réclamants sont les ducs d'Uzès, de la Tremuille, de Fronsac, de Roban-Chabot, de Noailles, Brancas, Valentinois, Nivernois, la Valiere, Fleury, Duras, de Beauveau, prince de Tingri.

*Du 18 avril 1771.*

En attendant que les protestations des princes, extrêmement longues & qu'on assure être très-bien faites, soient imprimées, on en répand un extrait, par lequel il paroît qu'ils y parlent sous plusieurs qualités; comme *Princes*, pour la conservation de leurs droits à la couronne; comme *Pairs*, pour les droits de la monarchie, la conservation & la sûreté de la personne sacrée du roi; comme *Gentils-hommes*, au nom de la noblesse, pour la violation de ses privilèges; en un mot, comme *Citoyens*, au nom d'une nation libre, qui ne fut jamais faite pour l'esclavage.

Ensuite leur réclamation embrasse huit chefs différents, & ils protestent : 1°. contre l'effet des surprises faites à la religion du roi par les personnes qui l'entourent, & évidemment par son chancelier.

2°. Contre l'effet des surprises & de l'obsession des mêmes personnes qui ont fermé l'accès au trône.

3°. Contre les violences exercées envers les membres du parlement de Paris.

4°. Contre la confiscation illégale des offices des différens membres dudit parlement.

5°. Contre l'établissement de la commission des membres du conseil , substitués aux vrais membres du parlement de Paris.

6°. Contre l'illégalité de l'envoi fait aux membres du conseil de l'édit de février , & contre l'enregistrement qui en a été fait.

7°. Contre tout établissement qui pourra être fait dans la suite.

8°. Contre toute présence , délibération , assistance forcée ou volontaire dans aucune séance que ce soit de ces prétendus tribunaux , & contre leur acquiescement même s'il étoit possible , qu'ils fussent à ce point contraints.

*Du 18 Avril 1771.*

Arrêté du bailliage du Mans. « Ce jour 10 avril , la compagnie considérant que c'est une maxime de droit émanée de la bouche même de nos rois , que nulles loix générales ne peuvent avoir force dans l'état que par l'enregistrement dans les cours de parlement.

« Que les loix du royaume défendent l'érection d'aucun corps dans l'état , si ce n'est en vertu d'édits , lettres patentes , &c. enregistrés dans les cours où lesdits édits & déclarations l'ont déjà été , & dont les arrêts & réglemens sont émanés. »

« A arrêté unanimément qu'elle ne peut , sans contrevenir aux édits , ordonnances & déclarations , sans violer son serment & sans déroger à son état primitif , enregistrer lesdits édits portant érection des conseils supérieurs. »

“ Qu'elle ne peut reconnoître de nouveaux supérieurs qui auroient sur elle le droit de ressort, d'inspection & de correction, d'autant qu'elle n'a jamais dépendu que de la cour des pairs. ”

“ Que pénétrée 'du plus profond respect pour la volonté du roi , elle n'auroit rien de plus à cœur que de pouvoir concilier la soumission à ses ordres avec ces loix & son serment. ”

“ Que dans les tristes circonstances où elle se trouve , elle ose espérer de S. M. qu'elle ne désapprouvera pas les vœux qu'elle ne cessera de faire pour le retour du parlement , son supérieur légitime. ”

“ En conséquence , qu'elle ne croit pas que cet arrêté puisse lui attirer la disgrâce d'un prince qu'elle chérit comme son pere , qu'elle honore & respecte comme son roi , & pour le service duquel elle sera toujours prête à sacrifier ses charges , ses biens , sa liberté , sa vie même. ”

NB. On écrit que les bailliages de Tours & d'Angers ont adopté ledit arrêté , & en ont fait un pareil.

*Du 18 Avril 1771.*

Tous ces jours-ci le bruit a couru que les pairs protestans avoient été exilés : le fait est qu'il s'est tenu le dimanche un grand conseil d'état , où cette matiere a été fort agitée & débattue : que Mrs. le maréchal prince de *Scubise* & M. *Bertin* ont fait sentir l'injustice de punir ces membres de la cour des pairs , pour avoir opiné librement dans un lieu où ils étoient censés n'être convoqués que pour

cela ; que ç'auroit été leur tendre un piège : soupçon indigne du cœur & de l'ame noble de S. M. ; que d'ailleurs l'exil en donnant plus d'authenticité à cette *protestation* , pouvoit faire un effet plus dangereux que la voie de la douceur & de la clémence. Malgré ces représentations très-sages , les lettres de cachet étoient expédiées , lorsqu'à onze heures du soir il est venu un sursis , & il paroît aujourd'hui qu'on a renoncé absolument à cette voie de rigueur.

*Du 19 avril 1771.*

Le procès verbal du lit de justice se répand depuis hier , on y voit que M. l'avocat général *Seguie* a bien conclu de l'exprès commandement du roi à l'enregistrement des deux édits de suppression de la cour des aides & du grand conseil ; mais qu'à l'exemple du grand Avocat général *Servin* , il avoit conclu à ce que celui d'extinction du parlement de Paris soit supprimé.

Ce magistrat , qui s'est relevé avec honneur dans cette occasion de la chute honteuse qu'il avoit faite au moment de la dispersion du parlement de Paris , vouloit en effet donner sa démission à la fin du lit de justice même ; mais le roi exigea qu'il fût au palais avec les autres membres du grand conseil pour l'installation du nouveau tribunal ; & c'est en rentrant chez lui que ce magistrat a envoyé son acte de démission : il s'est exilé volontairement à une terre éloignée.

*Du 19 avril 1771.*

On ne fait pas exactement le nombre des démissions du grand conseil : le plus fort calcul va à douze ; ce qui réduiroit le reste à 18 , & formeroit un petit résidu. Celui des traîtres de la cour des aides ne se monte , heureusement , qu'à huit. On ne connoît aussi que huit avocats. Le reste n'est composé que de clerks & de forains , sauf un conseiller de la cour des monnoies. ( *Le Sr. de la Calprenede.* ) Ainsi l'on voit que ce tribunal est encore bien informe. Il y a quelques plaidoyers , au moyen des anciennes affaires du grand conseil , qui s'y continuent. Les avocats & procureurs n'y vont pas davantage.

On assure que les démettans du grand conseil ont reçu des lettres de cachet pour reprendre , on attend à voir quel parti ils prendront en cette occurrence.

On parle beaucoup de *M. le Camus de Neuville* , jeune magistrat , dernier membre du grand conseil , reçu en 1769. *M. le chancelier* a cherché à l'intimider à l'occasion de sa démission , en lui déclarant que *S. M.* seroit fort mécontente , qu'il ne savoit pas ce qui en arriveroit , qu'elle pourroit se porter à faire sur lui quelque exemple plus sévère , qu'enfin il y avoit dans le royaume des châteaux , des forteresses , des prisons. *Je le sais, Monseigneur* , lui a répondu le courageux magistrat , *mais je suis jeune , vigoureux , & j'espère vous survivre.*

*Du 19 avril 1771.*

Il paroît une *complainte* sur l'air des *pendus*. On imagine aisément que c'est une satire en forme de cantique contre M. le chancelier , où l'on retrace en bref sa naissance , sa vie , & où l'on préamure sa fin sinistre. Il faut joindre cet ouvrage aux affreuses odes déjà répandues sur cette matière & que la police recherche avec la plus grande vigilance ; ce qui leur donne beaucoup plus de vogue que ces pièces n'en méritent par leur mérite intrinsèque , très-médiocre.

*Du 20 avril 1771.*

*Les représentations des honnêtes gens* sont un petit écrit très-impartial , où en convenant des torts du parlement , on s'élève avec la même liberté contre l'illégalité de sa destitution & la fausseté des prétextes qu'on met en avant pour autoriser un semblable despotisme. On fait voir que cette compagnie a toujours ou presque toujours été l'esclave des ministres , qu'outre plusieurs actes d'injustice particuliers , comme l'expulsion des jésuites , la condamnation de M. de Lally , &c. commis pour leur plaisir , elle a avec eux consommé la ruine de l'état , en ne sévissant pas contre les déprédateurs des finances ou en se prêtant aux impôts énormes dont les ministres tirés de son sein ont surchargé le peuple , &c.

*Du 20 avril 1771.*

Le vendredi , jour où Mrs. du grand conseil souperent chez M. le chancelier & le lende-

main où ils y dînerent , étoient des jours maigres. Quelques-uns des membres de cette compagnie exaltoient ces repas & disoient qu'il y avoit des monstres : *oui , Messieurs ,* leur repliqua madame de Beaupré , *autour de la table.*

*Du 20 avril 1771.*

On étoit fort empressé de savoir la façon de penser du parlement de Metz sur les calamités actuelles de la magistrature , & l'on étoit surpris de n'en apprendre aucunes nouvelles , on vient pourtant d'en imprimer un arrêté ancien en date du 29 janvier , que voici :

« Il a été arrêté qu'il sera très-humblement & très-respectueusement représenté au roi : »

» 1°. Que toute la nation le supplie de laisser à la vérité l'accès que la calomnie veut lui usurper. »

« 2°. Que si S. M. vouloit se servir de ses lumieres , elle découvreroit bientôt que les intrigues de la cour & la concurrence des prétentions , mettent en œuvre les plus vils ressorts , pour donner à la nation consternée , le triste spectacle de la magistrature flétrie , soupçonnée dans l'exécution de ses premiers devoirs , & punie de sa fidélité généreuse. »

« 3°. Que l'autorité des rois de France ne s'élèvera jamais sur les débris des loix ; que l'édit portant règlement est le code fatal de leur subversion totale , & que le privilege funeste qui voudroit mépriser la loi deviendrait bientôt l'écueil où se briseroient le monarque & l'état. »

« 4°. Que le parlement de Paris eût cessé d'être fidele en obéissant , & que la fidélité



n'est jamais si respectable que quand elle fait donner des bornes à l'obéissance. »

„ 5<sup>o</sup>. Que les ennemis les plus dangereux de l'état , sont ceux qui veulent anéantir les fonctions de la magistrature , en arrachant , par l'appareil des peines , un consentement que la liberté françoise désavoue. »

„ 6<sup>o</sup>. Que les loix veillent sans cesse autour du trône , qu'elles gardent bien mieux que les glaives destinés à défendre les barrières du palais , & que c'est par les loix constitutives de la monarchie , que nos cœurs sont encore plus à nos monarques que nos biens & nos vies “.

„ 1<sup>o</sup>. Que l'immobilité dans les principes , & la noble soumission dans les magistrats dispersés , rassurent la génération présente & serviront de modele & de leçon aux races futures , tandis que nos annales ne feront connoître à la postérité les auteurs du trouble que par l'éclat de leurs vices & la fureur de leur ambition “.

„ 8<sup>o</sup>. Qu'enfin nos rois ne dépendent de personne , mais qu'ils dépendent des loix , & que cette dépendance est le titre le plus cher au peuple françois ; puisqu'elle ratifie chaque jour le choix libre de nos ancêtres & qu'elle assure l'affermissement de l'autorité purement monarchique “.

„ Arrêté en outre d'adresser au roi seul les remontrances dont les objets sont fixés par l'arrêté. Fait à Metz en parlement , toutes les chambres assemblées , le 29 janvier 1771 “.

*Du 21 avril 1771.*

Dans la nuit du jeudi au vendredi des Mousquetaires furent encore mis sur pied & allèrent porter aux douze membres du grand

conseil qui s'étoient démis , des lettres de cachet portant injonction de se rendre au palais , d'y reprendre leurs démissions & de continuer leur service ordinaire , à peine de défobéissance formelle.

Quelques - uns de ces messieurs ne se sont point rendus au palais , d'autres s'y sont rendus pour protester de nouveau : on cite surtout M. *Lambert* , le doyen , qui ayant demandé à parler , a déclaré formellement qu'il ne paroïsoit sur les fleurs de lys que par soumission aux ordres du roi , mais qu'il n'entendoit faire aucune fonction de magistrature , qu'il ne reviendrait pas , ne reprendrait pas sa démission , que S. M. étoit maîtresse de ses biens , de sa liberté & de sa vie , mais qu'elle ne pouvoit disposer de son honneur ni de sa conscience. Après avoir prononcé ce discours avec une fermeté digne d'un ancien sénateur de Rome , il s'est retiré en lançant un regard de courroux sur toute cette assemblée confuse.

D'autres , plus foibles , ont repris leurs démissions des mains du premier président , à qui le chancelier les avoit renvoyées.

Dans la nuit du vendredi au samedi des gens du guet ont apporté aux magistrats persistans dans leurs démissions , des lettres de cachet , où sa majesté ne les traite plus que comme des particuliers , les exile en différens lieux , à peu de distance de Paris , sauf M. *le Camus de Neuville* , qu'on assure être envoyé au *Mont St. Michel* ; c'est celui qui avoit parlé si verbalement à M. le chancelier. Les autres connus sont Mrs. *Lambert* , *Perrault* , *Guignace de Villeneuve* , *Negre* , *Michel de Montperat* & *Baraffi*.

*Du 21 avril 1771.*

M. *Claret* , un des membres de la cour des aides qui par une infâme perfidie ont passé dans le soi-disant parlement , a tellement eu honte de son action , dont sa femme ne favoit rien ; cel.e-ci lui en a fait des reproches si sensibles , qu'il en est tombé dans une mélancolie affreuse , a envoyé sa démission , & s'est exilé lui-même , sans qu'on sache précisément où il est allé : on craint que la tête ne lui ait tourné.

*Du 21 avril 1771.*

Le 10 avril , les semestres assemblés à la cour des monnoies pour entendre le récit des faits concernant le sieur *Petit* , conseiller honoraire de cette cour , que le bruit public désignoit comme ayant accepté une place au conseil supérieur de Blois , le greffier en chef , chargé de faire des informations , a dit qu'il paroïssoit que cet officier avoit effectivement accepté une place audit conseil, mais que vraisemblablement se repentant de cette démarche , il s'en étoit retiré : sur quoi arrêté qu'il n'y avoit plus lieu de délibérer pour le présent.

*Du 21 avril. 1771.*

Extrait d'une lettre de Rouen du 16 avril 1771. Le parlement , les chambres assemblées hier lundi 15 , a rendu un arrêt qui déclare intrus , parjures & violateurs de leur serment, ceux qui ayant juré d'observer les loix du royaume , se sont ingérés ou s'ingéreroient aux fonctions des magistrats dispersés du parlement

de Paris ; & nuls , tous actes émanés ou qui émaneroient des prétendu parlement de Paris & conseils supérieurs.

*Du 21 avril 1771.*

Il paroît une *Réponse au Citoyen* qui a publié ses réflexions. Cet écrit , plein de nerf & de raison , détruit tout ce qui est dit dans l'autre pamphlet , & soutient ses arguments de l'autorité des plus grands écrivains sur l'administration & le gouvernement des états , & combat souvent son adversaire par ses propres paroles.

*Du 21 avril 1771.*

Le soi-disant parlement , pour avoir l'air de faire quelque chose , a enrégistré , mercredi dernier 17 , grand'chambre & tournelle assemblées , un édit du roi concernant les conseils supérieurs , pour un plus parfait arrondissement dans le ressort de ces tribunaux.

Il y a eu aussi quelques assemblées de chambre sur divers objets , dont le premier a été de députer au roi pour le remercier de la création du soi-disant parlement ; mais cette démarche ridicule n'a point passé.

Un nommé *Desirat* , avocat ci-devant , aujourd'hui membre de ce soi-disant parlement , a été dénoncé à ses nouveaux confreres comme décrété par le châtelet , & il est obligé de se laver. Il est constant , & le procureur du roi ne disconvient pas l'avoir décrété d'assigné pour être oui , & il assure qu'il le méritoit bien. On ne fait si le lieutenant-criminel aura été plus loin ; c'est ce qui est en question.

*Du*

*Du 22 avril 1771.*

Il court un quatrain sur les circonstances.

France ! tel est donc ton destin ,  
 D'être soumise à la femelle :  
 Ton salut vint de la Pucelle ,  
 Tu périras par la Catin.

*Du 22 avril 1771.*

On rapporte que madame la comtesse *Dubarry* ayant rencontré M. le duc de *Nivernois* , un des protestants au lit de justice , l'avoit arrêté , & lui avoit dit : *M. le duc , il faut espérer que vous vous départirez de votre opposition ; car , vous l'avez entendu , le Roi a dit qu'IL NE CHANGERAIT JAMAIS. --- Oui , Madame ; mais il vous regardoit , a répondu le fin courtisan.*

*Du 22 avril 1771.*

On n'est pas content dans le public du discours de M. *Seguier* , annoncé avec tant d'emphase , & qui n'est rempli que de lieux communs : on lui reproche de n'avoir pas profité d'une circonstance essentielle & particulière qui donnoit lieu aux plus grands mouvements de l'éloquence ; c'est l'absence des princes. On trouve également mauvais qu'il ait inculpé le parlement , & paru accorder qu'il ait peut-être été trop loin ; en un mot , on n'y voit de beau que la fermeté avec laquelle il a osé conclure à ce que l'édit de suppression du parlement fût retiré. Au surplus , bien des gens prétendent que ce discours a été mutilé ;

ce qui se vérifiera , car on assure que ce magistrat requis par M. le chancelier de le lui envoyer pour l'insérer au procès-verbal , lui avoit fait des instances pour qu'il n'y fût rien changé , en ajoutant qu'il en avoit délivré des copies à sa famille , & qu'il paroîtroit sûrement imprimé dans toute sa vérité.

*Du 23 avril 1771.*

Depuis que les sergents aux gardes se sont retirés du palais , le tumulte y est revenu , & le soi-disant parlement est sifflé & hué : l'autre jour quelques membres furent obligés de s'échapper par la buvette : quatre avocats , aujourd'hui conseillers , ayant pris un fiacre , on a crié dans la rue : *charge de conseillers à six sols* , &c. On ne finiroit pas de rapporter tous les brocards qu'essuie le tribunal en général , & chaque membre en particulier. Paris aujourd'hui est comme la Bretagne ou comme Rennes : c'est une espece de guerre civile ; toutes les familles sont divisées. Non-seulement on fait fermer la porte aux membres du nouveau tribunal , mais les femmes méprisent leurs maris , les fils fuient leurs peres , les peres maudissent leurs fils , les freres se détestent ; en un mot , c'est un spectacle continuel de haines & de divisions , qui se perpétueront peut-être pendant plusieurs générations.

Le sieur *Sauvigny* , le premier président , est sur-tout l'objet de la risée publique ; il est d'une ignorance si crasse , qu'il faut le souffler sur le tribunal. Ces jours derniers , les procureurs jouant la parade à l'ordinaire , on lui dit de remettre la cause à quinzaine ; ce qu'il fit. Une seconde appelée , les procureurs s'excus-

sant encore , le souffleur lui dit *de même* , c'est-à-dire , *remis à la quinzaine* : il répéta tout haut *de même !* & à l'instant il fut appelé M. le président *de même* , qui n'est pourtant pas le même , faisant allusion au fameux *de Mesmes* , autrefois chef du parlement.

Ce qu'il y a de remarquable dans tout ceci , c'est le zèle & la fermeté que les femmes y mettent ; l'intérêt avec lequel elles ne cessent de s'entretenir de ces matières de politique : objet perpétuel de la conversation depuis quatre mois. Ce sont elles qui ont échauffé beaucoup de magistrats tremblants , indécis , & qui peut-être auroient molli ; plusieurs ont fait à cette occasion des sacrifices de fortune considérables. Mais le propos de madame *Negre* à son fils , conseiller au grand conseil , est surtout mémorable & peut s'assimiler à celui d'une femme Lacédémonienne. M. *Negre* partant pour aller à Versailles , en vertu de la lettre de cachet dont on a parlé : *mon fils* , lui dit cette mère courageuse , *laissez à la cour , s'il le faut , votre robe & votre charge , & rap- portez votre honneur.*

*Du 23 avril 1771.*

Arrêté du bailliage de St. Dizier , du 18 avril 1771..... “ Nous officiers du Bailliage de St. Dizier soussignés , considérant que d'après le serment que lors de notre réception nous avons prêté devant les vrais officiers de notre parlement de Paris , nous ne pouvons reconnoître ni procéder à l'enregistrement d'aucun acte émané d'officiers qui ne sont pas reçus suivant les loix constitutives du royaume ”.

“ Que depuis le 21 janvier 1771 , les vrais officiers du parlement de Paris étant absens par force & dispersés , n'ont pu se réunir & s'assembler pour aucun acte juridique , ,

“ Qu'en conséquence il résulte que l'enregistrement prétendu fait au parlement de Paris , toutes les chambres assemblées , le 23 février 1771 , d'un édit du roi donné à Versailles audit mois de février , & portant création de conseils supérieurs , doit être regardé comme un enrégistrement illégal & fait par des officiers sans caractère , & qui paroissent douter de leur compétence , puisqu'ils ne nous ont pas fait connoître la loi qui les autorise à exercer des fonctions attribuées aux vrais officiers du parlement , ,

“ Avons arrêté que nous ne pouvons procéder à l'enregistrement d'un édit du roi portant création de conseils supérieurs , sans contrevenir aux ordonnances du royaume , & aux réglemens faits par les officiers du vrai parlement de Paris , à l'exécution desquelles ordonnances & réglemens nous sommes astreints par un serment dont nous connoissons la force & l'étendue , & auquel nous déclarons vouloir être constamment fideles. Signé *Gillet & Armand*. ,

*Du 23 avril 1771.*

Le 11 avril 1771 , le bailliage de Vitry-le-François a aussi fait un arrêté très-long , très-savant , très-détaillé , où d'après les autorités sans nombre qu'il énonce , il a arrêté de ne point reconnoître le conseil supérieur prétendu de Châlons , &c.



*Du 23 avril 1771.*

Voilà jusqu'à présent ce qu'on a pu recueillir concernant les démissions du grand conseil & les exils. M. *Lambert*, exilé à *Clicy*; M. *Guignace de Villeneuve*, à Chaume, en Brie; M. *Michel de Montperat*, à Verclai, en Bourgogne; M. *Negre*, à Gerberoi, en Picardie. M. *Canus de Neuville*, à Rainti, en Artois, & non enfermé au *Mont Saint. Michel*; M. *Perrault*, à Neuville; M. *Ridel de Pleine Sevette*, à Colloncutiers; M. *de Barasse*, à Pont St. Maxence: M. *de Mauffon*, qui a donné sa démission dimanche, est parti & l'on ne fait où il est.

*Du 23 avril 1777.*

M. *de Vaudreuil*, l'ancien premier président du parlement de Toulouse, a reçu avis de M. le lieutenant de police de partir de Paris & de se retirer à sa terre. On ne doute pas que cette espece d'exil non caractérisé ne soit la fuite de la délation de quelques propos trop vifs qu'aura tenus ce Magistrat.

*Du 23 avril 1777.*

Le soi-disant parlement a enregistré, les chambres assemblées, le 19 avril, un édit portant création de chancelleries près les conseils supérieurs de Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers: il y est dit que les pourvus de ces nouvelles charges jouiront des mêmes privilèges que les titulaires de pareils offices près les autres cours, quoiqu'on fasse parfaitement que parmi les édits Bur-

faux annoncés depuis longtems , il y en a un dont l'objet est d'ôter aux Secrétaires du roi , c'est-à-dire à la plus grande partie de ces officiers , leurs privilèges.

*Du 23 avril 1771.*

Le même jour le foi-disant parlement a enregistré un autre édit , portant suppression & création d'avocats & procureurs généraux , & substitués dans le parlement de Paris ; en sorte qu'il n'y aura plus qu'un procureur général , deux avocats généraux , & huit substitués par commission , comme les autres places de présidents , conseillers , &c.

*Du 24 avril 1771.*

Les syndics de la communauté des procureurs ont été mandés samedi chez le premier président du foi-disant parlement , en présence du nouveau procureur général *Joli de Fleury*. Ces magistrats les ont accueillis avec beaucoup de politesse & de douceur. *M. de Sauvigny* leur a dit qu'il vouloit être leur bienfaiteur , leur ami , leur pere ; &c. qu'il s'agissoit de bien vivre ensemble , & que pour obéir au roi il falloit qu'ils portassent loyalement leurs affaires en justice. Sur quoi grandes révérences & profond respect & soumission entière de la part desdits syndics aux ordres du roi , qui ne leur ont pourtant été annoncés que verbalement.

Lundi matin , lesdits syndics ont fait assembler les procureurs pour leur faire part des ordres qu'ils avoient reçu verbalement , & qu'ils leur ont rendus de même : sur quoi

l'on s'est retiré sans délibérer , & le palais va à peu près toujours de même.

*Du 25 avril 1771.*

Les protestations des princes , en date du 4 avril , commencent à se répandre manuscrites , & occasionnent le plus grand effet. Il n'est pas possible de croire qu'un homme ait pu oser persister à vouloir changer la face de tout un royaume , contre la réclamation aussi forte , aussi raisonnée de princes réunis. Ils y exposent de la façon la plus énergique l'obsession constante du trône , & inculpent le chancelier spécialement , ainsi qu'on l'a déjà vu dans le petit extrait donné de cette pièce précieuse à la nation , & le gage certain de l'intérêt vif & tendre qu'y prennent ces chefs respectables & adorés.

*Du 26 avril 1771.*

On n'a point encore envoyé au châtelet l'édit de suppression de l'ancien parlement & de création du nouveau. M. le chancelier sent combien l'enregistrement de ces deux édits doit coûter à la compagnie en question , quelle influence son exemple doit avoir sur les autres bailliages du ressort , de quelle importance il est de ne pas faire en cette occasion une fausse démarche ; & d'ailleurs combien il est difficile qu'elle concilie son acquiescement actuel avec ses arrêtés précédemment faits : c'est pourquoi il retarde son opération , il cherche à intimider les uns & séduire les autres , à gagner les chefs , à semer une division utile , en un mot , à applanir les diffi-

cultès avant de proposer un enrégistrement qui pourroit , par un refus du châtelet , arrêter absolument ses projets.

*Du 26 avril 1771.*

Le chancelier , toujours actif , toujours intrigant , est actuellement occupé à faire négocier auprès des princes ; on assure que M. le duc de *Penthievre* est chargé de cette commission délicate de la part du roi : il paroît difficile qu'après leurs protestations formelles ils puissent changer de système , il faut cependant qu'on s'en flatte à la cour , pour persister dans une révolution qui ne peut absolument s'opérer ou du moins subsister sans leur concours.

On ne travaille pas moins auprès des ducs & pairs dont les protestations n'ont pas reçu le même éclat que celles des princes , & d'ailleurs plus dépendants de la cour , & qui n'étant pas unanimes semblent plus aisés à détacher.

Le roi a envoyé chercher dernièrement M. le duc de *la Valliere* , un des protestans , quoique son favori : il a eu l'honneur de souper avec sa majesté , comme à l'ordinaire ; & M. le Duc de *Nivernois* est aussi un de ceux qu'on sollicite le plus , mais des plus difficiles à séduire.

*Du 26 avril 1771.*

M. *Bourgeois de Boynes* , que M. le chancelier appelle son bras droit , concourt de son mieux à l'exécution d'un système que tous deux ont également à cœur de faire réussir. Le premier , à qui l'on accorde plus de lu-

miere , de savoir-faire & de sang-froid , qu'a le second , est très-propre à tempérer l'effervescence de l'autre : mais on prétend que c'est en même tems le plus redoutable ennemi qu'il ait pu se donner , & qu'il doit tôt ou tard succomber sous les efforts secrets de ce concurrent ambitieux.

*Du 26 avril 1771.*

Extrait d'une lettre de Pau du 18 avril 1771...  
 « Le conseiller clerk ( l'abbé *Salles* , tiré de notre parlement pour entrer dans le nouveau tribunal élevé à Paris , n'avoit aucun projet de cette espece en partant d'ici , mais il avoit une affaire au conseil qui lui tenoit fort à cœur. M. le chancelier l'a tenu par-là , & l'intérêt l'a fait succomber aux propositions flatteuses du chef de la magistrature ».

*Du 27 avril 1771.*

Il faut joindre aux exilés du grand conseil M. de *Manneville* , qu'on a envoyé à *Petitviers* ; M. de *MauSSION* , dont l'exil n'étoit pas connu , est à *Soissons*.

M. *Martin de Vaucresson* , un de ceux qui avoient donné leur démission , pour faire sans doute son marché meilleur & se rendre plus cher , a obtenu la place d'avocat général : il y a été reçu vendredi dernier ; & M. *Vergès* , président de la cour des aides non exilé , a eu l'agrément pour l'autre , & il a été reçu le même jour.

*Du 27 avril 1771.*

Madame la comtesse *Dubarri* , très-jalouse de contribuer , en ce qui la concerne , à la formation du soi-disant parlement , a cru devoir témoigner sa satisfaction à M. *Joli de Fleury* , aujourd'hui procureur général , le seul qui survive à la compagnie entière , en faisant à Madame *de Fleury* , sa femme , un présent de cent mille francs en diamants. Cette anecdote passe pour certaine.

*Du 27 avril 1771.*

M. le chancelier continue avec un zèle infatigable à lever tous les obstacles que rencontre son projet. Le plus grand & le plus dangereux sans contredit est la *protestation* des princes & des pairs. En conséquence il a fait entendre à S. M. qu'il étoit essentiel de ramener les réclameurs , & que puisqu'elle avoit jugé à propos de ne pas employer les voies de rigueur auxquelles sa clémence s'étoit opposée, il falloit user des voies de douceur & d'insinuation. Depuis ce tems différents négociateurs sont en mouvement pour opérer une réunion bien difficile , sur-tout de la part des princes. Leurs *protestations* , qui acquièrent aujourd'hui une grande publicité & seront incessamment imprimées , ne peuvent se répandre ainsi que de leur consentement ; & quoique M. le chancelier ait fait retirer du greffe du parlement la signification de cette pièce importante , elle ne peut plus périr , & sera pour la postérité la plus reculée un témoignage subsistant de la persévérance constante des princes à repousser un

système destructeur des loix & de la monarchie.

M. de *Boynes* seconde de son mieux ce chef entreprenant. La défection des membres du nouveau tribunal, ne pouvant que produire un très-mauvais effet, il s'occupe continuellement à raffermir par son éloquence ceux qui seroient ébranlés par ce respect humain, si puissant sur les hommes, par ce mépris général qui semble les flétrir, par les reproches désolans de leurs concitoyens, de leurs amis, de leurs parents, de leurs freres, de leurs meres, de leurs femmes, &c. Il ne cherche pas avec moins de zele à ramener les déser-teurs; il a écrit à M. *Claret*, dont on a annoncé le repentir, qu'il avoit eu beaucoup de peine à calmer le courroux de M. le chancelier; qu'enfin il espéroit le rendre plus favorable; qu'il se donneroit la peine de passer chez lui, (M. *Claret*) qu'il leveroit ses scrupules, & travailleroit à le remettre en grace. Madame *Claret* a répondu à M. de *Boynes*, qu'il étoit inutile qu'il se donnât la peine de venir voir son mari; qu'il étoit absent, mais qu'elle savoit sa façon de penser, & qu'il pouvoit être sûr qu'il ne rentreroit jamais. Il paroît que les efforts de M. de *Boynes* n'ont pas été plus heureux contre M. de *MauSSION*, & que ce dernier, séduit la premiere fois par la langue dorée de ce ministre, a été en garde contre ses conseils & les a repoussés courageusement cette fois-ci.

Du 28 avril 1771.

Il paroît un arrêté de Riom; par lequel le bailliage de cette ville refuse de reconnoître la

conseil supérieur de Clermont : on le trouve fort bien fait & supérieurement écrit.

*Du 29 avril 1771.*

Plusieurs des membres du parlement qui ont eu la foiblesse de faire ou de faire faire par leurs parents une soumission à M. le chancelier pour demander à revenir des exils éloignés ou incommodes où ils se trouvoient , ont obtenu la permission de revenir dans leurs terres.

*Du 29 avril 1771.*

M. de Fleury , le procureur général actuel , ensuite de l'assemblée tenue chez M. de Sauvigny , aussi premier président actuel , des syndics des procureurs , leur a écrit une lettre , où il leur marque que d'après leur soumission aux ordres du roi , leur attachement à leur devoir & leur zèle pour les intérêts de leurs parties , il ne doute pas qu'ils ne se mettent incessamment en devoir de remplir leurs fonctions & de servir auprès du parlement. Les syndics ont fait imprimer cette lettre & l'ont envoyée circulairement à tous les membres de la communauté. Il y a eu en conséquence une assemblée de trente des anciens à la chambre de *discipline* : là les opinions ont balancé le pour & le contre de la question , si le parlement ancien existoit encore ou n'existoit pas ? Ils ont mis d'une part les protestations des princes , celles des pairs , les efforts constants & uniformes des autres parlements , le refus du grand nombre des bailliages & juridictions inférieures de se prêter au système de M. le chancelier , enfin le vœu général , il est vrai



facite , de la nation , mais dont eux procureurs avoient les indices les plus sûrs par les défenses multipliées de leurs clients de porter aucunes affaires au nouveau tribunal. De l'autre côté, six conseils supérieurs déjà dans une forte d'activité , un lit de justice , des édits solennels , un parlement incomplet , il est vrai, mais existant d'une façon quelconque, enfin le glaive de la justice levé sur eux , accompagné de tout ce que la force exécutive peut y joindre & prêt à se déployer. . . . Ils ont conclu que la prudence & leur sûreté exigeoient de se rendre aux instances du procureur général : que leur soumission ne donneroit pas plus de mouvement à ce parlement, si leurs clients persistoient ou à retirer leurs affaires ou à leur défendre de les mettre en état : que d'ailleurs ils serviroient véritablement l'ancien parlement , en empêchant les étrangers de s'emparer de la juridiction à leur refus ; &c. En conséquence , dès samedi , plus de 130 procureurs avoient déjà donné leurs soumissions chez le procureur général. Ce magistrat , le nombre des procureurs pour ce tribunal y étant fixé à cent , avoit fait le difficile pour le surplus , en prétendant que la liste étoit complète & déjà administrée à M. le chancelier ; cependant par commiseration il a fait semblant de se prêter encore à l'empressement des derniers.

*Du 30 avril 1771.*

La lettre de M. le procureur général aux procureurs de communauté étoit conçue en ces termes.

A Paris ce 22 avril 1771.

« Connoissant, Mrs., votre attachement pour la personne du roi , votre fidélité pour le

„ bien de son service , & votre exactitude à  
 „ remplir vos devoirs vis-à-vis de vos conci-  
 „ toyens , j'attends de votre zele & de votre  
 „ bonne volonté que vous voudrez bien enga-  
 „ ger vos confreres à me donner chacun en  
 „ particulier des marques sînceres de leur  
 „ façon de penser. Je suis , Mrs. , tout à vous.  
 Signé *Joli de Fleury*.

Et sur l'enveloppe est écrit à *Messieurs les procureurs de Communauté , à Paris*.

Celle des syndics contenoit ce qui suit :  
 „ Monsieur & confrere !

„ Par la déclaration faite en la chambre de  
 „ la sacristie le 23 du présent mois , il a été  
 „ arrêté du consentement de Mgr. le procureur  
 „ général , que pour donner à nos confreres  
 „ connoissance de la lettre qu'il a écrite le 22  
 „ du même mois aux procureurs de commu-  
 „ nauté , il seroit envoyé à chacun de nos  
 „ confreres copie de ladite lettre , pour satis-  
 „ faire à cette délibération. Je vous envoie en  
 „ tête de la présente copie cette lettre.

„ J'ai l'honneur d'être très-parfaitement ,  
 „ Monsieur & confrere ,

Votre , &c.

( Signé ) *Gillet le jeune* , greffier  
 de la communauté.

Ce 24 avril 1771.

C'est en vertu de ces deux lettres que plus de 130 procureurs ont été donner leur soumission chez M. le procureur général. On prétend que le nombre des procureurs pour le parlement de Paris étant fixé à cent , ce magistrat a arrêté le cours de l'empressement des postu-

lants : cependant beaucoup n'approuvent pas cette démarche , & des dix syndics trois ne l'ont pas fait , & sont prêts plutôt à donner la démission de leurs charges : ces trois opposants sont les Srs. *Cailleau* , *Cinget* & *Gille* l'aîné.

*Du 30 avril 1771.*

L'état actuel du parlement de Paris est ainsi qu'il suit.

## GRAND'CHAMBRE.

### *Présidents.*

*Mrs. Berthier de Sauvigny* , premier intendant de Paris : homme sans naissance , très-borné.

*De la Bourdonnais de la Breteche* , ci-devant conseiller à Rennes : un des *ifs*.

*Le Prêtre de Château-Giron* , ci-devant avocat général du parlement de Rennes , l'ennemi particulier de *Mrs. de la Chalottais* , & décrété ; il y a près d'un an , par la compagnie d'assigné pour être ouï.

*De la Briffe* , ci-devant avocat général du grand conseil , homme foible , & qui renioit sa nouvelle dignité , lorsqu'on lui en parloit avant la formation du parlement.

*De Nicolai* , chevalier de St. Louis , ancien colonel de dragons , que son pere n'a pas jugé digne de pouvoir lui succéder en sa charge de premier président de la chambre des comptes. Entré dans cette place malgré son pere , sa femme & toute sa famille.

## CONSEILLERS-LAÏCS. (I)

*Langelé. Pallier. Delier. D'Andilly. De Rottou - Nourry de Bonnaire* , s'étoit démis par simagrée , s'est fait donner une lettre de cachet pour rentrer , est appelé par les exilés le *petit racoleur* , parce qu'il a été mis en œuvre pour séduire une partie de ses confreres. *Honoré. Cenclaux. Vacquette du Cardonnoy. Duport* , démis , puis rentré : homme foible , frere d'un conseiller au parlement. *Frecot de Lanty* , passe pour un grand usurier. *Doé de Combeault* , honoraire reçu en 1740 ; M. le chancelier l'a fait rentrer malgré ses infirmités , sous prétexte de faire nombre. *Vacquette de Lanchere* , fils du premier. *Mangot. Soihouet de Bougy* , appelé le *grand racoleur* par ses confreres. *Vernier. Chappe* , auroit grande envie de se démettre , mais est retenu par des considérations d'intérêt. *Quirot* , ci-devant conseiller au parlement de Besançon , accusé de monopole , & obligé de se démettre , ainsi qu'il a été rapporté dans les gazettes. *Poilot de Marolles* , ci-devant de la premiere chambre de la cour des aides , fils d'un procureur , désigné , dit-on , pour second président des enquêtes.

( En tout 19 conseillers laïcs. )

## CONSEILLERS - CLERCS. (2)

*Mignot* , neveu de M. de Voltaire ; honoraire , mais qui a sollicité de rentrer : homme de

( 1 ) Les onze premiers , ci-devant conseillers au grand conseil.

( 2 ) Les trois premiers ont été , ci-devant du grand conseil.

lettres & point magistrat. *Geoffrois. Le Petit de Belouney. De Salles*, conseiller au parlement de Pau, venu à Paris pour affaire au conseil, & séduit par M. le chancelier par l'espoir de réussir, isolé à Paris, & logé en hôtel garni, à l'hôtel notre-dame, rue du jardinet. *Porteron*, de la Ste. chapelle, grand canoniste. *De Lucker*, grand-chantre de Notre-Dame, fils d'un négociant de Nantes, qui a fait banqueroute. d'une famille vouée à M. le duc d'Aiguillon. C'est cet abbé qu'on assure avoir reçu une paire de soufflets dans les cours de l'archevêché. *De la Page*, autre champion de Notre-Dame, attaché à M. l'archevêque. *Cotet*, ci-devant confesseur de feu M. le dauphin, prêtre autrefois de St. Sulpice, fort attaché aux jésuites. *Colet de la Marliere*, chanoine de Meaux, logé en hôtel garni, hôtel de notre-dame, rue du jardinet. *Bouchot*, pauvre diable, & prêtre de la communauté de St. Sulpice.

( En tout 10 conseillers clercs. )

La grand'-chambre ainsi composée en tout de vingt-neuf membres conseillers laïcs, ou clercs, il en manque encore onze, pour aller au nombre de quarante dont elle doit être fournie.

## ENQUÊTES.

### *Conseillers présidents.*

*De Reneaulme*, maître des requêtes.

Manque le second, qu'on dit être le Sr. *Poi-  
lot A. de Maroles.*

*Rasset de la Morelle*, ci-devant avocat général au parlement de Dombes.

*De Chazal* , de la cour des aides.

*De Goezman* , du conseil souverain d'Alsace , logé en hôtel garni , hôtel de Brie , rue cloche-perche.

*Goudin* , *Corps* , *Blandin de Chalin* , *Trutie de Vaucreiffen* , de la cour des aides.

*De Cote de la Calprenede* , de la cour des monnoies , garçon mal dans ses affaires , point estimé de ses confreres.

*Mayon d'Aunoi* , substitut du procureur général , un des quatre restés lors des séances du conseil au parlement.

*Tiffot de Merona* : forain inconnu , demeurant rue de la comédie françoise.

(\*) *Raymond* , peu connu.

*Muyart de Vouglans* , a écrit sur les matieres criminelles , estimé en ce genre.

*Gin* , secrétaire du roi , abîmé de dettes. On assure qu'on les a payées , & qu'on lui a fourni quittance des 40000 livres qu'il devoit donner en la qualité ci-dessus pour la taxe à laquelle son collègue a été imposée.

*Buinan* . inconnu.

*Defrat* , chargé de plusieurs décrets , dit-on , mais certainement décrété d'assigné pour être ouï par le procureur du roi du châtelet.

*Billebeu de Bouillé* , secrétaire du roi , ne fait pas lire , d'une ignorance crasse , a eu un de ces procès criminels qu'il est même honteux de gagner.

*Honoré du Corton* , fils du conseiller au grand conseil , aujourd'hui de grand'chambre.

*Mangot de Dauzayer* , idem.

(\*) Les suivans sont avocats.

*Monin de Mezerel* , forain : hôtel garni , rue des fossés Montmartre.

*Calmar de Sara* , forain : hôtel de Bretagne. Il est cousin-germain de *Calmar de Mont-Joly* , condamné à être marqué & banni , par le parlement.

*Vacquette de la Merie* , fils & petit-fils des deux *Vacquettes* de grand'chambre.

( 22 Conseillers-laïcs , y compris le président. )

#### C O N S E I L L E R S - C L E R C S .

*De Fay. Dupré de l'Isle*. Deux prêtres habitués de la communauté de St. Roch , aujourd'hui logés en hôtel garni , à l'hôtel de Pologne , rue St. André des Arts.

*Desplaffes* , frere du notaire de ce nom. *De Beaumon* , neveu de l'archevêque : deux chanoines de Notre-Dame.

( Quatre conseillers clercs. )

Du 1<sup>er</sup>. Mai 1771.

Tel étoit hier l'état du prétendu parlement , par où l'on voit que malgré toutes les facilités données , il ne se trouvoit encore composé que de 29 conseillers de grand'chambre & 26 des enquêtes , y compris 4 conseillers présidents : faisant en tout 55 membres , au lieu de 70 , nombre fixé pour le compléter. A quoi il faut ajouter les membres suivans qui sont sur les rangs.

*Savoir :*

Au lieu & place de l'abbé *Mallarct*, chanoine de Notre-Dame , qui a refusé , l'abbé *Marie* ,

thanoine de Castelnau dary & qu'on dit auteur d'une brochure en faveur du nouveau système, ayant pour titre *considérations sur l'édit de décembre 1770* : le meilleur ouvrage en effet de ce genre. Outre cette récompense, on ajoute qu'on lui a donné une pension de 4000 livres sur l'abbaye de Tyran, à laquelle a été nommé l'abbé *Vermont*. Le Sr. *Martin*, avocat peu connu. Le Sr. *Nau de St. Marc*, conseiller à la cour des aides, à qui l'on a fait craindre de perdre une place qu'il a dans la commission établie à Rheims contre les contrebandiers : le Sr. *du Mouchet*, lieutenant particulier à Bêlemes en Perche, & le Sr. *Menardeau*, avocat puis conseiller au parlement de Rennes, dont il a été obligé de fortir lors du retour des exilés.

*Du 3 avril 1771.*

M. le prince de *Beauveau* s'étant trouvé au lit de justice en sa qualité de capitaine des gardes, a aussi protesté, à l'exemple de plusieurs pairs. Le bruit avoit déjà couru que ce seigneur n'étoit point bien dans l'esprit de S. M. ; il paroît que ce dernier trait l'y a mis encore plus mal, car quoique M. de *Beauveau* soit de service ce quartier-ci, & par conséquent toujours auprès du roi, S. M. ne lui parle ni ne le regarde.

*Du 3 mai 1771.*

Avant d'entamer le châtelet on a toujours fait reconnoître le nouveau parlement aux petites juridictions réunies par la suppression de la cour des aides, telles que le grenier



à sel , l'élection : il y a cependant eu dans celle-ci cinq réclamants.

*Du 3 mai 1771.*

Extrait d'une lettre de Riom , du 18 avril 1771 . . . . , Notre bailliage a fait un arrêté très bien libellé , en date du 21 mars , communiqué par délibération de la compagnie aux syndic & doyen des avocats le 27 mars , & envoyé à M. le chancelier le 28. Par cet arrêté il expose d'une façon aussi forte que respectueuse , les raisons qui l'empêchent de reconnoître le conseil supérieur de Clermont.

*Du 3 mai 1771.*

On publie un arrêt du conseil du 26 avril 1771 , qui casse l'arrêt du parlement de Rouen du 15 , déjà brûlé par arrêt du soi-disant parlement de Paris du 24 avril.

*Du 4 mai 1771.*

L'arrêté du conseil du 24 avril , qui fixe le remboursement des charges de magistrature supprimées , la manière dont elles le feront , & l'ordre de ce remboursement , est extrêmement artificieux , en ce qu'il met ces officiers dans le cas , ou de reconnoître la légalité de l'opération en recevant leur argent , ou de courir le risque de perdre leurs fonds en ne se présentant pas dans les détails convenus , & en ne faisant pas les démarches d'acquiescement qu'on exige : d'ailleurs en donnant la préférence à ceux qui s'enrôleront dans les nouvelles commissions de judicature établies ;

on fournit un véhicule à la cupidité de ceux que l'intérêt pourroit aiguillonner , & on se ménage des fujets.

*Du 4 mai 1771.*

Récit de ce qui s'est passé au châtelet le samedi 4 mai 1771 , pour l'enrégistrement de l'édit du mois d'avril dernier , portant suppression & création d'offices dans le parlement de Paris.

La nuit du vendredi au samedi , 4 mai présent mois , M.M. les officiers de service au parc civil du châtelet de Paris , ont reçu chacun une lettre de cachet , conçue en ces termes.

« Monf. . . . je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous rendiez demain 4 du présent mois au parc civil du châtelet où vous êtes actuellement de service , pour y assister à la lecture , publication & enrégistrement de mon édit du mois d'avril dernier, vous faisant défense de prendre à ce sujet aucune délibération ni rien proposer de contraire à l'exécution dudit édit , même au sujet du présent ordre , à peine de désobéissance. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait , monf. en sa sainte garde. »,

« Ecrit à Versailles le 3 mai 1771. Signé LOUIS , & plus bas *Phelypeaux*.

Les autres officiers & conseillers du châtelet qui étoient de service au présidial , au criminel & à la chambre du conseil , ont reçu chacun une autre lettre de cachet ; portant défense de s'assembler & délibérer à l'occasion de l'édit dont il s'agit.

Il paroît certain que ces ordres ont été

portés à chacun de ces MM. par des mousquetaires. Jusqu'à ce jour les lettres adressées aux officiers du châtelet portoient pour adresse , à notre amé , je vous fais cette lettre , &c. Ces lettres n'étoient point portées par des mousquetaires , mais par des exempts du guet , ou de la robe courte : la noblesse accordée depuis quelques années aux officiers du châtelet est , peut-être , la cause de ce changement dans le cérémonial ; car les ordres adressés aux greffiers du parc civil , *Desprès & Jaquetot* , étoient conçus en ces termes , différents des lettres de cachet. En voici à - peu - près la teneur.

*De par le Roi.*

« Il est enjoint à Me. *Desprès* , greffier civil du châtelet de Paris , de se trouver demain , 4 du présent mois , au parc civil du châtelet de Paris , pour y faire la lecture , publication & enrégistrement de l'édit de S. M. du mois d'avril dernier , sous peine de désobéissance. »

La lettre remise à *Jaquetot* étoit la même. Les lettres de cachet aux greffiers n'ont été portées que par des exempts de robe courte.

Cette nouvelle répandue de bonne heure dans le public , l'auditoire & l'anti-chambre du parc civil du châtelet ont été remplis d'une foule de spectateurs.

A 11 heures & demie , M. le lieutenant civil & les conseillers sont arrivés au parc civil du châtelet , tenant tous déployée à la main la lettre de cachet qui leur avoit été remise.

Les gens du roi sont entrés ensuite , tenant pareillement les ordres qu'ils avoient reçus.

Il s'est fait un grand silence un instant , puis M. le procureur du roi s'est levé & a dit :

## MESSIEURS ,

« M. *Joli de Fleury* , procureur général de S. M. , nous a adressé hier un édit du roi du mois d'avril dernier , portant suppression & création d'offices dans le parlement de Paris , enregistré au lit de justice , tenu à Versailles le 13 du même mois.

« Le soir du même jour , nous avons reçu des ordres de S. M. , qui nous enjoignent de requérir la lecture , publication & enrégistrement de cet édit en cette juridiction , & nous défendent de rien dire davantage , sous peine de désobéissance. Les mêmes ordres ont été signifiés à nos collègues au nom chéri du roi , précédé du terrible mot de *désobéissance*... Je m'arrête. En conséquence je requiers la lecture , publication , enrégistrement , & l'envoi aux juges du ressort , &c. Que ne nous est-il permis de laisser à cette compagnie , à nos concitoyens , & à la postérité , un témoignage authentique de notre profonde douleur ! »

D'autres personnes rendent ainsi cette dernière phrase :

« Puisse cette marque d'obéissance de notre part être à cette compagnie , à nos concitoyens & à la postérité un témoignage authentique de notre profonde douleur ! »

Ensuite le greffier a fait lecture de l'édit.

Pendant cette lecture M. le lieutenant civil a parlé avec M. *Ducoudray* , conseiller , qui étoit à sa gauche , & lorsqu'elle a été finie , sans aller aux opinions , comme il est d'usage , il a dit :

« Nous donnons lettres au procureur du roi de ce qu'il requiert la lecture , publication

tion & enrégistrement de l'édit de S. M. du mois d'avril dernier , & attendu les ordres de S. M. qui nous ont été remis , tant collectivement que séparément , par lesquels il nous est enjoint de nous trouver aujourd'hui au Parc civil du Châtelet , pour y assister à la lecture , publication & enrégistrement dudit édit du mois d'avril dernier , & nous est fait défense de prendre à ce sujet aucune délibération , ni rien proposer de contraire à l'exécution dudit édit , même au sujet des ordres à nous remis ; nous , sans aucune délibération , sans prendre l'avis de nos collègues , & du très-exprès commandement du roi , disons que l'édit de S. M. du mois d'avril dernier , enregistré au lit de justice tenu à Versailles le 13 du même mois , sera enrégistré au registre des bannières de France , pour y avoir recours au besoin , & copies collationnées envoyées aux juges du ressort &c. Disons aussi que les ordres collectifs & séparés que nous avons reçus , seront transcrits sur le registre ensuite dudit édit. „

C'est ainsi que s'est fait l'enrégistrement. On a appelé ensuite deux ou trois causes. Personne n'a comparu , & on a levé l'audience.

*Du 5 mai 1771.*

Le 16 mars le parlement de Rennes a fait contre les édits des mois de décembre & février dernier , un arrêté extrêmement bien dressé , par la sagacité particulière de cette compagnie à découvrir l'illusion du bien prétendu que présentent d'abord ces édits sous certains points de vue , mais dont il démontre l'im-

possibilité dans l'exécution , & même dans la volonté de celui qui semble le proposer.

Il a été envoyé au roi une expédition en forme de cet arrêté , & on y a joint une lettre en date du 18.

Le même jour il en a été écrite une autre circulaire aux princes du sang , à eux adressée , avec copie du même arrêté , pour les prier d'interposer leurs bons offices auprès de S. M. dans une circonstance si critique & si importante pour l'état.

Le greffier en chef du parlement a été chargé d'envoyer aussi ledit arrêté aux ducs & pairs , suivant ses propres termes , pour qu'ils soient invités à concourir au même but.

Les lettres & l'arrêté sont partis le mercredi 20 mars 1771.

Le 25 du même mois , sur le silence du roi envers le parlement , malgré ses lettres , arrêtés & remontrances en faveur des procureurs généraux , contre la détention du Sr. *Du Sel des Monts* , il a été arrêté de renouveler auprès de S. M. les réclamations de la Compagnie ; ce qui a été exécuté le même jour.

*Du 5 mai 1771.*

Le Sr. *Martin* , avocat , qui s'étoit mis sur les rangs pour être membre du nouveau parlement , après avoir fait toutes les visites , a été refusé comme fils de marchand de vin qui a fait banqueroute. Quoique les vices d'origine ne soient pas portés dans les édits & réglemens concernant ce tribunal comme raisons d'exclusion , il paroît que M. le chancelier a voulu qu'on fit exemple sur ce candidat , pour faire voir qu'on n'admettroit pas indifféremment tous les sujets dans cette compagnie.

*Du 5 mai 1771.*

Le nommé *Letinois* , ci-devant Commissaire , chassé de cette Compagnie pour ses méfaits , puis huissier , emprisonné & réprimandé encore dans cette profession , a fait demander auprès de M. le chancelier une place dans ses nouveaux tribunaux : ce chef de la magistrature lui ayant fait répondre qu'il n'avoit d'autre place à lui donner qu'à bicêtre , il a dit au porteur de cette réponse : « qu'elle le » surprenoit d'autant plus , que M. le Chan- » celier devoit savoir que s'il eût été hon- » nête homme & bien-famé , il ne seroit pas » venu solliciter de semblables commissions. » Ce bon mot rendu à M. le Chancelier a valu en effet bicêtre à son auteur.

*Du 6 mai 1771.*

On fait que les maîtres des requêtes ont tous individuellement séance au parlement , mais qu'ils ne peuvent y sieger collectivement qu'en nombre de quatre , M. le Chancelier a profité de cette prérogative , & depuis la création de son parlement , il y en envoie régulièrement quatre qui siegent à la grand-chambre : au moyen de cela il garnit d'abord le tribunal d'autant de magistrats de plus , ce qui lui donne plus de majesté ; ensuite il a ces voix d'augmentation dont il est sûr dans les occasions où il lui importe de faire pencher la balance ; enfin , ce sont des gens à lui , qui contiennent les orateurs pétulans , que leur éloquence pourroit entraîner trop loin , ou en état de lui rendre compte de tout ce

qui se fera passé , & de lui fournir les moyens de parer les coups qu'il craindrait de la part d'une Cour qui ne lui seroit pas aussi dévouée.

Au surplus , M. le Chancelier continue avec la plus grande ardeur à pousser en avant l'exécution de son projet. Comme l'argent est un des moyens les plus sûrs , les plus universels , les plus actifs , il le répand avec profusion , & l'on assure qu'il en coûte déjà quatorze millions à l'Etat , soit en espionnage & délations , en couriers , soit en dettes payées , soit en argent distribué ou pour acquérir des sujets ou pour gagner des suffrages , ou pour faire taire , ou pour rallentir le zèle des magistrats qu'il pourroit craindre , ou enfin pour faire éclore cette multitude de brochures dont on est inondé en faveur de la cause , qu'on distribue gratis dans les provinces & qu'on donne ici à très-bon compte.

*Du 6 mai 1771.*

Les quatre maîtres des requêtes , nommés par M. le Chancelier pour siéger habituellement au parlement , sont M. M. *Astruc , Brochet de Saint Prest , & Chaillon de Jouville , & Tolozan.*

*Du 7 mai 1771.*

On a déjà parlé de la *lettre d'un Bourgeois de Paris à un Provincial* , à l'occasion de l'Edit de septembre 1770 , en date du 5 février 1771. Cet ouvrage lumineux , à la portée de tout le monde , peut s'appeler le Cathéchisme des honnêtes gens , des bons citoyens. Il paroît une *seconde lettre* de la même plume , en date



du 13 mars 1771 , qui discute les faits qui ont suivi l'Edit , avec non moins de bon sens & de simplicité. Un seul écrit de cette espece suffit pour renverser tous les sophismes retournés en cent facons différentes dans les pamphlets graves , sublimes , plaisans , burlesques , dont on farcit journellement la capitale & les provinces , & qui par la faveur que leur accorde évidemment le ministère , doit beaucoup discréditer une cause qu'on ne peut soutenir que par de si petits moyens , des ressorts aussi minces & un manège aussi indécent.

*Du 7 dudit 1771.*

*Lettre à M. D. T. Maître des requêtes , par un homme d'honneur & de conscience , à qui l'on propose une place dans le nouveau parlement des Intrus , en date 24 mars 1771.*

C'est un écrit dans le goût du précédent , où l'on démontre avec autant de simplicité que de bon sens qu'aucun homme d'honneur ne peut accepter en conscience , & suivant les loix seules de la probité mondaine , une place dans le tribunal en question.

*Du 7 mai 1771.*

Ce matin M. le lieutenant civil s'étant rendu au châtelet pour y tenir l'audience , Mrs. avant de se rendre à leurs services , ont fait des reproches graves à ce magistrat sur la conduite qu'il avoit tenue depuis le samedi précédent ; & M. Marotte du Coudray , l'un des conseillers , portant la parole , il a été obligé de répondre cathégoriquement à plusieurs

faits , ainsi qu'il est mentionné au procès-verbal ci-joint. Après une conversation très-chaude où il a été traité tour-à-tour & comme un écuyer & comme un traître , sur ce qu'il s'impatientoit, disoit qu'après tout , quelle que fût l'issue , il s'en tireroit avec honneur : dites avec *deshonneur* , Monsieur , lui a répliqué M. du Coudray ; “ Car nous savons que vous  
 „ devez avoir pour récompense de votre conduite une place de conseiller d'état pour  
 „ vous , & la survivance de celle de lieutenant civil pour M. votre fils ; ainsi ce sont ,  
 „ comme vous voyez des honneurs : mettez  
 „ donc cela , Monsieur , dans les termes où  
 „ cela doit être mis , & dites que vous vous  
 „ en tirerez avec *deshonneur*. ”

A son retour de chez le chancelier , Mrs. lui ont déclaré qu'il eût à se retirer & qu'ils ne vouloient pas être présidés par lui ; ensuite sur ce que la compagnie ne paroïssoit pas aussi complète que l'exigeoit la délibération importante dont il étoit question , il a été décidé de continuer l'assemblée à 5 heures de l'après-dinée , d'envoyer sur le champ le buvetier porter des billets d'invitation à tous-Messieurs absents , & cependant sans désemparer du tribunal de manger un morceau à la buvette. L'assemblée s'étant formée , & Mrs. du Pont & de la Houville , lieutenans particuliers , s'y étant rendus , on leur a déclaré que comme ils avoient reçu des lettres de cachet qui pourroient les compromettre s'ils présidoient la compagnie , ils étoient les maîtres de se retirer en cas qu'ils eussent à ce sujet quelque inquiétude. Sur quoi ces Mrs. s'annonçant comme décidés à tout événement , sur-tout M. de la Houville , on leur a dit que la compagnie étoit persuadée

de leur zele , de leur attachement ; qu'elle n'en avoit que plus de raisons pour les ménager ; qu'on les prioit de ne pas s'exposer à l'indignation de la cour , qu'on leur feroit part de tout ce qui se feroit passé : à quoi ils ont déclaré , qu'ils ne sortoient que par dévotion aux instances de la compagnie, mais qu'ils adhéroient d'avance à tout ce qu'elle feroit.

La compagnie réfidée au nombre de 42 opinans , la délibération entamée , fix ont déclaré qu'ils ne voyoient pas lieu à délibérer ; sur quoi ils font sortis , favoir les Srs. *Dujresnay* , *Gateau de la Chatiere* , *Benoît de Maissoncelles* , *le Roi de Barincourt* , *Perinet d'Orval* , & un fixieme , mais qui s'est réuni le lendemain aux autres. Les 36 opinans restans ont formé unanimement le procès verbal ci-joint & ne se sont séparés qu'à 11 heures du soir.

*Du 8 mai 1771.*

#### PROCES VERBAL.

« L'an 1771 , le mardi 7 mai , nous juges au châtelet de Paris soussignés , nous étant rendus au châtelet en la maniere ordinaire & accoutumée , avons constaté les faits qui suivent. »

« Ce matin M. *du Four de Villeneuve* , lieutenant civil , étant arrivé à la chambre du conseil ; lieu ordinaire de la réunion de tous les services , sur les 11 heures , où étoit le très-grand nombre des soussignés , il a été demandé par plusieurs de Mrs. à mondit Sr. *de Villeneuve* , lieutenant civil , s'il étoit vrai :

« 1°. Que depuis samedi dernier , 4 du présent mois , il avoit rendu visite au Sr. *Berthier*

*de Sauvigny* , & au Sr. *Joli de Fleury* , actuellement siégeans avec autres personnes au palais & dans les lieux de séance ordinaire du parlement ? »

« 2<sup>o</sup>. S'il avoit connoissance qu'un avocat au conseil devoit se présenter à l'audience du parc civil , pour y plaider une cause ?

A quoi M. le lieutenant civil avoit répondu qu'il étoit vrai qu'il avoit rendu visite aux Srs. *Berthier de Sauvigny* & *Joli de Fleury* , attendu l'enrégistrement fait au châtelet , 4 du présent mois , de l'édit d'avril dernier ; & qu'il avoit pareillement connoissance qu'un avocat au conseil étoit chargé d'une cause à l'audience du parc civil , mais qu'il ne se présenteroit pas aujourd'hui , & que lui , lieutenant civil , avoit conseillé d'arranger l'affaire. »

« Sur quoi il a été observé que l'enrégistrement de l'édit du mois d'avril dernier avoit été forcé & non délibéré , & qu'ainsi il ne pouvoit ni ne devoit lier la compagnie , ni aucun de ses membres ; comme aussi que les avocats du conseil n'avoient aucun droit ni possession de porter la parole aux audiences du parlement & du châtelet , attendu leur qualité d'avocat postulant.

« Il a encore été observé à mondit Sr. lieutenant civil , que dans la gazette de France d'hier 6 du présent mois , il a été inséré , ( article de Paris ) que le 4 du présent , l'édit portant suppression , remboursement & installation d'officiers dans le parlement de Paris , a été publié & enregistré au châtelet. Que cette énonciation laisseroit croire au public que ledit enrégistrement auroit été libre & volontaire. A quoi mondit Sr. lieutenant civil a répondu qu'on ne le soupçonneroit pas sans doute d'avoir

eu part à cette énonciation , & qu'il n'en étoit pas responsable. »

« Tous Mrs. présens alors lui ont demandé de convoquer la compagnie , pour par elle aviser à la conduite qu'elle auroit à tenir relativement aux trois faits ci-dessus. Ledit Sr. lieutenant civil a répondu que les ordres dont il avoit donné connoissance à la compagnie , lui défendoient de l'assembler , & que sa conscience ne lui permettoit pas de se refuser à l'exécution desdits ordres. »

« MM. ont répliqué qu'une compagnie de magistrats , privés du droit de délibérer , est un corps anéanti , & qu'entr'eux ils se regardoient comme interdits de faire leurs fonctions ordinaires jusqu'à ce qu'ils eussent la permission de s'assembler. En conséquence qu'ils le prioient de se retirer sur le champ par-devant M. le chancelier pour lui porter le vœu unanime de tous MM. présens. »

« Mondit Sr. lieutenant civil consentant à la démarche proposée , est sorti de la chambre du conseil pour se rendre chez M. le chancelier : de retour à l'heure de midi & demie , en ladite chambre du conseil , il a dit à MM. présens que M. le chancelier avoit répondu qu'il ne pouvoit rien changer aux ordres du roi , & qu'il n'y avoit d'autre parti que celui de l'obéissance.

MM. ont répondu qu'ils étoient des sujets très-fidèles & très-obéissans au roi , mais qu'ils ont fait serment d'observer les ordonnances du royaume , notamment l'article 9 de l'ordonnance de Moulins , qui défend aux juges d'avoir égard aux lettres closes à eux envoyées pour l'effet de la justice ; que ledit enregistrement forcé & involontaire étoit peut-

être le fait de justice le plus important qui se fût jamais passé au châtelet depuis son existence , & qu'ainsi la compagnie se trouvant toujours privée du droit de délibérer elle étoit forcée de demander d'être relevée de l'interdiction de fait qui en résulte. »

« Mondit Sr. lieutenant civil s'est retiré , & nous tous soussignés , attendu la protestation notoirement connue des princes de sang , en date du 4 avril dernier , & celle du grand nombre des pairs de France , contre tout ce qui a pu se passer au lit de justice , où a été publié & enregistré l'édit d'avril dernier , la réclamation du ministère public lors dudit lit de justice , celle des parlements & de presque toute la magistrature du royaume , celle de partie de MM. du grand conseil & autres qui ont été installés au palais le 13 avril dernier , auxquelles protestations & réclamations nous ne pouvons ni ne devons préjudicier par une conduite contraire. »

« Attendu l'inamovibilité des offices de magistrature , prescrite par le droit naturel dans tout état monarchique & par le droit positif du royaume dans tous les âges de la monarchie , notamment par la célèbre ordonnance de Louis XI , du mois d'octobre 1467 , confirmée par d'autres postérieures , & spécialement par la déclaration du feu roi du 22 octobre 1648 ; inamovibilité reconnue par l'édit même du mois d'avril dernier , excepté dans le cas de mort , résignation volontaire & forfaiture , déclarée judiciairement par juges compétens & parties ouïes , & que les officiers du parlement actuellement dispersés n'ont point été dépouillés de leurs offices selon les formes sagement établies , par lesquelles le roi a déclaré vouloir régner. »

„ Attendu le serment fait par nous juges  
suffignés d'observer les ordonnances & régle-  
ments , ce qui nous lie envers Dieu , le roi  
& l'état , à l'exécution des ordonnances , aux-  
quelles il n'a point été dérogé que par l'édit du  
mois de décembre dernier , S. M. a déclaré ne  
vouloir gêner la conscience de ses juges , &  
que par l'ordonnance de 1467 il est enjoint  
nommément au prévôt de Paris de la garder  
inviolablement , sans faire ni souffrir faire  
aucunes choses contraires. „

“ Attendu que le châtelier n'a jamais reconnu  
d'autre tribunal supérieur que le parlement ,  
dont le roi est le chef , les princes du sang &  
les pairs sont essentiellement les principaux  
membres ; que cependant par des révolutions  
inconcevables dans les principes des loix qui  
font la sûreté des magistrats , & à plus forte  
raison celle des tribunaux , le châtelier , dans  
l'espace de 50 ans , s'est trouvé déplacé 5 fois  
du ressort naturel & légal du parlement essen-  
tiellement cour des pairs ; contre lesquels dé-  
placements , notamment en 1753 , le châtelier  
a réclamé en toutes occasions par ses arrêtés :  
conduite à laquelle M. de *Maupeou* , premier  
président , à la tête du parlement , où se trou-  
voit alors M. le chancelier d'aujourd'hui en  
qualité de président , a rendu ce témoignage :  
*jamais la cour n'oubliera le courage avec lequel  
vous vous êtes exposés à perdre ce que les hommes  
ont de plus cher & de plus précieux , pour satis-  
faire à vos devoirs avec fidélité ; & qu'une  
existence aussi versatile , absolument incom-  
patible avec la possession la plus immémoriale ;  
avec les loix , avec l'ancienneté & la confi-  
dération du tribunal du châtelier , que le feu  
roi a qualifié de *siège de la première justice des**

*bailliages & présidiaux , la première & principale juridiction du royaume , ne l'est pas moins avec tous les lieux qui unissent le tribunal au parlement , essentiellement cour des pairs , spécialement en ce que la prévôté de Paris ne peut cesser d'être en la garde dudit prévôt , sans rentrer sous celle du procureur général audit parlement. »*

« Attendu enfin que , quoique l'enregistrement des loix dans les sieges inférieurs ne soit pas une vérification , il est cependant un acte fait en connoissance de cause , dictée par la conscience qui reconnoît la justice de la loi , & qui produit en conséquence dans l'esprit & le cœur des juges une soumission à exécuter ladite loi , à moins qu'ils n'eussent des motifs valables de représenter ce qui pourroit s'y trouver de contraire à la justice ou même à l'intérêt légitime de leur siege. »

« Nous déclarons que nous ne pouvons nous regarder comme liés par l'enregistrement dudit édit du mois d'avril dernier , fait d'autorité absolue & sans délibération le 4 du présent mois ; que nous ne pouvons consentir à être privés de la liberté de délibérer , sans nous anéantir nous-mêmes ; & que nous sommes toujours prêts & disposés à remplir toutes nos fonctions , dès que nous pourrons les concilier avec les loix , notre serment & notre institution , sous le ressort du parlement essentiellement cour des pairs ».

« De tout ce que dessus , nous avons dressé le présent procès-verbal pour être déposé au greffe du châtelet , & d'icelui être pris communication par tous ceux de messieurs qui ne se sont pas trouvés présents , & par les gens du



roi comme & ainfi qu'ils aviferont bon être fait ».

« Fait au châtelet , le 7 mai 1771 ».

*Du 8 mai 1771.*

Procès-verbal de ce qui s'est passé au châtelet le mercredi 8 mai 1771.

« L'an 1771 , le mercredi 8 mai , onze heures du matin , messieurs s'étant rendus à la chambre du conseil en la maniere accoutumée pour leur service , sont entrés dans ladite chambre , les sieurs *Dufresnaye* , *Gateau de la Chaziere* , le *Roi de Barincourt* & *Perrinet Dorval* , conseillers ; lesquels , M. le *Roi de Barincourt* portant la parole , ont demandé de la part de M. le lieutenant civil , si messieurs de service au parc civil vouloient descendre à l'audience , & à cet effet aller joindre M. le lieutenant civil à son cabinet : à quoi il a été répondu que cette mission , sans l'approuver , devoit être remplie par un huissier audiencier. Eux retirés , est entré peu après un audiencier , lequel a invité MM. du parc civil à se rendre au cabinet de M. le lieutenant civil , pour descendre ensuite à l'audience : à quoi il a été répondu qu'aux termes des réglemens , les présidents doivent venir prendre messieurs à la chambre du conseil. L'huissier retiré , est entré M. le lieutenant civil , lequel a demandé si messieurs de service au parc civil vouloient y descendre : à quoi il a été répondu que tous messieurs étoient prêts à se rendre à leurs services , s'ils étoient relevés de l'interdiction de fait dans laquelle ils sont par la privation de la faculté de délibérer , & en conséquence qu'ils lui demandoient l'assemblée de la compagnie avant le service : à quoi

M. le lieutenant civil a répondu qu'il avoit des défenses d'assembler la compagnie & de la présider. M. le lieutenant civil s'est retiré , & est descendu à l'audience du parc civil , suivi de MM. *Dufresnaye* , *Gateau de la Chatiere* , *Benoît de Maisongelles* , *le Roi de Barincourt* , & *Perrinet Dorval* , conseillers ; quoique MM. les conseillers susnommés , à l'exception de M. *Perrinet Dorval* , ne soient pas de service au parc civil : ce qui est contraire aux réglemens , dont & de tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal , pour être déposé au greffe du châtelet , & servir & valoir ce que de raison.

*Du 8 mai 1771.*

En conséquence de ce que dessus , le châtelet qui avoit absolument vaqué hier , au point qu'il n'y avoit pas même eu d'hôtel , & qu'on n'a pas ce qu'on appelle daté , a repris aujourd'hui , en partie seulement. Les deux lieutenants particuliers ayant adhéré ce matin par écrit à la réclamation de messieurs de la veille , M. *Dupont* n'a point tenu le présidial , & M. *de la Houville* , qui devoit présider aux criées , ne s'y est pas trouvé. Le premier tribunal a vaqué absolument. Le lieutenant civil a commis le sieur *de Maisongelles* , l'un des cinq conseillers restés , au siège avec lui pour faire faire les criées.

Le juge auditeur , petit tribunal tenu par un ancien procureur , relevant du présidial , a aussi vaqué.

Plusieurs de messieurs qui ne se sont pas trouvés à l'assemblée du mardi , y ont adhéré.

*Du 9 mai 1771.*

M. de *Moras* qui avoit été contrôleur-général & ministre de la marine , est mort il y a quelques jours. Il n'avoit point d'enfant & étoit très-riche , il laisse tout son bien à M. *Gilbert de Voisins* , qui avoit épousé mademoiselle de *Merle* , sa niece. C'est ce jeune magistrat qui , à la suite du parlement , a eu le courage de sacrifier sa charge de greffier en chef. Tout le monde applaudit aux dispositions de M. de *Moras*.

*Du 10 mai 1771.*

Tous les conseillers d'honneur du parlement se sont démis , & il paroît décidé que ce seront dorénavant les six anciens conseillers d'état qui occuperont ces places dans le soi-disant parlement d'aujourd'hui ; ce qui rend le chancelier encore plus maître de ces assemblées , en y introduisant ainsi le conseil.

*Du 10 mai 1771.*

On écrit de Grenoble que le parlement de Dauphiné , qui a fait des remontrances comme les autres , & rendu des arrêts contre les conseils supérieurs , &c. ayant été informé que la commission de Valence avoit fait une réclamation contre cet arrêt , il en a décrété les membres , qui se sont enfuis & se sont réfugiés à Paris.

*Du 10 mai 1771.*

Le samedi 4 de ce mois se sont faites les invitations pour le mariage de M. le comte de *Provence* : il paroît constant que les princesses seulement ont été priées , & que les princes n'en ont reçu aucune notification.

*Du 11 mai 1771.*

Le soi-disant parlement ne pouvant s'occuper , faute de confiance du public & d'être reconnu par les tribunaux inférieurs , à juger les affaires des particuliers , enrégistre toutes sortes de pieces du conseil en forme de lettres-patentes ; ce qui donne lieu à des publications dans la ville , & à faire retentir son nom dans les rues & dans les conseils successivement , qui en reçoivent aussi une sorte d'importance. C'est en conséquence qu'on crie :

1<sup>o</sup>. Lettres-patentes du roi portant évocation à la grand'chambre du parlement de toutes les contestations entre les sieurs & dames de *Laye* & leurs créanciers , données à Versailles le 26 avril 1771 , & registrées en parlement le 3 mai.

2<sup>o</sup>. Lettres-patentes id. registrées id. , par lesquelles les huissiers au grand conseil , quoique pourvus d'offices supprimés , sont autorisés à exercer leur vie durant seulement , sous l'inspection de la cour de parlement , leurs fonctions d'huissiers , comme ci-devant , &c.

3<sup>o</sup>. Autres id. concernant les tanneurs & les cuirs.

4<sup>o</sup>. Edit du roi du mois d'avril 1771 , enregistré id. , portant lettres d'appanage de *Louis-Stanislas-Xavier* , petit-fils de France.

5°. Lettres-patentes du 20 avril 1771, registrées id., qui accordent à *Louis-Stanislas-Xavier*, petit-fils de France, la nomination des abbayes, prieurés & autres bénéfices, & aux offices & commissions dans les duchés d'Anjou, comtés du Maine, du Perche & de Senonches formant son appanage.

6°. Lettres-patentes du roi du 26 avril, registrées en parlement le 4 mai, qui accordent à l'ordre de Malte une attribution générale en la grand'chambre du parlement de Paris.

7°. Autres, données à Versailles le 4 mai, registrées en parlement le 6 mai, qui renvoient aux requêtes de l'hôtel les affaires pendantes aux requêtes du palais.

8°. Autres dudit, registrées en parlement, toutes les chambres assemblées, le 7 mai, concernant les conseillers d'honneur au parlement, par lesquelles les sieurs d'*Aguey'cau*, doyen du conseil, de la *Galaisiere*, le *Fevre*, d'*Ormesson*, *Feydeau de Marville*, *Pontcarrié de Viarmes*, & *Bourgeois de Boynes*, tous conseillers d'état, sont investis de cette dignité.

*Du 12 mai 1771.*

La tournure des deux procès-verbaux du châtelet des 7 & 8 mai, a fort embarrassé M. le chancelier : il s'est consulté long-temps & à plusieurs reprises avec M. de *Boynes*, & le résultat de leurs conférences a été de déclarer au foi-disant parlement que son édit de création étant enregistré au châtelet, n'importe comment, c'étoit à lui, tribunal supérieur, à sévir contre la juridiction subalterne.

D'après cette tournure indiquée par M. le chancelier, vendredi dernier un de messieurs

a dénoncé aux chambres assemblées le fait en question , comme de notoriété publique ; sur quoi il a été rendu arrêt qui a ordonné que sur le champ l'huissier *Griveau* , escorté de quatre archers , iroit au châtelet , quoique ce fût jour de vacance à cette juridiction , sommeroit *M. Morel* , greffier du dépôt , de lui remettre les deux procès-verbaux des 7 & 8 mai : à quoi contraint par corps , avec ordre d'enlever cet officier en cas de refus , pour ces pieces être communiquées aux gens du roi , & par eux pris telles conclusions qu'il appartiendra.

On ne fait pas encore la suite de cette affaire , mais il paroît que des membres du châtelet ont été intimidés , que des têtes foibles ont été ébranlées , & que quelques - uns sont revenus contre leur signature. Ce qu'il y a de sûr , c'est que samedi , à l'audience , le lieutenant civil a siégé avec sept conseillers , au lieu de cinq dont il étoit seulement accompagné le mercredi.

Les deux avocats du roi , *Souchet & Foulon* , n'ayant pas jugé à propos de suivre l'exemple trop héroïque de *M. d'Eprenesnil* , ont aussi paru à l'audience de forme , car Mrs. n'ont fait qu'entrer & sortir. Le présidial s'est rouvert de la même manière , mais sans lieutenant particulier. On présume que le service des colonnes étant absolument interverti , les mêmes conseillers qui ont paru au parc civil se seront ensuite transportés au présidial.

*Du 13 mai 1771.*

M. le chancelier ne pouvant mieux consolider encore son tribunal , cherche au moins à lui procurer tout le lustre apparent dont il

peut le décorer; en conséquence il a fait entendre à l'université, qu'il étoit surpris qu'elle n'eût pas encore étoit rendre ses devoirs au premier président du parlement, à quoi la très-respectueuse université a cru devoir déférer.

M. l'abbé *Tudert*, quoique conseiller honoraire de l'ancien parlement, ensuite conseiller d'honneur démis, s'est prêté aussi à aller, comme doyen du chapitre de Notre-Dame, chez M. de *Sauvigny*, & quoiqu'il n'y ait point eu de délibération capitulaire, cette démarche passée dans Paris comme celle du chapitre.

M. le chancelier a aussi fait recevoir au soi-disant parlement de jeunes maîtres des requêtes, qui n'ayant pas l'âge n'avoient pu être reçus au parlement vrai: son fils est du nombre.

*Du 14 mai 1771.*

Les souscrivans du procès verbal du châtelet du 7 mai étoient au nombre de 38. On en a recueilli les noms avec soin, savoir M. M. *Pillet*, *Pezié*, *Davesne Defontaine*, *Roger de Baulieu*, *Avril*, de *Villiers de la Noue*, *Marotte du Coudray*. (Auteur de la rédaction du procès verbal & celui qui a interpellé le premier le lieutenant civil,) *Pelletier*, *Millon*, *Nouette de Montauclas*, *Beville*, *Duval*, *Phelippes de la Morliere*, *Batiffier*, *Roger de la Fresle*, *Huerne*, le *Roi d'Herval*, *Olivier*, du *Boc*, *Rouvretot*, *Belanger*, *Boucher l'Aîné*, *Olive de la Gatine*, *Bouvou*, *Daulages*, *Chaindret d'Apreville*, *Nogent de Sozy*, de *Roffet*, *Mauillon*, *Pasquier*, *Audran*, *Boucher le jeune*, *Brochant*, *Maupinot*, *Le Moine*, *Ogier*, *Maynier*, *Charpentier de Bloisgibault*, de *Hemaut*.

*Du 15 mai 1771.*

Il paroît constant que *M. de Voltaire* a adressé une lettre à *M. le chancelier*, où il félicite ce chef de la magistrature de l'heureux succès de ces projets, il en exalte l'étendue, l'importance & la vaste combinaison, il loue l'éloquence de ses discours & préambules d'édits, où il trouve, dit-il, l'élégance de *Racine* & la sublimité de *Corneille*; il finit par observer que le cardinal *de Fleuri* a par un traité ajouté la Lorraine à la France, que *M. le duc de Choiseul* nous a conquis la Corse, mais que *M. de Maupeou*, supérieur encore à ces deux grands ministres, rend au roi la France entière.

*Du 15 Mai 1771.*

*M. Dufour de Villeneuve*, lieutenant civil, ne se cache plus & semble aujourd'hui reconnaître hautement pour son tribunal immédiat le soi-disant parlement : en conséquence il a mandé les syndics des procureurs, il leur a signifié de dire à leurs confrères qu'il étoit tems de terminer leur inaction, & de faire reprendre aux choses leurs cours ordinaires; & sur ce que les mandés lui ont représenté qu'ils n'avoient aucun exercice & discipline sur leur communauté, qu'il leur falloit une lettre par écrit pour l'envoyer circulairement à tous les membres, il a eu peine à se déterminer à un acte qui seroit un monuement subsistant & littéral de son zèle pour le nouveau système; cependant son dévouement à *M. le chancelier* l'a emporté sur le respect humain & sur les



craintes qui lui restent du retour du parlement ; il a écrit la lettre , & comme cette opiniâtreté des syndics lui avoit donné beaucoup d'humeur , il s'y est absolument écarté du ton d'honnêteté qui lui est propre , & que doit conserver tout supérieur , même envers ses supposés les plus inférieurs. La dureté & l'indécence de l'épître ont jetté l'alarme parmi les procureurs : cependant ils ne semblent pas encore y avoir eu égard.

D'un autre côté , on a vu avec étonnement siéger mardi dernier tous les membres du châtelet opposans à l'enrégistrement , & qui dans le procès verbal du 7 , ainsi que dans celui du 8 , avoient déclaré qu'ils se regardoient comme interdits de fait par la lettre de cachet qui leur défendoit de délibérer , & qu'ils attendoient que cette défense fût levée pour faire leurs fonctions. Ils ont reparu à leurs différens services , pour la forme , il est vrai , seulement , & l'on ne sçache point qu'ils aient préalablement dressé aucun arrêté , même secret , qui pût concilier une contradiction aussi subite & aussi manifeste.

Quelques gens disent que c'est M. *Marotte du Coudray* ; le même qui avoit , ce qu'on appelle , *attaché le Grelot* , qui a proposé à l'assemblée de changer de batterie , pour arrêter les projets dangereux de M. le lieutenant civil & du petit nombre de membres attachés à son parti. Que les procès verbaux des 7 & 8 n'étant point des actes qui pussent lier toute la compagnie , les chefs & ceux qui restoient , prétendant pouvoir occuper & occupant en effet le tribunal , il a estimé plus prudent de siéger avec eux jusqu'à ce qu'il se présente une occasion de former une déli-

bération plus légale. Quoi qu'il en soit des motifs , le public qui ne les connoît pas , en a été aussi surpris qu'indigné.

*Du 15 mai 1771.*

Tous les jours des gens officieux font de nouvelles découvertes , concernant les membres du nouveau tribunal : on a trouvé qu'un *Sr. Calmar de Sara* , conseiller , qu'on regardoit comme un forain inconnu , portoit un nom qui ne l'étoit pas assez malheureusement pour ce magistrat : il est décidément cousin-germain d'un *Ca'mar de Monjoly* , qui a été mis au carcan , fouetté , marqué & envoyé aux galeres , il y a quelques années , pour ses excroqueries & autres faits plus graves encore.

*Du 15 mai 1771.*

Il paroît qu'au moyen de la rentrée de M. les conseillers au châtelet , le soi-disant parlement a abandonné la procédure entamée contre eux , ou du moins l'a suspendue jusqu'à nouvel ordre.

*Du 16 mai 1771.*

Les princes du sang ont affecté de rester à Paris & de se montrer beaucoup la veille , le jour & le lendemain du mariage de M. le comte de Provence , M. le prince de Conty est allé lundi dernier à la comédie Italienne , il a passé aux foyers après la piece , il y est resté long tems , & a parlé à beaucoup de gens avec affabilité. Il étoit vêtu tres-modestement , suivant son usage.

*Du 16 mai 1771.*

On étoit surpris de l'inaction des parlemens depuis le fameux lit de justice du 13 avril , & sauf l'arrêté de Rouen du 15 avril , il ne transpiroit encore rien de nouveau concernant le procès important entre la nation , & le souverain : on attribuoit leur silence au conseil des princes du sang , qui leur avoient écrit de suspendre , de se tenir simplement sur la défensive , d'attendre tout de la bonté du roi , de sa sagesse mieux éclairée & du bénéfice du tems. Enfin plusieurs viennent de porter de rigoureux coups au simulacre du parlement élevé par M. le chancelier. Le parlement de Dijon a fait un arrêté en date du 1<sup>er</sup> mai , très-long & très-détaillé , où il développe tout ce qu'on peut dire de plus fort contre l'essence même de ce tribunal , contre la forme qu'on lui a donnée , contre les membres qui le composent , & contre les divers actes qui peuvent en émaner. Il n'omet pas la destruction de la cour des aides , dont il fait voir le vice & les motifs secrets : il déclare qu'il n'est d'autre remède à un renversement aussi manifeste de la constitution françoise , que l'assemblée des états généraux , qu'il supplie formellement S. M. d'accorder à ses instances & à la nécessité des conjonctures. Il arrête en outre que les princes sont priés & les pairs invités de se réunir , pour former la même réclamation & la même demande.

*Du 17 mai 1771.*

Entre cette multitude de brochures qui se succèdent sans interruption , & auxquelles

travaillent infatigablement les écrivains que Mr. le chancelier a daigné s'associer pour coopérateurs de son sublime système, il faut distinguer un petit pamphlet intitulé *observations sur l'écrit intitulé protestations des princes*. On les y cathéchise de la façon la plus insolente, & l'on ne doute pas que les princes ne soient indignés & de l'audace avec laquelle l'anonyme ose leur donner des leçons, & de la publicité avec laquelle on vend un pareil écrit, jusques dans leur propre palais. Au surplus, l'ouvrage semble sortir de la même plume qui a fait les discours de M. le chancelier, & à tout l'apparat d'une diction majestueuse réunit les sophismes du raisonnement le plus subtil & le plus délié.

Du 17 mai 1771.

Arrêté du parlement de Bretagne, du jeudi 25 mai 1771. " Ce jour, toutes les chambres assemblées, en exécution de l'arrêt de renvoi du samedi 27 avril, la cour délibérant sur le rapport des commissaires nommés pour examiner l'imprimé portant pour titre *procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice, tenu à Versailles le 13 avril 1771.* "

" A arrêté qu'il sera fait à S. M. de très-humbles représentations sur la forme & les objets de la séance dudit jour 13 avril, qualifiée de lit de justice, & sur tout ce qui s'en est suivi; & que pour fixer les objets desdites représentations, les commissaires ordinaires, & tous ceux de M. M. qui voudront s'y trouver, s'assembleront le mardi 7 de ce mois aux 4 heures de relevée. "

" Et néanmoins ladite cour persistant dans son

son arrêté du 27 mars dernier , & considérant que dans l'ordre des loix , la séance du 13 avril ne peut être regardée comme un lit de justice , attendu l'absence du parlement , dont la présence est essentiellement nécessaire à ces séances solennelles : vérité si incontestable & si bien reconnue , qu'on a cru ne pouvoir se dispenser de suppléer à l'absence de ce corps , toujours inamovible & subsistant aux yeux de la loi , par la convocation des officiers du conseil qui n'avoient aucun caractère pour le remplacer. »

« Ladite cour ne peut s'empêcher de protester , comme de fait elle proteste , contre ladite séance du 13 avril , considérée comme lit de justice , ainsi que contre ce qui s'en est suivi & pourroit s'ensuivre : persuadée ladite cour que ledit seigneur roi ne verra dans cette démarche nécessaire , que le zele de son parlement pour la conservation des loix & la fidélité dont ses magistrats s'empresseront toujours de donner l'exemple à ses sujets.

*Du 18 mai 1771.*

M. le chancelier ne cesse de faire enrégistrer au soi-disant parlement des actes publics de toute espece , ce qui en opérant d'autant la destruction qu'il se propose , fait avancer de plus en plus S. M. dans le plan qu'il a tracé , & d'ailleurs donne du relief à son tribunal. De cette espece est un édit du mois de mai , enrégistré le 10 , portant suppression de quatre officiers d'honneur , sur le fait des aides & tailles , incorporés au bailliage & siège préjudial d'Auxerre,

*Du 18 mai 1771.*

M. le chancelier , avant d'en venir aux voies de rigueur pour consolider & faire reconnoître son tribunal , épuise toutes les voies de manège & d'insinuation : on a vu qu'il avoit engagé l'université , & certains membres du chapitre de Notre-Dame , à faire visite au Sr. de *Sauvigny* ; il a proposé la même chose aux consuls : mais cette juridiction qui , quoique très-simple dans son essence & dans ses membres , est cependant de la plus grande importance , quant à son étendue & à ses effets , n'a pas ployé encore sous le joug. Les chefs ont répondu qu'ils rendoient la justice gratuitement , que leurs fonctions leur étoient même onéreuses , qu'ils n'étoient excités que par le cri de l'honneur & par l'espoir de cette considération attachée aux fonctions des citoyens utiles à leurs semblables ; qu'ils ne vouloient pas s'en priver par une démarche propre à leur faire perdre l'estime publique & contraire à leur devoir ; qu'ils reconnoissoient le parlement , cour des princes & des pairs , comme leur supérieur légitime , & qu'ils ne pouvoient rendre hommage à un tribunal élevé sur ses débris : qu'au surplus le tems de leur mission étoit fini , qu'ils ne restoient en place que par une continuation qui leur étoit enjointe en vertu de lettre de cachet , qu'ils étoient prêts à remettre leur titre , & que ce seroit à leurs successeurs à voir ce qu'ils auroient à faire à cet égard.

*Du 18 mai 1771.*

Le nouveau tribunal n'a point interrompu ses procédures contre les officiers protestants du châtelet , quoiqu'ils eussent siégé & repris leurs fonctions ; il paroît ignorer ce fait , il leur a fait faire des sommations de reprendre , à peine d'être poursuivis , &c. On ne fait pas ce que les conseillers ont arrêté à cette occasion , mais voici ce qui s'est passé hier vendredi , jour où le parlement vint une seconde fois faire acte de ressort sur le châtelet.

Le public d'ordinaire peu curieux de semblables cérémonies , qui se répètent cinq fois l'année , s'y étoit rendu avec la même affluence que le mardi saint , à cause de la circonstance ; mais une garde nombreuse s'étoit emparée de toutes les portes , & l'audience qui devoit être ouverte à tout le monde s'est trouvé fermée. Indépendamment de cette précaution , une cohorte de sergents aux gardes rodoient en uniforme de diverses parts , sans aucune fonction apparente , mais non sans dessein : un détachement d'inspecteurs de police & d'exempts , en uniforme aussi , en im-  
posoient de leur côté & faisoient le service parallèlement aux sergents désignés.

A l'heure prescrite le détachement du nouveau tribunal est arrivé , ayant M. *de Nicolai* à sa tête , chevalier de St. Louis , & dernier président à mortier. Des procureurs au parlement & des avocats au conseil sont entrés au parc civil sous les auspices de ces magistrats, ils ont reçu quelques huées en fendant la foule immense qui les regardoit. Les présidents du châtelet , c'est-à-dire le lieutenant

civil , le lieutenant de police , le lieutenant criminel & le procureur du roi , assistés du lieutenant de robe-courte , sont venus recevoir la députation du soi-disant parlement avec la soumission la plus édifiante. Le cérémonial s'est observé très-strictement. Ils se sont rangés à leur banc , ils n'avoient aucune lettre de cachet , ils n'ont fait aucune protestation & ont entendu plaider les avocats au conseil , qui paroissoient pour la première fois à ce tribunal. La séance a été fort longue , & l'acte de ressort des plus complets. Il y a eu une petite émeute , occasionnée par un clerc de procureur , qui ayant affaire à quelque greffe s'est obstiné à vouloir passer malgré la garde , & a été maltraité de coups de bayonnettes & blessé : on n'a pu apaiser ce tumulte qu'en promettant de faire justice de l'alguazil étourdi & qui a contrevenu aux règles de la pacifique Thémis. Cependant quelques chicaneurs instruits se doutant que la justice ne seroit ni aussi bonne ni aussi prompte qu'on le promettoit ; ont conseillé au clerc de porter toujours provisoirement une plainte criminelle ; ce qui a été fait.

Le surplus de la cérémonie s'est passé tranquillement , sauf le bruit des colporteurs du *Sr. Simon* , imprimeur du parlement , qui sont venus aussi faire acte de ressort à leur manière , en criant dans les cours du châtelet & jusques sur les escaliers : *édit du roi , enrégistré au parlement.*

Pour compléter la bonne intelligence entre les présidents du châtelet & les membres du soi-disant parlement , *M. de Nicolai* a prié à dîner ces Messieurs suivant l'usage , & ils s'y sont rendus avec une grande honnêteté.



Pendant ce tems quelques conseillers au châtelet ont dressé une protestation contre tout ce qui avoit été fait & se feroit ; mais comme la plupart des membres étoient absents, il paroît que ces Mrs. veulent avoir l'adhésion du grand nombre , avant de donner publicité à un pareil acte.

Les juges-consuls qui se trouvent toujours à ces séances , ainsi qu'on l'a déjà observé , n'ont point paru : ce qui annonce de leur part une façon de penser & d'agir décidée.

*Du 19 mai 1771.*

Extrait d'une lettre de Blois du 10 mai. « Notre conseil est à peu-près complet , & voici la liste des principaux membres ; on attend des détails sur le surplus pour en parler.

#### P R E M I E R   P R É S I D E N T.

M. de *St. Michel* , président , ci-devant lieutenant général de Marseille , très-connu par son dévouement aux jésuites & par les querelles qu'il y a eues avec le parlement , d'où il a résulté en 1754 un décret de prise de corps contre lui , qui l'a fait refuser pour premier président par la cour des aides de Montauban : il l'a été depuis de la chambre des comptes de Blois , où l'on lui reproche de s'être déshonoré de nouveau par le rôle qu'il y a joué , il y a deux ans , dans un procès contre M. le duc de *Chevreuse*.

#### P R É S I D E N T S.

*St. Michel* , fils : Benet , qui écrivoit à cette occasion que son pere étoit premier président

du parlement de Blois , & qu'il en étoit président à mortier.

*M. Chevalier* , avocat du roi au bailliage & avocat général de la chambre des comptes ; homme âgé de plus de 80 ans , infirme , & dont l'esprit baisse.

### CONSEILLERS.

*Louet* , premier président au présidial , sujet fort médiocre.

*De l'Arche* , assesseur criminel du bailliage , va de pair avec le précédent.

*Petit* , fils d'un receveur du chapitre de Blois.

*Petit* , conseiller honoraire à la cour des monnoies de Paris , homme de mérite , chez qui l'intérêt a dominé. On connoît l'arrêté de la cour des monnoies à son égard.

*Petit* , fils du précédent.

*Boesnier de l'Orme* , maître particulier honoraire des eaux & forêts & maire de ville , grand musicien & beau chanteur : ce sont ses uniques talents.

*Boesnier* , neveu du précédent : maître particulier des eaux & forêts , génie borné , mais laborieux , âgé d'environ 26 ans.

*Baron* , démis , comme on a vu.

*Le Blanc* : celui-ci briguoit l'année dernière une place de clerk de procureur , & le voilà conseiller de cour souveraine.

*Dufementel* , chanoine & prévôt de St. Martin , auteur de l'almanac historique de la Touraine , qu'il répand tous les ans , & qu'il appelle modestement un *petit labeur*.

*Neylz* , lieutenant de la maréchaussée.

*Pomery* , grand vicaire de Blois.

## P R O C U R E U R   G É N É R A L.

*Raujard de la Boeffiere* , étoit de la chambre des comptes. Médiocre.

## A V O C A T   G É N É R A L.

*Bulté* : il étoit de la chambre des comptes ; sujet médiocre & joueur.

## S U B S T I T U T S.

*Le Roux* , ancien avocat au bailliage de Blois.

*Pajon* , jeune avocat retiré à Blois pour y exercer la profession.

## G R E F F I E R.

*Fcurré* , d'abord soldat , ensuite clerc de notaire de village , plus même notaire à Blois , inhabile à ces fonctions.

*Du 20 mai 1771.*

M. le chancelier , dont le génie travaille sans cesse à des projets secondaires , propres à l'amélioration du premier projet qu'il agit depuis long-temps , a envoyé chercher ces jours derniers les avocats au conseil , qui se sont présentés au soi-disant parlement & y plaident ; savoir , les sieurs *le Prince* , *Tripiér* , *Beloumeau* , *Letinois* , &c. il leur a fait lire un édit qui cassoit les procureurs au parlement , & créoit en leur place cent avocats-procureurs ; il leur a donné cette invention comme imaginée pour faire leur fortune. Ces

Messieurs , quoique très-humbles serviteurs de toutes les volontés du chef de la magistrature , ont déclaré cependant que si M. le chancelier n'en ordonnoit autrement , ils se trouvoient très-contents de leur état , & ne desiroient subir aucune métamorphose.

*Du 21 mai 1771.*

Extrait d'une lettre d'Auxerre du 17 mai.  
 « L'Edit du mois de mai , enrégistré le 10 du même mois , portant suppression de quatre offices de conseillers honoraires sur le fait des aides & tailles , incorporés au bailliage & siege présidial d'Auxerre , n'a pas été fait sans dessein , & la précipitation que M. le chancelier a mise dans cette opération a dû vous annoncer quelque motif urgent & secret. En voici l'anecdote. M. l'évêque de cette ville est un des partisans des jésuites les plus zélés , & conséquemment ardent promoteur des opérations de M. le chancelier. Il s'est donné beaucoup de mouvement , ou d'office , ou de concert avec le chef de la magistrature , pour opérer ici sans réclamation l'Enrégistrement de l'Edit enrégistré le 13 avril au lit de justice , & une reconnoissance légale , pleine & entière du prétendu parlement érigé par cet Edit. Il a trouvé le lieutenant général & le procureur du roi du bailliage très-disposé à seconder ses vues , & sans en faire part à la compagnie , au jour d'assemblée le procureur du roi a requis brusquement l'enrégistrement de l'Edit du 13 avril , à lui envoyé par M. *Joli de Fleury* , procureur général du parlement. Le lieutenant général , de concert avec lui , ordonnoit déjà cet enrégistrement ,

sans avoir consulté les conseillers présens , sans avoir pris leurs voix , lorsque les quatre suprimés depuis se sont levés & ont observé au président de l'assemblée qu'il oublioit les formes , & qu'on ne pouvoit rien enrégistrer sans aller aux opinions ; sur quoi le lieutenant général ayant répondu qu'un Edit du roi , enrégistré en présence de S. M. ne souffroit aucun examen de la part des juges inférieurs , ceux-ci ont répliqué que c'étoit contre toutes les regles , & que si M. le lieutenant général persistoit à ordonner l'enrégistrement , ils alloient former une protestation. Ce magistrat craignant que cet exemple n'entraînât d'autres membres , & de nuire à l'opération en voulant trop la précipiter , a remis la séance : cependant il a instruit sur le champ M. le chancelier des difficultés élevées par les réclamans , & pour mieux mettre au fait ce chef de la magistrature , un émissaire a été dépêché vers lui avec d'amples instructions contr'eux. M. *de Maupeou* , qui ne doute de rien , a trouvé un prompt expédient pour terminer cette scission , & sur le champ il a fait rendre par S. M. un Edit qui supprime les magistrats récalcitrans. On ne doute pas ici que cet exemple ne contienne les membres plus foibles , assez disposés à adhérer à leurs confreres , mais trop timides pour ouvrir une pareille réclamation. En conséquence on regarde déjà l'Edit comme enrégistré : c'est au vendredi 13 mai qu'avoit été indiquée la délibération , pour donner le temps à M. le chancelier de purger le tribunal des sujets opposans & factieux.

*Du 22 mai 1771.*

M. *Bignon*, prévôt & grand maître des cérémonies de l'ordre du St. Esprit, en cette qualité avoit reçu la lettre de cachet portant ordre d'inviter tous les chevaliers & officiers commandeurs de l'ordre, suivant l'usage; & en conséquence sans demander une plus ample explication, il est allé chez les princes du sang. Ceux-ci l'ont interrogé sur les ordres qu'il pouvoit avoir à cet égard, s'il en portoit de particuliers du roi pour eux? Ce qu'il n'a pu dire. En sorte que les princes ne tenant aucun compte de cette invitation n'ont point assisté le jour de la pentecôte à la cérémonie. Le duc de *Bourbon* qui devoit être reçu, ne l'a point été, & les princes se sont encore montrés à Paris tout ce jour-là.

*Du 22 mai 1771.*

On a déjà raconté l'anecdote qui a fait qualifier M. de *Sauvigny*, chef du nouveau tribunal, du surnom de *Président de Même*. M de *Nicolai*, quatrième président à mortier, ayant en cette qualité présidé la députation faite au châtelet pour l'acte de ressort avant la pentecôte, a dû prononcer la formule usitée au nom du parlement. . . . . *La cour renvoie les causes civiles par-devant le lieutenant civil, les causes de police, &c.* Mais ce magistrat peu initié, tant au fond qu'à la forme des fonctions magistrales, a dit : *renvoyons les causes civiles vis-à-vis le lieutenant civil, les causes de police vis-à-vis le lieutenant de police, &c.* & les clerks à bons mots, présens à cette ânerie,

l'ont intitulé sur le champ M. le président *vis-à-vis* : sobriquet qui lui restera au palais.

*Du 23 mai 1771.*

Extrait d'une lettre de Chartres du 18 mai 1771. . . . . « Le 10 de ce mois le procureur du roi a mis sur le bureau un Ecrit portant suppression de la cour des aides de Paris ; un autre , portant suppression & création d'officiers dans le parlement de Paris : tous deux enregistrés le 13 avril au lit de justice : ensemble un arrêt du 24 avril aussi , qui ordonne l'envoi desdits Edits aux bailliages , pour être lus , publiés , registrés , &c. Sur quoi la délibération a été renvoyée au lendemain 11 , & il a été déclaré ledit jour par un arrêté très-bien motivé qu'on ne pourroit enrégistrer lesdits Edits sans contrevenir aux ordonnances , sans encourir les peines prononcées par icelles , sans violer le serment fait par les magistrats , & sans déroger à l'état primitif de ce siege , dont les officiers ayant l'honneur d'être ceux de M. le duc d'Orléans & de M. le duc de Chartres , ne peuvent préjudicier aux protestations , notoirement connues de ces princes & des autres princes du sang.

*Du 24 mai 1771.*

Parmi les candidats aspirants à sieger dans le nouveau tribunal , s'est présenté un nommé *Carbonel* , avocat , qui n'a jamais été sur le tableau. Pour mieux capter le suffrage de M. le chancelier , il a jugé à propos de faire graver le portrait du chef de la magistrature.

O vj

ture , & d'y mettre au - bas les foi-disant vers suivans :

Ministre , vrai présent de la Divinité ,  
 Méprise les clameurs d'un insensé vulgaire ,  
 Poursuis le bien public que tu cherches à faire :  
 Par Minerve & Themis ton projet fut dicté.  
 Et ton nom passera à la postérité !

On voit par cet échantillon que le *Sr. Carbonel* n'est pas beaucoup habitué à faire des vers , & que c'est la force de l'enthousiasme qui lui a arraché ceux-ci.

Malgré cet effort de génie le bruit court qu'il ne sera pas reçu , comme de mœurs scandaleuses , comme séparé d'une femme qu'il laisse mourir de faim , & à la veille de faire entrer sa fille à l'opéra , tandis que le mari vit avec une gueuse.

Ce sera la seconde victime que M. le chancelier immolera à la considération dont il veut illustrer son tribunal , à présent qu'il a un fond tel quel de magistrats.

*Du 25 mai 1771.*

On donne comme constante une mortification que M. le chancelier a essuyée de la part du roi , on dit que S. M. lui a fait des reproches à l'occasion du châtelet , dont il faut , pour l'intelligence de la chose , détailler l'anecdote.

Le samedi 4 mai , jour de l'enregistrement forcé de l'Edit au parc civil , M. le chancelier après cette formalité très-irrégulière n'eut rien de plus pressé que d'aller en rendre compte au roi , ou plutôt surprendre le roi ,



sur la maniere dont les choses s'étoient passées. Il fit entendre au monarque que l'enregistrement s'étoit fait aisément & avec les acclamations du public. M. le duc de Penthièvre, présent à la conversation, de retour à Paris fut très-surpris d'apprendre le contraire, que la force eut seule présidé à cet acte, & que la consternation étoit générale & dans la compagnie & dans Paris. On ne fait si ce prince a eu le courage d'annoncer au roi la vérité, ou s'il la lui a fait parvenir par quelque voie indirecte; mais S. M. mieux instruite, a fait des reproches (suivant un bruit général qui se soutient depuis quelques jours) à M. le chancelier, de lui en avoir imposé: sur quoi le chef de la magistrature n'a trouvé de faux-fuyant qu'en répondant qu'on lui en avoit imposé à lui-même, & que les présidens du châtelet lui avoient déguisé les faits. On ajoute qu'il a voulu profiter de cette ouverture pour proposer au roi de nouvelles vexations à l'égard des officiers récalcitrans du châtelet; ajoutant qu'avec quelques lettres de cachet, on termineroit tout cela: sur quoi S. M. courroucée a dit qu'elle étoit lassée d'user de ces voies de rigueur.

*Du 26 mai 1771.*

Extrait d'une lettre de Rennes, du 22 mai 1771. . . . La nuit dernière, c'est-à-dire, la nuit du 21 au 22, des Hocquetons accompagnés d'un officier de police, d'un subdélégué de l'intendant, de maréchaussée, se sont transportés à la demeure du Sr. du Brossay, substitut du procureur général, & avocat au parlement de Paris. Il étoit absent. On n'a trouvé

que le frere. On a fait lever toutes les ferrures , on a visité les papiers dont on a emporté plusieurs : ces Mrs. pendant leur visite , à l'aspect des papiers , se sont souvent dit : *ce n'est pas cela !* On croit que ces hocquetons étoient chargés d'autres enlevemens , ayant rodé toute la nuit autour des demeures de trois conseillers au parlement , qui étoient absens.

*Du 26 mai 1771.*

La fermentation augmenta à la cour. On ajoute aujourd'hui que M. le chancelier ayant insinué au roi qu'il ne se trouvoit pas trop surchargé , que son zele étoit infatigable lorsqu'il s'agissoit des intérêts de S. M. & qu'il rempliroit encore le ministere des affaires étrangères , si son service devenoit nécessaire en cette partie ; cet appétit dévorant pour toutes les places avoit fort déplu à M. le duc d'Aiguillon , qui a toujours des prétentions sur celle-là , & que ce seigneur profitant de son ascendant sur madame la comtesse *Dubarri* , l'avoit refroidie à l'égard de son adversaire , au point qu'on avoit vu celui-ci attendre une demi-heure dans l'antichambre de cette dame ; ce qui ne lui étoit point encore arrivé.

*Du 26 mai 1771.*

On ne peut détailler les écrits presqu'innombrables déjà que M. le chancelier fait éclore sans interruption sous différentes presses qui gémissent en faveur de son système. Quand ce torrent sera arrêté , on en fixera le catalogue avec des notes succintes qui en caractériseront

le mérite & l'espèce , article par article. Il ne faut pas omettre , quant à présent , *l'avis aux dames* : cette brochure leur fait trop d'honneur pour ne pas s'empressez d'en faire mention. On a déjà rendu compte du zèle & de la chaleur qu'elles mettent dans l'affaire du jour ; on les voit disserter sur cette matière politique avec un intérêt , un goût , qu'on ne leur connoissoit point. M. le chancelier ne les regarde pas sans raison comme un des plus puissans obstacles que rencontre l'exécution de son projet. Envain l'écrivain du pamphlet cité veut jeter du ridicule sur elles , on fait que ce sont elles qui le distribuent ; elles persistent à exclure de leur société les traîtres ou les lâches , qui par intérêt ou par foiblesse abandonnent une cause qu'elles regardent comme celle de la patrie.

*Du 27 mai 1771.*

Aux bruits déjà répandus de la fermentation qui s'élève à la cour & dont il pourroit résulter un changement , on ajoute aujourd'hui que madame la princesse de Conty n'a pas dédaigné d'entrer en conférence avec madame la comtesse Dubarri : qu'elle l'a prise par son propre intérêt , qu'elle lui a fait envisager le sort affreux qui la menaçoit si elle venoit à perdre le roi dans l'état des choses où se trouve la France. Que les princes , les pairs , toute la magistrature , & le plus grand nombre de citoyens l'auroient en exécration ; qu'elle ne trouveroit aucun asyle , & peut-être éprouveroit-elle la catastrophe la plus sinistre. Qu'au contraire , en songeant sérieusement à réparer le mal qu'elle avoit causé , sous les apparences

du bien qu'on lui avoit présenté , elle se concilieroit tous ceux qui avoient été ses ennemis les plus cruels , & auroit la gloire d'avoir rétabli la paix & l'ordre dans le royaume. On ajoute que le discours éloquent de cette princesse a porté la conviction jusques dans l'ame de la favorite , & l'on espere de plus en plus voir prendre aux événements une tournure nouvelle.

*Du 27 mai 1771.*

Le lundi , lendemain de la trinité , il est d'usage au châtelet que les huissiers suppôts de cette juridiction s'y rendent au parc civil pour recevoir l'injonction du lieutenant civil , & subir les châtimens qu'ils pourroient mériter suivant les plaintes que tout le monde peut y rendre contr'eux : ensuite il se forme une cavalcade , à la tête de laquelle est le lieutenant civil. Dans cet état ils vont chez le chancelier , chez le premier président , chez le procureur général & autres magistrats majeurs du parlement : ils entrent , font le tour de la cour , & sortent successivement. Cette marche peu commode pour M. le lieutenant civil , qui doit aussi être à cheval , n'est pas la plus honorable qu'il puisse remplir ; elle doit l'être encore moins aujourd'hui : cependant M. le chancelier ne souffrira pas qu'il s'y refuse , & le public est fort impatient de voir comment il la remplira. La foule qui se dispose à suivre la marche , va rendre cette scene encore plus désagréable & plus humiliante.

Un particulier attaché au palais est allé ces jours derniers solliciter chez M. le prince de Conty une place qui dépendoit de S. A. Elle

lui a montré ses regrets en déclarant qu'elle étoit donnée : puis réfléchissant sur l'état du suppliant , il lui demanda pourquoi il vouloit le quitter ? Celui-ci témoigna au prince ses inquiétudes pour l'avenir : sur quoi S. A. repliqua : *le parlement reviendra , n'en doutez point.* Ces paroles consolantes ont été retenues précieusement & répandues chez tous les gens intéressés. On en a inféré, ou que le prince avoit des notions particulieres , ou qu'il raisonnoit par des probabilités , qui devoient toujours avoir un très-grand poids dans sa bouche.

*Du 28 mai 1771.*

On voit un procès verbal d'une partie de MM. du châtelet siégeans à la chambre criminelle , qui donne la clef de leur manœuvre & motive les raisons de leur rentrée , sans faire paroître leur conduite plus conséquente : on en pourra juger par cette piece rapportée ci-après.

Quoiqu'il en soit , hier dans la nuit du dimanche au lundi , Mrs. les mousquetaires ont reçu des ordres de porter des lettres de cachet à la plus grande partie des membres de ce tribunal , par lesquelles il est enjoint à ceux-ci de déguerpir de Paris dans les 24 heures , & de s'éloigner de cette capitale au moins de deux lieues : restant maîtres au surplus de s'arrêter où bon leur semblera.

M. *Duval d'Eprenesnil* , avocat du roi , est aussi exilé à une terre qu'il a près du Havre.

Cette nouvelle n'a pas empêché M. *Dufour de Villeneuve* , lieutenant civil , de faire la cavalcade usitée , à l'heure ordinaire & en la maniere accoutumée ; il étoit accompagné de

L'avocat du roi *Foulon* : il est allé , suivi des greffiers du châtelet , d'un détachement de commissaires , des huissiers priseurs , huissiers à verge , huissiers à cheval , &c. & escorté de détachements du guet , rendre visite au gouverneur , au prévôt de Paris , au premier président du nouveau tribunal , aux présidents à mortier , aux procureur général , & avocats généraux. Le public , malgré le guet qui entouroit la marche , a hué les magistrats & leur fuite. On a remarqué que le cortège n'étoit pas aussi nombreux que de coutume. On croit que le grand nombre des huissiers a préféré de payer l'amende , plutôt que de se trouver à une visite qui est un hommage au tribunal supérieur , qu'ils ont aussi la délicatesse de ne pas vouloir reconnoître , suivant l'esprit général de la magistrature.

Quant à l'injonction aux huissiers & leur correction , elle n'a lieu que le lendemain , & la cérémonie s'est pratiquée aujourd'hui.

L'exil dont on a parlé étoit l'avant-coureur de la destruction du châtelet , annoncée depuis long-temps , & le soi-disant parlement a enregistré aujourd'hui un édit portant suppression , remboursement & création d'offices dans cette juridiction , c'est-à-dire que le roi éteint les deux offices de lieutenants particuliers , & les 56 offices de conseillers , ensemble les quatre offices d'avocats du roi , & qu'il recrée à l'instant un office de lieutenant particulier , 32 offices de conseillers , & 3 d'avocats du roi.

Ces offices se délivreront aux parties casuelles moyennant finances : on prescrit par quelques dispositions particulières les fonctions du lieutenant particulier , & une discipline particulière pour le changement des di-

verses colonnes & leur façon de se suppléer , par disette de juges compétens.

Le roi excepte de la suppression générale les sieurs conseillers , *Pillet* , *Benoît* , pere , *Foffeyeux* , *Bachois de Villefort* , *Gateau de la Chatiere* , *Puissant des Placelles* , *Benoît de Maizancelles* , *Dufresnoy* , le *Roi de Barincourt* , *Chupin* , *Perinet d'Orval* , *Boucher le jeune* , & *Maynier*. Il est à noter que de ces 13 le Sr. *Pillet* avoit souscrit le procès verbal du 7 mai & présidé la compagnie ce jour-là ; & dans le nombre des signatures se trouve celle des Srs. *Boucher le jeune* & *Maynier* : en sorte qu'il n'est pas à présumer que malgré cette exception ces Messieurs en profitent.

*Du 28 mai 1771.*

On vient d'imprimer les remontrances du parlement de Toulouse , en date du 6 avril dernier , à l'occasion de l'édit enrégistré au lit de justice le 7 décembre 1771. Elles sont écrites avec ce feu qui caractérise les têtes de nos provinces méridionales.

*Du 29 mai 1771.*

Procès verbal de partie de MM. du châtelet , de service à la chambre criminelle , en date du 15 Mai 1771.

« L'an 1771 le mercredi 15 mai , nous conseillers au châtelet de Paris souffignés , de service à la chambre criminelle , convoqués par billets en la maniere accoutumée , nous nous sommes rendus d'abord au nombre de 4 à dix heures du matin en ladite chambre , pour y faire le service : nous y avons trouvé

M. le lieutenant criminel & MM. *Fossyeux*, *Gateau de la Chatiere* & le *Roi de Barincourt*. Chacun ayant pris place, M. le lieutenant criminel a commencé le rapport d'un procès dont les conclusions nous ont paru être à peine afflictive, sur quoi nous avons représenté à M. le lieutenant criminel, qu'étant liés par l'arrêté de la compagnie du 25 mars dernier, auquel nous ne pouvons préjudicier en aucune manière, il ne nous étoit pas possible d'entendre le rapport du procès, attendu l'absence actuelle du parlement, essentiellement cour des pairs, auquel seul peut & doit ressortir, ainsi qu'il est porté audit arrêté, l'appel des procès de cette nature. M. le lieutenant criminel a fait entrer M. *de Maisongelles*, qui n'est point de service à ladite chambre; nous avons protesté contre l'introduction dudit Sr. *Benoît de Maisongelles*, comme contraire au règlement, attendu que nous étions en nombre suffisant pour faire le service, & nous avons requis que ledit Sr. se retirât. M. le lieutenant criminel n'a point eu d'égard à nos réquisitions & protestations, a recommencé son rapport, & passé outre en jugement du susdit procès, avec MM. *Fossyeux*, *Gateau de la Chatiere*, le *Roi de Barincourt* & un autre, avec le Sr. *Benoît de Maisongelles*, seulement. Dans le cours de nos opinions, nous avons renouvelé nos réquisitions & protestations que dessus. »

« Ce premier procès jugé, M. le lieutenant criminel a commencé en présence de nous, desdits sieurs surnommés, & de M. *Perinet d'Orval*, survenu pendant le rapport du premier procès, (quoiqu'il ne soit pas de service à la chambre criminelle) le rapport d'un 2me.



procès , dont les conclusions étoient comme les premières à peine afflictive. »

« M. . . . aussi actuellement de service à ladite chambre , est arrivé dans le cours du second rapport , & presque au commencement d'icelui , il a fait les mêmes requisitions & protestations que ci-dessus : le rapport fini , dans le cours des opinions , M. le Lieutenant criminel nous ayant demandé nos avis , nous avons renouvelé tous nosdits requisitoires & protestations que ci-dessus , au préjudice desquels M. le lieutenant criminel a passé outre au jugement dudit procès , avec MM. Fossyeux , Gâteau de la Chatiere , le Roi de Barincourt , Benoit de Maisongelles , & Perinet d'Orval , seulement. Nous avons prié M. le lieutenant criminel de prendre les voix sur nosdites protestations : M. le lieutenant criminel les refusant , a levé le siege avec tous MM. Nous nous sommes séparés à II heures & demie passées , & sommes sortis de ladite chambre criminelle , en nous ajournant au lendemain , & observant que la présence de Mrs. Benoit de Maisongelles & Perinet d'Orval étoit d'autant plus irrégulière , qu'ils sont de service , l'un au préjudicial , & l'autre au parc civil , & qu'au moyen de ce qu'ils ont assisté à ladite chambre criminelle , ils n'ont pas vaqué à leurs services , & qu'ils n'étoient nullement nécessaires à ladite chambre criminelle pour suppléer , attendu que nous étions en nombre suffisant. »

« Dont tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès verbal , pour servir & valoir ce que de raison. »

« Fait au châtelet de Paris , les jour & an que dessus. »

*Du 29 mai 1771.*

Hier M. le lieutenant civil a ouvert l'audience du parc civil, à la tête de trois conseillers seulement, savoir les sieurs *Benoît de Maisongelles*, *Gateau de la Chatiere*, & *Perinet d'Orval*. Le sieur *Foulon* seul siégeoit au banc du roi. Le public s'étoit rendu en foule à ce tribunal, pour voir la contenance des juges, qui, malgré les exempts de police & sergents aux gardes répandus de toutes parts, ont été hués; on a fait la lecture d'un testament, & l'audience a fini très-prompement à l'ordinaire.

Les mêmes trois conseillers ont siégé au présidial, & n'y ayant point de lieutenant particulier, c'est le sieur *Benoît de Maisongelles* qui a présidé: même rumeur & mêmes huées.

Il s'en suivroit de-là que le nombre des conseillers restant n'est pas aussi considérable qu'on l'annonce dans l'édit; on assure pourtant qu'ils étoient sept à la signature des sentences.

*Du 30 mai 1771.*

Le jeudi 23 de ce mois, on a publié à l'audience du sceau un édit, portant création de quatre présidents aux requêtes de l'hôtel, pour présider chaque quartier, & on y renvoie à cette juridiction tous les *committimus*, qui se portoient aux requêtes du palais: ces présidents auront mille écus chacun de pension, ils seront pris dans le corps des maîtres des requêtes.

On a publié à la même séance un autre édit qui fixe la finance de toutes les charges & im-

pose sur chacune d'elles le droit de centième denier par chacun an ; il supprime le prêt & l'annuel auquel elles étoient astreintes.

*Du 30 mai 1771.*

Hier matin M. *Dufour de Villeneuve*, lieutenant civil, a siégé au parc civil avec sept conseillers, de treize dénommés dans l'édit : on y a procédé à l'enregistrement & publication de cet édit de suppression & de création d'offices au châtelet, & la cérémonie s'est faite du très-exprès commandement du roi, c'est-à-dire, en vertu de lettre de cachet que M. le lieutenant civil s'étoit fait administrer pour la forme, car on sait que tout a été concerté avec lui.

*Du 30 mai 1771.*

Le sieur *Berthier de Sauvigny*, premier président du nouveau tribunal, a enfin pris son domicile à l'hôtel de la première présidence, le lundi de la Trinité, où il a reçu les hommages du châtelet en la personne du lieutenant civil. Il a donné, le lendemain à dîner, à Mrs. de grand'chambre.

*30 dudit.*

Tout le monde est fort étonné que les nouveaux offices de conseillers au châtelet soient susceptibles de vénalité ; ce qui, non seulement est contraire au système de M. le chancelier, mais encore rend plus difficile le remplacement qu'il a en vue dans ce tribunal.

Du 31 mai 1771.

Extrait d'une lettre de Rennes , du 26 mai 1771. .... L'expédition dont je vous ai parlé s'éclaircit au moyen de ce qu'on a appris. Le sieur *Ovius* , imprimeur à St. Malo , déjà arrêté pour soupçon d'avoir travaillé à l'impression des mémoires & procédures des accusés , a été enlevé de nouveau par des exempts de police venus de Paris , & conduit à la Bastille , à ce qu'on présume. On prétend qu'il étoit occupé à imprimer un quatrième volume du procès de MM. *de la Chalotais* , & qu'il tenoit les manuscrits de M. *du Broffay* , qu'on fait être fort attaché à la famille en question , & avoir été spécialement à Paris le conseil de mademoiselle *de la Chalotais*. On assure qu'on n'a rien trouvé dans ses papiers qui donnât aucun éclaircissement sur ce qu'on recherchoit.

Le fameux ouvrage de M. le chancelier , annoncé avec tant d'emphase sous le nom de *code Maupeou* , se réduit , quant à présent , au titre très-moderne d'*Edit portant Règlement sur les Procédures* , à l'instar de ce qui s'observe au conseil : il a été enregistré le 17 de ce mois au nouveau tribunal , & paroît imprimé depuis deux jours en 40 pages in-4°. Son objet est de simplifier l'ordre des procédures , & d'en diminuer par-là les frais.

Madame la duchesse *de Chartres* a honoré dimanche dernier , 27 du mois , le colysée de sa présence. M. le duc *de Chartres* y étoit aussi. Le public a vu avec la plus grande vénération cet heureux couple , & en a témoigné sa satisfaction de la façon la plus marquée. M. le comte  
de

*de la Marche* est venu aussi à ce spectacle ; il n'a pas fait la même sensation. On a été curieux de voir comment il se comporteroit vis-à-vis de la princesse & de son auguste époux : mais il a semblé éviter de les rencontrer ; il a disparu promptement. On a vu aux tuilleries déjà le duc *de Chartres* rencontrer ce prince , sans faire semblant de le connoître & de le voir.

*Du 1 juin 1771.*

M. le contrôleur-général n'osant présenter actuellement ses édits burfaux , & M. le chancelier ne voulant pas rendre plus odieux encore le soi-disant parlement par un pareil enrégistrement ; d'ailleurs les compagnies qui étoient d'accord avec le ministre des finances , & se dispoisoient , suivant l'usage récent , à verser au trésor royal la masse des fonds d'avance des impôts en question , refusant de le faire faute de confiance aux actes qui émaneroient du nouveau tribunal ; on a pris la tournure d'y suppléer par d'autres moyens qui n'exigeroient pas un enrégistrement quelconque : telle est l'origine de l'édit publié dernièrement au sceau , portant l'imposition du centieme denier sur toutes les charges , comme on a dit , lequel doit rendre un argent prodigieux , & équivalent à l'imposition la plus énorme. C'est dans ce même esprit qu'on a enfin fait passer un arrêt du conseil annoncé depuis long-temps , & qui se publie aujourd'hui , en date du 26 mai : il porte révocation des privilèges de l'exemption du paiement des droits dans la mouvance du roi , en outre révocation des aliénations qui ont été faites desdits droits aux engagistes de ses domaines. Indépendamment du profit con-

fidérable qui en doit résulter , comme cette révocation attaque spécialement les princes du sang , les grands du royaume , les cours souveraines , le conseil a jugé cet expédient très-salutaire pour leur faire en même temps sentir tout le poids de l'indignation du souverain , & les faire rentrer dans la soumission qu'on desire d'eux.

*Du 2 juin 1771.*

Au moyen du bouleversement général que M. le chancelier introduit dans la magistrature, le cours de la justice se trouve interrompu d'un bout à l'autre du ressort du parlement de Paris. On n'a pas encore des détails aussi précis sur les conseils de Lyon & de Poitiers , que sur les autres : on fait seulement que celui de cette première ville est composé en grande partie de la cour des monnoies , & comme le présidial est uni à cette cour , les mêmes personnes se trouvent également juges inférieurs & juges supérieurs : il en est de même de la seconde ville , où le bailliage forme aussi le fond du conseil. Il est certain que cette étrange irrégularité prouve , malgré les retranchements de tant de cours & juridictions subalternes , l'extrême répugnance des magistrats à s'enrôler dans la nouvelle milice de M. le chancelier.

*Du 2 juin 1771.*

Si M. de Sauvigny , le premier président du nouveau tribunal, n'a pas les qualités éminentes d'un grand magistrat , d'un excellent juge ; s'il est même peu versé dans toutes les matières de jurisprudence ; enfin s'il figure très-mal sur les fleurs de lis , il représente infiniment mieux

dans l'appareil intérieur de son hôtel. Il a tous les jours une table de quarante couverts , ouverte aux différents officiers de son tribunal ; & indépendamment de cette annonce générale , on ne va point dîner chez lui qu'on ne reçoive d'autres billets pour les jours suivans. Comme M. le chancelier fait la prévention générale dans laquelle gémissent les membres du soi-disant parlement , exilés au milieu de Paris même , il a prescrit à M. *de Sauvigny* d'adoucir le plus qu'il pouvoit à ces messieurs ce traitement de leurs concitoyens , en les réunissant chez lui. Il est vrai que peu d'étrangers se trouvent mêlés à ces repas , où l'on concert souvent les moyens d'avancer le grand œuvre , auquel ces élèves du chef de la magistrature ont le plus sensible intérêt de concourir.

*Du 3 juin 1771.*

M. l'archevêque , qui a contribué de son mieux à la formation du parlement , dans l'espérance de divers objets dont on l'a leurré , commence à s'impatienter qu'on n'effectue rien de ce qu'on lui a promis. Quant au retour des jésuites , il ne se flatte pas que ce point s'accomplisse si promptement ; mais il est furieux que la déclaration concernant le rappel des prêtres flétris pour raison de refus de sacremens , ne soit pas encore enrégistrée : elle est entre les mains des gens du roi depuis près d'un an , & l'on ne fait pas ce qui retarde l'exécution d'une pareille amnistie.

*Du 4 juin 1771.*

Le procès-verbal de quelques-uns de MM. du châtelet , de service à la chambre crimi-

nelle , en date du 15 , doit être précédé de celui du 14 , dont la teneur suit :

« L'an 1771 , le 14 mai , nous conseillers au châtelet de Paris soussignés , de service aux audiences du parc civil & du présidial & aux chambres du conseil & criminelle , avons constaté les faits qui suivent par suite de nos procès-verbaux des 7 & 8 du présent mois ».

« Le vendredi 10 du présent mois & jour , ordre de série au châtelet , lesdits procès-verbaux par nous dressés & par autres de nos confreres & déposés au greffe , en ont été enlevés de force dans la matinée du même jour par un huissier qui s'est dit accompagné de quatre personnes , & en conséquence d'une procédure commencée au palais ».

« Cet enlèvement illégal fut suivi ledit jour du bruit d'emprisonnement & de procédures menaçantes contre ceux qui avoient signé lesdits procès-verbaux.

« La frayeur de nos familles , leurs instances & leurs prières nous forcèrent de nous mettre à l'abri , & par conséquent de nous absenter du châtelet le samedi ».

« Nous déclarons que notre intention n'a jamais été d'interrompre nos fonctions , mais , au contraire , de les continuer aux termes dudit procès-verbal du 7 de ce mois , autant qu'il seroit possible , en les conciliant avec les loix , notre serment & l'institution du tribunal sous le ressort unique du parlement , cour des pairs ».

« Arrivés aujourd'hui dans la matinée pour y remplir nos fonctions , ceux de messieurs présents à la chambre du conseil où la compagnie se réunit avant les services , ont réitéré à M. le lieutenant civil la demande d'assembler



la compagnie , déjà faite à ce magistrat les 4 , 7 & 8 du présent mois ; & sur son refus motivé , ainsi qu'il est expliqué par lesdits procès-verbaux desdits jours 7 & 8 , il a été de nouveau invité d'employer ses bons offices pour obtenir la main-levée des défenses d'assembler la compagnie ».

« A quoi M. le lieutenant civil a répondu que MM. les lieutenans particuliers lui avoient écrit une lettre à l'effet d'obtenir ladite main-levée , & qu'en conséquence il avoit écrit à M. le chancelier.

« Il a été ensuite déclaré à M. le lieutenant civil , que déjà liés par les arrêtés unanimes de la compagnie des 25 & 26 mars dernier , auxquels M. le lieutenant civil avoit concouru par son suffrage , nous y persistions , comme nous soussignés persistons , ainsi que dans les motifs & déclarations de notre dit procès-verbal du 7 de ce mois , qui ne sont que le développement des motifs desdits arrêtés. Protestant contre tout ce qui s'est passé au châtelet de contraire aux réglemens depuis ledit jour 7 mai , notamment contre le service irrégulier qui s'y est fait , & contre celui qui pourroit s'y faire par la suite , nous réservant d'en demander en temps & lieu la nullité ; & pareillement il a été déclaré à M. le lieutenant civil , que conformément auxdits arrêtés & procès-verbaux , nous étions prêts & disposés à faire nos services respectifs , comme est ainsi que nous les avons faits avec toute la compagnie sous le ressort du parlement , essentiellement cour des pairs , pendant les séances de MM. du conseil au palais , & depuis jusques audit jour 7 du présent mois ; & que si nos services étoient interrompus & suspendus par des procédures illégales ,

auxquelles nous ne pouvions ni ne devions nous attendre , & ne devons nous exposer , il ne pouvoit nous en être rien imputé. Protestant pareillement contre l'enlèvement illégal de nos procès-verbaux ».

« Après lesquelles déclarations , réserves & protestations , nous nous sommes chacun rendus à nos services respectifs pour sieger ; & de tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal pour être déposé au greffe en temps & lieu. »

Ce même proces-verbal du 15 mai est ensuite accompagné de celui du jeudi 16 mai , dont la teneur suit.

« L'an 1771 , le jeudi 16 mai , nous conseillers au châtelet de Paris soussignés , après avoir pris communication du procès-verbal dressé hier 15 du mois , par Mrs. tous de service pendant le présent mois à la chambre criminelle , au sujet du service irrégulier qui s'y est fait ledit jour , il a été observé que dès le 8 du présent mois , quoique lesdits Srs. sus-nommés n'eussent point reçu de billets de convocation à la chambre criminelle dans la forme ordinaire , ni été avertis , quoique présens au châtelet , cinq de Mrs. dont trois , savoir Mrs. *Dufresnay* , *Benoit de Maisonnelles* & *Perrinet d'Orval* n'étant point de service en ladite chambre , avoient néanmoins tenu cette chambre ledit jour & jugé des procès avec M. le lieutenant criminel. »

« Nous soussignés avons ensuite constaté qu'hier quinze il a été signifié à la plupart d'entre nous à nos domiciles , par *Grivault* , sergent huissier au parlement , une sommation & interpellation de reprendre & continuer à l'avenir les fonctions de nos offices , chacun

en ce qui nous concerne , ainsi qu'il est plus au long détaillé en ladite sommation , & que le jour d'hier Mrs. actuellement siégans au palais , ont fait la visite des prisons du châtelet ; ce qui annonce qu'ils se disposent à venir tenir la séance accoutumée pour les prisonniers , de tous lesquels actes il résulte une prétention de distraire le tribunal du châtelet du ressort dudit parlement essentiellement cour des pairs , lequel subsiste toujours dans les membres dispersés dudit parlement & non légalement dépouillés. »

« Déclarons en conséquence des arrêtés unanimes des 25 & 26 mars dernier , dans lesquels nous persistons , ainsi que dans notre procès-verbal du 7 du présent mois , que n'ayant pas obtenu jusqu'ici l'assemblée de notre compagnie , nous protestons contre ladite sommation , comme étant sans objet , puisque les services ont été par nous faits au châtelet de Paris les 14 & 15 du présent mois & jours suivans. »

« Ensemble contre lesdites visites des prisons , séances , enlèvement de nos procès-verbaux des 7 & 8 de ce mois , constatés par celui du 14 , & autres actes de ressort sur le châtelet qu'ils ont pu ou pourroient faire par la suite , attendu que M. M. actuellement siégans au palais ne sont pas reconnus pour composer avec les princes & pairs le parlement essentiellement cour des pairs , ayant seul cours & ressort sur le châtelet. »

« Déclarons d'abondant que nous avons continué & continuerons nos fonctions , ainsi qu'il est expliqué au procès-verbal du 14 présent mois , autant qu'il sera en nous , pour concilier en ce qui nous sera possible notre

profond respect & notre amour intarissable pour la personne sacrée du roi, notre zèle pour ses véritables intérêts & le service que nous devons à nos concitoyens, avec les loix, notre serment & notre état primitif sous le ressort unique du parlement essentiellement cour des pairs. De tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal pour être déposé en temps & lieu au greffe de cette cour. Fait au châtelet de Paris les jour & an que dessus. »

*Du 4 Juin 1771.*

M. le comte de Clermont, tourmenté de la goutte depuis long-temps, en est plus mal & l'on craint pour ses jours. Il passe pour constant que le roi, malgré son affection pour les princes de son sang, a cru devoir dissimuler sa tendresse envers celui-ci & lui témoigner son indignation au point de ne pas envoyer savoir de ses nouvelles; marque de disgrâce spéciale, à laquelle M. le comte de Clermont a été on ne peut plus sensible. Sa perte seroit d'autant plus fâcheuse dans la circonstance présente, qu'il a beaucoup contribué à ébranler les autres princes & à leur faire sentir la nécessité d'une protestation formelle & authentique. Au reste ils lui témoignent tous un attachement également vif & tendre. La nation, à laquelle il s'est aussi rendu plus cher par son zèle & sa fermeté, est dans de très-grandes alarmes sur son compte.

*Du 5 Juin 1771.*

Les procureurs au châtelet, invités par une lettre circulaire des syndics à se trouver lundi

dernier à une assemblée de la communauté , pour y délibérer sur une affaire qui les intéressoit tous , s'y sont présentés au nombre de 225. Il y a été rendu compte d'une lettre de M. le chancelier à ces syndics. Par cette lettre il paroissoit que M. *Dufour de Villeneuve* , lieutenant civil , lui auroit écrit comme représentant que les procureurs ne demandoient pas mieux que de remplacer les avocats & plaider , si l'on vouloit leur accorder une augmentation de salaire. Sur quoi le chef de la magistrature , en louant beaucoup le zèle des suppliants & en l'excitant , marquoit qu'ils auroient dorénavant les deux tiers des honoraires des avocats , & qu'il leur feroit passé en taxe cinquante sols par plaidoirie ; qu'il donnoit ses ordres en conséquence , & prenoit toutes les mesures nécessaires.

Cette lettre a donné lieu à de grands reproches aux syndics soupçonnés de sollicitations en question. Ceux-ci ont protesté n'en avoir jamais parlé ni écrit , soit à M. le lieutenant civil , soit à M. le chancelier ; & il a été reconnu que c'étoit une supposition gratuite de la part de M. *Dufour de Villeneuve* , pour faire sa cour à M. de *Maupeou* , & tenter de donner un véhicule à son tribunal. Sur quoi il s'est élevé de grands débats , les uns voulant qu'il fût écrit formellement à M. le chancelier qu'aucun procureur n'avoit fait pareille sollicitation ; cependant la pluralité des voix a été de conserver le ménagement dû au chef du tribunal , en ne lui donnant pas un démenti caractérisé , mais de faire la déclaration suivante , qui est devenue unanime , &c. Elle étoit conçue en ces termes :

« Les soussignés , &c. déclarent qu'ils ont

„ fait & continueront toujours les fonctions  
 „ de leur état sans être excités par aucun  
 „ motif d'intérêt , ni plus forte retribution  
 „ que celle accordée par les réglemens ,  
 „ mais uniquement par attachement à leur  
 „ devoir. „

Ensuite lesdits syndics ayant annoncé que d'après une conférence particulière avec chacun des trois lieutenans , savoir *M. Dufour de Villeneuve* , lieutenant civil ; *M. de Sartines* , lieutenant général de police ; & *M. Dulis* , lieutenant criminel ; tous trois leur ayant dit , affirmé & attesté séparément , que *M. le chancelier* étoit dans la disposition très-prochaine de supprimer les charges des procureurs , s'ils persistoient dans leur inactivité , ils croyoient indispensable d'éviter une pareille punition.

*Du 5 Juin 1771.*

En vertu de la déclaration faite par les syndics des procureurs , qu'ils regardoient comme certaines & très-instantes dans leurs effets , les menaces mentionnées ci-dessus , ils ont ajouté qu'ils croyoient devoir par zèle même pour la communauté reprendre leur activité ordinaire , & qu'ils prioient leurs confreres de ne point trouver mauvais si dès le soir ils présentoient des placets & plaidoient le lendemain.

En effet , aujourd'hui les syndics & quelques autres procureurs , effrayés de leurs pronostics , au nombre d'une vingtaine , ont comparu au châtelet en robe.

L'audience du parc civil s'est ouverte par *M. le lieutenant civil* , siégeant avec six conseillers seulement , savoir les *Sieurs Pillot* ,

( celui qui comme plus ancien avoit présidé à l'assemblée du 7 & avoit souscrit le premier à la signature du procès-verbal dudit jour )  
*Bachois de Villefort , Gateau de la Chatiere ,  
 Puissant Desplacelles , le roi de Barincourt &  
 Perinet d'Orval.*

Les procureurs ci-dessus se sont présentés , il y a eu des causes appelées , des défauts donnés , des plaidoyers contradictoires. On a opiné , on a jugé , &c.

Le présidial a tenu ensuite , garni de 4 juges seulement , le Sr. *Benoit de Maisonnelles* , le plus ancien conseiller président , & les Srs. *Gateau de la Chatiere , le roi de Barincourt & Perinet d'Orval.* On a appelé deux causes pour la forme : personne n'a répondu , & l'audience s'est levée au bout de deux minutes.

Ensuite tout le châtelier s'est transporté en trois carrosses chez M. le chancelier , à l'heure indiquée pour recevoir les hommages du tribunal , ainsi que ses doléances sur des bruits sinistres qui couroient concernant différents officiers & offices de la juridiction.

On croit aussi que par occasion MM. auront sollicité la levée des lettres de cachet de leurs anciens confreres & leur retour.

*Du 6 juin 1771.*

M. le duc d'*Aiguillon* , dont on parloit depuis long-temps comme d'un futur ministre , a été nommé aujourd'hui secrétaire d'état au département des affaires étrangères. Il en a reçu les complimens.

*Du 7 juin 1771.*

Des treize conseillers au châtelet dénommés dans l'édit de suppression, il faut retrancher *M. Chuppin*, qui étoit déjà en fuite; il a été indigné de se voir placé en pareil lieu. *M. Bouché* le jeune, qui n'y a été mis qu'à la sollicitation de ses pere & mere, allarmés des menaces qu'on leur faisoit d'ôter au pere une excellente place qu'il a, si son fils ne siégeoit on assure que celui-ci, malgré cela, tient bon & l'on ne l'a point vu au tribunal. Le sieur *Maynier* est dans le même cas, il n'a été conservé que malgré lui, & à la sollicitation de son pere qui l'a demandé; mais il a réprouvé cet acquiescement & on le dit éclipsé. Le sieur *Benoît*, pere, est un homme très-infirmes & qui ne venoit plus au châtelet depuis longtemps.

*Du 7 juin 1771.*

On assure que *M. de la Suze*, maréchal général des logis de la maison du roi, est allé chez les princes du sang, leur redemander de la part du roi, les clefs de leurs appartements soit à Marly, soit à Compiègne, & prier leur altesses sérénissimes de donner leurs ordres pour les démeubler.

*Du 8 juin 1771.*

*M. le chancelier*, qui cherche toutes les occasions de faire reconnoître son tribunal par les différentes especes de juridictions, a fait enregistrer un édit, des lettres patentes & une déclaration concernant l'amirauté.



quoique ce ne soit pas d'usage , mais il a cru donner à ce prétendu parlement un degré de consistance de plus.

*Du 8 juin 1771.*

Le parlement de Toulouse , le quatre mai dernier , a fait une protestation contre le lit de justice du 13 avril dernier , qui n'en est pas même un , contre les édits qui y ont été enrégistrés , contre le tribunal qui en est émané , contre tout ce qui en a suivi , &c. Il y a joint un arrêté dans les mêmes principes que l'arrêt de Rouen du 18 avril , où il déclare les membres du prétendu parlement , des intrus , des parjures , des prévaricateurs. Ces qualifications ont blessé ces Messieurs , & le sieur Vergès , un des avocats généraux , parjure lui-même , puisqu'il étoit ci-devant un des présidents de la cour des aides & avoit souscrit aux remontrances de cette compagnie , a fait un requisitoire plein de sophismes & de sottises contre la langue , où mettant également le bon sens & les oreilles à la torture , il a requis la condamnation de ces deux pièces imprimées sous le titre *d'Extraits des registres du parlement de Toulouse*.

En conséquence le prétendu parlement , toutes les chambres assemblées , a ordonné le 5 de ce mois que cet écrit seroit laceré & brûlé , comme *séditieux* , attentatoire à l'autorité du roi & aux loix du royaume , tendant à rendre suspects au roi les sentimens des magistrats , à ébranler la fidélité des peuples & à les détourner de l'obéissance due au souverain , & comme attribué fausement audit parlement de Toulouse.

Il est à remarquer dans le requisitoire du Sr. *de Vergés* , que cet orateur continue à regarder comme une libelle faussement attribué au parlement de Rouen l'arrêt du 18 avril, quoique ledit arrêt ait été cassé postérieurement par un arrêt du conseil qui en décele & manifeste l'authenticité.

*Du 9 juin 1771.*

*M. Dufour de Villeneuve* , lieutenant civil , a siégé hier au châtelet au parc civil à la tête de 5 conseillers seulement.

A la même séance du parc civil du samedi 8 ; le Sr. *Souchet* , avocat du roi , siegeoit à son banc.

Tous les procureurs au châtelet ébranlés par l'exemple de leurs syndics , ont repris la robe & leurs fonctions ; ce qui prouve que leur arrêté du lundi 3 n'étoit qu'une fantasmagorie : on ne doute pas que l'appas des cinquante sols par plaidoirie n'ait beaucoup influé sur leur détermination , & que M. le chancelier content de leur zèle ne leur accorde ce salaire qu'ils ont paru refuser.

On croit que la visite faite au chancelier le mardi par M. *Dufour de Villeneuve* , lieutenant civil , avec les autres présidens & tout le résidu du châtelet , aura opéré cette grace pour les procureurs. Après les hommages rendus par le tribunal au chef de la magistrature , le lieutenant civil a loué le zèle des procureurs & les heureuses dispositions qu'ils montraient pour remplacer les avocats.

On ajoute que pour la forme le lieutenant civil a demandé le retour des membres du châtelet exilés ; sur quoi le chancelier a dit

que le roi étoit bien courroucé contr'eux ,  
que cette grace seroit très-difficile à obtenir ,  
que néanmoins il employeroit ses bons offices.

*Du 9 juin 1771.*

Copie de la lettre du parlement de Bretagne à Mr. le duc d'Orléans , partie de Rennes le mercredi 29 mai 1771.

“ Il a été distribué depuis quelque tems dans le public , un imprimé portant pour titre , *prot-station des princes du sang*. Les noms respectables sous lesquels il paroît , nous ont fait donner la plus grande attention , nous avons l'honneur , monseigneur , d'envoyer à V. A. S. un exemplaire avec l'arrêté que la compagnie a pris à ce sujet. Nous espérons que vous voudrez bien fixer notre opinion sur sa conformité avec le titre original déposé au greffe des pairs du parlement de Paris ,”

*Du 9 juin 1771.*

On a parlé d'un enlevement de papiers fait chez M. du Brossay , substitut du procureur général à Rennes , la nuit du 20 au 21 du mois de mai. Le parlement de cette ville , les chambres assemblées , a cru devoir adresser au roi , en conséquence de cet événement , la lettre suivante en date du 2 juin :

SIRE ,

“ L'objet principal des loix dont vous nous avez confié le précieux dépôt est de maintenir les citoyens dans la jouissance de leur honneur , de leurs biens & de leur liberté ;

toute atteinte portée en votre nom à ces loix sacrées, nous impose l'indispensable nécessité de vous adresser nos plaintes respectueuses & de réclamer votre justice. »

« Ne vissions-nous blessée que dans un simple particulier de la province la liberté assurée à tous les sujets de votre royaume, nous serions dans l'obligation d'en instruire V. M. Combien cette obligation ne devient-elle pas plus étroite & plus pressante, lorsque nous voyons attaquer sous nos yeux la liberté même d'un homme chargé en votre parlement du ministère public ? »

« La nuit du 20 au 21 du mois dernier, on est descendu chez le sieur *Brossay*, avocat & substitut de vos procureurs généraux ; on force les serrures, on fouille son cabinet : la foi publique, le secret des familles, dont son état le rend dépositaire, rien n'est respecté ; tout est soumis à la curiosité de ceux qui sont chargés d'exécuter ces actes de violence. De tels ordres, qu'on suppose émanés de V. M. & dont on refuse une copie certifiée, répandent l'alarme & la consternation. Les plaintes & les représentations sont interdites. Votre auguste nom n'est prononcé que pour imputer la loi de se taire. »

« On saisit des papiers : s'ils contiennent, SIRE, quelque chose de répréhensible, les loix du royaume indiquent le seul moyen de connoître, de poursuivre, de convaincre & de punir le coupable »

« Nous ne pouvons vous le dissimuler, SIRE, ces abus de l'autorité si multipliés de nos jours, en énervant les loix, affoiblissent votre puissance dont elles sont la base & sapent l'état jusques dans ses fondemens. A la

vue de ces actes de violence , le citoyen ne respire qu'en tremblant , il appréhende à chaque instant de se voir la victime de cette inquisition sourde & ténébreuse , qui dissout les liens de la société , pervertit les mœurs & porte le poison de la défiance jusques dans le sein des familles. »

« Daignez donc , SIRE , retirer des ordres que par des impressions peut-être calomnieuses on a surpris à votre religion contre la personne du Sr. *Brossay* , & faire cesser une persécution à laquelle il s'est vu obligé de se dérober par la fuite. Il importe au bien du service de V. M. , à l'administration de la justice , qu'il puisse exercer librement & en sûreté les fonctions de son état : les circonstances actuelles , le besoin du ministère public dont les principaux membres gémissent dans l'exil & sous le poids de votre disgrâce , tout concourt à rendre sa présence absolument nécessaire »,

« Nous sommes &c. »

*Du 10 juin 1771.*

M. le comte de *Clermont* est heureusement regardé comme hors d'affaire , on a fait refluer l'humeur de goutte qui s'étoit jetté sur les parties nobles , vers les extrémités ; elle est actuellement au poignet : c'est une joie générale dans Paris d'apprendre le meilleur état de ce prince.

*Dudit jour.*

Le Sr. *Martin* , cet avocat que le soi-disant parlement a refusé de recevoir comme conseiller , est agréé en qualité de substitut de M. le procureur général , quoique cette place in-

férieure à l'autre n'en exige pas moins l'honnêteté de mœurs , de naissance & de principes , qu'on requiert dans tout état de magistrature ; ce qui prouve que la prétendue délicatesse de ces messieurs n'étoit qu'un manège inspiré par M. le chancelier pour en imposer aux crédules, ainsi qu'on la jugé ci-devant.

*Du 11 juin 1771.*

Le 7 juin le soi-disant parlement a enfin eu la satisfaction de condamner à mort un mal-faiteur sortant des prisons du châtelet : ce qui a causé une grande joie à M. le chancelier.

*Dudit jour.*

M. le chancelier n'étant pas encore content de la manœuvre des procureurs du parlement , & surtout ne voyant s'ébranler aucun avocat pour venir plaider à son tribunal , & les avocats au conseil ne s'y présentant qu'en très-petit nombre , a jugé enfin à propos de leur porter le coup mortel à tous : en conséquence il a fait enrégistrer au soi-disant parlement , le 19 de ce mois , un édit donné à Versailles au mois de mai , par lequel il supprime à l'instant les offices des 300 procureurs déjà supprimés , mais par extinction & successivement seulement ainsi que les autres cent offices réservés ; & crée en leur lieu & place cent avocats qui feront la double profession d'avocat & de procureur , il faut voir l'édit même , les autres dispositions , soit pour le remboursement futur , soit pour la réception , soit pour l'exercice des fonctions.

Par un article particulier on n'exclut pas de

la plaidoierie les avocats déjà immatriculés , quoiqu'il ne soit à présumer qu'on veuille entrer en concurrence dans un pareil barreau.

Par cet édit il paroîtroit aussi que certains avocats au conseil voudroient se présenter pour plaider à ce tribunal , il est ordonné en conséquence qu'ils subiront la métamorphose prescrite en remettant leurs offices d'avocats & conseils , & en se revêtant d'un nouveau , d'avocat au parlement : au surplus ce dernier ne pourra paroître au conseil.

On lit à la fin une liste de 86 sujets déjà élus par M. le chancelier , dont les douze premiers sont douze ci-devant procureurs au grand conseil , convertis depuis en avocats-procureurs , lors du rétablissement de ce tribunal , & assimilés aux anciens avocats du conseil.

*Du 12 juin 1771.*

M. le comte de *Clermont* est retombé dans le même état fâcheux où il étoit ci-devant , & ce prince donne de nouvelles allarmes : ce qui prouve combien le roi a fait violence à son cœur en n'envoyant pas savoir de ses nouvelles , c'est qu'il en demande à ses courtisans , & ne paroît pas moins inquiet de son sort.

*Du 13 juin 1771.*

On a parlé de l'affaire d'un nommé *le Blanc* , ci-devant huissier à la chancellerie & aspirant à être huissier-priseur : on a rapporté le jugement du conseil lors de ses séances au parlement , on a dit qu'il avoit suspendu à prononcer jusqu'à ce que le réclamant eût fait

vuides un procès criminel qui pouvoit emporter diffamation. Depuis l'installation du nouveau tribunal , M. le chancelier a donné les ordres les plus précis de rendre bonne & brieve justice à cet homme : en conséquence il a été d'abord déchargé à la tournelle , & hier mercredi à la grand'chambre il a gagné. Quant au surplus , les huissiers priseurs sont condamnés à le recevoir parmi eux , à le reconnoître honnête homme , & en cent écus de dommages & intérêts. M. l'avocat général avoit conclu à vingt mille francs.

On sent que tout ce jugement est une affaire de politique : 1<sup>o</sup>. ce tribunal-ci valide l'ouvrage du conseil , en statuant par suite de l'ancienne procédure , & d'ailleurs on récompense le zèle de *le Blanc* qui a bien voulu se prêter aux vues de M. le chancelier , en faisant porter au conseil une cause qui l'a occupé pendant plusieurs audiences & a garni l'auditoire de spectateurs.

*Du 14 juin 1771.*

On a parlé de l'arrêté du parlement de Toulouse du 4 mai. Ce parlement l'a voulu faire enregistrer à la juridiction de cette ville , qu'on peut assimiler au châtelet de Paris. Ce tribunal a refusé l'enregistrement , & expliqué les motifs de son refus dans un procès verbal , où il insinue qu'au fond l'avis du parlement n'est pas le sien : il y insiste d'ailleurs sur ce qu'il y est hors d'exemple d'enregistrer de simples arrêtés. On ne fait ce que la cour supérieure a fait à cet égard , mais on sent parfaitement que cet acte de rebellion n'auroit pas eu lieu dans un autre temps , & doit



être fourdement soutenu par une autorité supérieure.

*Du 14 dudit.*

Extrait d'une lettre de Rennes du 9 juin 1771... Outre la lettre du parlement au Roi, en faveur du Sr. du Broffay, l'ordre des avocats s'est assemblé & a rédigé en commun une requête au roi, pour supplier S. M. de faire lever l'ordre donné contre leur confrere, & le faire jouir de la liberté de reparoitre & de reprendre ses fonctions. Ils ont adressé cette requête au secrétaire d'état ayant le département de la province, avec des lettres pour M. le chancelier & M. le duc de la Vrilliere, afin de les engager à interposer leurs bons offices auprès du roi en faveur de cette demande. Il paroît que beaucoup de gens n'approuvent pas dans cette ville cette démarche sans exemple, à ce qu'on prétend : rien de plus naturel cependant & de plus légitime.

*Du 14 juin 1771.*

Le roi vient de créer en faveur du Sr. Foulon, ci-devant intendant de la marine & de la guerre, une cinquieme charge d'intendant des finances : il s'occupera des comptes du trésor royal & aura l'inspection en chef des fonds : il doit aviser aux moyens d'en rendre la comptabilité moins embarrasée & la perception plus facile & moins dispendieuse.

*Du 14 juin 1771.*

La place de secrétaire d'état au département des affaires étrangères, faisant essentiellement ministre celui qui en est pourvu, M.

le duc d'Aiguillon est entré en conseil en conséquence , honneur auquel il aspireroit depuis long-temps.

Du 15 juin 1771.

Il se débite dans Paris que M. le comte de la Marche , sans doute dans la crainte de déplaire au roi , ne visite point M. le comte de Clermont & n'envoie pas même chez lui : on ne doute pas que cet abandon ne coûte à son cœur , autant qu'à celui du monarque , & il satisfait sa tendresse autant qu'il peut , en s'informant souvent de ce prince à ceux qui l'entourent.

De la part de M. le comte de Clermont , l'indignation marquée du roi aigrit beaucoup ses maux & n'a pas peu contribué à les rendre plus incurables : l'honneur qu'il avoit eu d'être élevé avec S. M. depuis l'âge le plus tendre , celui de vivre avec elle , de participer à tous ses plaisirs & d'avoir été dans la plus étroite intimité avec son Maître jusqu'à cette funeste époque , est un souvenir amer qui coûte souvent des larmes au prince affligé.

Le duc d'Orléans , le duc de Chartres , le prince de Condé , le duc de Bourbon , le prince de Conty , ne quittent point le palais de M. le comte de Clermont : le voyage de Chantilly & tous les autres qui devoient s'ensuivre , sont absolument rompus jusqu'à ce que le sort de son altesse sérénissime soit décidé. Elle est au plus mal , elle a été administrée hier , & l'on craint qu'elle ne passe pas deux fois vingt-quatre heures.

On assure que le trésorier de M. le comte de Clermont s'étant présenté au trésor royal

pour toucher les pensions de son altesse , le Sr. le Clerc premier commis des finances en cette partie , avoit déclaré qu'il n'y avoit pas de fonds pour le prince , & qu'il n'y en auroit de long-temps : on ne doute pas qu'il n'ait reçu des ordres supérieurs , sans lesquels l'insolence du propos seroit très-punissable.

*Du 17 dudit.*

On compte déjà plus de 60 & tant d'ouvrages rendus en faveur du système de M. le chancelier : parmi le nombre il en est de moins absurdes , de mieux raisonnés. On a fait mention de quelques-uns. Celui qu'on distribue depuis peu , intitulé *observations d'un ancien magistrat* , doit être rangé dans la classe de ceux qu'on peut lire & qui méritent quelque réfutation , mais pour peu qu'on soit instruit & qu'on y fasse attention , on trouve un auteur qui n'est pas convaincu de ses principes ou qui les appuie sur des faits qu'il déguise ou qu'il tronque ; ce qui annonce une mauvaise foi décidée de sa part : d'ailleurs il porte sur une proposition malheureusement avouée par quelques parlements , mais qui n'en est pas moins injurieuse à l'humanité & sur-tout à la nation Françoise , savoir , que le *roi ne tient la couronne que de Dieu* ; assertion qui n'auroit pas dû être avancée dans un siècle aussi éclairé & aussi philosophique que le nôtre.

*Du 17 juin 1771.*

Un M. de Cugny , ci-devant avocat à Nancy , qui étoit venu à Paris depuis plusieurs années dans l'espérance d'obtenir quelque chose de

M. le duc *de Choiseul* , auquel il avoit l'honneur d'appartenir , n'avoit pas encore réussi dans ses projets , lorsque ce ministre a été disgracié : depuis , pressé par l'indigence , ce M. *de Cugny* s'est retourné du côté du chancelier , & a sollicité une place de conseiller au parlement : il avoit été agréé , il avoit fait ses visites , il avoit acheté les robes noire & rouge , il étoit à la veille d'être reçu , lorsque M. le chancelier , instruit de sa parenté avec M. le duc *de Choiseul* , lui a fait dire qu'il eût à se retirer , que rien de ce qui appartenoit à cet ancien ministre ne pouvoit entrer dans le nouveau tribunal.

*Du 17 juin 1771.*

On apprend que le parlement de Bordeaux a fait lacérer par la main du bourreau un écrit dont on a déjà parlé , intitulé *observations sur les protestations des princes* . On ne doute pas que ce signal ne réveille les autres parlements , & ne les engage à se conformer à un pareil acte de vindicte publique due aux chefs respectables de la nation.

*Du 18 juin 1771.*

Le conseil a fait , à l'égard de l'arrêt du parlement de Toulouse du 4 mai , la même manœuvre qu'à l'égard de l'arrêt de celui de Rouen du 15 avril ; il a attendu que le soi-disant parlement de Paris eût fait brûler cet arrêté comme prétendu extrait des registres de Toulouse , & comme faussement attribué à cette cour : & le 12 juin il est intervenu arrêt qui casse cet arrêté , & remonte jusqu'à l'arrêt  
de

de la même cour rendu le 8 mars contre les conseils supérieurs , qu'on casse également. On y fait entrer le roi dans une espèce de justification fort longue de sa conduite , & l'on y joint l'indécence de la discussion à tout l'appareil du despotisme.

*Du 18 juin 1771.*

M. le comte de *Clermont* est mort dimanche au soir , avec le même courage qu'il avoit montré durant tout le cours de la longue & douloureuse maladie qui l'a conduit au tombeau.

Il passe pour constant que le vendredi où ce prince a reçu le viatique , le célébrant lui a demandé à haute voix , suivant le ton du discours ordinaire , s'il pardonnoit à ses ennemis S. A. S. a répondu , avec beaucoup de fermeté & de sang-froid , qu'elle ne croyoit pas en avoir , qu'au surplus elle leur pardonnoit à tous . même au C\*\*\* , qu'elle regardoit moins comme son ennemi personnel , que comme celui du roi & de l'état.

M. le comte de *Clermont* étoit dans la grande dévotion depuis quelques années , & la continuité de ses liaisons avec Madame de *Tourvois* , ci-devant Mademoiselle le Duc , sa maîtresse , aussi livrée à la haute piété , faisoit présumer qu'il y avoit un mariage de conscience entr'eux. On assure qu'elle n'a pas disparu de son appartement pendant la cérémonie de la réception des sacrements , ce qui confirmeroit le bruit général.

Ce prince tenoit tous ses biens du roi , & ne laisse qu'environ 30,000 livres de rentes en fonds , dont il a par un testament distribué l'usufruit à toute sa maison.

M. le chancelier , qui avoit extrêmement à cœur de faire faire un acte de ressort par son parlement dans la maison de ce prince , s'est donné beaucoup de soins pour faire requérir la mise des scellés par quelque créancier , mais aucun n'a voulu se prêter à ses vues ; ce qui a évité le tapage qu'auroit occasionné la descente des commissaires du nouveau tribunal.

On ajoute à l'égard de M. le comte *de Clermont* , qu'après avoir témoigné aux princes combien il étoit sensible à leur attachement & aux marques plus particulières d'amitié qu'ils lui donnoient dans ces derniers moments , il les a exhortés à rester toujours unis entr'eux , & à vivre dans la plus parfaite intimité.

Les princes étant exclus de la présence du roi , M. le prince *de Condé* n'a pu satisfaire à son devoir , & aller notifier lui-même au roi la mort de son oncle. On prétend que M. le comte *de la Marche* , assidu à se faire instruire de ce qui se passoit , est parti sur le champ pour Marly.

*Du 19 juin 1771.*

L'édit de suppression de la cour des aides de Paris a été présenté le 16 du mois de mai à l'élection de Chartres , par un requissitoire du procureur du roi , où ce magistrat donnoit à entendre combien cet acte lui répugnoit , lui paroissoit injuste & illégal , & qu'il ne s'y prêtoit que forcément.

Les officiers de ce siège , par un arrêté unanime , se sont absolument refusés à l'enregistrement & ont motivé leur résistance sur les

mêmes principes que le bailliage de cette ville avoit déjà établi les siens.

M. *Joli de Fleury* , procureur général , mécontent de la conduite & du discours du procureur du roi de ce siège , lui a écrit la lettre suivante.

« M. le procureur , j'ai reçu avec votre lettre du 18 de ce mois , l'ordonnance du 16 de votre siège , & avant de vous faire mes réflexions sur cette ordonnance , je ne puis m'empêcher de vous marquer personnellement le mécontentement que je ressens des expressions que vous vous êtes permis d'employer dans votre requisitoire. La lettre que je vous ai adressée pour l'enregistrement , n'étoit point une prière , mais un ordre , & si vous oubliez que vous êtes mon substitut , je saurai employer les moyens nécessaires pour vous rapprocher de vos devoirs ».

« Quant à l'ordonnance , qui suit votre requisitoire , elle est aussi peu fondée en principes que l'arrêté du bailliage de Chartres , sur lequel elle paroît avoir été en partie copiée ; ce qui annonçeroit une association de désobéissance. Les principes erronés & déplacés de la part des sujets du premier ordre , le sont encore plus de la part d'officiers subalternes. Vous oubliez sans doute , ainsi que les juges de votre siège , que vous n'êtes que présentés par M. le duc d'*Orléans* , & que vous n'êtes revêtus de votre caractère que par la puissance & le vouloir du roi ; & vous ne craignez pas de compromettre les sentiments de M. le duc d'*Orléans* , qui dans le fond de son cœur desire donner au roi des preuves de sa soumission & veut sûrement que les officiers de son apanage donnent les pre-

miers l'exemple de la fidélité & de l'obéissance. Le parlement ne pourra qu'être très-mécontent de votre conduite & de celle de votre siège , & il se servira de toute son autorité pour faire respecter celle du roi , si vous ne vous hâtez de rentrer dans le devoir. Je suis, &c. le 23 mai 1771 ».

*Du 20 juin 1771.*

M. le comte de *Clermont* ayant désiré par ses dernières volontés d'être enterré sans pompe , il n'y a eu aucun cérémonial pour les obsèques ; il n'y a point eu de chapelle ardente , on n'a point invité les cours à venir donner l'eau bénite , suivant l'usage ; on a voulu éviter la rixe que le cérémonial auroit occasionné entre la chambre des comptes & le nouveau tribunal ; son corps a été transporté , mercredi , à Montmorenci , où est la sépulture des *Condés*. Les pleurs des pauvres auxquels ce prince faisoit des aumônes abondantes , ceux de tous les domestiques fondant en larmes , ainsi que des princes extrêmement touchés de sa perte , ont été ce qu'on a remarqué davantage à son enterrement.

Le roi a indiqué le deuil de ce prince pour le samedi 21 , & l'a fixé de onze jours seulement , quoiqu'il soit d'étiquette depuis quelque temps de porter douze jours le deuil des princes du sang , pour le distinguer d'avec les deuils des princes étrangers , qui est aussi de onze jours.



*Du 20 juin 1771.*

Entre les ecclésiastiques compris dans la nomination faite depuis peu par M. l'archevêque de Rheims, on a distingué l'abbé *de Vendomois de St. Aubin*, ancien vicaire général de Rennes, pourvu de l'abbaye de Remi, ordre de St. Benoît, diocèse de Cambray; l'abbé *Descognets*, vicaire général de Quimper & conseiller clerk au parlement de Bretagne, pourvu de celle de St. Meen, même ordre, diocèse de St. Malo; enfin l'abbé *Clemenceau*, supérieur de l'hôpital St. Meen à Rennes, & pourvu de celle de St. Marien, ordre prémontré, diocèse d'Auxerre.

Tous ces trois personnages étoient extrêmement attachés à M. le duc d'Aiguillon, & sont distingués en sa faveur dans les affaires de Bretagne. Le premier a fait beaucoup de bruit dans les états de 1766, & a été noté comme un des promoteurs des plus ardents du despotisme du commandant: le second, dans l'état de la dispersion du parlement de Bretagne, n'a pas craint de se présenter à ce tribunal, & d'y usurper une place dûe aux légitimes possesseurs; il a dans cet intervalle témoigné la partialité la plus grande contre Mrs. *de la Chalotais* & les autres accusés de Bretagne; & cet intrus a enfin été obligé de quitter depuis la rentrée de l'universalité du parlement. Le troisième est cet ex-jésuite, si renommé dans la procédure de Bretagne, & dans l'affaire *du poison*, où il joue un rôle si fanatique & si extraordinaire.

Quelqu'un témoignant à M. l'archevêque de Rheims sa surprise de voir compris dans la

liste les personnages en question , ce prélat a répondu que *c'est ainsi qu'on récompensoit les ecclésiastiques persécutés , les bons serviteurs du roi.*

*Du 20 juin 1771.*

En vertu de l'édit qui crée cent avocats procureurs au parlement , ceux des 87 inscrits à la suite de cet édit , qui avoient déjà fait leur droit , ont prêté le serment au nouveau tribunal , & sont entrés en fonction. Du nombre est un Sr. *Gillet Desaulnois* , qui dès son premier plaidoyer a étonné les juges , & déployé une éloquence merveilleuse : on ne doute pas que cet orateur ne soit une des premières lumières de ce barreau naissant.

*Du 21 juin 1771.*

On a présenté à la chambre des comptes l'édit concernant les offices , & il s'est tenu des comités à cette occasion , entre le premier président , le procureur général & les principaux membres de cette cour. Le résultat a été de notifier à M. le chancelier qu'on ne croyoit pas devoir assembler les semestres sur un pareil sujet , ni leur présenter cet édit , qui ne passeroit certainement point. M. le chancelier a insisté & a permis de faire , non des *remonstrances* , dont S. M. est trop fatiguée , mais des *observations*.

Ces observations se sont réduites à deux principales : la première , que l'édit en question n'avoit aucun caractère de loi , puisqu'il n'étoit connu que par une publication faite au sceau ; que si M. le chancelier regardoit une pareille promulgation comme suffisante ,

il étoit inutile de le soumettre à l'enregistrement des cours; que si celui-ci étoit nécessaire, il falloit d'abord le porter au parlement; mais que la chambre des comptes ne reconnoissant pas le tribunal actuel qui y siégeoit, cette formalité donneroit lieu à de nouvelles contestations.

La seconde, qui rouloit sur le fond même de l'édit, concernoit le centieme denier imposé sur les juridictions inférieures de magistrature. On faisoit voir l'injustice criante d'une pareille taxe, qui établie d'après le capital de la finance donnée, emporteroit souvent, & au-delà, le revenu des offices d'une pareille espece.

*Du 22 juin 1771.*

La déclaration du roi pour le rappel des prêtres décrétés ou bannis, donnée à Marly le 15 juin 1771, & enregistrée toujours purement & simplement par le soi-disant parlement, les chambres assemblées, le 19 dudit mois, est si générale & si vague, qu'on ne doute pas que cette confusion n'y ait été introduite pour favoriser tacitement le retour des jésuites. C'est le cas de la part de ces révérends peres de se servir de toute leur *Escobarderie* pour donner, s'il le faut, une entorse au sens de cette loi, & l'interpréter pour eux. Aussi le bruit général est-il qu'ils vont rentrer, mais en habit de séculiers seulement.

*Du 23 juin 1771.*

M. de Laverdi, durant son ministère, avoit, par le funeste édit de décembre 1764, pour la libération des dettes de l'état, fait ordonner

qu'il feroit payé un droit de mutation sur les contrats des rentes , &c. & un droit de quinzieme annuel sur iceux pour y équivaloir , par les gens de main-morte : dans le temps on s'étoit beaucoup recrié contre cet impôt , comme gênant le commerce , la vente & la circulation de ces effets ; cependant on a toujours continué à le recueillir. Aujourd'hui qu'on a reconnu par expérience que le droit de quinzieme annuel , proportion gardée , rendroit infiniment davantage , M. l'abbé Terrai a proposé au conseil de former un arrêt qui supprimât ce droit de mutation pour la commodité du public , & pour le plus grand profit de S. M. , d'y suppléer par un quinzieme annuel général sur toutes les rentes perpétuelles, même les rentes réduites , payées à l'hôtel-de-ville. Cette sage & utile disposition a été adoptée par le conseil , & l'arrêt en date du 15 juin a été publié samedi.

Par le même arrêt , pour établir une uniformité dans le paiement des rentes viageres , payées au même hôtel-de-ville , on soumet à un dixieme annuel celles qui n'en payoient pas. Comme ce dixieme n'est pas limité pour le temps , on soupçonne , pour conserver la même uniformité dans la comptabilité , qu'il fera perpétuel.

Au surplus , comme messieurs soi-disant toujours le vrai parlement , ont beaucoup de rentes de l'espece ci-dessus , & qu'on n'avoit osé y toucher jusqu'à présent par rapport à eux , on ne doute qu'on ne les ait eu principalement en vue dans ladite opération , & que ce ne soit une tournure nouvelle pour les châtier.

*Du 23 juin 1771.*

La chambre des comptes effrayée des bruits sinistres qui courent à son égard , a fléchi , & enrégistré , samedi , les semestres assemblés , l'édit concernant le centieme denier , pour donner des preuves de sa parfaite obéissance ; & cependant , afin de n'avoir pas l'air de trahir absolument les intérêts publics , elle s'est réservée la faculté de faire des représentations sur le tort que cause un tel impôt à divers possesseurs d'offices , qui se trouveront payer plus qu'ils ne leur produiront , ainsi qu'on l'a observé.

*Du 24 juin 1771.*

Le nouveau tribunal a enrégistré vendredi 21, toutes les chambres assemblées , un édit du roi donné à Versailles au mois de février , portant *Suppression de tous les offices de Jurés-priseurs , vendeurs de biens-meubles, créés par l'Edit d'octobre 1696 , ou autres , à la réserve seulement de ceux de la bonne ville de Paris , avec remboursement de la finance desdits offices & autre création à l'instant des mêmes offices sur un pied plus respectable.*

Pour entendre cet édit , il faut savoir que ces offices avoient été concédés à un médiocre prix , & qu'on les met aujourd'hui à un taux plus fort , que le paiement des anciens ne doit avoir lieu qu'après une liquidation très-longue , & qu'on fera financer sur le champ les nouveaux acquéreurs , qu'on force en quelque sorte par-là les anciens à l'être , par l'offre de prendre pour comptant ce qui leur reviendra : en un mot , il en résulte une maniere d'avoir de l'argent.

*Du 25 juin 1771.*

Outre l'édit dont on vient de parler , qui est un des quatre mentionnés ci-devant , les deux autres ont été enrégistrés le même jour ; savoir :

Édit du roi , donné à Versailles au mois de février , portant *création de cent dix charges de Perruquiers*. Il y est dit que sur le produit de la finance de ces charges , il sera délivré une somme de 24,000 liv. au caissier de l'école gratuite de dessein , dont il ne pourra être disposé par ce dernier que de l'ordre & sous l'agrément du sieur lieutenant-général de police.

Par un édit du mois d'août 1692 , & déclaration du 22 mars 1760 , il avoit été créé 40 offices de courtiers , agents de change de la ville de Lyon , dont 32 pour une somme de 7000 liv. seulement & 8 autres pour celle de 20,000 liv. : en conséquence un autre édit dudit mois de février , porte suppression de ces 40 offices , & crée 40 autres offices de courtiers , agents de change , banque & commerce de la même ville , moyennant 30,000 liv. chacun.

Le quatrième de ces édits roule sur une somme demandée à ceux qui jouissent par charge de la noblesse depuis 1715 : celui-ci a peut-être éprouvé quelques difficultés , & il n'est pas encore connu.

*Du 25 juin 1771.*

*Lettre d'un homme à un autre homme , sur l'extinction de l'ancien Parlement & la création du nouveau.* C'est une petite brochure finement écrite , où l'on met au jour avec autant d'adresse

que de clarté , les inconséquences du système de M. le chancelier , dont on prétend que la mauvaise foi & l'astuce sont la base : elle finit par une péroraison très-pathétique & très-éloquente , où l'on exhorte la nation à se conformer à l'exemple auguste des princes , & à persister dans une fermeté noble, respectueuse, à souffrir sans foiblesse , à déployer une patience héroïque qui doit toucher tôt ou tard le cœur du monarque.

On lit à la suite des *Réflexions sur la destitution de l'universalité des offices du Parlement de Paris par la voie de suppression*. On y considère le parlement , 1<sup>o</sup>. comme cour de justice ; 2<sup>o</sup>. comme corps national ; 3<sup>o</sup>. comme cour des pairs ; & l'on fait voir que sous ces trois aspects la destitution est aussi injuste qu'irrégulière. Ces *Réflexions* sont appuyées d'autres *Réflexions sur la suppression des offices de Conseillers au Parlement* , & enfin d'un *Recueil d'autorités sur l'immovibilité des Officiers de justice*. Quoique ce petit ouvrage porte sur les mêmes principes déjà établis dans les autres écrits sur la même matière , & sur-tout dans cette multitude de remontrances , toutes plus lumineuses les unes que les autres , il se distingue pourtant par un ordre , un enchaînement , une brièveté de conséquences , qui vont jusqu'à la démonstration , & faites pour convaincre tout homme doué d'une sorte de bon sens.

Du 26 juin 1771.

Les procureurs au châtelet voulant se disculper vis-à-vis du public de leur reprise de fonctions , quoiqu'elle ne soit pas encore aussi complète qu'elle devoit l'être , ont cru de-

voir faire imprimer l'injonction dure qu'ont reçue dans le temps les syndics de la communauté , & que M. le lieutenant civil a été forcé d'exposer dans une lettre.

*Lettre de M. le lieutenant civil aux procureurs de communauté.*

« Il y a long-temps , Messieurs , que les audiences du parc civil languissent , que souvent il ne s'y présente aucun procureur. Comme il est nécessaire de faire cesser une inaction si préjudiciable au public , vous aurez soin , s'il vous plaît , de faire avertir chacun de vos confreres pour qu'ils viennent plaider les causes dans lesquelles ils occupent , & de me rendre compte de ce que je vous prescriis par cette lettre ».

« Je suis , Messieurs , votre affectionné serviteur , Signé *Dufour*. A Paris ce 10 mai 1771.

Et pour suscription : *A MM. les Procureurs de Communauté & Châtelet de Paris.*

*Lettre des Procureurs de Communauté à leurs Confreres.*

« Monsieur & confrere ,

« Nous vous envoyons copie de la lettre qui nous a été écrite par M. le lieutenant civil , le 10 de ce mois. Nous avons l'honneur d'être , &c.

( Signé ) ROUSSEAU , L. ALLIX , L. BLAYE.

Procureurs de Communauté.

DIVIS , Syndic.

*Du 26 juin 1771.*

Depuis long-temps on avoit répandu le bruit que les conseils supérieurs devoient prononcer des amendes pécuniaires contre les officiers des



bailliages qui ne voudroient pas les reconnoître : on a même écrit de Clermont & de Lyon , que ceux de ces deux villes étoient déjà en pleine activité contre les réfractaires. Voici un acte émané de celui de Châlons , qui indique ses prochaines dispositions à effectuer les mêmes menaces.

“ LOUIS , par la grace de Dieu , roi de France & de Navarre , au premier huissier de notre conseil supérieur de Châlons ou autre huissier ou sergent royal sur ce requis , savoir faisons que vû par notredit conseil supérieur la requête à lui présentée par notre procureur général audit conseil supérieur , expostive que par arrêt de notredit conseil supérieur du 12 mars dernier , il lui a été donné acte de la lecture & publication de notre édit du mois de février , aussi dernier , portant création de conseils supérieurs , enrégistré en notre parlement de Paris le 23 dudit mois de février dernier ; qu'en conséquence il a été ordonné qu'il seroit enregistré au greffe de notredit conseil supérieur , & que copie collationnée de notre édit seroit envoyée aux bailliages & autres sieges du ressort , pour y être pareillement lu , publié & enregistré ; enjoint aux substituts de notre procureur général audit conseil , auxdits bailliages & sieges d'y tenir la main , & d'en certifier notredit conseil supérieur dans le mois ; qu'en exécution de cet arrêt il a adressé à tous les bailliages du ressort dénommés en notredit édit des exemplaires timbrés & collationnés : que plusieurs de ces Bailliages se sont empressés d'enregistrer purement & simplement , & d'en certifier avant l'expiration du mois ; que ceux de *Vitry* & de *St. Dizier* ont envoyé

des arrêtés portant refus formel d'enrégistrer ; que ceux de *Chaumont* , *Clermont en Argonne* , *Langres* , *Rumigny* , *Troyes* & *Virey sous Bar* paroissent par des longueurs affectées éluder ou au moins vouloir différer l'enrégistrement ; que c'est à notredit conseil supérieur qu'il appartient de pourvoir à l'exécution de notredit edit & de nos volontés , que le délai porté par son arrêt pour l'enrégistrement est expiré , & que comme la résistance & le silence affecté desdits bailliages deviennent une désobéissance qu'il est nécessaire de réprimer : à ces causes , notre procureur général a requis qu'il plût à notredit conseil supérieur ordonner aux bailliages de *Vitry* , *Saint Dizier* , *Chaumont en Bassigny* , *Clermont en Argonne* , *Rumigny* , *Langres* , *Troyes* , *Virey sous Bar* , de procéder , à compter du jour de la notification du présent arrêt , à l'enrégistrement pur & simple de notredit édit , & d'en certifier notredit conseil supérieur dans la huitaine suivante ; sinon & à faute de ce faire dans ledit délai , & celui passé , que les présidens & conseillers de chacun desdits sieges , en vertu du présent arrêt & sans qu'il en soit besoin d'autres , seront contraints solidairement au paiement de la somme de trois cents livres par chaque jour de retard , jusqu'à ce qu'ils aient obéis. La requête signée *Brajer* , procureur général , ouï le rapport de *André-Jean-Henri* , *Charpentier* , second président en notredit conseil supérieur , & la matiere mise en délibération , notre conseil supérieur enjoint aux substituts de notre procureur général de notredit conseil supérieur des bailliages & autres sieges du ressort , & notamment des bailliages de *Chaumont en Bassigny* , *Cler-*

mont en Argone , Langres , saint Dizier , Rumigny , Troyes , Vitry - le - François & Virey sous Bar , de requérir pour nous au premier jour d'audience qui suivra la huitaine de la signification du présent arrêt la lecture , publication & enrégistrement de notre édit du mois de février dernier , enregistré en notre parlement de Paris le 23 dudit mois , & en notre conseil supérieur le 21 mars suivant , portant établissement des conseils supérieurs , & aux juges desdits bailliages de procéder dans le même délai à l'enrégistrement pur & simple de notre dit édit , comme encore aux substituts de notre procureur général desdits bailliages , chacun à son égard , d'y tenir la main , & de certifier notre dit conseil supérieur , tant du requisitoire que de l'enrégistrement dans la huitaine suivante , & ce sous les peines qu'il appartiendra : si mandons mettre le présent arrêt à exécution , de ce faire & donner pouvoir & commission. Donné en notre dit conseil supérieur de Châlons le 15 mai l'an de grace 1771 , & de notre regne le 56me. Signé *de la Paix*. Collationné , scellé le 29 mai 1771 , signé *de la paix*. Le tout avec paraphe.

L'an 1771 le 31 jour du mois de mai avant midi, à la requête de M. le procureur général du conseil supérieur de Châlons, y demeurant , j'ai du *Joseph Colson* , huissier royal , reçu au bureau des finances & chambre du domaine de Champagne & du conseil supérieur de Châlons , y demeurant rue S. Jacques , paroisse Notre Dame , soussigné , signifié & baillé copie à Mrs. les officiers du bailliage & siege présidial de Vitry-le-François , en parlant pour eux au domicile de Me. *Claude*

*François Felix* , greffier en chef dudit bail-  
liage demeurant au Vitry , à sa personne.

De l'arrêt dont copie est ci-devant & d'autre part à ce qu'ils n'en ignorent & aient à s'y conformer , sous les peines portées , & leur ai parlant comme dessus , laissé la présente copie , signée *Colson* avec paraphe.

*Du 28 juin 1771.*

Différentes circonstances semblent favoriser en cette capitale le retour des jésuites : 1<sup>o</sup>. depuis quelque temps on a remarqué que toutes les estampes en forme de caricature contr'eux , qu'on vendoit publiquement chez les *imagistes* , ont absolument disparu , & l'on ne doute pas que la police n'ait donné des ordres à cet égard. 2<sup>o</sup>. On en compte de fait plus de cent cinquante qui se montrent publiquement & qui font ici sous leur vrai nom , sans la moindre inquiétude. 3<sup>o</sup>. Plusieurs ont déjà des pouvoirs de M. l'archevêque pour travailler sous lui à la vigne du seigneur , & tout Paris est instruit que l'abbé *Vincent* ( ci-devant prédicateur jésuite ) a prêché à St. Etienne du Mont avec beaucoup d'éclat , qu'il y a tonné contre le parlement , & loué les opérations de M. le chancelier qu'il a nommé.

On assure que le seul obstacle qu'il rencontre est du côté des autres branches de la maison de Bourbon , dont le gouvernement moins versatile que le nôtre persiste à vouloir la destruction de l'ordre. Des politiques vont jusques à prétendre que M. le chancelier & M. le duc d'*Aiguillon*, de concert , cherchant à détruire tous les ouvrages de M. le duc de

*Choiseul* , profiteront de cette sorte de division pour rompre le pacte de famille : à quoi les jésuites travaillent fortement de leur côté.

*Du 28 juin 1771.*

Ce qui confirme que la délibération du sénéchal de Toulouse , en date du lundi 27 mai 1771 , dont on a parlé , par laquelle il a refusé de procéder à l'enregistrement de l'arrêté du parlement de cette ville du 4 du même mois , est l'ouvrage d'une puissance supérieure , c'est l'affectation avec laquelle on l'a fait imprimer & répandre dans Paris : quoique suivant les instructions données tout récemment par M. le chancelier dans son discours lors de l'installation du nouveau tribunal , il soit défendu de donner aucune publicité aux remontrances & arrêtés des cours supérieures, à plus forte raison à ces actes particuliers de rebellion.

Quoiqu'il en soit , les officiers de cette sénéchaussée mandés par le parlement , ont reçu la mercuriale suivante par la bouche du premier président.

« Vous avez cherché sous de vains prétextes & par une fausse application des ordonnances à éluder l'effet des intentions de la cour ».

« Vous avez conçu vos procès verbaux en des termes dont l'indécence l'affecte bien moins que les sentimens qu'ils décelent ».

« Déjà le plus grand nombre & les principaux des sieges du ressort ont mieux senti que vous l'honneur que la cour leur a fait en les associant à la garde & au dépôt de l'acte important qui vous a été adressé ; elle espéroit que l'exemple des autres tribunaux ,

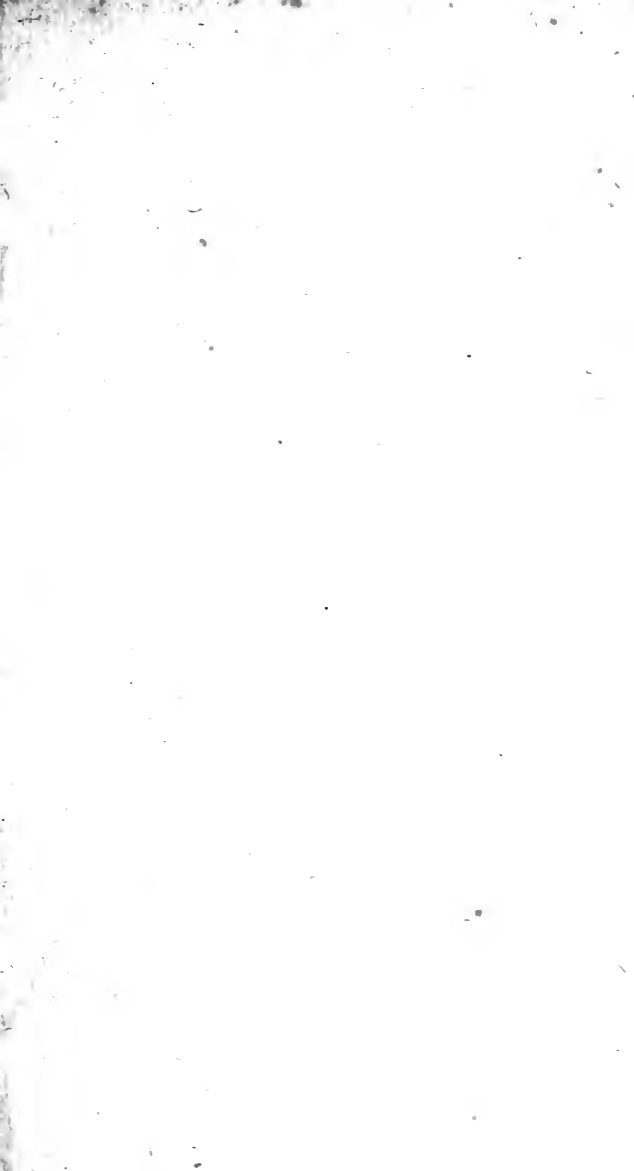
les sentimens de plusieurs d'entre vous & le mécontentement public vous ouvriroient les yeux sur votre conduite ; mais au lieu des témoignages de zele & de repentir que la cour attendoit de votre part , vous ne lui avez rapporté qu'un acte forcé d'obéissance ».

« Vous vous séparez de l'esprit qui anime à ce moment la magistrature entière , vous méritez toute l'animadversion de la cour. N'oubliez jamais l'indulgence dont elle use aujourd'hui : vous n'obtiendrez sa protection & sa confiance que par un prompt retour aux sentimens qui caractérisent les vrais magistrats. Retirez-vous ».

*Du 30 juin 1771.*

M. le comte *de la Marche* commence à ressentir les suites heureuses de sa défection du parti des princes du sang ; il n'avoit point encore de gouvernement , & il étoit le seul privé de cet avantage. Le Roi vient de lui accorder le gouvernement du Berri , vacant par la mort du comte *de Clermont*. Il n'avoit aussi qu'un seul régiment d'infanterie , quoique les princes en aient d'ordinaire trois , & il a eu celui de *Clermont Prince* , cavalerie. Enfin S. M. a fait retourner sur la tête du comte *de la Marche* la pension de 50,000 livres , autre dépouille du prince défunt.

*Fin du premier volume.*









a39003



009547661b

